



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

War 198.69



LAUSANNE. — IMPRIMERIE PACHE

0

ÉTUDES D'HISTOIRE MILITAIRE

PAR

F. LECOMTE

COLONEL FÉDÉRAL SUISSE,
membre honoraire de l'Académie royale des Sciences militaires de Suède.

II

TEMPS MODERNES
(jusqu'à la fin du règne de Louis XIV.)

SECONDE ÉDITION.

LAUSANNE
LIBRAIRIE CLASSIQUE J. CHANTRENS
22, Place de la Palud, 22
1870

✓ May 192.69.



Starr fund

773
43-28
39-2

**ÉTUDES
D'HISTOIRE MILITAIRE**

pesant sur l'issue de la campagne, un changement immense et qui en amènera infailliblement bien d'autres dans les rapports des puissances entr'elles, dans les conditions de l'équilibre européen et maritime, dans plusieurs frontières et dans maintes institutions politiques. Une certaine suprématie que le gouvernement des Tuileries avait réussi, en apparence au moins, à s'attribuer dans les affaires européennes, va transférer son siège sur les bords de la Spree, où l'on paraît disposé, par tradition comme par tempérament, à recueillir orgueilleusement cet épineux et véreux héritage : vaste révolution internationale propre à faire éclore toutes celles couvant à divers degrés sous la cendre.

Déjà la monarchie a disparu du sol français, et la République, forme de gouvernement qui, sans contredit, peut le mieux rallier tous les défenseurs de la cause nationale, s'occupe de gagner noblement ses éperons.

Déjà l'Italie, libérée d'une onéreuse et courtoise patience envers un exigeant allié, a pris possession de sa capitale naturelle sans avoir l'air de se douter qu'elle tranchait du coup, contre la papauté et les conciles, un des plus grands problèmes des temps modernes. Déjà la terrible question d'Orient pointe à l'horizon avec tout son cortège de complications insondables. Déjà aussi les idées, toujours promptes, hélas, à changer le poids des habitudes rompues contre un autre joug, tendent partout à se mettre en complaisante harmonie avec les faits accomplis. Des publicistes érudits, des savants de haute valeur, des théologiens même, qui s'étaient prudemment tenus à l'écart jusqu'à ce moment, entrent en lice par légions pour démontrer l'inévitable fatalité de tout ce qui vient d'arriver et de tout ce qui va suivre.

Au milieu de cet ébranlement général, s'augmentant de toutes les défaillances de la présomption désillusionnée, il est consolant de constater que quelques principes, qui nous

sont particulièrement chers, restent debout, d'autant plus fermes et lumineux que le cahos s'accroît dans leurs alentours. Ce sont les principes de l'art de la guerre tels qu'ils ont été posés par Napoléon et formulés par notre regretté maître et compatriote le général Jomini (1); de cet art dont on peut dire aujourd'hui mieux que jamais qu'il fonde et détruit les empires; qui, négligé par les hommes d'état et par les états-majors, les mène inévitablement aux catastrophes, et qui, systématiquement dédaigné par d'ingénieux penseurs s'acharnant à creuser les énigmes de leur seule ignorance, laisse l'opinion publique en proie aux erreurs les plus grossières sur les causes réelles de ces catastrophes ainsi que sur leurs conséquences morales et matérielles.

Sans nul doute les causes d'un événement tel que la chute d'un puissant empire ne peuvent manquer d'être nombreuses et complexes. Rechercher toutes celles susceptibles d'y avoir contribué directement ou indirectement est un travail rétrospectif qui doit plaire aux esprits sérieux et scrutateurs. Mais cette recherche ne perdrait rien de son mérite à constater tout d'abord les causes immédiates, palpables, positives, pour ne passer qu'ensuite à celles de tournure plus philosophique. Or c'est ce qu'on ne fait pas. Et cependant on est bien obligé de reconnaître que quelles que soient les fautes, les illusions ou les préoccupations qui ont amené le gouvernement de l'empereur Napoléon III à sa fatale détermination du mois de juillet dernier, il a décuplé leur action malfaisante par quatre à cinq erreurs capitales d'art militaire qui auraient pu facilement être évitées :

Il provoqua une guerre formidable sans y être prêt ni diplomatiquement, ni militairement, et quoique ayant eu

(1) Voir *Précis de l'art de la guerre*. Voir aussi le *Cours de tactique et le Memorial pour les travaux de guerre* du général Dufour.

IV

l'avertissement des « angoisses patriotiques » de 1866, qui avaient certes été fort légitimes. Il osa déclarer qu'il les avait remplacées par l'approbation d'un « cœur léger, » quand la plus vulgaire prudence aurait dû le rendre au contraire anxieux d'être sûr, avant de se démasquer, du dernier homme et du dernier canon que le maximum de ses ressources mettait à sa disposition.

Même en étant prêt autant qu'il croyait et qu'il pouvait l'être dans les conditions de son organisation, il n'aurait pu disposer, par ignorance ou par fatuité, que d'un effectif montant à peine à la moitié de celui de ses adversaires, lesquels cependant, après 1866 surtout, ne devaient être pris pour de simples et tenaces Mexicains ou d'audacieux Garibaldiens, dépourvus d'organisation régulière et de cohésion.

Il ne sut compenser cette blâmable infériorité ni en mobilisant assez rapidement, ni en concentrant suffisamment ses premières troupes d'opérations (1). Bien plus; encore épar-

(1) Citons sous ce rapport les lignes suivantes d'un remarquable article du *Salut public* de Lyon, du 3 octobre, sur les causes des défaites françaises :

« En France, les réserves rappelées traversaient le pays en tout sens, du nord au midi, de l'est à l'ouest et réciproquement, pour rejoindre les dépôts, et de là retourner à grands frais au point d'où elles étaient parties tout d'abord. Certes, il était naturel de renvoyer les anciens soldats à leurs régiments, mais pourquoi ne pas verser dans le dépôt le plus voisin tous les hommes de la deuxième portion du contingent, afin d'éviter la perte de temps et l'encombrement des voies ferrées ?

« Notre centralisation, si vantée, augmentait la confusion, retardait les opérations par d'inutiles formalités, allongeait les trajets à parcourir, annulait le zèle de chacun par l'obligation d'attendre constamment les ordres d'en haut. Ces ordres, bientôt se firent attendre, puis n'arrivèrent plus et les différents services furent arrêtés.

« La formation de l'armée du Rhin se fit avec peu de réflexion et comme si on eût voulu combattre avec les cadres et les exposer à une ruine totale, avant l'arrivée des soldats; ce qui s'est réalisé, pour le plus grand malheur de la France.

« Le matériel fut réparti d'une manière imprudente. Ne rêvant que triomphe le ministre Le Bœuf l'avait accumulé aux frontières, à Strasbourg et à Metz, dans l'unique prévision d'une guerre offensive. Il était à considérer cependant qu'un premier succès de l'ennemi pouvait amener l'investissement de ces places, la perte

pillé, après 15 jours de campagne, sur le front de Colmar à Thionville par Strasbourg et Metz et sur une profondeur plus grande, soit sur un carré d'au moins 40 lieues de côté, et dans une multitude d'inutiles et nuisibles places de guerre (1), il se laissa surprendre par des armées plus vite prêtes grâce à leur organisation territoriale, supérieures d'effectifs et de formation, mieux concentrées, si bien qu'elles purent le condamner à tous les inconvénients de l'offensive politique avec tous ceux de la défensive stratégique, et constamment garder en outre le profit des lignes intérieures.

Enfin il ne sut réparer ses premiers revers de Wœrth, de Forbach et de la Moselle qu'au prix d'une souveraine extravagance, en jetant tête baissée sa dernière ressource dans la nasse de Sedan, opération excellente pour une ou deux divisions, mais incroyable de la part d'une masse lourde et hétérogène de 140 mille hommes en présence de forces hostiles aussi prépondérantes et aussi rapprochées.

Par tout cela le gouvernement français a totalement méconnu les principes de l'art militaire à la fois les plus élémentaires et les plus essentiels. Et cependant ces principes étaient soigneusement enseignés et instamment recommandés dans ses propres écoles. C'est donc par légèreté et par étourderie surtout que pécha sa gigantesque entreprise. Or il faut convenir, autre perfide oreiller de sécurité, que parmi

de ce matériel, et nous priver de ces amas de fusils qui nous manquent si cruellement en ce moment.

« Il est positif que nos forces étaient trop éparpillées en face d'un ennemi impénétrable, et qui, en 1866, avait montré beaucoup de décision et d'audace. Il est certain que nos corps d'armée étaient mal reliés entre eux et qu'une main débile tenait les rênes destinées à les diriger. Un plan de campagne avait-il été arrêté ? L'histoire plus tard le dira. »

(1) A ce point de vue les événements militaires de 1870 donnent un nouvel et puissant intérêt à la remarquable *Etude sur la défense des Etats par le moyen des forteresses* publiée il y a déjà une dizaine d'années par le major belge Vandewelde.

les défauts qu'on lui reprochait, ces deux-là n'étaient pas précisément au premier rang. On lui supposait plutôt des défauts tout opposés, une tendance aux calculs ténébreux et à une politique de conspirations. Mais non. Ce qui caractérisa bien réellement les apprêts et les débuts de la campagne, ce fut une chaleureuse et, vaniteuse imprévoyance.

Nous admettons que ce vice si cruellement châtié dut tenir à d'autres plus profonds, à la nature même des traditions napoléoniennes et des illusions qu'elles peuvent aisément provoquer. Il n'en est pas moins vrai que c'est lui qui engendra immédiatement les désastres, par des fautes qui pouvaient être évitées sans qu'il fût besoin du génie d'un grand capitaine, ni même des talents d'un général de second ordre.

Si M. le ministre de la guerre, moins accessible à de vaines criaileries, avait simplement continué, en l'améliorant, l'œuvre utile de son prédécesseur, quant à la formation de la garde mobile et à l'armement général du pays indépendamment de son absurde réseau de places fortes; si les ministres, et particulièrement MM. de Gramont et Olivier, avaient modéré quelque peu d'intempestives colères sur la question espagnole, retardé leurs bruyantes déclarations et avancé leur mobilisation d'une quinzaine de jours seulement; si l'empereur avait organisé son entrée en campagne au moins la moitié aussi bien que son foudroyant coup d'Etat du 2 décembre; si enfin le brave et infortuné Mac Mahon avait pensé à utiliser avec sa nouvelle armée les admirables ressources du camp retranché de Paris plutôt qu'à délivrer chevaleresquement son collègue Bazaine; ou bien s'il eût entrepris cette délivrance par la droite, où il avait de l'espace à choix, et non par la gauche, où le moindre contretemps devait forcément l'acculer à une impasse, toutes hypothèses plausibles et même essayées en partie,

l'état des opérations pouvait devenir aisément tout différent, aboutir à l'inverse même de ce qu'il est à ce jour. Il ne fallait en somme que quelques ordinaires précautions et un peu de vigueur, comme cent fois la France en montra, pour rendre possible un tel résultat.

On verrait peut-être aujourd'hui la Prusse, isolée de ses chers alliés allemands, se débattre sur sa troisième ligne de défense, après avoir changé le ministère de M. de Bismark contre deux ou trois autres. On verrait MM. Simon et Jacoby au pouvoir et M. le chancelier fédéral écrire, dans quelque bourgade italienne, un livre sur les bienfaits méconnus de la politique de fer et de sang.

On aurait vu en même temps la nouvelle diplomatie prussienne solliciter des secours à toutes les portes, où elle eût trouvé cette réponse presque invariable : « Vous avez toujours cherché querelle à la France depuis 1792 et 1806; Waterloo n'a pas même suffi à vous apaiser des défaites que vous aviez provoquées. Encore en 1859, à propos de l'Italie, vous avez menacé la France d'invasion; vous avez repris vos tracasseries en 1867 à propos du Luxembourg, puis en 1870 avec vos intrigues dynastiques espagnoles, sans parler de quelques chicanes secondaires. D'ailleurs vous êtes dévorés de la soif d'agrandissement de Frédéric II, qui n'est plus de notre temps; vous avez pour cela fait une guerre inique au Danemark en 1864, une plus inique à vos alliés et compatriotes en 1866, contre lesquels vous ouvrites les hostilités en même temps que vous les leur déclariez; vous vous apprêtiez à bien d'autres exploits de ce genre, dans le seul but de vous arrondir sur terre et sur mer, sans souci des moyens ni des prétextes et en exploitant adroitement la noble idée de l'unité nationale allemande; il n'est pas mauvais que vous soyez une fois arrêtés dans vos convoitises et vos agressions qui menaçaient

VIII

les libertés de tous vos voisins, et que vous ayez enfin trouvé votre maître, auquel nous recommanderons d'ailleurs la modération et la charité chrétienne à votre égard. »

Très probablement on aurait vu aussi ces réponses officielles secondées de nombreux renforts officieux. D'éminents et profonds penseurs, allemands et autres, auraient usé de vingt recueils et brochures pour prêcher le remords à la Prusse haletante, comme aujourd'hui la sérénissime *Revue des Deux-Mondes* croit devoir sermonner ses compatriotes épuisés, après les avoir inondés si longtemps de ses lumières. Celle-ci offrirait probablement de son côté, au lieu de la maussade et docte rhétorique de ces derniers jours, quelque nouvelle édition de ses dithyrambes belliqueux de 1855 et 1859, ou ferait des plans de remaniements territoriaux de l'Allemagne dans le goût de ceux que MM. Mommsen, Sybel et autres savants allemands s'occupent de forger pour la France.

En vérité l'humanité pensante n'est-elle pas curieuse à contempler sous le coup d'une grande victoire, la plus persuasive de toutes les harangues? Singulière dupe surtout que cette haute dialectique si fière de son anti-militarisme et qui n'obéit plus qu'à la voix du canon; mais dupe réussissant, par la facile contagion d'une logique fort consciencieuse de développement sinon de base, à en faire malheureusement beaucoup d'autres parmi les nombreuses gens avides de vues éthérées sur les affaires du jour.

Et naturellement ces philosophes, qui ont eu le tort de se fourvoyer dans un domaine étranger, ont trop de talent pour douter de leur infailibilité en des choses qu'ils croient si terre à terre; ils ne voudront jamais convenir qu'un simple à-droite au lieu d'un à-gauche commandé à Châlons par le duc de Magenta, ou une meilleure potion donnée à temps au regretté maréchal Niel eût pu changer du tout au tout

la note des considérations transcendantes et souvent séduisantes dont ils délectent la curiosité publique.

Mais quoi qu'ils en disent il doit, en ces temps-ci, sauter aux yeux que si la France souffre d'un abaissement sans exemple dans l'histoire, ce n'est pas, comme on le lui reproche, pour avoir dédaigné les arts bienfaisants de la paix, mais bien au contraire pour avoir trop délaissé l'art de la guerre, qui l'avait élevée sur le pavois ; pour avoir trop confondu cet art suprême avec le simple métier des armes, avec la vaillance individuelle et artificielle, avec la technologie spéciale, facteurs importants sans doute dans la formule générale de l'art, mais qui ne sont pas plus l'art lui-même que les mains et les pieds ne sont le cerveau dont ils traduisent les volontés.

La conclusion de ces grands événements est donc à notre avis tout opposée à celle que d'honorables publicistes trop exclusivement *civils* se sont empressés d'en tirer contre ce qu'ils appellent le militarisme, le régime du sabre, les armées permanentes, la lèpre de la soldatesque, les horreurs de la guerre, etc., etc.

Nous accorderons que l'exagération de la force militaire dans le gouvernement des nations peut devenir un mal réel pour tout le monde, pour la nation qui en suppose les bénéfices comme pour celles destinées à en être victimes.

Mais où le mal est grand et doit devenir désastreux, c'est quand un gouvernement s'appuie sur une force militaire qu'il n'est pas à même de conduire au moment critique ; c'est quand il y a dispartite, en deux mots, entre les troupes et leurs chefs supérieurs. A une bonne et nombreuse armée il faut un état-major à l'avenant, sans cesse enflammé du feu sacré de sa haute mission. Sans cela il vaudra mieux, pour la plupart des cas, n'avoir pas d'armée proprement dite,

instrument à deux tranchants difficile et dangereux à manier, mais seulement de nombreuses milices, avec lesquelles, par suite de leur imperfection même, les grandes folies seront matériellement impossibles. Les armées de milices sont au moins un préservatif contre les mauvais conquérants, contre les Césars de contrefaçon, suivant la pittoresque expression de Ste-Beuve, comme les parlements et nos républiques démocratiques le sont contre les mauvais gouvernants. Et à qui ne sait se servir d'armes délicates, une fine lame de Tolède ou un Colt de haute précision vaudra moins qu'un gourdin de bois vert.

Puis on ne saurait nier que si les événements de 1870 semblent plaider contre le *militarisme* français, ils glorifient d'autant son confrère prussien, qui l'a vaincu et qui ne lui cède en rien quant aux griefs des *civilistes*. Non-seulement il lui ressemble sous presque tous les rapports spéciaux, mais en outre il a l'obligation générale du service au lieu de la conscription et du remplacement, beaucoup plus de gardes mobiles sous le nom de landwehrs, davantage de canons et portant mieux, des consignes plus sévères en temps de guerre, et par dessus le marché, dit-on, une grande piété ! Ses premiers hommes d'état même lui font la cour jusqu'à l'escorter en campagne, comme M. de Bismark, sous la tenue d'officier de cuirassiers, perfectionnement caractéristique du genre auquel les autres gouvernements européens n'ont pas encore atteint.

Petit à petit seulement la France marchait vers le système de l'organisation prussienne, du maximum des hommes valides qu'un pays peut mettre sur pied ; elle y est arrivée brusquement et forcément par la guerre ; elle y restera sans doute à la paix, et tous les autres pays feront de même. Si cela contente Messieurs les philosophes civils, il faut avouer qu'ils ne sont pas difficiles sur les choses pourvu que

les mots leur donnent raison. On n'aura plus exclusivement d'armées permanentes peut-être, mais des peuples armés en permanence, et nous doutons que ce soit au profit de l'humanité et de la civilisation en général soit en temps de guerre soit en temps de paix. Les guerres seront moins fréquentes peut-être, mais d'autant plus longues et plus cruelles.

Il en sera ce qu'on voudra. Qu'à l'avenir on ait des forces militaires soit de milices, soit de ligne, soit d'un système mixte, l'instruction aussi développée que possible des états-majors et des chefs d'administrations n'en reste pas moins une exigence de première nécessité, et les grands événements dont nous sommes les témoins le prouvent de nouveau d'une manière irréfragable.

De même ils établissent à nos yeux que le but recherché par nos *Etudes d'histoire militaire* est à l'ordre du jour maintenant plus encore qu'auparavant, car ce but, la démonstration des principes fondamentaux de l'art militaire par le moyen de l'histoire (1), s'est affermi d'une nouvelle expérience aussi grandiose que convaincante, et venant hautement sanctionner ses devancières.

Une fois déjà la France moderne subit l'affaissement qui la frappe aujourd'hui. Le honteux règne de Louis XV dut céder à la jeune et vigoureuse Prusse de Frédéric-le-Grand un prestige militaire péniblement conquis par Richelieu et par Louis XIV, et à l'Angleterre et à l'Espagne ses colonies américaines. La République et Napoléon 1^{er} relevèrent brillamment la partie continentale. Iéna surtout vengea Rosbach d'une façon éclatante. Aujourd'hui Iéna est plus que vengé par Sedan. Les Prussiens semblent avoir ravi à leurs adver-

(1) Voir *Etudes d'Histoire militaire*, Antiquité et moyen-Âge. (1^{er} vol.) Introduction,

saïres ce feu du ciel monopolisé par le grand Empereur, pour ne leur laisser que les vices de leurs qualités : une héroïque et généreuse présomption, une aveugle et admirable bravoure, trop promptement suivies d'un abattement extrême.

Que d'enseignements comportent ces trois seules batailles de Rosbach, de Iéna, de Sedan, où, dans des circonstances si diverses, on vit l'application des mêmes principes aboutir à des résultats presque analogues en changeant chaque fois de drapeaux !

Quant aux nouveautés contemporaines, dont maints techniciens enthousiastes avaient fait d'avance tant de bruit, il ne paraît pas, pour autant que nous pouvons être bien renseignés à cette heure, qu'elles aient exercé aucune influence prédominante sur l'ensemble des opérations, sauf de les avoir rendues parfois fort meurtrières. Les mitrailleuses, les fusils Chassepot ou Werder, la grosse artillerie de précision, les télégraphes, les torpilles, les ballons même ont fait leur honorable part sans doute ; mais ce sont encore les masses d'infanterie qui ont donné les coups décisifs en campagne, ni plus ni moins qu'aux temps de César et de Napoléon 1^{er}.

La plus importante nouveauté produite est bien, jusqu'ici, le vaste emploi des beaux réseaux ferrés allemands et français pour la mobilisation rapide et en bon ordre de masses considérables, du côté des Allemands surtout. Il y aura là sans nul doute, pour les états-majors et pour les hautes administrations publiques, de profitables sujets d'études détaillées et approfondies ; mais cela est une extension de ce qui s'était déjà pratiqué antérieurement, non une innovation proprement dite. Un officier d'état-major de l'armée des Etats-Unis, par exemple, loin de trouver quoi que
 • ce soit de nouveau dans cette lutte, pourrait encore, par sa

seule expérience de la guerre de la Sécession, y apporter, dans l'un ou l'autre camp, plus d'une innovation utile (1).

En résumé la campagne de 1870 ne détruit aucun des principes fondamentaux de l'art de la guerre posés précédemment; elle vient au contraire les confirmer. Elle n'en crée pas non plus d'inconnus, et l'on ne saurait dire justement, comme le font déjà d'intrépides adorateurs du succès (2), qu'elle ouvre une ère nouvelle. Les Prussiens avaient eu des négligences périlleuses en 1866; ils s'en sont corrigés en 1870, ils ont joué un jeu ordinairement plus serré et plus étudié sans être moins énergique, et ils en ont été récompensés par d'immenses avantages avec des risques moins grands, quoique leur récente position sous Paris, sans une seule place forte hors des mains de l'ennemi sur une aussi longue ligne de communication, ne fût certes pas sans danger (3).

A côté de cet enseignement comparatif la campagne en comprend beaucoup d'autres encore; mais tous tendent à montrer que l'étude de l'histoire militaire reste la meilleure des écoles pour les généraux et pour les hommes d'état et le meilleur des préservatifs, pour l'opinion publique, contre les surprises et les déceptions en germe dans toute grande opération de guerre.

(1) On a dit que la présence du général américain Sheridan au quartier-général du roi Guillaume n'avait pas été sans influence sur la remarquable activité déployée par la cavalerie légère allemande dans cette campagne. Nous le croirions sans peine. Nous sommes même persuadés, nous qui avons eu l'honneur de voir à l'œuvre l'honorable général dans les brillants mouvements de la prise de Richmond, que si cette belle cavalerie eût été sous ses ordres elle eût fait parler d'elle beaucoup plus encore.

(2) Voir entre'autres le *Journal de Genève* des 6 et 7 octobre, qui croit devoir faire hommage au beau génie de M. de Moltke d'une ère nouvelle en fait de stratégie. Il est vrai que ce serait l'ère de la *marche coordonnée* en opposition à la *simple marche en colonne*, et que ne la comprendra pas qui voudra.

(3) Depuis que les Prussiens se sont enfin rendus maîtres de Strasbourg et de Toul ils parlent d'entreprendre aussitôt les sièges de Belfort, de Besançon, de Lyon même!

XIV

Par ces raisons nous avons le plaisir de pouvoir offrir cette seconde édition de nos *Etudes* sans autre adjonction à la première édition que le présent *avant-propos*, quoique à la vérité plusieurs chapitres eussent pu être avantageusement complétés par maints détails venus plus tard à notre connaissance, mais pour la coordination desquels les loisirs nécessaires nous ont manqué pendant le tragique été qui vient de s'écouler.

Genève, octobre 1870.

F. LECOMTE,
colonel fédéral suisse.

ÉTUDES D'HISTOIRE MILITAIRE

I

Guerres d'Italie (1494-1559).

L'histoire moderne débute bien pour nous : les *Guerres d'Italie* nous y introduisent d'une manière aussi brillante qu'instructive.

Nous allons retrouver des champs de bataille connus et que nous reverrons souvent encore, les mêmes localités où s'illustrèrent ces fameuses légions romaines et ces aventureuses bandes d'Annibal qui ont dû tant nous attacher dans nos *Études* antérieures ⁽¹⁾ ; un sol et des peuples qui, dès la fin du 15^e siècle jusqu'à nos jours et après avoir donné au monde la *Renaissance*, vont être les constants témoins en même temps que les fréquentes victimes de toutes les grandes luttes euro-

(1) Voir notre volume *Études d'histoire militaire. Antiquité et moyen-âge*, paru l'an dernier.

péennes venant les fouler tour à tour; nous rencontrons en un mot notre terrain le plus classique et l'un des plus importants qu'offrent les annales militaires de tous les temps.

En outre, ces guerres d'Italie nous offrent l'agréable occasion de parler avec quelque avantage de nos compatriotes suisses, qui jouèrent alors en Europe un rôle actif et prépondérant, trop tôt effacé ou réduit à une simple action d'auxiliaire et de mercenaire.

Déjà en terminant notre volume sur l'histoire ancienne nous avons, pour esquisser la composition primitive des armées modernes, dit quelques mots de l'ouverture des guerres d'Italie et notamment de l'entrée triomphale à Rome du roi Charles VIII, en marche sur Naples, où il allait, appelé par de nombreux mécontents, revendiquer les droits de la maison d'Anjou contre la despotique domination de la famille d'Aragon.

Nous avons alors, et quoique en quelques lignes incidentes seulement, dit tout l'essentiel, au point de vue militaire, sur ce foudroyant début des armes françaises en Italie.

D'une part cette campagne ne fut guère qu'une joyeuse promenade; elle n'eut d'autre action qu'une petite escarmouche à Rapallo aboutissant à une facile révolution, à Naples, au profit du roi de France, menée par le chef même des troupes napolitaines, Trivulzio, émigré milanais qui va jouer un grand rôle dans toutes les affaires de la Péninsule. D'autre part les armées n'offrent, dans leur composition, rien de caractéristique de leur époque que nous ne retrouvions un peu plus tard, sous François I^{er} entr'autres, à un plus haut point de perfection.

Ce qui resta de la campagne de Charles VIII fut moins encore, sauf une direction donnée pour longtemps à la politique extérieure de la France et un chemin tout tracé à ses armées.

A peine installés au fond de la Péninsule, les Français s'y

livrèrent sans retenue aux légèretés dont leur jeune roi leur donnait l'exemple, et mécontentèrent bientôt tout le monde. En même temps leurs alliés de la Haute-Italie, le duc de Milan à leur tête, irrités aussi de leurs allures et inquiets de leurs projets, ourdissaient une menaçante coalition pour leur fermer le retour sur les Alpes. Outre Venise, l'empire d'Autriche prenait déjà dans cette ligue cette position d'ennemi et de rival de la France, qui ferait le pivot de sa politique pendant des siècles.

Devant ces dangers, Charles VIII, pressé d'ailleurs par ses goûts frivoles de rentrer en France, dut faire une retraite fort précipitée. Elle lui eût, malgré sa diligence, été fatale sans la vigueur et l'inébranlable fermeté de ses troupes suisses qui, non-seulement s'employèrent péniblement à traîner à bras la belle artillerie à travers l'Apennin, mais procurèrent, à Fornoue, une victoire complète sur la gendarmerie italienne (6 juillet 1495).

Cette heureuse journée sauva les forces de Charles VIII d'un désastre ; elle n'amena pas d'autre profit. La retraite se continua jusque sur les Alpes, tandis que les garnisons françaises de Naples étaient laissées à elles-mêmes sous les ordres du vice-roi, comte de Montpensier, et du sire d'Aubigny. Bientôt assaillis par les Espagnols de l'habile vainqueur de Grenade, Gonzalve de Cordoue, secondés à leur tour des populations et des fièvres, ces garnisons furent réduites à merci. Environ 500 hommes seulement réussirent à regagner les côtes de Provence, sur la fin de l'année 1496, et la couronne de Naples retourna à la famille d'Aragon, dans la personne du jeune Ferdinand II, qui l'avait du reste bien gagnée par sa vaillance.

Telle fut l'expédition de Charles VIII, justement comparée par plusieurs historiens à un ouragan qui ne fit que passer sur l'Italie, mais qui la laissa bouleversée et désormais ouverte au choc fatal des grandes rivalités européennes.

Le successeur de Charles VIII, son cousin Louis XII, qui avait fait cette campagne comme duc d'Orléans à la tête d'un corps d'armée, ne tarda pas à la reprendre pour son propre compte. Il y apporta une variante qui devait la rendre à la fois plus profitable et plus facile. C'est sur le Milanais, bien mieux à la portée de la France, qu'il jeta son dévolu, au nom des droits de sa mère, Valentine de Visconti, qu'il avait déjà essayé de faire valoir pendant les succès de son devancier et qu'il avait hautement proclamés dès son avènement, en ajoutant à son titre de roi de France ceux de roi des Deux-Siciles et de duc de Milan.

Politique adroit, Louis XII ne négligea pas de se procurer l'appui de bonnes alliances. Les Suisses, qu'il venait de soutenir dans leur guerre dite de Souabe contre l'Empire, conclurent avec lui un traité et lui fournirent des hommes en abondance. Le pape Alexandre VI et les Vénitiens s'engagèrent aussi avec lui contre le duc de Milan, dont ils espéraient quelques dépouilles.

Encore cette fois, l'armée française n'eut qu'à se montrer pour vaincre. Rassemblée à Lyon en août 1499, sous les ordres supérieurs de Trivulzio, de d'Aubigny et du comte de Ligny, elle tenait tout le Milanais un mois après. Le duc Louis-le-More dut s'enfuir et se réfugier auprès de l'empereur qui lui promettait et lui rassemblait péniblement quelques secours tardifs. Le 6 octobre Louis XII, suivant son armée, fit son entrée triomphale dans ses nouveaux domaines, auxquels Gènes même ne tarda pas de se joindre.

Ces succès durèrent peu. L'arrogance des vainqueurs et surtout de Trivulzio, enivré de mesquines vengeances, provoqua bientôt une réaction, qui, secondée d'émissaires de Louis-le-More, puis de l'approche de celui-ci avec des bandes levées en Suisse et en Allemagne, se changea en une insurrection formidable. Déjà en février 1500 les Français furent chassés de Milan ; le duc prit à son tour l'offensive,

et quelques semaines plus tard les deux armées se trouvèrent en présence devant Novare. Tout cela ne se passa pas sans quelque lenteur. Les Français eurent le temps de recevoir des renforts de France et de Suisse sous le sire de la Trémouille et d'obtenir de la Diète suisse une décision interdisant à ses nationaux de combattre les uns contre les autres, ce qui était condamner à l'inaction ceux du duc de Milan recrutés individuellement et illicitement. Cette manœuvre, la plus habile des Français pendant cette campagne, eut une pleine réussite. L'hésitation, puis la mutinerie se répandit parmi les Suisses de Louis-le-More; des pourparlers entre eux et leurs compatriotes du camp opposé s'ouvrirent, qui forcèrent, de leur côté, les chefs à négocier plus ou moins sincèrement. Il en résulta que les Suisses de Louis-le-More se mirent en retraite vers leurs montagnes sous le couvert d'un armistice; ils cherchèrent bien à sauver le duc déguisé au milieu d'eux, mais il fut trahi par un soldat d'Uri⁽¹⁾ et capturé par les Français qui le retinrent prisonnier jusqu'à sa mort. De nouveau ceux-ci furent les maîtres du Milanais au printemps de l'an 1500.

Ce premier pas effectué Louis XII s'occupa aussitôt du second, de la reprise de Naples. Ici encore la diplomatie joua le principal rôle. Sous prétexte d'alliance contre les Turcs, le roi de France s'entendit avec le roi d'Espagne Ferdinand V pour se partager le royaume convoité. Par le traité de Grenade (1500) le roi de Naples Frédéric fut simplement dépouillé de ses Etats au profit de ces deux souverains, Louis XII prenant le nord, Ferdinand V le midi. Indigné de la perfidie de son parent d'Aragon, dont le lieutenant Gonzalve lui avait escamoté toutes ses places fortes sous le masque d'un auxiliaire, Frédéric préféra se livrer aux Français, qui le dédommagèrent par une belle terre sur les bords de la Loire.

Cette profitable entente entre les deux spoliateurs n'était

(1) Un nommé Thurmman, qui plus tard fut décapité pour cette infamie. Sa famille fut honnie et changea son nom.

qu'un préliminaire. Chacun d'eux espérait se débarrasser promptement de son voisin. Des contestations s'élevèrent bientôt entr'eux et les hostilités formelles s'ouvrirent dans l'été de 1502. A cette occasion Louis XII envoya une nouvelle armée en Italie sous les ordres du duc de Nemours ; lui-même s'établit dans sa ville d'Asti pour diriger la campagne.

Les opérations, d'abord peu décisives, donnèrent un ascendant marqué à Gonzalve, qui déploya autant d'habileté que d'activité. Après de nombreuses escarmouches et des rencontres plus meurtrières à Seminara, à Cerignola, au Gari-gliano entr'autres, les Français furent rejetés dans Gaëte, où ils capitulèrent au commencement de 1504. Louis XII se crut heureux de conclure une paix à Blois qui lui sauvait son duché de Milan, mais en compromettant gravement l'avenir par un projet de mariage de sa fille Claude, dotée de la Bretagne, avec l'archiduc Charles, le futur Charles-Quint.

Heureusement que Louis XII se laissa forcer la main par ses notables et se dégagea bientôt de cette clause du traité de Blois pour fiancer sa fille à son neveu et héritier François d'Angoulême.

Cette rupture faillit amener la reprise de la guerre entre la France d'un côté et l'Espagne et l'Empire de l'autre. Mais l'archiduc offensé étant mort, la guerre en resta aux préparatifs et se borna à une nouvelle et rapide descente de Louis XII en Italie pour ramener sous son autorité la ville de Gênes qui s'était insurgée (avril 1507), expédition dans laquelle un corps de huit mille Suisses joua le principal rôle, surtout dans l'assaut des fortifications.

Ces événements relevèrent l'ascendant de la France en Europe, mais en excitant aussi l'orgueil de Louis XII. Pour affermir et arrondir sa possession du Milanais il crut nécessaire d'amoindrir Venise, dont la prospérité croissante lui portait ombrage ainsi qu'à tous les voisins de la puissante république. Il ne recula pas même devant les dangers d'in-

troduire les Espagnols et les Impériaux dans la Haute-Italie, et conclut avec eux et avec le pape Jules II la ligue de Cambrai, dont ce dernier fut l'âme. De toutes parts on s'abattit préalablement sur la Suisse pour y lever des troupes ; les Vénitiens offrirent leur alliance bien naturelle de république à république ; mais l'or et les traditions aimées du service de France furent les plus forts : les gros bataillons, et avec eux le succès, se portèrent vers Louis XII.

Les Vénitiens, serrés de toutes parts, ne purent livrer qu'une bataille, à *Agnadel* (14 mai 1509), mais meurtrière et décisive. Divisés en deux armées principales qui ne purent pas s'entendre, ils furent complètement battus et se virent enlever en 15 jours toutes les villes conquises sur le Milanais. Chacun prit sa part et Venise fut resserrée dans ses lagunes. Mais le sénat tint ferme ; il réussit entr'autres à défendre avec succès la ville de Padoue contre l'armée formidable des Impériaux et une nombreuse artillerie.

Les Vénitiens gagnèrent à leur tenace défensive de voir tourner en leur faveur les combinaisons de la politique. Le pape Jules II, visant moins à les détruire qu'à les abaisser, pouvait être satisfait ; il s'abandonnait maintenant à son sentiment favori de chasser de l'Italie les *barbares*, c'est-à-dire tous les étrangers et en premier lieu les Français qui ne réussirent jamais à se maintenir longtemps la faveur des populations italiennes. Il n'eut pas de peine à amener à lui le roi Ferdinand V dont la politique particulière pouvait s'accommoder de ce projet, au moins pour le début. Il fit peu à peu sa paix avec les Vénitiens, se créa de solides accointances en Suisse par le moyen de l'évêque de Sion, le célèbre Mathias Schinner, et rallia enfin à ses vues l'empereur Maximilien et même le roi d'Angleterre Henri VIII (1511). Cette coalition, décorée du nom de Sainte-Ligue, devait attaquer la France de tous les côtés, notamment dans la Guyenne et en Italie ; sur ce dernier théâtre la tâche principale était dé-

volue aux Suisses, qui avaient déjà montré plusieurs fois des velléités d'intervenir dans les affaires d'Italie pour leur propre compte et s'y étaient lancés par petites bandes aventureuses prétendant s'emparer de tous les débouchés des Alpes, de la Léventine, et de la Valteline entr'autres.

Plusieurs actes mesquins et déloyaux de l'avare Louis XII et les prédications furibondes de Mathias Schinner avaient réussi à opérer en Suisse toute une révolution contre la France dont le Saint-Siège et l'indépendance de l'Italie allaient faire leur profit.

Quoique à forte partie, Louis XII devant tous ces préparatifs d'hostilité fit bonne contenance. Il n'attendit pas que ses divers ennemis aient pu se réunir à leur aise, et il fut admirablement servi dans son initiative par un jeune général, Gaston de Foix, duc de Nemours, qui du milieu de la Haute-Italie sut porter de droite et de gauche les coups redoublés que lui permettait sa position centrale contre des adversaires éparpillés sur une longue circonférence.

Manœuvrant habilement en premier lieu contre les Suisses, trop tôt descendus de leurs montagnes ⁽¹⁾ au nombre de 16 mille hommes, mais sans artillerie, sauf deux petites pièces amenées par les Fribourgeois, sans ponts ni vivres, il les harcèle et les arrête court aux portes de Milan. D'ailleurs les Suisses sont mécontents de leurs alliés qui les laissent sans nouvelles et sans aucune trace du concours promis, ils se décident à la retraite et l'effectuent par Monza, en mettant à contribution et à sac tout le pays et en ne laissant qu'une faible garnison au sud de la Léventine.

Après cet important succès, Gaston se retourne contre les Vénitiens et préserve Ferrare de leurs coups ; de là il va délivrer Bologne que les Espagnols du vice-roi et de l'habile

(1) Un incident secondaire, l'arrestation de trois officiers suisses à Lugano, comme espions, et l'exécution de deux d'entre eux par les autorités françaises, avait précipité cette levée de boucliers.

ingénieur Pierre Navarre, l'inventeur de la guerre des mines, voulaient faire rentrer sous la domination pontificale ; puis il court de rechef aux Vénitiens en train de s'emparer du Brescian et du Bergamasque et les refoule en leur infligeant de rudes pertes. Tout cela dans les sept premières semaines de l'année 1512. Il se porta ensuite contre Ravenne, une des places importantes de la Ligue et couvrant l'accès de Rome.

Une grande bataille se livra sous les murs de Ravenne le 11 avril 1512. Elle fut fort disputée ; mais les divers chefs coalisés sous le vice-roi Cardona s'entendirent peu entre eux. L'infanterie espagnole de Pierre Navarre, fort bien instruite par ce tacticien distingué et ingénieux, s'y couvrit de gloire en soutenant le principal effort de la lutte contre les meilleures troupes de Gaston. Se couchant à plat ventre devant les feux de l'artillerie, elle n'en était pas moins solide quand elle se redressait subitement pour affronter les charges des gendarmes. Elle était escortée de 30 chariots de guerre du genre des chars à faux des anciens, portant chacun une pièce de campagne et un épieu en fer pour les chocs, qui rendirent de bons services. Cependant l'impétuosité de la gendarmerie française, bien secondée de vigoureuses canonnades, triompha de tous les autres coalisés, et les troupes de Pierre Navarre durent finalement céder aussi le terrain, ce qu'elles firent dans le meilleur ordre. La victoire resta ainsi aux Français, mais chèrement payée par la mort de Gaston, tué en cherchant vainement à entamer la retraite imposante de l'infanterie espagnole.

La glorieuse fin de ce héros de 23 ans, dont on put justement dire qu'il se montra grand capitaine presque avant d'avoir été soldat, fit brusquement tourner la roue de la fortune. Remplacé par le sire de la Palisse, qui lui ressemblait par la vaillance, mais non pour le reste, la bataille de Ravenne, quoique ayant terrifié tous les ennemis de la France, fut complètement stérile pour les vainqueurs, et jamais l'on

ne vit mieux combien les plus grands événements de l'histoire, que tant d'éloquents moralistes veulent rattacher à de hautes déductions philosophiques, peuvent dépendre du seul choix d'un bon général ou des hasards qui donnent à une armée tel chef plutôt que tel autre.

Un élément important avait manqué à la bataille de Ravenne : les Suisses. Ils arrivaient à leur tour, un peu lentement, mais plus menaçants que jamais. Cette fois ils marchaient pour leur propre compte et non plus comme de simples mercenaires. Ils y mettaient même une certaine passion contre Louis XII qui leur faisait le retentissant affront de prétendre se passer d'eux pour ses grandes guerres et les remplacer par des lansquenets allemands levés à prix réduit ou par des recrues de contrebande. Ils sauraient prouver à l'ingrat monarque que nul ne devait songer à guerroyer en Italie sans compter avec les Suisses. A une première troupe de 6 mille hommes demandée par le pape contre Ferrare, se joignirent le double et le triple de volontaires qu'il fallut aussi emmener. Tous se réunirent d'abord dans les Grisons, à Coire, d'où ils passèrent à Trente pour se joindre par l'Adige à leurs alliés vénitiens qui, avec le pape, devaient fournir la solde courante et le secours des accessoires. Finissant de se rallier à Vérone, ils en sortirent, le 30 mai 1512, au nombre de 20 mille hommes sous le commandement supérieur d'Ulrich Hohensax, assisté de Jaques Stapfer de Zurich et de Jean Lanther dit Heid, de Fribourg. Après s'être joints aux Vénitiens, 10 mille hommes sous Paul Baglione, ils franchirent le Mincio à Valeggio pour s'avancer sur Milan.

La Palisse, qui avait laissé l'offensive contre Rome pour venir recevoir les Suisses, les attendait sur l'Oglio et du côté des Alpes. Ne pouvant tenir devant des forces aussi supérieures, il jeta des garnisons dans quelques places et se replia sur le Tessin et le Pô en escarmouchant. En trois semaines les Suisses furent maîtres de tout le pays, après

quelques légers combats et une action plus vive à Pavie où près de deux mille lansquenets allemands furent tués (18 juin 1512). Beaucoup d'autres lansquenets s'étaient retirés des rangs français par suite d'une sommation de rappel émanant de l'Empereur.

Sforza fut réinstallé dans le gouvernement du duché aux acclamations du peuple et au nom des Suisses ses libérateurs. Le cardinal de Sion et le landammann Schwarzmourer de Zoug lui en firent la remise solennelle en présence des délégués de l'Empereur et du Pape. Dans le courant de l'été la domination des Français avait disparu de l'Italie où il ne leur restait que quelques places, entr'autres les châteaux de Crémone et de Milan, postes trop disséminés pour influencer sur les destinées du pays, mais où des garnisons valeureuses pouvaient encore, quoique bloquées, chicaner avantageusement leurs alentours.

Le pape Jules II eut tout le prestige politique de ces événements. Non-seulement il put braver les foudres du concile de Pise réuni contre lui par la France, mais il reprit toutes les places insurgées de la Romagne, y compris Bologne, et même Parme, Plaisance et Reggio. En outre le duc de Milan, restauré par ses soins, pouvait être considéré comme un de ses vassaux. Sous son égide puissante la sécurité de l'Italie paraissait s'affermir, et les Suisses, décorés du nom flatteur de *protecteurs du Saint-Siège*, rentrèrent dans leurs foyers comblés de présents et après avoir solennellement promis leur protection au nouvel état de choses, qui était leur œuvre et qu'ils laissèrent sous une garde ducal de 300 hommes. En retour de cette promesse les seigneuries de Lugano, de Locarno et de Domo, débouchés des Alpes, devaient être cédées aux Suisses, avec exemption de péages jusqu'aux portes de Milan, et une somme de 200 mille ducats, plus une rente annuelle de 40 mille ducats ; en outre le duc de Milan

devait fournir aux Confédérés, sur leur réquisition, un contingent de 500 cavaliers.

L'heureux Jules II ne jouit pas longtemps de son triomphe. Sa mort suivit de près, et ce fougueux adversaire de la France fut remplacé par Jean de Médicis, le souple et magnifique Léon X.

Cet événement contribua à relâcher les liens déjà passablement détendus de la Sainte-Ligue. La division se mit peu à peu parmi ses membres, dont les intérêts étaient très-divers, et Louis XII ne manqua pas d'en profiter pour chercher à rétablir ses affaires. Il réussit aisément à neutraliser le roi d'Aragon par une trêve favorable, ce qui lui permettait l'usage des troupes employées en Navarre, et à s'allier aux Vénitiens toujours désireux de s'enrichir, sinon de Crémone et de la Ghiradadda, au moins de Brescia et de Bergame.

Au mois de mai 1513, une armée française franchit les Alpes et se porta sur le Milanais, déjà fatigué de son nouveau gouvernement et surtout des lourds impôts qui s'y percevaient à l'instigation du cardinal de Sion pour subvenir aux frais des grandes combinaisons politiques du St-Siège. L'armée, commandée par La Trémouille, avec Trivulzio pour second, comptait une vingtaine de mille hommes, soit 1400 lances, 1000 cheveu-légers, 14 mille fantassins, moitié d'allemands moitié de gascons, 1500 artilleurs avec une centaine de pièces et une grande forteresse portative en bois qui devait dominer les plaines de la Lombardie.

Facilités par la retraite des troupes espagnoles du vice-roi, jouant un double jeu vis-à-vis de tous les belligérants, les Français se rendirent facilement maîtres d'Asti et d'Alexandrie, en même temps que leurs alliés vénitiens, environ 12 mille hommes sous Aviano, s'emparaient de Crémone et s'apprêtaient à franchir le Pô à Cava. Cela suffit pour soulever la population de Milan, qui tourna aux Français ainsi que les troupes faisant toujours le siège du château.

Sforza, trop ému de ces démonstrations, quitta sa capitale avec quelques centaines de Suisses et de Lombards et un millier d'Espagnols pour se réfugier dans Novare, où il attendait le secours des Espagnols et des Suisses, qui seuls pouvaient le protéger efficacement en ces circonstances extrêmes.

Mais les troupes espagnoles, depuis la trêve de leur roi avec Louis XII, n'étaient rien moins que sûres, et les Suisses avaient un long chemin à faire, sans compter que le roi de France redoublait d'efforts pour les ramener à sa cause.

Néanmoins les angoisses de Sforza reçurent un premier calmant par l'arrivée d'une troupe de 4000 Suisses, descendus en hâte des montagnes, et qui suffit à assurer la possession de Novare et de ses communications avec les Alpes par Côme. D'autres renforts arrivèrent à la débandade, en attendant une grosse colonne qui s'ébranlait avec plus de lenteur.

La Trémouille rallia d'abord Gênes à sa cause, puis il s'avança contre Novare après avoir laissé des garnisons sur ses derrières, surtout à Alexandrie. Le siège de Novare fut aussitôt entrepris et une première canonnade contre la place s'ouvrit le 4 juin 1513 avec 25 pièces. Les perspectives s'offraient souriantes aux Français. La Trémouille pouvait assez raisonnablement espérer de terminer là sa campagne, et il transmit même son espérance à Louis XII, l'avisant qu'il allait bientôt lui envoyer le fils prisonnier comme précédemment il avait envoyé le père. Il ne négligea pas non plus de recourir aux mêmes moyens que treize ans auparavant et d'essayer les négociations.

L'analogie des situations était en effet frappante. Elle s'augmentait, pour Sforza, du fait que parmi ses défenseurs se trouvaient bon nombre des mêmes hommes qui avaient laissé capturer le malheureux Louis-le-More. Mais les sentiments étaient à l'opposé. Les Suisses se sentaient heureux, cette fois, de combattre l'ingrat roi de France et de pouvoir le faire sur le même terrain où jadis ils ne l'avaient que trop bien

servi, même au prix de leur réputation militaire si glorieuse jusqu'alors. Aussi fermes devant les essais de *parlementage* (1) que devant la canonnade, ils brûlaient du désir d'en venir aux mains, et ils provoquèrent l'assaillant en tenant constamment ouvertes les portes de la ville. Ils crièrent même aux lansquenets d'épargner leur poudre et qu'ils élargiraient les brèches pour leur faciliter l'assaut. Dès le premier soir ils firent une sortie et enlevèrent un canon. Le lendemain matin, il y eut reprise de la canonnade et une nouvelle mêlée sous les murs de la place ; mais l'après-midi, le feu cessa. Les Français étaient obligés de faire face à de nouvelles exigences et ils se repliaient sur une meilleure position, à une demi-heure de distance de la ville.

C'était l'approche des renforts suisses qui nécessitait cette modification du siège.

Le gros des Suisses, débouchant à la fois par les trois passages du Simplon, du St-Gothard et du Bernardin, avait subi les retards ordinaires des passages des Alpes au printemps. Les deux colonnes du Simplon et du St-Gothard se rencontrèrent le 2 juin à Sesto-Calende, le rendez-vous général, où elles attendirent trois jours la colonne du Bernardin aux ordres de Hohensax, qui devait avoir le commandement en chef. Mais des nouvelles de la fâcheuse situation de leurs compatriotes, déjà aux prises avec l'ennemi, leur étant parvenues, un conseil de guerre tenu à Sesto-Calende décida de marcher sans plus tarder au secours de Novare. Le camp, fort d'environ 5000 hommes, se mit en route le 5 juin, et c'est son approche qui avait amené la suspension de la canonnade mentionnée ci-dessus. Vu la nouvelle position prise par l'armée de La Trémouille, les arrivants purent faire aisément leur jonction avec les assiégés dans la soirée du 5 juin. Après les démonstrations de joie un conseil de guerre fut aussitôt réuni ;

(1) Qu'on nous pardonne ce barbarisme pour définir une espèce d'opération militaire et diplomatique qui se rencontrera fort souvent dans le cours de nos récits.

sur les instances de Jaques Mutti, d'Uri, l'avis prévalut d'attaquer sur-le-champ les Français sans attendre l'arrivée de la colonne de Hohensax, délai qui pouvait permettre aussi aux Français de recevoir des renforts attendus. La décision prise fut ordonnée sur-le-champ et exécutée dans la nuit même.

Le 6 juin, vers une heure du matin, la prière eut lieu dans tout le camp, où une garnison de 500 hommes fut laissée. Le reste, soit environ 9000 Suisses accompagnés de huit canons, en sortit sans bruit et en bon ordre pour l'attaque projetée. Trois corps furent formés : un pour tourner les lansquenets à la dérobee et les assaillir en flanc, un second pour marcher droit devant lui et s'emparer de l'artillerie ; le troisième devait rester en réserve et opposer ses piques aux charges de la cavalerie.

Toutes ces dispositions et la première attaque elle-même purent s'effectuer sans que les Français s'en soient doutés. La Trémouille et Trivulzio, aussi surpris que leurs soldats, rangèrent à la hâte les troupes en bataille ; l'artillerie vomit ses foudres, la cavalerie montra ses belles lignes. Une mêlée acharnée et générale s'engagea, mais rien ne put arracher aux Suisses l'avantage de leur vigoureux début. Après de sanglants efforts, surtout le long du fossé protégeant l'artillerie et défendu intrépidement par les lansquenets, les canons furent enlevés et retournés contre les Français, la fameuse forteresse en bois n'avait pu être montée, et l'engagement était si serré que la belle gendarmerie française fut condamnée à l'inaction par la crainte d'écraser les siens aussi bien que les adversaires. Enfin les Suisses du mouvement tournant, arrivant à propos, déterminèrent la déroute des Français qui évacuèrent le champ de bataille en y laissant environ 10,000 des leurs, tout leur matériel et leur bagage. La poursuite s'effectua pendant quelques heures, mais les confédérés ne purent, vu leur manque de cavalerie, la mener bien loin ; ils

revinrent sur le champ de bataille rendre à Dieu leurs actions de grâce et recueillir le riche butin qui s'y étalait. De leur côté, ils avaient perdu environ 1800 hommes, surtout par le feu de l'artillerie, parmi lesquels le brave Jaques Mutti.

Le lendemain de la bataille de Novare, la plus grande défaite qu'eussent subie les Français en Italie jusqu'à ce jour, arriva la dernière colonne suisse, fort triste de n'avoir pu participer à cette importante journée, mais à point pour en précipiter les conséquences; les Français furent chassés de la Péninsule et forcés de se mettre à leur tour sur la défensive, tandis que les Espagnols, qui s'étaient tenus en prudents observateurs sur la Trebbia pendant la bataille, se mirent aux troupes des Vénitiens et leur infligèrent plusieurs échecs.

Dans le courant de juillet déjà, tous les Suisses, après avoir levé de fortes contributions de guerre, reprirent le chemin de leurs foyers, enseignes déployées, laissant quelques mille hommes en arrière pour la sûreté du duché.

Ils ne tardèrent pas à rentrer en lice sur un autre théâtre, autant pour continuer, dans les termes les plus agréables à leur allié l'empereur Maximilien, la campagne commencée en Italie, que pour faire diversion à leurs dissensions intestines.

Suivant les plans de la coalition dont l'empereur était devenu le grand moteur, la France serait attaquée en même temps sur ses frontières du nord et de l'orient. Au nord, 30,000 Anglais, débarqués à Calais, gagnèrent bientôt la bataille de *Guinegate* (16 août 1513), plus connue sous le nom de *Journée des Eperons* par suite de la panique effrénée dont fut prise l'armée française. A l'Orient, les Suisses et des troupes de l'Empire devaient reprendre la Bourgogne à la France.

En effet, environ 20,000 Suisses, renforcés d'un corps de cavalerie allemande et franc-comtoise et d'une belle artillerie ainsi que de lansquenets, donnant un total d'environ 30,000

hommes, avec une soixantaine de bouches à feu, se réunirent à Besançon, en Franche-Comté, dans le mois d'août 1513. La Diète de Zurich fixa quelques points du plan de campagne et s'en référa, pour le reste, à un grand conseil de guerre qui devait être tenu à Besançon. Elle donna aussi aux chefs et bannerets des cantons la direction des troupes et des pleins-pouvoirs pour conclure une paix honorable. Comme signe de guerre pour tous les contingents des cantons on adopta, outre la croix blanche, que les Français portaient aussi, une clef blanche. L'avoyer bernois Jaques de Wattenwyll fonctionna comme commandant en chef. La cavalerie allemande était sous les ordres du comte Ulrich de Würtemberg, et l'Empereur était représenté au quartier-général par deux délégués.

Le conseil de guerre tenu à Besançon décida de s'emparer de Dijon, la place la plus importante de la France orientale, la seule couvrant Paris, et où La Trémouille, gouverneur de la Bourgogne, avait rassemblé les débris de Novare, au nombre d'environ 8000 hommes. Les armées de Berne, Fribourg et Soleure n'avaient pas voulu attendre les délibérations du conseil de guerre pour marcher sur Dijon ; elles formèrent l'avant-garde, que suivirent immédiatement les contingents de Bâle, Bienne et Rothweil. L'artillerie impériale vint ensuite, puis le reste des troupes. La marche se fit sans coup férir, stimulée encore par les bonnes nouvelles reçues des opérations sur les frontières du nord ; elle laissa partout, sur le pays ennemi, de cruelles traces de son passage ; le pillage et l'incendie lui firent une lugubre escorte. Le 8 septembre, la ville de Dijon fut investie, des batteries furent construites et le lendemain la canonnade commença contre ses murs, qui présentèrent au bout de 48 heures une brèche assez large pour l'assaut.

La Trémouille, fort inférieur en forces, crut prudent de ne pas laisser aller les choses jusqu'à ces extrémités. Esprit souple et fertile, vétéran expérimenté et connaissant les Suis-

ses de longue date comme ami et comme ennemi, il savait plus d'un bon tour à leur opposer, comme on l'avait déjà vu à Novare. Il recourut encore au *parlementage* qui lui réussit pleinement grâce à la générosité fallacieuse de ses promesses et à d'opportuns cadeaux à quelques chefs peu dignes de leur mandat. La paix fut ainsi conclue en vingt-quatre heures (13 septembre) malgré les protestations des conseillers impériaux et du duc de Wurtemberg ; quoique les deux contractants, La Trémouille d'une part et Jaques de Wattenwyll de l'autre, fussent sans pouvoirs réguliers, cette paix n'eut pas moins la prétention de régler les intérêts de tous les belligérants : le roi de France déclara renoncer au concile de Pise et à ses droits sur les Etats de l'Italie, en abandonnant aux confédérés (pour le duc Sforza) le duché de Milan, Crémone et Asti ; il promettait en outre 400 mille couronnes aux confédérés et 10 mille à leurs alliés impériaux, et de ne plus enrôler de mercenaires suisses sans le consentement des autorités. Au moment de la signature le traité faillit échouer par l'impossibilité de La Trémouille de fournir sur-le-champ les sommes promises. Il donna enfin un à-compte de 20 mille couronnes et des otages pour le reste ; sur quoi les Suisses firent leur retraite vers le Jura. Le désir de revoir leurs pénates était si grand que la retraite fut presque une fuite et que l'artillerie impériale resta seule gravement exposée aux coups des Français.

Quant à La Trémouille, heureux d'avoir tiré son pays de ce mauvais pas, il alla sans crainte affronter les colères de Louis XII pour le traité qu'il avait conclu en son nom et à son insu. D'abord fort irrité de cette humiliation, le roi finit par se radoucir. Il reprit les négociations pour une paix générale, espérant retirer le plus possible des concessions de Dijon ; en attendant, il calma les justes impatiences des Suisses par d'autres belles promesses et par un second à-compte de 50 mille couronnes.

Ces négociations se poursuivaient assez favorablement, mais au milieu de préparatifs d'une nouvelle expédition française sur le Milanais, quand Louis XII mourut, le 1^{er} janvier 1515, laissant la réputation d'un excellent administrateur, d'un adroit politique, plutôt que d'un général, et le nom de *Père du peuple*. Il fut remplacé par son cousin et gendre François I^{er}, jeune et brillant chevalier, dont le premier sentiment fut d'obtenir une revanche de la journée de Novare et de reprendre les préparatifs de son prédécesseur sur l'Italie ; à son couronnement déjà il se donna le titre de duc de Milan.

Un de ses premiers soins fut de chercher à reconquérir l'alliance des Suisses, dont environ 2 mille étaient rentrés individuellement l'année précédente au service du feu roi. Il envoya des délégués à la Diète de Zurich dans ce but, mais il ne put rien obtenir en dehors de cette réponse : exécutez d'abord le traité de Dijon. Il se tourna du côté de l'Italie, où il eut plus de succès ; non-seulement il put s'y rassembler çà et là des partisans, mais il conclut un traité formel avec Venise et rendit le Pape Léon X hésitant dans sa ligne de conduite.

Néanmoins celui-ci, qui venait de renouveler son alliance avec les cantons suisses pour cinq autres années, redoutait beaucoup au fond la prépondérance française et s'efforçait de lui susciter des obstacles. Il obtint de la Diète suisse un premier contingent de 4 mille hommes destiné à combattre les mouvements révolutionnaires provoqués par la France dans la Haute-Italie, particulièrement à Gênes. Cette avant-garde, renforcée d'à peu près autant de volontaires, se rassembla vers la fin de mai 1515 à Novare. Elle ne fit que précipiter les événements qu'elle devait conjurer : une révolution éclata à Gênes et cette place passa aux mains de la France, qui de nouveau eut un pied sur territoire italien.

Les adversaires des prétentions de François I^{er} redoublèrent d'efforts pour recevoir le choc qui s'annonçait. La Diète suisse ordonna une seconde mise sur pied de 14,000 hommes qui,

dès le mois de juin, descendit en Italie avec la mission d'occuper tous les passages des Alpes par où les Français pouvaient entrer en Italie, de tenir aussi les citadelles de Milan, Crémone et Novare et de faire promptement rapport sur tous les incidents qui surviendraient.

La Sainte-Ligue fut renouée et signée le 17 juillet entre le Pape, l'Empereur, l'Espagne, le duc de Milan, Florence et les Suisses. Le plan de campagne fut aussi élaboré d'une manière générale et les rôles distribués. L'Empereur se chargeait d'inquiéter la France sur sa frontière orientale et de tenir tête aux Vénitiens. Les Suisses devaient former le gros des forces contre l'armée française et être secondés directement par les autres alliés, qui fourniraient entr'autres la cavalerie, l'artillerie et la solde.

La première colonne de l'armée suisse, sous l'avoyer bernois Albert de Stein, s'établit, dès la fin de juin, dans la région de Suze et de Saluce pour garder les débouchés du Mont-Cenis et du Genève, routes ordinaires des expéditions à travers les Alpes. Sur leur gauche, les volontaires lombards de Prosper Colonna veillaient aux difficiles défilés de Coni et de l'Argentièr.

La seconde colonne suisse, après avoir franchi la frontière, ne voulut pas joindre la première et préféra marcher sur Milan, pour y recevoir d'abord la solde promise. Après de pénibles pourparlers la jonction eut enfin lieu, le 24 juillet, à Moncalieri. Mais à peine est-elle effectuée que la discorde éclate entre les chefs, et spécialement entre les Bernois, d'un côté, et les Schwytzois de l'autre. Stein faillit être tué dans une émeute, et des mutineries déplorables s'ensuivent dans les rangs des troupes, dont une portion, les derniers arrivés, n'avaient point reçu de solde ni plus rien trouvé à butiner, tandis que les premiers avaient eu de bonnes aubaines. Les seconds reprochaient aussi aux partisans de Stein d'être moins hostiles à la France que ne devait le comporter la

situation présente ; des velléités d'arrangement s'étaient en effet manifestées, à plusieurs reprises, parmi les conseillers et les chefs de Berne, tandis que les cantons forestiers se montraient toujours très passionnés contre tout arrangement.

Dans ces entrefaites, l'armée de François I^{er} s'approchait. C'était la plus belle qu'eût encore créée la France. Elle ne comptait pas moins d'une soixantaine de mille hommes, avec 87 bouches à feu, soit trois mille lances, 1500 cheveau-légers, 20 mille lansquenets allemands, 20 mille autres fantassins français et basques sous Pierre Navarre, passé depuis peu au service de France. Outre cet habile tacticien, le roi François I^{er} était accompagné des célèbres vétérans Trivulce et La Trémouille, de Lautrec, puis du duc de Gueldre et du comte de la Marck, commandant les lansquenets et leurs fameuses *bandes noires* ; La Palisse, le duc de Bourbon, le chevalier Bayard y figuraient aussi.

Le passage des Alpes fut remarquable au point de vue des difficultés techniques vaincues et même de la stratégie. A Grenoble et à Briançon François I^{er} réunit des conseils de guerre qui pesèrent minutieusement les projets divers d'opérations en perspective. Des reconnaissances ayant appris que les deux grandes voies ordinaires étaient trop bien gardées pour y déboucher aisément, Trivulce entreprit de faire passer le gros de l'armée plus au sud, par le col escarpé de l'Argentièrre. Tandis que des démonstrations furent faites par de faibles corps sur tous les autres passages et par la mer, du Mont-Cenis à Gènes, le gros des troupes déboucha sur Coni, par les vallées de la Durance, de la Maira et de la Stura. D'innombrables obstacles durent être surmontés, et ils le furent si heureusement que l'avant-garde surprit complètement, à Villefranche, les cavaliers lombards et captura leur chef Prosper Colonna, après une courte escarmouche (12 août 1515). Les Suisses du voisinage accoururent à l'aide, mais trop tard ; ils vengèrent cruellement cet échec sur les habi-

tants de la ville, complices de la surprise, mais ne purent empêcher l'armée française de déboucher tranquillement dans le Piémont.

Ce débouché fut encore facilité par le parlementage habituel, jeu presque toujours plus fatal aux Suisses que celui des armes. Comme ils étaient encore indécis sur le point réel de passage des masses françaises, arriva à leur quartier-général un délégué du duc de Savoie, porteur de lettres de François I^{er} et de son maître, proposant une conférence à Vercelli pour traiter de la paix sur des bases pécuniaires assez avantageuses. Le roi offrait non-seulement de payer la somme stipulée à Dijon, mais de se charger des obligations du duc de Milan et de prendre à sa solde 4 mille hommes.

Ces ouvertures renouvelèrent les dissentiments des confédérés entr'eux. Tandis que Wattenwyll et les chefs bernois penchaient pour l'acceptation, le cardinal Schinner, arrivé depuis quelques jours au camp, s'y opposa très vivement. Les premiers firent ressortir le fâcheux état de l'armée, ayant maintenant perdu sa cavalerie et laissée sans solde ni secours par ses alliés, malgré les promesses faites ; on ne pouvait exiger que les Suisses se sacrifiasent toujours pour d'autres, et ici pour des ingrats. — Ces étroits sentiments, la cupidité et la discorde aidant, eurent le dessus ; il fut résolu de se replier sur Vercelli où aurait lieu la conférence proposée.

Après que toute l'armée eut été réunie à Rivoli, près Turin, la marche se fit en deux colonnes sur Vercelli, constamment escortées de cavaliers ennemis caracolant autour d'elles et sabrant les nombreux trainards et maraudeurs. Cela n'empêcha pas que les petites villes de Septima et de Chivasso ne fussent pillées et incendiées en représailles de mauvais traitements contre des Suisses isolés. Ivrée fut moins malmenée malgré une halte de trois jours. Mais le dissentiment avait grandi en route. A Vercelli il imposa une séparation et provoqua même la débandade d'une partie des troupes. Berne,

Fribourg et Soleure marchèrent sur Arona pour rentrer en Suisse ; les autres se dirigèrent sur Milan. L'indifférence et le relâchement étaient arrivés à un tel degré, dit notre historien national, d'après les meilleures sources (1), qu'ils abandonnèrent à Novare les beaux et lourds canons transportés jusqu'alors avec tant de peine, et qu'il eût été facile de conduire jusqu'à Bellinzone.

Quant à la conférence de Vercelli elle ne rappela que trop les perfidies du traité de Dijon. Les délégués français y parlèrent pompeusement de l'amitié de leur roi pour les Confédérés et de son sincère désir de conclure avec eux une paix perpétuelle ; mais leurs propositions étaient déjà tout autres que celles de l'ambassade de Savoie. Ils voulaient bien payer la somme convenue à Dijon, mais sans rien entendre aux obligations concernant le duché de Milan. Les négociations se prolongèrent, tandis que le reste de l'armée française s'installait à son aise en Italie. Enfin par les soins actifs du duc de Savoie, agissant au nom du roi de France son neveu, un arrangement fut signé à Galerata, le 8 septembre, par lequel les Suisses rétrocédaient au roi le duché de Milan et ses dépendances, à l'exception du seul comté de Bellinzone ; en compensation ils recevaient une somme de un million de couronnes y compris la somme du traité de Dijon, plus trois cent mille couronnes pour les provinces détachées de Milan (Lugano, etc.) et pour frais de guerre. Le duc Maximilien Sforza était dédommagé par le duché de Nemours avec une pension annuelle de 12 mille francs et la main d'une princesse de la famille royale. Quelques autres avantages de détail étaient stipulés pour les Suisses qui réservaient aussi les droits de tous leurs alliés, l'Espagne exceptée.

Pendant que s'élaborait ce traité, les autorités de la Suisse, en proie aux mêmes tiraillements que l'armée, discutaient

(1) Jean de Müller, continué par Gloutz. *Histoire des Suisses*. Traduction de Vulliemin et Monnard ; vol. 9, chap. 4.

violemment la question de la continuation de la guerre ou de la conclusion de la paix, et s'arrêtaient à de dangereux moyens-termes. Une nouvelle mise sur pied fut ordonnée le 20 août pour renforcer les troupes aux prises avec l'ennemi, mais sans fixer de contingents et en laissant à chaque canton le soin de fournir des forces suivant son pouvoir et son honneur. Le vague de cette décision ainsi que le choix de l'itinéraire des troupes fit perdre du temps sans rétablir l'union désirable. Désireux de butiner en Savoie les Bernois voulaient passer à toute force par Chambéry ; à la fin la plupart franchirent le St-Gothard, mais les Bernois, les Fribourgeois et les Soleurois s'acheminèrent par le Simplon. A Domo ceux-ci furent ralliés par les dissidents de Vercelli, tandis que les autres colonnes se groupaient à Varese et à Monza. On hésitait toujours, en Italie et en Suisse, sur la valeur des négociations en cours et des arrangements à moitié conclus.

Le groupe des Bernois, de plus en plus mécontent, mit fin à ses hésitations en déclarant accepter le traité de Galerata ; sur quoi il se retira définitivement du théâtre de la guerre, par le Simplon, avec les Fribourgeois, les Soleurois et les Valaisans. Le reste, à la voix énergique de Schinner, secondée de ducats espagnols et renforcée de celle du Zuricois Marc Roist, rompit avec les négociateurs français, se concentra aux environs de Monza et alla occuper Milan.

Déjà cette capitale était envahie par les coureurs de Trivulce ; déjà, pendant ce temps, François I^{er} avait pris possession d'Asti, de Tortone, d'Alexandrie, de Novare et de l'artillerie suisse, de Vigevano, de Pavie même et de beaucoup d'autres points importants des bassins du Pô et du Tessin. Le gros de ses forces, après s'être massé à Pavie, s'avança sur Milan par Marignan.

Ce mouvement de l'armée française était fort bien entendu. Maître de cette dernière région, François I^{er} pouvait donner

la main à ses alliés de Venise tout en séparant les Suisses de leurs alliés italiens et espagnols.

Ces derniers, sous le vice-roi Cardona, avaient attendu vainement à Vérone les troupes auxiliaires promises par l'empereur ; se bornant à observer les Vénitiens, ils s'étaient enfin portés, au nombre de 8 mille hommes, sur les bords du Pô, aux environs de Plaisance. L'armée papale, 6 mille hommes sous Laurent de Médicis, restée longtemps inactive à Parme, s'avança aussi vers Plaisance, mais lentement, car quoique Léon X pressât les confédérés d'agir, lui-même, se défiant de la fortune, cherchait secrètement à s'assurer des chances de faveur auprès de François I^{er}. Les Espagnols ayant intercepté un de ses messages au roi, découvrirent cette duplicité ; bientôt la discorde éclata entre ces deux armées.

Néanmoins les Suisses s'étant portés dans leur direction, elles parurent se mettre d'accord pour agir de leur côté et se réunir à eux en refoulant les Vénitiens. Ceux-ci, environ 15 mille hommes sous Alviano, s'étaient avancés jusqu'à Crémone, et il était temps de leur opposer de la résistance, car des opérations promises par l'empereur contre cet adversaire, on n'avait encore vu aucune trace.

Le vice-roi et Laurent de Médicis décidèrent donc de franchir le Pô et de s'emparer de Lodi, d'où ils se rallieraient aux Suisses vers Milan. Le passage du Pô était à peine commencé qu'on apprit que cent lances françaises venaient de les prévenir à Lodi ; sur cela ces deux chefs, sans aucune confiance l'un dans l'autre et doutant de l'issue des événements, saisirent l'occasion de se mettre à l'écart et de se replier derrière le fleuve, dans leurs précédents quartiers. Dès le lendemain Alviano occupa Lodi, d'où il put donner la main aux Français qui se portèrent de Marignan à St-Donato et St-Brigitte. Les Suisses étant encore à Milan, séparés de leurs alliés, un premier et important succès était ainsi obtenu par François I^{er}.

Pour réparer cet échec il eût fallu aux Suisses quelques

marches rapides et bien combinées. Malheureusement ce n'était pas là leur fort, et en ce moment moins que jamais. Le désaccord régnait toujours parmi eux et, par suite, un immobilisme aggravant de plus en plus leur situation, dont jusque-là, il est vrai, la principale faute remontait à leurs alliés. Tout en escarmouchant journellement avec les coureurs ennemis, aux environs de Milan, les délibérations et les conseils de guerre se multipliaient sans résultat ; le cardinal de Sion et les chefs des Waldstættén poussaient vainement à l'offensive, tandis que les autres penchaient pour la paix. Le 13 septembre la majorité se prononça pour le traité de Gale-rata, après d'orageux débats ; aussitôt une partie des troupes se prépara au départ et sortit de la ville.

A ce moment survint une des escarmouches habituelles ; Schinner, appréciant promptement le précieux secours de cet incident, fit sonner le tocsin et entretenir le combat engagé. Tout le monde prit les armes et suivit le bouillant cardinal qui, revêtu de sa pourpre, s'était jeté à la poursuite de l'ennemi à la tête de quelques centaines de cavaliers. Bientôt toute l'armée suisse, moins une garnison de 1500 hommes laissée à Milan, se trouva en présence des Français. Elle comptait 24 mille hommes, tous fantassins, avec huit pièces de campagne.

Forte de plus du double, avec une belle cavalerie et une nombreuse artillerie, l'armée française était en outre établie sur une position très favorable, la droite au petit cours d'eau du Lambro, la gauche s'étendant dans la prairie couverte par de nombreux fossés et des cassines entourées de vergers. L'avant-garde, sous le duc de Bourbon, occupait quelques maisons et postes avantageux sur la grande route, avec une dizaine de mille hommes et du canon ; plus en arrière, les abords du camp étaient défendus par 64 canons derrière des parapets et des abatis entourés de fossés. Sur quelques points, des boucliers fixés en terre et liés par des cordes et des

pieux, formaient d'autres remparts pour les archers. Les masses d'infanterie se tenaient derrière un grand fossé, avec les archers et de l'artillerie sur les deux ailes, et plus en arrière, aussi sur les deux ailes, la cavalerie.

Quoique instruits par des prisonniers et par des reconnaissances de la supériorité de l'armée française, les confédérés, après une courte délibération, se décidèrent à l'attaque immédiate, car le soleil était déjà vers son déclin. Ils s'avancèrent dans la plaine en trois corps massifs, leur artillerie au centre, sur la grande route.

Les bannières d'Uri, sous les landammans Imhof et Puntiner; de Schwytz, sous Kætzzi et Fleckle; d'Unterwalden, sous Fluenz; de Zug, sous Schwarzmourer; de Glaris, sous Tschudi; des Grisons, sous les deux Salis, formèrent la colonne du centre ou le corps de bataille; Zurich, sous le bourgmestre Roist; Schaffhouse, sous Ziegler, formèrent l'aile droite; Lucerne, sous l'avoyer Hertenstein; Bâle, sous les conseillers Offenbourg et Meltinger, l'aile gauche. Des bandes de volontaires, sous Werner-Stein, de Zug, formèrent l'avant-garde.

Marchant en échelons réguliers sur un front peu étendu, ces masses refoulèrent tout devant elles. Ni les trouées faites dans leurs rangs par une formidable canonnade, ni les traits des archers, ni quelques charges de cavalerie ne purent les arrêter; il est vrai que les chefs français étaient pris au dépourvu et que le roi allait se mettre à table avec ses généraux lorsqu'on lui annonça l'attaque. Tous coururent aux armes, et grâce au secours de la puissante artillerie et de leur solide avant-garde, ainsi que de l'activité des chefs, de Pierre de Navarre surtout, les troupes furent bientôt à leur poste. Alors se portent de part et d'autre des coups furieux; une mêlée acharnée s'engage sur toute la ligne. Les confédérés sont rudement assaillis à leur tour par une sortie des lansquenets; ils redoublent d'efforts contre ces rivaux méprisés,

les refoulent dans le fossé qu'ils avaient imprudemment franchi et pénétrèrent sur leurs cadavres au milieu des batteries. Dix canons et plusieurs drapeaux enlevés furent la récompense de cette courageuse offensive ; beaucoup de gentils-hommes français mordirent la poussière, Trivulce fut blessé, le valeureux Bayard mis en fuite, le roi lui-même frappé de nombreux coups de lances et de dagues, mais qui glissèrent sur sa forte cuirasse. La nuit mit fin à cet horrible combat, où de part et d'autre les pertes étaient à peu près égales sans résultat positif pour aucune des parties. Les Suisses n'avaient pas été repoussés, ils tenaient le terrain de leurs adversaires sans les en avoir chassés. Amis et ennemis gisaient pêle-mêle dans l'obscurité, harassés de fatigue, obligés d'attendre la clarté du jour pour se reconnaître et pour reprendre une lutte qui devait trancher le sort de la campagne et de grandes destinées.

En de tels moments la supériorité de la discipline et de l'autorité du commandement pèse d'un grand poids dans la balance des armes ; cet avantage était tout entier du côté des Français commandés par un roi aussi vaillant qu'aimé et respecté de son entourage. A la fois il donnait le bon exemple et provoquait le dévouement. Après quelques instants d'alarme et de confusion ses trompettes réunies sonnèrent un puissant rappel ; les troupes furent ralliées, restaurées et resserrées dans de meilleures positions autour de l'artillerie. Sur cela seulement François I^{er} prit un peu de repos en se couchant sur un canon d'avant-garde.

Les Suisses passèrent une nuit plus pénible. Venus, dans la journée, de 4 à 6 lieues de distance, les vivres leur manquaient ; ils souffrirent de la faim et de la soif sans parler du froid et de la fatigue ; le soin des blessés dut aussi en occuper un grand nombre, et, assaillants, le désordre avait dû être plus grand de leur côté, le ralliement fut difficile ; enfin la déception venait comme toujours raviver les haines

assoupies. Un grand conseil de guerre, rassemblé par le cardinal de Sion autour d'un feu de bivouac, donna essor à maintes récriminations. Cette fois l'homme d'église avait assez de l'offensive ; il opina pour se replier sur Milan où l'on attendrait des renforts. C'était bien ce qu'il y avait de mieux à faire ; mais cette sagesse tardive rencontrait ses difficultés ordinaires ; à leur tour les antagonistes de Schinner, surexcités par la résistance, ne voulurent point entendre parler d'une retraite qui leur paraissait honteuse et ils rangèrent la majorité à leur avis passionné et téméraire. Des mesures furent prises pour recommencer l'attaque et pour faire venir des vivres de Milan.

Dès le lever du soleil le son du cor et le bruit des armes retentirent de tous côtés. Formés de nouveau sur les trois colonnes usuelles, avec l'artillerie au centre et les bannières d'Uri et de Zurich en tête, les confédérés marchèrent droit sur le centre de l'armée française. C'était prendre le taureau par les cornes ; ils le voulaient ainsi, comptant surtout sur leur vaillance et sur leur cohésion. L'artillerie laboura leurs bataillons sans arrêter leur marche ; semant leur route de cadavres foulés au pied, ils arrivèrent sur les lignes des lansquenets, qu'ils rompirent ; les charges de la cavalerie sur leurs flancs ne réussirent pas davantage à les ébranler ; mais les projectiles, y compris les flèches des archers, leur faisaient subir de graves pertes. La mêlée, promptement générale, se poursuivit avec rage pendant plusieurs heures. Partout au premier rang François I^{er} combattait comme un vaillant soldat, disputant le terrain pouce à pouce et faisant tenir héroïquement son corps de bataille contre les assauts redoublés des hallebardiers suisses. En revanche ses deux ailes avaient dû céder et se pelonnaient derrière lui de manière à ne former plus qu'une seule et redoutable masse, d'où sortaient de vigoureuses charges de cavalerie au milieu de la fumée meurtrière de l'artillerie.

L'action se poursuivait ainsi sanglante et anxieuse quand, vers midi, les Vénitiens apparurent sur les derrières et le flanc des Suisses. Alviano, qui était au camp de François I^{er} la veille, au moment du premier coup de canon, avait été chercher ses troupes et il apportait à point le coup décisif. Les bannières de Lucerne et de Bâle furent détachées contre les nouveaux venus. Ce fut en vain ; ce secours subit, les cris joyeux de *Saint-Marc, Saint-Marc!* avaient ravivé le moral des Français et ébranlé celui de leurs adversaires.

Quelques chefs suisses ordonnèrent la retraite qui, dans de telles conditions, fut des plus critiques. Ils purent néanmoins l'effectuer dignement, avec tous les blessés portés sur les épaules, avec les canons et les drapeaux conquis. Leur attitude ferme et menaçante imposa aux vainqueurs, et François I^{er} lui-même, respectant leur bravoure, fit cesser la poursuite. Ils se replièrent sur Milan, non sans peine et en devant abandonner beaucoup de leurs combattants et blessés aux nombreux fossés qui coupaient leur route. Le même soir le principal corps d'armée, « marchant en bon ordre, dit Guicciardini, avec autant de fierté sur le visage et de feu dans les yeux qu'en allant au combat » (1), mais défiguré par les blessures, par la fatigue et par des souffrances de tous genres, portant des drapeaux déchirés et couverts de sang et de poussière, fit une lugubre entrée à Milan, où la brave et généreuse population de cette capitale lui fit le plus touchant accueil.

Les Suisses avaient perdu environ 8 mille hommes à cette fatale journée de Marignan, appelée par le vieux Trivulce une bataille de géants. Ils y avaient laissé leurs canons, leurs trophées et même le célèbre *taureau d'Uri* dont les mugissements les avaient si souvent conduits à la victoire (2). Ils y perdirent plus encore, c'est-à-dire tout l'ascendant que la

(1) II, 42.

(2) Un lansquenet de Lindau parvint à se procurer ce brillant trophée.

précédente campagne leur avait justement procuré en Italie, et qui les avait mis un instant en voie de devenir une des grandes puissances européennes. Leur réputation militaire ne déchet sans doute pas aux yeux des connaisseurs, bien au contraire; mais elle ne devait plus servir qu'à leur procurer des avantages personnels comme auxiliaires et mercenaires, à la place des succès pour la nation qu'ils eussent été en droit d'espérer.

François I^{er} ne crut pas pouvoir s'octroyer une plus grande récompense de sa victoire qu'en se faisant créer chevalier sur le champ de bataille par le célèbre Bayard, le chevalier sans peur et sans reproche. Comme le dauphin après Saint-Jacques, il était personnellement renseigné sur la valeur de tels adversaires, et il redoubla d'efforts pour les ramener à son alliance.

Cela ne lui fut pas difficile. Aucun motif sérieux ne commandait aux Suisses de s'acharner à une cause qui était plutôt celle d'alliés peu sûrs que la leur propre. On les avait, dans cette campagne, laissés seuls à la tâche, car il était évident que si l'empereur ou les Espagnols avaient seulement pu paralyser les Vénitiens, part bien minime, les choses auraient pris une tout autre tournure.

Aussi, dès le 15 septembre, ils se réunirent sur la place du château de Milan, demandèrent impérieusement la solde, et ne la recevant pas ils prirent la route de la Léventine, en maudissant le cardinal de Sion, l'auteur de leurs misères; celui-ci avait prudemment esquivé ces malédictions en allant solliciter des secours auprès de l'empereur.

Le même mécontentement régnait au sein de la Confédération helvétique où d'ailleurs un fort parti, Berne en tête, n'avait pas voulu participer à la guerre. Les négociations furent reprises; elles se poursuivirent péniblement et avec maintes péripéties, dont une nouvelle expédition dans le Milanais par l'Empereur, avec l'aide de 15 mille Suisses sous

Jaques Stapfer, de Zurich, tandis que 10 mille Suisses sous Stein se rendirent dans le camp français. Les Suisses n'ayant pas voulu se battre les uns contre les autres, l'offensive de l'Empereur échoua devant Milan, après avoir sérieusement menacé cette ville. Cet échec hâta le succès des négociations entreprises par François I^{er} ; bientôt elles aboutirent au traité de Fribourg du 29 novembre 1516, qui proclama la *paix perpétuelle* et qui fut en effet, jusqu'à nos jours, la base de toutes les conventions entre la Suisse et la France. Par cet acte François I^{er} payait aux Suisses 500 mille couronnes pour les frais des expéditions de Dijon et d'Italie, outre les sommes déjà versées, promettait une contribution annuelle de deux mille francs à chacun des 13 cantons et au Valais et une de deux mille francs aux autres alliés ensemble. Bellinzzone fut restitué aux Waldstættten et aux autres cantons ensemble Locarno, Lugano, Mendrisio, Valmaggia, la Valteline et Chiavenna, ou à leur choix une somme de 300 mille couronnes. Domo, qui avait été rendu prématurément aux Français par Louis de Diesbach, leur resta. Les franchises de relations furent maintenues ; le roi de France eut la promesse de pouvoir recruter en Suisse chaque fois qu'il le demanderait et moyennant certaines réserves de quelques cantons.

D'autre part, Pierre Navarre s'était emparé du château de Milan après un siège peu disputé, et le « triomphateur des Helvétiens » comme on appelait pompeusement François I^{er}, régna sans conteste sur le Milanais. Maximilien Sforza reçut une terre et une pension en France avec la flatteuse perspective d'un chapeau de cardinal.

Dans cette même année 1516 des traités furent aussi conclus par François I^{er} avec l'Empereur, avec le nouveau roi d'Espagne Charles d'Autriche et avec le Pape Léon X, ce qui rétablit la paix générale en Europe, sous le haut arbitre de la France.

Ce n'était pas pour longtemps : des luttes plus grandioses

allaient éclater entre deux célèbres rivaux, entre François I^{er}, le brillant vainqueur d'Italie, et le jeune Charles d'Autriche, son protégé d'abord, mais devenu peu à peu le trop puissant Charles-Quint, régnant sur les Etats autrichiens y compris les Pays-Bas et la Franche-Comté, sur l'Espagne, les Deux-Siciles et élu en 1519 empereur d'Allemagne, c'est-à-dire régnant sur presque tout le centre de l'Europe.

Cette formidable fortune de Charles-Quint, due à d'avantageuses combinaisons d'alliances matrimoniales et de successions testamentaires — *tu felix Austria nube!* — ne pouvait manquer d'éveiller de légitimes défiances parmi les autres souverains du continent. François I^{er} s'en fit le champion, rôle naturel à un prince qui devait surtout à sa vaillante épée son grand et juste renom.

Il n'avait pas attendu que son rival fût à l'apogée de la puissance pour chercher à le contrecarrer; il s'était mis sur les rangs contre lui pour la couronne impériale, élective, on le sait; mais il avait échoué devant les séductions du prince autrichien et les sentiments ultra-teutoniques de quelques électeurs.

La brouille, puis les préparatifs de guerre suivirent de près l'élection. En 1521 éclatèrent les hostilités.

François I^{er} n'avait avec lui que les Vénitiens et les Suisses. Environ 20 mille Suisses s'étaient mis à sa solde en suite d'un traité conclu en mai 1521 avec tous les cantons sauf Zurich qui, au contraire, fournit 5 à 6 mille hommes au Pape alors allié de la France, mais devenu maintenant un de ses adversaires.

L'Empereur Charles-Quint rattachait à sa cause le roi d'Angleterre Henri VIII et le Pape avec ses adhérents, c'est-à-dire Florence, une très-faible portion des Suisses et les mécontents du Milanais qu'on excitait à la révolte.

La disproportion entre les deux belligérants paraissait grande ; elle était pourtant plus apparente que réelle. Outre que les forces de François I^{er} étaient aussi concentrées que celles de son adversaire l'étaient peu, les circonstances lui fournissaient deux précieux auxiliaires qu'il n'eut garde de repousser. L'Allemagne était déjà violemment agitée par les débats de la Réforme, ce qui diminuait notablement l'autorité de l'Empereur dans ce pays. Puis, à la frontière opposée de son empire, les Turcs, sous de grands généraux et sous le fameux Soliman le Magnifique, apparaissaient plus terribles que jamais. Ils envahirent la Hongrie et menacèrent sérieusement la capitale de l'Autriche. Nous verrons bientôt leurs flottes arriver jusqu'en Provence et y donner la main à celles de François I^{er}.

La lutte s'engagea d'abord sur la frontière des Pays-Bas, où les Français allèrent soutenir les prétentions du duc de Bouillon et où Bayard fit des prodiges de valeur dans la défense de Mézières. Cette première campagne, mollement menée de part et d'autre, valut Tournay aux Impériaux et Hesdin aux Français. Une autre action s'alluma en Navarre où les Français sous Lesparre eurent d'abord quelques succès, mais furent ensuite battus et repoussés avec perte, ce qui fit tomber toutes les résistances que Charles V avait rencontrées jusqu'alors en Espagne. Ce n'étaient là que des préludes et des hors-d'œuvre. En Italie devaient se porter les coups décisifs.

Le gouverneur français Lautrec, frère de la maîtresse du roi, avait été substitué au vieux et sage Trivulce, tombé en disgrâce au point de devoir demander aux Suisses leur bourgeoisie et leur protection et bientôt mort de chagrin. Des exactions de toute espèce et une administration brutale avaient fait détester le régime français. Malgré cela l'armée du Milanais, victime des intrigues qui divisaient

la cour de Paris, était fort négligée ; tout lui manquait , les renforts promis , les fonds nécessaires , les magasins. Quand les forces ennemies, composées des Espagnols sous Pescaire, des Pontificaux sous Prosper Colonne, avec un corps de cinq mille Suisses et Grisons et des Florentins sous l'historien Guicciardini, environ 20 mille hommes en tout, dont 1500 cavaliers, se mirent en campagne dès les environs de Reggio contre Parme et contre le Milanais , elles furent secondées de l'action sympathique des populations et renforcées de nombreux exilés milanais sous Morone.

Lautrec partit de Milan avec une armée forte aussi de 20 mille hommes dont 800 lances et quelque infanterie française, 8 mille Suisses et à peu près autant de Vénitiens, pour marcher au secours de Parme. Il passa le Pô près de Crémone et s'avanca sur le Taro, ce qui força Prosper Colonne à se replier sur Reggio. Il y eut alors de part et d'autre une série de marches et de contremarches qui eurent pour principal résultat d'ennuyer beaucoup les Suisses de Lautrec, ne comprenant rien à ce genre d'opérations. Deux mille Bernois se disant offensés de mauvais procédés à leur égard, quittèrent l'armée enseignes déployées pour rentrer dans leurs foyers. La débandade se mit bientôt parmi leurs compatriotes.

A ce même moment l'armée des alliés se renforçait d'un nouveau contingent de Florentins et d'un corps de huit mille Zuricois et recrues suisses illégitimes sous le Zuricois Georges Berguer. Ces derniers, escortés du cardinal de Sion et de l'évêque Vérolé qui venaient d'agiter la Suisse contre la cause française et d'une délégation de la Diète suisse protestant vainement contre leur entreprise, rallièrent les coalisés à Ostiano. Dès lors ceux-ci, pleins de confiance, se préparèrent à l'offensive, tandis que Lautrec se repliait derrière l'Adda en mettant des garnisons à Crémone et à

Pizzighettone. Pendant cette retraite il fut encore abandonné par un certain nombre de Suisses. Des députés des cantons venaient de sommer tous leurs concitoyens de rentrer dans leurs foyers pour prévenir une lutte fratricide et résoudre ainsi les difficultés des traités contradictoires qui plaçaient des Suisses sous les drapeaux de la France d'un côté et du Pape de l'autre ; mais cette sommation, grâce aux soins adroits du cardinal de Sion, ne parvint pas aux Suisses de l'armée alliée.

Dans ces conditions les alliés franchirent aisément l'Adda après quelques escarmouches à Rivolta et à Vaprio et s'emparèrent bientôt de Milan presque sans coup férir. Lautrec n'y ayant laissé qu'une garnison dans la citadelle dut se replier sur Come, presque entraîné par les Suisses qui lui restaient encore, environ 4 mille hommes, et qui l'abandonnèrent dans cette ville.

La Lombardie était de nouveau perdue pour la France ; Lautrec n'y pouvait plus tenir la campagne ; il dut se borner, en attendant de meilleures circonstances et des renforts, à n'y faire qu'une guerre de partisans et de défense de quelques places ; à cet effet il se porta sur Crémone qui devint son centre et son refuge. C'était une nouvelle entreprise malheureuse par l'effet des circonstances politiques et des intrigues qui faisaient mener des guerres importantes au moyen trop commode d'auxiliaires étrangers. Lautrec, meilleur général qu'homme d'Etat, avait oublié en ces conditions de suivre une tactique conforme à l'esprit de ses troupes et à leurs exigences ; il aurait dû moins manœuvrer et plus combattre ; il est vrai qu'ayant en face de lui un adversaire expérimenté comme le cardinal de Sion, tout le désavantage de tels auxiliaires tomba de son côté. Il est juste d'ajouter aussi que les Suisses de Georges Bergher, désireux de respecter la lettre des traités et les ordres de la

Diète, ne combattirent pas directement contre les Français ni contre les Vénitiens ; ils se bornèrent à passer de force sur leur territoire pour gagner le sol pontifical et leur action se borna à faire rentrer, seulement après la chute de Milan, Parme et Plaisance sous l'autorité du Pape. Ils restèrent dans ces places jusqu'aux premiers jours de l'an 1522, époque à laquelle ils regagnèrent leurs foyers sous la promesse d'une somme de cinquante mille ducats pour frais de guerre, solennellement hypothéquée sur les villes mêmes de Parme et Plaisance. De cette somme il ne fut payé qu'un à-compte de 4 mille florins du Rhin par le Pape Adrien VI, successeur de Léon X, et nous avouons ignorer si jamais on chercha à faire valoir la singulière hypothèque qui la garantissait. Au reste les Zuricois, à l'excitation de Zwingli, furent dès lors un des cantons qui s'élevèrent le plus vivement, de la voix et de l'exemple, contre le trafic du sang suisse aux souverains étrangers, trafic dont cette épineuse campagne avait particulièrement montré les déplorables conséquences. Des 20 mille Suisses qui y avaient pris part, il ne resta en Italie que 1500 hommes au service du Pape et 1000 à la solde de Florence.

Mais tout n'était pas dit, cela se comprend, par cette expédition où l'on ne s'était presque pas battu. La France avait encore assez de ressources pour se remettre de cet échec, et d'ailleurs un incident était survenu en sa faveur par la mort du Pape Léon X (1^{er} septembre 1521), remplacé par Adrien VI, beaucoup moins ardent aux luttes politiques. Lautrec reçut immédiatement du renfort. Des ambassadeurs français se rendirent aussi en Suisse pour parer aux influences du cardinal de Sion et avoir de nouvelles troupes plus sûres que les précédentes. La Diète de Lucerne leur accorda 16 mille hommes et proscrivit sévèrement tout enrôlement contre la France. Au mois de janvier 1522 ces levées se

mirent en marche par le Splügen, le Saint-Gothard et le Simplon ; elles se rallièrent dans les baillages italiens ; elles s'y munirent d'artillerie et le 1^{er} mars elles firent leur jonction à Monza avec Lautrec venu de Crémone au devant d'elles avec 6 mille fantassins et 1500 chevaux. De là, et pour menacer à la fois Pavie et Milan, il alla s'établir dans les positions de Catina et de Biasco où il reçut le renfort de trois mille hommes sous Médicis, qui devaient être suivis d'autres renforts annoncés par Gênes sous le chevalier Bayard.

Dans ces positions, Lautrec perdit, semble-t-il, un temps précieux et qui eût été mieux employé à reconquérir Milan, où les défenseurs de la citadelle comptaient impatiemment sur son secours ; car dans les entrefaites l'empereur faisait lever des lansquenets en Allemagne et une première colonne de douze bannières sous le célèbre tyrolien Frondsberg devança les Français à Milan, où venait déjà d'entrer Colonne avec 15 mille hommes, tandis qu'il avait jeté de fortes garnisons à Pavie, à Novarre et à Alexandrie. Bientôt une seconde troupe de six mille lansquenets fit aussi son entrée dans la capitale du duché avec son nouveau prince, le jeune François Sforce, qui y fut chaleureusement proclamé.

Ce ne fut qu'alors et après six semaines d'inaction pendant lesquelles cependant une pointe heureuse sur Novarre et sur Pavie avait rallié le corps amené par Bayard, que Lautrec se décida à sortir de ses retranchements et à tenter un coup d'éclat. Il marcha droit sur Pavie et en commença le siège. La brèche faite, les Suisses, à qui ce genre de guerre ne convenait pas, demandèrent unanimement qu'on les envoyât à l'assaut. Lautrec s'y refusa, préférant sagement attendre l'effet des mines de Pierre Navarre. Mais l'établissement de celles-ci subit quelques lenteurs, et pendant ce temps deux mille Espagnols réussirent à se jeter dans la

place. De son côté Colonne était sorti de Milan avec son armée et vint menacer les derrières de Lautrec en s'établissant à la Grande-Chartreuse.

Le général français n'en continua pas moins le siège, encouragé par ses forces très-supérieures ; mais il calculait sans les pluies abondantes qui vinrent l'inonder et le bloquer dans une contrée insalubre, et sans le tempérament de son corps le plus nombreux, les Suisses, fort antipathiques à ce genre de guerre. Le découragement se mit parmi eux et dans le reste de l'armée. Tous demandaient, à défaut de vivres qui commençaient à manquer, la paie, qui était fort en retard et moins disponible encore. Les Vénitiens insistaient aussi pour qu'une meilleure position fût prise. Lautrec fit lever le siège et revint à Monza par Landriano et Marignan après une marche difficile mais que l'ennemi n'osa pas contrarier.

En passant devant les tombeaux de Marignan d'amers souvenirs avaient redoublé le mécontentement des Suisses. La différence était grande, il est vrai, entre la présente campagne et celles dont toute la Suisse gardait la tradition. Précédemment les expéditions étaient menées tout-à-fait démocratiquement ; les décisions des chefs, longuement élaborées en conseil de guerre, étaient soumises aux assemblées des soldats dans la plupart des circonstances importantes, chacun pouvant librement donner son avis, quitte à obéir fidèlement à la majorité. Maintenant ce n'était plus cela ; Lautrec commandait tout en personne ; à peine les principaux capitaines suisses étaient-ils consultés, et encore sans être écoutés. Et ce changement humiliant s'était accompli au profit d'anciens adversaires qui, tout en se servant d'eux, leur montraient trop souvent une insolence hautaine et ne les payaient qu'en belles promesses !! Telles étaient les récriminations qui couraient les rangs des Suisses et qui, à

Monza, dégénérèrent en manifestations de vraie mutinerie. Ils réclamèrent vivement leur solde en retard de plus de trois mois, sans compter maints arrérages de plus d'une année, ou leur licenciement régulier ; même Albert Stein, fort dévoué à la France, qui l'en récompensait largement du reste, dut déclarer au général qu'il était temps d'écouter les justes réclamations de sa troupe.

On a poétiquement raconté, d'après un historien souvent fidèle, que les Suisses avaient posé l'ultimatum : « argent, congé ou bataille, » et cette phrase expressive a fait fortune. Elle n'est cependant point parfaitement exacte ; au moins est-elle incomplète. Un des acteurs de cette campagne, l'impartial et véridique Guicciardini, raconte un peu autrement cet incident, et nous croyons utile de mettre textuellement son récit sous les yeux de nos lecteurs : « Ce retardement (le retour à Monza), dit Guicciardini, fut très-funeste à la France ; car les Suisses, excités par leur impatience ordinaire, députèrent leurs officiers vers Lautrec pour se plaindre de l'injustice qu'il y avait à ne pas payer les troupes d'une nation toujours prête à se sacrifier pour la gloire du nom français. Ils ajoutèrent qu'indignés de voir l'univers instruit par ces traits d'avarice et d'ingratitude que la France estimât si peu le courage et la fidélité de tant de braves gens, ils étaient résolus de ne plus attendre et de ne pas compter à l'avenir sur les promesses si souvent réitérées et toujours sans exécution. Qu'ils lui déclaraient donc que leurs soldats allaient reprendre le chemin de la Suisse ; mais que pour montrer à la terre entière que ce n'était ni la crainte de l'ennemi ni les périls de la guerre, toujours affrontés par les Suisses, comme le passé le prouvait assez, qui les obligeaient à la retraite, on n'avait qu'à les mener le jour suivant contre les alliés, afin qu'ils pussent se retirer le surlendemain ; qu'ils lui conseillaient de profiter de ces heureuses dispositions et de mettre les

Suisses à la tête de l'armée ; qu'ils espéraient qu'après avoir forcé le camp des Français près de Novare, ils n'auraient pas de peine à pénétrer avec de plus grandes forces dans les retranchements des Espagnols, plus rusés, à la vérité, que cette nation, mais jamais plus braves dans les combats.

« Lautrec, effrayé du péril qu'il y avait d'aller choquer de front un ennemi bien retranché ⁽¹⁾, n'oublia rien pour apaiser les Suisses. Il leur représenta qu'ils ne devaient pas accuser le roi des délais qu'ils avaient essuyés ; que le péril de transporter de l'argent à travers un pays infesté d'ennemis en était la seule cause, et qu'au reste ils n'attendraient pas longtemps. Mais sourds à ses prières comme à ses promesses, ils écoutèrent encore moins tout ce qu'il put leur alléguer pour vaincre leur résolution. Dans cette extrémité, Lautrec prit enfin le parti de risquer une action décisive, quoique avec beaucoup de désavantage, considérant qu'il valait encore mieux s'exposer à ce péril, *auquel d'ailleurs les Suisses seraient les premiers exposés*, que de laisser le champ libre à l'ennemi, ce qu'il serait forcé de faire s'il lançait jusqu'au lendemain ⁽²⁾. »

C'est ainsi que Lautrec dut mener ses troupes contre le gros de l'ennemi, qui, sous Prosper Colonne, s'était établi à la villa de La Bicoque à environ 3 milles en avant de Milan. Là, Colonne s'était en effet arrangé une position formidable. Les terrasses et les murs du jardin, entourés de profonds fossés, et un grand nombre de canaux d'irrigation, couvraient tous ses abords et fournissaient à son artillerie et à ses mousquetaires de grands avantages pour leurs feux ; des pièces de fort calibre, élevées sur des plateformes, battaient toutes les avenues et particulièrement la grande route sur la droite, un

(1) Allusion au gros des ennemis, alors en position à La Bicoque. Voir plus loin.

(2) *Guicciardini*. Guerres d'Italie, II. 14, p. 593 de la traduction de 1738.

petit chemin creux débouchant sur le front et un autre chemin sur la gauche aboutissant à un pont de pierre vers l'entrée du parc. Mais tout cela n'effraya point Stein. Envoyé en reconnaissance par Lautrec avec l'espoir qu'il jugerait la place inattaquable, il revint en disant au contraire qu'il la croyait bonne à battre, et l'attaque fut préparée pour le lendemain.

Le soir même, 26^e avril, Colonne fut instruit de la résolution de ses adversaires, et il fit ses préparatifs en conséquence. Le tocsin, sonné à Milan, lui amena un renfort de six mille hommes, qui furent placés à la garde du pont de pierre à l'entrée du parc; les Espagnols de Pescaire et les Allemands de Frondsberg tinrent le front, en arrière d'un grand fossé et au pied de terrasses portant l'artillerie. Plus en avant dans les blés s'embusquèrent de nombreux tirailleurs; sur les ailes et en arrière, la cavalerie, disséminée en légers escadrons. Il disposait en tout d'environ 15 mille hommes avec une quarantaine de bouches à feu.

Les dispositions de Lautrec furent moins habiles. Soit qu'il ne pût user d'une autorité suffisante, soit qu'il ne considérât l'action qui allait s'engager que comme l'affaire des Suisses et que d'avance il se consolât de voir leur fougue châtiée, il ne prit aucune des mesures qui pouvaient assurer le succès. Il chargea, non l'artillerie, de commencer l'action, comme c'eût été naturel, mais la cavalerie légère de Jean de Médicis, qui serait suivie des pionniers de Pierre Navare, précédant eux-mêmes les Suisses. Avec ceux-ci marcheraient les canons, escortés de l'élite de la gendarmerie française; puis en réserve viendraient les Vénitiens avec Lautrec et le reste de la gendarmerie. Sur la gauche, il lança son frère Foix avec trois cents lances et quatre mille fantassins pour tourner la position par le pont de pierre. Un autre mouvement tournant fut confié à quelques cents

cavaliers déguisés en impériaux, c'est-à-dire avec la croix rouge au lieu de la blanche.

C'est dans cet ordre, convenable peut-être pour une bataille en rase campagne, mais non pour l'attaque d'une forte position, que la bataille du 27 avril s'engagea dès le point du jour.

La cavalerie légère porta les premiers coups, sans grand résultat vu les nombreux fossés qui gênaient sa marche. Les Suisses, derrière elle, s'avancèrent avec impétuosité en deux grosses masses d'infanterie sous leurs deux chefs principaux les feld-oberst Albert de Stein et Arnold de Winkelried, subordonnés à leur capitaine-général Anne de Montmorency. Leur marche, souvent entravée, fut lente et difficile ; quelques canons seulement purent les suivre. En revanche, le canon ennemi porta le carnage dans leurs masses trop lourdes. Malgré cette meurtrière canonnade et la fusillade des tirailleurs, ils arrivèrent au bord du fossé ; mais là, de foudroyantes décharges refoulèrent ce premier corps, qui dut laisser plus d'un millier des siens sur le terrain évacué. Le second corps, qui avançait toujours, recueille le premier et tous ensemble se reportent en avant. Ils arrivent au fossé, y descendent tumultueusement et cherchent à escalader la contrescarpe. Vain effort ! les parapets sont couronnés d'une haie de piques et d'arquebusiers qui déciment les assaillants. Le fossé est trop profond ; les pionniers si fameux de Navarre n'ont pu ni le combler ni amener les engins d'escalade voulus. Des compagnies suisses entières, leurs chefs en tête, trouvent la mort dans cette fatale impasse, et la retraite doit bientôt s'effectuer au milieu des cadavres amoncelés et sous les meurtriers saluts de l'artillerie des terrasses. Beaucoup de Français, l'élite de leurs gentilshommes, avaient glorieusement combatus aux premiers rangs des Suisses. Mais les Vénitiens, qui auraient dû les seconder et

qui l'auraient pu aisément en se portant sur leur flanc au lieu de les suivre, étaient restés spectateurs inactifs de l'action. Quant aux mouvements tournants, celui de Foix, contrarié par les obstacles du terrain et par la forte garde du pont, n'aboutit pas ou trop tard; l'autre, sous déguisement, fut dépisté à temps. « Ainsi, dit Guicciardini, tout le poids de l'action tomba sur les Suisses⁽¹⁾. »

Colonne, sachant qu'il n'avait eu affaire qu'aux seuls Suisses, n'osa pas faire de poursuite sérieuse. Sa cavalerie seulement essaya de talonner les vaincus, mais elle fut contenue à son tour par les escadrons français.

Le soir, Lautrec pensait à renouveler l'attaque et cela lui eût été possible, même avec quelque chance de succès en l'ordonnant avec plus de soins. Mais les Suisses s'en tinrent à leur parole et à leur départ, fixé au lendemain, déjà avant la bataille. Ils étaient d'ailleurs fort découragés par cet échec, où ils avaient montré plus de bravoure que jamais et perdu trois mille des leurs, dont leurs deux chefs, le brave Stein et Arnold de Winkelried, un descendant du héros de Sempach. Aigris contre leurs auxiliaires, particulièrement contre les Vénitiens qui avaient déjà pris la route de Brescia, ils marchèrent, le cœur plein d'une sombre colère, sur Monza, trainant après eux leur artillerie et laissant aux cavaliers français le soin de protéger la retraite.

Si Lautrec avait pu désirer qu'une correction fût donnée à ses indociles soldats suisses, il fut servi plus qu'à souhait. Les vaincus reconnurent, il est vrai, que leur folle témérité et leur indiscipline avaient causé leur défaite⁽²⁾; mais cette défaite amenait un désastre; la campagne était perdue pour les Français et avec elle l'Italie. Lautrec dut repasser l'Adda; il fut accompagné par les Suisses jusqu'à Trezzo; là il les

(1) Ouvrage cité, II, 14.

(2) *Stettler*, Missive dans les archives bernoises. — Note de M. Vulliemin, X, 67.

congédia ; ceux-ci reprirent, aigris et sans solde ni butin, le chemin de leur pays par le Bergamasque, tandis que Lautrec rentrait à Crémone. De là, le général français se rendit en France pour faire entendre au roi ses vives et directes plaintes sur le manque d'argent où on l'avait laissé et qui avait été la cause de tous les revers ; il se trouva que 400 mille écus qui lui avaient été expédiés à un moment où ce secours eût été fort utile avaient été détournés par une intrigue de la reine-mère. Pendant ce temps, le frère de Lautrec signait avec les impériaux un traité de totale évacuation de la Haute-Italie (mai 1522).

Quant aux Suisses, leur ardeur guerrière fut calmée pour quelque temps ; ils comprirent aussi par les tristes leçons de Marignan et de La Bicoque, où ils ne s'étaient certes pas montrés moins braves que partout ailleurs, que leur vieille tactique de l'offensive en gros et solides corps n'était plus à la hauteur des progrès de l'art de la guerre. Ils avaient en effet ressuscité brillamment contre les chevaliers bardés les masses d'infanterie, les phalanges et les légions de l'antiquité ; mais l'artillerie et la mousqueterie arrivaient à leur tour et ne tarderaient pas à exiger la première place, si l'infanterie ne savait se transformer. Elle le sut, comme nous le verrons bientôt.

François I^{er} ne pouvait se tenir pour battu par les vicissitudes de son armée d'Italie. Il se prépara promptement à la revanche, quoique abandonné des Vénitiens et défié directement par le roi d'Angleterre. Recourant à toutes sortes d'expédients pour remplir le trésor vide, il put former une nouvelle et belle armée, dans laquelle les Suisses, vivement sollicités, promirent d'entrer pour deux contingents de 6 mille hommes chacun.

A la tête de cette armée, François I^{er} s'apprêtait à des-

cendre en Italie, et il était déjà en route à cet effet quand il fut retenu par un grave incident. Un de ses plus grands dignitaires, le puissant et habile connétable de Bourbon, indignement maltraité par le roi et surtout par la mère du roi, s'était secrètement entendu avec l'empereur et le roi d'Angleterre pour une levée de boucliers et pour un démembrement du royaume. Heureusement la conjuration fut découverte à temps; François I^{er} resta en France pour parer aux événements et le connétable ne put joindre ses hauts complices qu'en fuyard isolé.

Le plan de la coalition ne s'en exécuta pas moins; mais son premier contretemps lui fut fatal; aucune de ses attaques ne réussit. Vingt-cinq mille Espagnols qui entreprirent le siège de Bayonne furent énergiquement contenus par Lautrec. Une armée de lansquenets qui envahit la Champagne fut rejetée dans les Vosges par le duc de Guise; une armée anglaise, sous le duc de Suffolk, débarquée à Calais, parut d'abord avoir plus de succès; elle s'avança sur la Somme et sur l'Oise et répandit même la terreur dans Paris, jusqu'à ce que d'habiles manœuvres du vieux La Trémouille la forçassent de se replier en arrière.

Cette défense n'empêcha même pas le roi de France de poursuivre ses projets sur l'Italie. L'exécution de leur réalisation fut confiée à l'amiral Bonnivet, un des favoris de François I^{er} et de sa mère, trop décrié peut-être par les historiens sous l'épithète souvent impropre de général de cour. Au mois d'octobre 1523, il franchit le Mont-Cenis avec une armée d'environ 25 mille hommes, et rallia en Piémont un corps de 10 mille Suisses, dont 4 mille Valaisans et Grisons, descendus par le St-Bernard.

Le vieux Prosper Colonne, qui commandait les troupes de la Ligue, fut complètement pris au dépourvu par cette offensive inattendue dans les circonstances générales de l'Eu-

rope, et il ne put empêcher les Français d'arriver triomphalement jusque sur le Tessin et aux portes de Milan. Il dut se borner à s'enfermer dans cette ville, après avoir jeté des garnisons dans Crémone et dans Pavie.

Bonnivet ayant tardé d'attaquer la capitale du Milanais, Colonne put s'y mettre en bonne défense, grâce au concours unanime de la population et à l'arrivée de quelques renforts de l'Italie et du Tyrol. Il résista efficacement à plusieurs attaques et brava tous les essais de blocus. Bonnivet ne réussit qu'à obtenir un campement d'hiver entre Milan et le Tessin, où il continua à se consumer en pointes stériles de droite et de gauche. Les Vénitiens s'étant aussi mis en campagne ainsi que le connétable de Bourbon avec un corps de six mille lansquenets, et des mouvements de l'ennemi donnant lieu à Bonnivet de craindre pour ses communications, il se retira sur Biagrassa, où il prit une nouvelle position. Le vieux et prudent Colonne mourut dans son triomphe même. Lannoy, qui lui succéda, excité par Pescaire, son meilleur lieutenant, crut devoir à son tour prendre l'offensive ; il rejeta les Français sur Novare, puis au-delà de la Sesia, après plusieurs sanglants combats où les Suisses eurent l'occasion de se distinguer comme arrière-garde. Sur la Sesia, l'armée française fut heureusement renforcée d'un nouveau corps de huit mille Suisses, arrivés au secours de leurs compatriotes dans le péril, et qui, sans vouloir agir en offensive, couvrit efficacement la retraite. Néanmoins de graves pertes furent subies au passage de la Sesia, entre Romagnano et Gattinara, sous les coups habiles des arquebusiers de Pescaire. C'est là, en particulier, que le vaillant Bayard, remplaçant le commandant en chef blessé, fut frappé à mort au milieu d'un groupe de Suisses aux ordres de Jean de Diesbach.

Depuis lors la retraite se continua paisiblement sur Ivrée,

où Suisses et Français se séparèrent en bonne intelligence, mais les cœurs contrits, pour rentrer dans leurs foyers respectifs, les uns par la vallée d'Aoste, les autres par Suze.

Sur ce succès la Ligue put reprendre son grand plan d'attaque de la France et cela sur une frontière de plus. L'ardent connétable de Bourbon, dont le corps de lansquenets s'était renforcé, fut lancé, avec le non moins ardent Pescaire et ses vaillants Espagnols, sur la Provence. Cette belle contrée fut parcourue aisément de Nice à Aix et Marseille pendant tout le mois d'août 1524. Bourbon eût voulu continuer sa marche triomphale jusqu'au cœur de la France et se diriger tout d'abord sur Lyon ; mais les Espagnols, jaloux déjà de ses lauriers, l'arrêtèrent au siège de Marseille, dont la capture leur eût été d'ailleurs très-profitable comme point de jonction entre l'Espagne et l'Italie.

Les lenteurs de ce siège firent tourner les chances de la fortune. Intrépidement défendue par ses habitants renforcés d'un corps d'Italiens de Renzo Ceri, et sur mer par la flotte génoise d'André Doria, la cité phocéenne brava tous les efforts des assiégeants. De son côté, le roi François I^{er} alla la secourir avec une armée formée à la hâte, mais renforcée à chaque instant de nouveaux arrivants. Quand il fut en vue de Marseille, force fut bien au duc de Bourbon de se retirer. Il commença sa retraite le 28 septembre, talonné par un corps aux ordres de La Palisse.

Quant au roi, prompt à la riposte, il reprit aussitôt son projet d'expédition sur le Milanais et chercha à y devancer l'armée impériale en marchant par Gap, Briançon et Turin. Mais malgré sa diligence et quoique n'ayant eu d'autres obstacles que ceux du terrain, il n'arriva sur le Tessin qu'en même temps que Bourbon et Pescaire, ceux-ci à Pavie, lui devant Milan. Il fit investir le château de Milan le 28 octo-

bre en refusant, par un sentiment d'honneur, d'entrer en roi dans cette ville avant que la citadelle n'en fût prise.

Au lieu de suivre, l'épée dans les reins, l'armée de Lanoy et de Pescaire, qui se repliait sur l'Adige, François 1^{er}, non content du siège de la citadelle de Milan, alla entreprendre encore celui de Pavie, où s'était renfermé l'énergique Antoine de Leyva avec cinq mille Espagnols.

Trois mois sans grands progrès se passèrent à ces oiseuses opérations ainsi qu'à divers détachements non moins intempestifs, un, entr'autres, sur Gênes et un autre jusqu'à Naples. Pendant que l'armée française s'affaiblissait ainsi à plaisir, l'armée impériale avait pu se renforcer à son aise et accourir à son tour au secours de Pavie, comme le roi venait de le faire pour Marseille. Le 2 février 1525 elle arriva sur les avant-postes français à Lardirago et les refoula. Elle était forte d'environ 20 mille fantassins espagnols et allemands, de 1600 lances et d'autant de cheval-légers.

Plutôt heureux de la perspective qui s'offrait de combattre, le roi ne fit rien pour gêner son approche. Il résolut, au contraire, d'accepter la bataille sous Pavie même et refusa d'aller prendre position à la Chartreuse ou à Binasco, comme le conseillaient La Trémouille et La Palisse; il donna ses ordres en conséquence. Ses positions de siège et de blocus furent resserrées, et il forma son camp au sud-ouest de la place, sur la rive gauche du fleuve, l'aile droite au Tessin, la gauche couverte par les murailles du parc et se prolongeant vers le chemin de Milan; sur les derrières du camp, des fortifications et une garde spéciale furent destinées à veiller à la garnison de Leyva; sur le front, des retranchements le couvrirent contre les alliés, ainsi que les rives sinueuses et profondes de la Vernacula, ruisseau coulant du parc dans le Tessin.

Depuis les détachements l'armée ne comptait plus qu'en-

viron 1300 lances et 28 mille fantassins, dont 16 mille Suisses (y compris leurs alliés valaisans et grisons) et le reste d'Italiens et de lansquenets. Elle fut encore réduite, pendant le mois de février, de deux mille Valaisans qui se laissèrent surprendre et tailler en pièces à St-Sauveur par une sortie de la garnison de Pavie, et de cinq mille Grisons rappelés chez eux pour résister aux brigandages du sire de Musso (Jaques de Médicis). Chevaleresque en tout, le roi congédia même ces derniers dans les meilleurs termes et en leur faisant donner la gratification usuelle de trois mois de solde.

L'armée dans le camp, gendarmerie, Italiens, Suisses, lansquenets, formait plusieurs lignes accidentées et fort étendues sous les ordres directs du roi, ou plutôt de son bras droit Bonnivet; le duc d'Alençon, avec 500 cavaliers, occupait le parc sur la gauche et communiquait avec le camp par trois larges brèches faites à la muraille; les bagages étaient aussi dans ce lieu, particulièrement autour de la villa Mirabello où logeait une partie du quartier-général; plus à gauche encore, la position de Lanfranc était tenue par trois mille hommes, sous Jean de Médicis, vaillant officier passé depuis peu du service de l'empereur à celui du roi de France.

En résumé, la position du roi était trop vaste pour son minime effectif; mais son plus grand vice était d'être adossée à un fleuve et à une place aux mains de l'ennemi, d'où l'on ne pouvait sortir en arrière que par deux ponts sur la gauche.

C'est ce que reconnurent bientôt les généraux alliés et surtout l'intelligent et actif Pescaire. Du reste ils se donnèrent du temps pour leurs reconnaissances et leurs préparatifs, puisqu'ils ne décidèrent l'attaque que pour le 24 février, jour anniversaire de l'empereur. Ces trois semaines furent utilement employées par eux. Un grand nombre d'escar-

mouches leur permirent de tâter suffisamment l'ennemi et d'asseoir un solide camp, dès les hauteurs de St-Lazzaro jusqu'au Pò, vers Belgioioso, qu'ils retranchèrent sur tous les points et dont ils poussèrent les avant-postes jusqu'à 40 pas de ceux des Français.

Aussi ce fut avec une parfaite connaissance du terrain et de leurs adversaires qu'ils élaborèrent leur plan d'attaque. D'après ce plan, dû surtout à Pescaire et accepté par Bourbon et Lannoy avec empressement, une retraite simulée sur Lodi serait exécutée le 23 février; puis le même soir de fausses attaques seraient opérées contre la droite des Français, vers le Tessin et le Pò, tandis qu'une vraie attaque serait dirigée contre leur gauche, en faisant une brèche au mur du parc et en allant donner la main à la garnison vers Mirabello, d'où l'on tiendrait le pont principal sur le Tessin et les routes de retraite des Français sur Milan et sur le Piémont. Le plan était, on le voit, fort bien conçu dans l'ensemble; les mesures d'exécution n'en furent pas moins bien ordonnées. Un émissaire put même en informer la garnison qui, par un signal convenu, assura sa coopération.

Tout se passa à peu près comme Pescaire l'avait arrangé, à part les lenteurs et les désordres ordinaires des entreprises nocturnes. Le soir du 23 février, par un temps sombre et orageux, des feux d'artillerie réveillèrent les Français et attirèrent toute leur attention vers le sud-ouest de leur camp, où s'engagèrent bientôt de bruyantes et confuses escarmouches. Pendant ce fracas, l'armée alliée s'achemina silencieusement vers le parc, où elle pénétra à travers une brèche péniblement pratiquée par des maçons requis à cet effet.

Pescaire et son neveu Gouast sont en tête; chacun a un corps de fantassins, dont bon nombre d'adroits arquebusiers espagnols; derrière eux viennent deux autres corps, sous

Lannoy et Bourbon, comprenant des Italiens, des lansquenets avec la cavalerie ; puis les lansquenets de Frondsberg et de Sittich ; enfin l'artillerie, escortée de dix bannières espagnoles et italiennes. Les soldats, pour se reconnaître dans l'obscurité, ont mis leurs chemises sur leurs habits. Mirabello fut enlevé sans coup férir, et aux premiers rayons du jour François I^{er} put voir l'ennemi en train de se former sur sa gauche et de le menacer de flanc et à revers.

Il donna aussitôt les ordres nécessaires pour changer de front et pour s'avancer contre les alliés, dont le mouvement non encore achevé offrait beaucoup de désordre. Leur artillerie ent'autres avait grand peine à suivre et s'embarrassait dans les obstacles du terrain. Montmorency fut chargé de rester à la défense du camp avec mille Français et deux mille Suisses ; l'infanterie italienne fut opposée aux efforts de la garnison de Pavie et le reste de l'armée se porta vers le parc, en bon ordre. A la droite marchaient les Suisses, à la gauche les lansquenets, au centre le roi avec sa belle gendarmerie ; en avant du front l'artillerie de Gaillot couvrait la marche. Ce fut celle-ci qui entama l'action en abimant d'abord l'arrière-garde ennemie, puis en battant efficacement les alentours de Mirabello ; en même temps que l'ennemi paraissait ébranlé par cette canonnade, les escadrons légers se précipitèrent sur ses flancs et sur l'arrière-garde et enlevèrent une portion de l'artillerie encore empêtrée dans des fossés. Les canons de Gaillot, continuant leur tir meurtrier, forcèrent les alliés à se replier et à chercher un abri derrière la Vernacula. De leur côté, les premiers rangs des Suisses avaient joint les Espagnols et repoussaient fantassins et cavaliers. Ainsi les choses se présentaient bien pour le roi ; il avait parfaitement paré à la surprise des alliés dont le mouvement risquait d'échouer, surtout par le défaut de leur artillerie ne pouvant suffisamment le protéger. Mais à ce

moment le bouillant François I^{er}, croyant déjà la victoire assurée, ne sut contenir plus longtemps son ardeur; il voulut prendre aussi sa part des trophées et des dangers de la journée, et il se précipita sur le centre ennemi à la tête de sa gendarmerie. Fatale inspiration! la plus fatale qui puisse saisir un commandant en chef dans de telles circonstances! C'était de plusieurs heures trop tôt. Les gendarmes français firent des prouesses, le roi tua de sa main plusieurs lieutenants de Lannoy; mais sa propre infanterie fut culbutée aussi par ces charges, et son artillerie, si méritante jusqu'alors, complètement paralysée.

De son côté Pescaire, attentif à ces incidents, opposa quelques bandes d'arquebusiers d'élite et de lansquenets à cette attaque, tandis qu'il put masser le reste de ses forces sur sa droite, pour accabler les lansquenets français. Sur ce point la mêlée s'engagea furieuse entre les hommes de Frondsberg et les bandes noires françaises, et celles-ci, après une héroïque résistance, furent écrasées ou jetées au Tessin; Montmorency, accouru à leur aide, subit le même sort et fut fait prisonnier.

A la droite de l'armée française le corps suisse restait ainsi en l'air; il était d'autant plus menacé que n'ayant pas rencontré jusqu'alors de sérieuse résistance il s'était laissé attirer, en s'avancant, jusque dans un fourré d'arbres et de broussailles qui était fort défavorable à ses lourdes masses. Là il se trouva bientôt enveloppé et décimé par les tirailleurs espagnols éparpillés dans les taillis. Les cavaliers français essaient vainement de le dégager; le terrain leur est moins propice encore. Malgré leurs cuirasses maints d'entr'eux tombent sous les balles espagnoles, entr'autres La Trémouille et La Palisse, et se voient réduits à l'impuissance ou à d'inégales luttes. Quelques-uns, le duc d'Alençon en tête, lâchent pied et commencent une débandade qui se

propage rapidement. A ce moment une furieuse phalange de lansquenets se précipite sur les Suisses, déjà à moitié rompus, et les refoule. Leurs rangs se débandent, la panique les gagne, et sourds à la voix de leurs chefs, se croyant sacrifiés à la haine de leurs rivaux allemands, ils fuient en désordre vers le camp et vers les ponts. Le vaillant Jean de Diesbach trouve la mort en voulant les arrêter, ainsi que beaucoup d'autres chefs suisses.

Le roi lui-même dut céder un moment au flot des fuyards, mais ce ne fut pas longtemps. Se dégageant du tourbillon effaré et ralliant autour de lui quelques gendarmes et ses plus fidèles serviteurs, y compris cent Suisses lui servant d'escorte, il soutint énergiquement la lutte. Tout le poids de la bataille porta bientôt sur ce groupe héroïque, seul debout au milieu des cadavres. Enfin le roi, blessé et renversé sous son cheval, fut fait prisonnier. Avec lui furent pris, entr'autres, Henri, roi de Navarre; Fleuranges, le chef aimé des confédérés; le duc de Nevers et trois capitaines suisses, Jaques de Rovéréaz et deux Tschudi. Bonnivet, le bâtard de Savoie, et bien d'autres avaient été tués. Les Suisses y avaient laissé la moitié de leur monde, les bandes noires autant. En un mot, le désastre fut complet pour la France, tandis que les vainqueurs ne perdirent qu'un millier des leurs.

Soit que la bonne fortune ouvrit leurs cœurs à la compassion, soit que le roi de France fût à lui seul une assez bonne prise, les alliés relâchèrent tous les soldats prisonniers, mais sans solde ni vivres, de sorte que bon nombre périrent de misère dans cette retraite en débandade. Environ cinq mille Suisses seulement, et réduits à l'état le plus chétif, atteignirent leurs foyers; et sous cette issue fatale et humiliante d'une campagne qui avait offert de si riants débuts, le goût des services étrangers s'affaiblit pour quelque temps

plus que par l'effet des harangues de Zwingli et d'autres orateurs des Diètes suisses qui, sans trop savoir comment employer chez eux la vigoureuse et vaillante jeunesse qu'ils y formaient, auraient voulu lui interdire toute participation aux guerres du voisinage, la grande officine du droit public de l'époque.

Nous croyons maintenant avoir suffisamment parlé des guerres d'Italie pour en dégager ce qu'elles renferment de caractéristique, à notre point de vue, de cette époque. On a vu qu'il n'est question ici que d'armées relativement restreintes, en général peu disciplinées, mal exercées, sans homogénéité ni grands capitaines, et où l'infanterie est sinon toujours l'arme principale, au moins l'arme la plus nombreuse et souvent la plus décisive. Ce sont essentiellement des mercenaires, des fantassins suisses, allemands, espagnols qui portent les meilleurs coups, avec l'aide et sous la direction d'une noblesse nationale formant la gendarmerie ou la grosse cavalerie. Nous voyons aussi le tir de l'artillerie et de l'infanterie apparaître avec une certaine puissance contre les armes de choc, et déceler, en plusieurs circonstances, le brillant avenir qui lui était réservé. C'est enfin la fortification qui, du même coup, fait des progrès sensibles et recommence à jouer un rôle important dans les batailles.

Il nous reste, pour compléter ces données sur ces nouvelles formes des armées et sur leur emploi, à dire quelques mots plus spéciaux de la tactique et de l'organisation des troupes dont nous venons d'esquisser quelques-uns des hauts faits.

Commençons par les Suisses, les créateurs de cette infanterie moderne devenue peu à peu, à leur exemple, la base de toutes les armées.

Nous avons déjà dit, dans notre volume sur l'Antiquité et

le Moyen-âge ⁽¹⁾, quelles furent les premières institutions militaires des Suisses sorties de la *Convention de Sempach*, en 1390. Cette convention, confirmée par la Diète de Lucerne, en 1474, puis par la fameuse Diète de Stanz après les guerres de Bourgogne, en 1481, réglait principalement la discipline, consistant surtout à ne jamais fuir, même blessé, le mode du pillage, le partage du butin et des conquêtes. Les levées se composaient de tous les hommes valides dans les grandes circonstances, ou, pour telle campagne déterminée à l'intérieur ou à l'extérieur, de volontaires dont on trouvait toujours un grand nombre moyennant solde ou perspectives convenables. La solde à l'intérieur était fort minime en argent et consistait surtout dans la répartition du butin ou des réquisitions. A l'extérieur la base ordinaire de toutes les soldes était, dit Jean de Müller ⁽²⁾, de 4 ½ florins du Rhin par mois aux fantassins et de 10 florins aux cavaliers. Il y avait souvent des primes exceptionnelles pour le départ, pour un assaut ou une bataille; les officiers avaient une solde double, triple, décuple même, suivant leur rang.

Les armes principales furent d'abord la hallebarde et l'arc, ou l'arbalète, avec la grosse épée et la petite dague ou poignard, et seulement quelques piques. Vers le milieu du XV^e siècle, l'arquebuse s'y introduisit et s'y propagea de plus en plus, en même temps que l'usage de la pique s'y régularisa. Pendant les premières guerres d'Italie, le gros de l'armée portait la pique, les autres armes y étaient en minorité variable; les arquebusiers, dans l'origine, y faisaient ordinairement le service de tirailleurs.

Chaque piquier avait le corps protégé par une cuirasse, la tête par un casque; les hallebardiers portaient aussi des armes défensives, mais plus légères, et un fort chapeau de

(1) *Etudes d'histoire militaire*. Antiquité et moyen-âge; chapitre V, page 236.

(2) Volume 9^e, par Gloutz, traduction Monnard et Vulliemin, page 525.

feutre orné d'une plume. Une croix blanche, à laquelle on joignit plus tard une cléf blanche, servait de signe de ralliement ; on la fixait sur le dos ou la poitrine, sur les épaules, les manches ou les cuisses, ordinairement à plusieurs endroits à la fois.

Dès l'an 1413, les Suisses employèrent de l'artillerie, mais en faible proportion ; la cavalerie, composée de gentilshommes et de cavaliers fournis par les riches corporations, était moins nombreuse encore.

Les troupes de chaque canton, quelque petit que fût leur nombre, marchaient sous un chef ou capitaine à part, nommé par le gouvernement de ce canton, ainsi que son lieutenant et le banneret. Les autres chefs, en sous-ordre, soit chefs de pelotons, étaient nommés par la troupe. Après le capitaine, le lieutenant et le banneret, qui étaient les plus hauts dignitaires, venaient les délégués des conseils et des bourgeois ; ils suivaient constamment l'armée et formaient avec les premiers le conseil permanent de la guerre. Les affaires importantes étaient soumises par lui à la troupe assemblée, appelée *la Commune* ; elle prononçait sur la guerre et la paix et considérait, dit Jean de Müller, sa propre autorité comme égale à celle des conseils et des communes du pays. Au moment d'entrer en campagne, la Commune prêtait le serment de fidélité au règlement militaire.

Si plusieurs bannières des cantons marchaient ensemble, on élisait en commun un commandant en chef et des chefs pour chaque arme. Le plus souvent aussi les troupes des divers cantons formaient tour à tour l'avant-garde ou telle autre fraction de l'armée, et dans chacune d'elles on déférait le commandement au plus considéré par l'âge et les services. Quand le nombre des troupes n'était pas très élevé, on ne portait que les bannières des grands cantons, ou bien l'on honorait tel confédéré illustre en ne déployant que la ban-

nière de son canton. Le général avait une escorte spéciale de gardes-du-corps, et avec lui marchaient aussi un grand nombre de fonctionnaires accessoires, tels que directeurs d'artillerie et des arbalétriers, chirurgiens, chapelains, secrétaires, interprètes, courriers, inspecteurs des vivres, etc.

L'offensive, aussi énergique que possible, était de tradition dans les armées suisses, qui avaient le sentiment de ne pouvoir soutenir des campagnes de patience et de longues manœuvres. La prière devait toujours précéder le combat, à genoux et les bras étendus; la charge se faire à rangs serrés, en bon ordre et avec de grands cris. Longtemps il fut de règle de ne point faire de prisonniers vivants; un blessé ne devait pas quitter son poste; un fuyard devait être égorgé par qui le pouvait.

Les départs et les retours des troupes, ainsi que leur passage dans des villes amies, étaient l'occasion de joyeux festins où les liens de l'amitié se resserraient dans l'abandon.

L'ordonnance et la tactique des Suisses dépendirent naturellement de l'armement, qui subit lui-même de nombreuses variations pendant la période dont nous nous occupons.

Dans la première moitié du XV^e siècle, alors que l'armement consistait en piques, secondées de hallebardes, d'arbalètes et d'arquebuses, les troupes se rangeaient ordinairement en un carré de 20 hommes de côté, formant un *fæhnlein* ou *enseigne*, ou bataillon de 400 hommes; ces carrés s'ajoutaient à volonté les uns à côté des autres et derrière les autres, de manière à former soit un gros carré (*haufen*) de 100 hommes de côté, soit des rectangles plus ou moins allongés ou plus ou moins profonds.

C'était, on le voit, une sorte de phalange. Comme cette formation s'illustra sur les champs de bataille au moment où l'antiquité venait d'être remise en grand honneur, les écrivains de la Renaissance, Machiavel en tête, puis leurs

nombreux imitateurs, ne manquèrent pas d'attribuer aux fils de l'Helvétie le goût exquis d'avoir puisé leur instruction militaire à la meilleure source, à la fashionable école de la Grèce antique. Si flattés que nous soyons de cette bonne opinion sur nos aïeux, nous devons confesser que nous doutons qu'ils en sussent si long. Ils n'en avaient d'ailleurs pas besoin. La pique n'était jamais sortie des armées. Elle s'était, sous le nom de lance, mise à cheval avec les Barbares et avec les chevaliers de la féodalité, puis remise à pied quand les accidents ou des circonstances spéciales amenaient ceux-ci à combattre démontés.

D'autre part la phalange grecque, très classique et régulière, était restée dans les armées de l'empire d'Orient; elle se trouve prescrite et réglementée tout au long dans les Instituts de l'empereur Léon (1). On peut bien admettre que l'Europe en sut quelque chose, surtout par les croisades, car de tout temps les armées en contact ont eu l'habitude de s'imiter et souvent même de se copier trop servilement.

Puis le système de la phalange s'offre tout naturellement, est même le seul possible à des fantassins armés de ces longs engins. Les chevaliers furent forcés de l'employer chaque fois que les exigences du terrain ou d'opérations spéciales les forcèrent de mettre pied à terre pour le combat. Nous l'avons constaté rapidement à Sempach, à Poitiers, à Crécy (2); on le constaterait dans cent autres rencontres.

Les premiers piquiers suisses, braves paysans, bourgeois de petites villes ou pauvres nobles campagnards, n'eurent qu'à suivre cet exemple. C'est ce qu'ils firent. Ils se créèrent chevaliers à pied, portèrent presque tout l'armement du chevalier, mais allégé et débarrassé du cheval, inutile et

(1) Institutions militaires de l'empereur Léon (trad. Joly-Maizeroi, collection Liskenne et Sauvan, III vol.) Institut. IV.

(2) Voir nos *Etudes d'histoire militaire*. Antiquité et Moyen-Âge, pages 234-6.

trop coûteux pour eux, et ils arrangèrent leur formation de combat en conséquence. Ils eurent leur lance fournie particulière, avec les montures de moins et l'égalité de plus. Ils raccourcirent d'abord la lance jusqu'à 10 pieds pour en faciliter le maniement individuel; bientôt ils l'allongèrent et la portèrent même jusqu'à 18 pieds pour augmenter son efficacité dans l'action collective.

Or une telle arme, et contre la cavalerie bardée de l'époque, ne pouvait s'employer en masses que sous la forme de la phalange. Les plus forts et les plus vaillants se plaçaient, comme chez les anciens Grecs, comme dans la lance fournie, comme partout, au premier rang; les autres derrière ces chefs de file. On a tout lieu de croire que, dans l'origine, la profondeur de la file fut très-variable et seulement de 5 à 10 hommes. La juxtaposition de ces files forma le front, comptant autant de files qu'il y avait de chefs. Plus tard seulement la profondeur se régularisa et porta jusqu'à 20 rangs dans la règle. Avec de l'exercice, six à huit rangs arrivaient à croiser leurs piques sur le front, les autres rangs en arrière formaient comme une réserve empêchant les premiers rangs de rompre ou prête à agir sur leurs cadavres ou à faire face en arrière. Parfois aussi ils sortaient de la masse par un à droite ou un à gauche et prolongeaient le front des combattants, diminuant d'autant une inutile profondeur. Par un mouvement analogue on diminuait le front jusqu'à quatre files, ou trois, ou une, pour passer des défilés d'après les mêmes principes que nous avons vus dans la phalange grecque. On pouvait aussi former le coin, le carré vide ou plein, le carré flanqué ou la croix et diverses autres figures qui sont dans la nature même de tout arrangement tactique de ce genre.

A cet effet il y avait une grande et une petite distance entre les rangs et entre les files, soit de 3 pieds et de 1 ½

pied, sans compter l'ordre compact où tous les hommes des rangs agissants se pressaient vers le centre du premier ou vers la trouée.

Nous ne nous arrêterons pas aux nombreuses dénominations souvent assez minutieuses de ces diverses unités de troupes ni à celles de leurs chefs. Outre qu'elles variaient suivant les cantons, il ne paraît pas, d'après les documents contemporains, qu'elles eurent jamais rien de bien régulier. Le *Haufen*, le *Banner*, le *Fähnlein*, noms habituels des corps, sont souvent pris l'un pour l'autre, et les écrivains italiens, nos meilleures sources pour cette époque, appellent tout cela des *batailles*, ce que les auteurs français ont traduit par *bataillon*, amenant ainsi de la confusion avec une dénomination postérieure.

Notons seulement d'une manière générale que les grandes unités étaient le *Haufen* ou *carré*, qui était fort souvent un rectangle, et la subdivision le *banner*, *bannière*, et le *fähnlein* ou *enseigne* ou *guidon*, qui souvent aussi étaient pris indistinctement l'un pour l'autre, quoique le *banner* dût s'appliquer plus spécialement aux troupes de tout un canton et *fähnlein* à une subdivision.

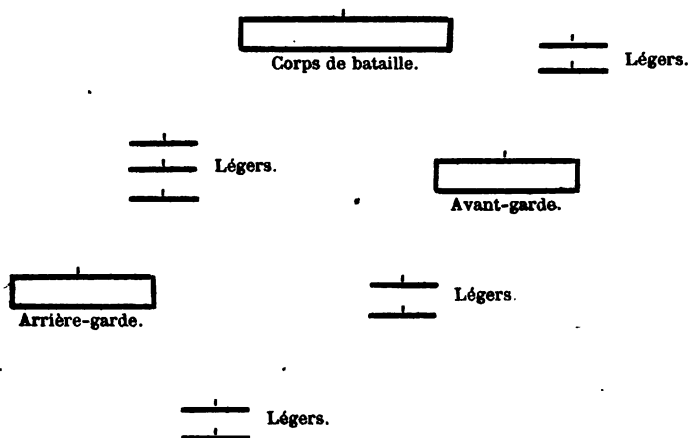
Ce qui est plus important à noter c'est qu'une armée se divisait tactiquement en trois grands corps, trois *Haufen* — réminiscence peut-être des prescriptions de l'Empereur Léon répartissant les armées en trois *turmes* ⁽¹⁾ — qui formaient une *avant-garde*, un *corps de bataille* ou une *bataille* et une *arrière-garde*. C'est de cette façon que les armées des Anglais et des Français étaient réparties pendant la

(1) *Tactique de l'Empereur Léon*. Chapitre 4. (Collection Liskenne et Sauvan, vol. III, page 455). Le *turme* se divisait en plusieurs *drungons*, le *drungon* en plusieurs *bandons*, le *bandon* en plusieurs *centuries*. La dénomination de *bandon* est restée dans le mot *bande* ou *bandière* ou *bannière*, et on l'a traduite souvent en allemand par le diminutif *Fähnlein* qui devrait plutôt s'appliquer à une fraction du *bandon*.

guerre de Cent-ans, et ces trois corps pouvaient former ou trois lignes ou deux ailes et un centre sur le même front.

En adoptant cette répartition traditionnelle, les Suisses y apportèrent une modification qui prouve la justesse de leurs idées tactiques. Tout en se gardant la liberté de disposer à volonté leurs trois corps, ils les employèrent habituellement *en échelon*, à bonne portée d'arquebuse les uns des autres, ce qui était certainement la meilleure manière d'en tirer parti.

Ordre de bataille des Suisses.



Des enfants perdus ou *aventuriers*, correspondant aux anciens légers et à nos tirailleurs, étaient fournis par des volontaires choisis sur toute la troupe; ils remplissaient souvent les intervalles des échelons vers l'ennemi ou occupaient les points importants et périlleux de l'emplacement des troupes. Les accidents du terrain devaient être soigneusement utilisés pour se préserver des feux de l'artillerie

ennemie, et quand celle-ci tirait avant l'action des masses, les troupes devaient se baisser ou se coucher à terre ; exercées à ce défilement que facilitait la grande distance de trois pieds entre les rangs, elles l'effectuaient sans désordre.

L'arrangement des diverses armes dans chaque unité dut varier, on le comprend, avec la proportion de ces armes, proportion qui varia beaucoup dans les 15^e et 16^e siècles.

Vers le milieu du 15^e siècle les troupes suisses comp- taient en moyenne sept à huit seizièmes de hallebardiers, trois à quatre seizièmes de piquiers, deux à trois seizièmes d'arbalétriers, le reste d'arquebusiers. (1)

Les six mille Suisses de l'armée de Charles VIII, lors de leur entrée à Rome en 1495, ainsi que ceux dont parle Machiavel, comptaient un rang de hallebardiers derrière trois rangs de piquiers, et 100 arquebusiers sur mille hommes. Quelques années plus tard la proportion des hallebardiers descendit jusqu'à un huitième de l'ensemble. Leur rôle, plus spécialement offensif, était d'attendre, derrière les piquiers, que la mêlée fût commencée ; alors ils entraient en action et pouvaient rendre de meilleurs services en frappant d'estoc et de taille que les longues piques. Au début les arquebusiers furent mêlés simplement aux légers, archers et arbalétriers, pour tirailler de leur mieux sans règle fixe. Mais ils devinrent promptement plus nombreux, du quart des autres troupes, par exemple, dans les 10 mille Suisses à la solde du Pape en 1511, et de la moitié trente ans plus tard. Alors on les mit dans la masse au second rang pour lâcher des salves par-dessus l'épaule du premier

(1) Voir entr'autres dans un excellent ouvrage de M. le colonel Rustow, *Geschichte der Infanterie*, vol. I ; Livre 2, la mention d'un document des archives zuricoises portant que la ville de Zurich avait en 1444 un contingent de 639 hommes sur lesquels on comptait 45 arquebusiers, 127 arbalétriers, 103 piquiers et 364 hallebardiers ; la campagne de Zurich sur 2131 hommes comptait 16 arquebusiers, 331 arbalétriers, 546 piquiers et 1238 hallebardiers.

rang, toujours armé de piques. On les employa aussi à prolonger le front, c'est-à-dire à former des ailes à droite et à gauche de la phalange sans compter les tirailleurs, de sorte que deux unités, deux *Haufen*, venant à s'accoller, offrirent un front total entièrement garni de feux et ayant, au premier rang, des piques et des arquebuses alternant par sections.

Comme la phalange grecque, la formation suisse avait de nombreux inconvénients en compensation de sa grande solidité ; lourde et peu maniable, elle ne se prêtait pas aux chicanes de petits postes et de localités qui tiennent tant de place dans toute guerre ; en outre, complètement impropre aux affaires de siège et de retranchements, elle ne pouvait se suffire à elle-même dans le cours d'une campagne et devait ou n'être employée qu'en terrain ouvert et uni ou être sans cesse escortée de nombreux auxiliaires. Mais comme infanterie de ligne et secondée de la gendarmerie et de l'artillerie françaises, des cheveu-légers allemands, des tirailleurs espagnols ou gascons, comme cela se rencontra quelquefois dans le cours de ses campagnes, elle formait une base des plus solides. D'ailleurs les cavaliers bardés contre lesquels elle était essentiellement destinée se distinguaient par les mêmes vices et à un plus haut degré encore ; aussi put-elle remporter sur eux d'éclatants succès et devenir, par le renom qui lui en resta, le type sur lequel se modelèrent bientôt toutes les infanteries de l'Europe. Les lansquenets allemands furent les premiers à l'imiter et fort près de l'égalier, ainsi que les Espagnols. Les Français, surtout les Gascons, les Italiens, les Hollandais et les peuples du nord suivirent aussi son exemple avec plus ou moins de variantes qui n'offriraient pas grand intérêt à être étudiées en détail.

Ce fut là toute sa gloire et tout son profit. « Quand les

Suisses, dit Guicciardini, ont accordé des soldats par un décret, les cantons eux-mêmes leur choisissent un capitaine-général, auquel on donne une commission et des drapeaux au nom de la République.

« Ce peuple sauvage et grossier s'est rendu redoutable par une grande union de tous ses membres et par la gloire des armes. Un courage indomptable joint à une admirable discipline a non-seulement garanti leur pays de l'invasion des Princes, mais leur a encore acquis beaucoup de réputation au dehors dans l'art militaire. Cette intrépidité aurait fait plus d'honneur à ces peuples s'ils l'avaient employée à s'agrandir au lieu de la vendre à l'ambition des Princes, et s'ils s'étaient proposé un objet plus noble que l'argent ; mais ils se sont tellement laissé corrompre par la cupidité qu'ils ont manqué l'occasion de se rendre formidables à toute l'Italie ; et ne sortant de leur pays que pour trafiquer de leur sang, leur République n'a jamais retiré aucun fruit de leurs victoires.

« L'avidité du gain les a habitués à rançonner tyranniquement ceux qu'ils servent et à se rendre insupportables par leurs demandes excessives et par des mutineries continues, lorsqu'ils ne sont pas contents. Ce désordre règne également dans la Suisse où les principaux de la nation mettent les Princes à contribution pour les favoriser dans les Diètes » (1).

Ajoutons qu'un autre Italien célèbre, Machiavel, dans plusieurs de ses écrits, confirme ce jugement trop rude mais élevé de Guicciardini sur les belles destinées politiques qui s'offrirent un moment à nos aïeux et qu'ils laissèrent s'échapper de leurs mains.

Depuis lors la plupart des pays de leur voisinage surent

(1) *Guicciardini. Guerres d'Italie, Tome II, Livre X.*

s'arrondir au point de devenir de grandes puissances; seule la Suisse, quoique ayant pu fournir de puissantes armées, végéta dans d'étroites frontières; le défaut d'une politique nationale soutenue, trop commun, hélas! aux gouvernements républicains et fédératifs, la fit rester, au cœur même de l'Europe, le plus petit des Etats qui avaient si souvent pâti ou joui de ses vaillantes armes.

Après ces indications sommaires (1) par lesquelles nous prendrons congé pour longtemps des Suisses comme belligérants principaux, revenons aux guerres d'Italie, où nous avons au moins à enregistrer la longue série d'expériences actives que fit encore l'art militaire moderne avant d'arriver à la forme bien déterminée qu'il acquit par la guerre de Trente-ans en Allemagne et surtout par les soins du grand roi suédois Gustave-Adolphe.

La captivité de François I^{er} se prolongea environ deux ans, c'est-à-dire jusqu'à la paix de Madrid, le 14 janvier 1525. Par cet acte le roi de France renonçait à ses droits sur la Flandre, l'Artois, la Franche-Comté, restituait même à l'Empereur la Bourgogne et au connétable de Bourbon tous ses biens et ses anciennes dignités; en compensation il épousait la sœur de Charles V, Eléonore d'Autriche, veuve du roi de Portugal, avec divers avantages éventuels en perspective.

(1) Pour des données plus complètes et plus spéciales sur ce sujet, voir entre autres, outre les ouvrages déjà cités, ceux de *Rodt*, *Geschichte des bernischen Kriegswesen*, Berne, 1831. 3 vol. *Zurlauben*, *Histoire militaire des Suisses au service de France*. Paris, 1751. 8 vol. *Wieland*, *J. Kriegsbegebenheiten. May de Romainmôtier*. Histoire militaire de la Suisse. 8 vol. *Haller von Königsfelden* *Darstellung der merkwürdigsten Schweizerschlachten von 1298-1499*. *Rudolf* *geschichtlicher Ueberblick des Kriegswesens der Eidgenossenschaft in den Freiheits- und Burgunderkriegen*; *de Gingins*. *Guerres de Bourgogne*; dépêches des ambassadeurs milanais; enfin les collections précieuses des *Neujahrsblätter*, de l'*Anzeiger* et du *Geschichtsforscher* de Zurich, et du *Taschenbuch* de Berne.

Mais ni l'un ni l'autre des deux contractants n'avaient compté sur l'exécution du traité. A peine rentré en France le roi dégagea sa parole en ce qui concernait la Bourgogne, et la guerre ne tarda pas à se rouvrir.

Dans le courant de cette même année une nouvelle coalition, la *Sainte-Ligue*, s'était nouée pour tenter de mettre une fin à la puissance exorbitante de Charles V et surtout pour en affranchir l'Italie. Avec le Pape Clément VII qui en était l'âme, le Sénat de Venise, les républiques de Florence et le duc de Milan François Sforza, y figuraient au premier rang. François I^{er} et le roi d'Angleterre y adhérèrent, ce qui promettait un efficace contrepoids à l'excessive prépondérance de Charles V.

Malheureusement cette coalition ne sut pas agir à temps. Pendant qu'elle s'efforçait de s'entendre et que François I^{er}, peu amendé par sa captivité, s'oubliait dans les plaisirs frivoles de sa cour, leurs adversaires prirent les devants. Le féroce Antoine de Leyva, avec quelques milliers d'Espagnols, tint en échec les troupes italiennes de la Ligue, tandis que l'actif connétable de Bourbon, avec des bandes de lansquenets allemands sous Frondsberg, marcha sur Rome même et s'en empara en mai 1527. Il paya de sa vie cette foudroyante conquête, mais la capitale de la chrétienté et de la Sainte-Ligue n'en fut pas moins prise et saccagée comme au temps des Vandales.

Le roi de France, sortant alors de sa torpeur, envoya une armée en Italie sous Lautrec ; celui-ci remit d'abord Alexandrie et Pavie à Sforza (octobre 1527), puis il s'avança à la délivrance de Rome et refoula les bandes impériales jusqu'à Naples où il les assiégea. Là se terminèrent ses succès. Naples tint bon ; l'amiral André Doria, qui coopérait au siège du côté de la mer, fit défection par suite d'indignes traitements de la cour de France contre lui et contre sa

ville natale, Gênes. La peste s'en mêla et enleva Lautrec en août 1528; bientôt ses débris, réfugiés dans Aversa, y durent capituler. Les troupes françaises restées en Lombardie et augmentées de quelques renforts sous le comte de Saint-Paul furent à leur tour battues par Antoine de Leyva dans plusieurs rencontres et entr'autres à Landriano, le 15 juin 1529, ce qui mit fin à cette campagne.

De nouveau la France avait un grave mécompte à enregistrer; il fût devenu un désastre sans d'autres complications pour l'Empereur. D'une part la réforme religieuse venait de lui mettre sérieusement à dos les Allemands *protestant* contre l'édit de la Diète de Spire, et d'autre part les Turcs de Soliman le Magnifique, après avoir gagné une grande bataille à Mohacz (1526) sur les Hongrois, s'étaient avancés jusque sous les murs de Vienne. Ces événements facilitèrent un arrangement entre François I^{er} et Charles V. La paix dite des *dames* fut conclue à Cambrai, le 5 août 1529; paix fort dure pour la France qui dut se soumettre au traité de Madrid, sauf que la cession de la Bourgogne fut remplacée par l'énorme indemnité de deux millions d'écus d'or. Tous les alliés du roi, en Italie, en Flandre, sur le Rhin, furent abandonnés et sacrifiés; de son propre consentement la France n'eut plus rien à voir dans la Péninsule.

La guerre se continua d'autant plus vive entre les Impériaux et les Turcs. Deux cent mille de ces derniers reparurent en Autriche en 1532, et Charles V ne put aller à leur rencontre qu'avec 100 mille hommes. Mais l'amiral André Doria, passé à son service, opéra une diversion si efficace sur Constantinople que Soliman rentra dans ses Etats pour les défendre, et que dès lors il tourna ses armées surtout contre les Persans.

A son tour Charles V prit l'offensive et dirigea la flotte de Doria contre les alliés de Soliman, les pachas de Tunis et

d'Alger. Une première expédition eut un plein succès. Vingt-deux mille chrétiens captifs à Tunis furent délivrés (1535), mais d'autres furent moins heureuses, ce qui n'empêcha pas Charles V d'en augmenter notablement son renom et sa puissance dans toute la chrétienté.

Son ambition sans borne força bientôt François I^{er} à rentrer en lice comme défenseur des libertés de l'Europe non encore soumise au despotisme impérial. Après avoir noué des relations avec les protestants et les Turcs, devenus ses alliés naturels, il rompit la glace en réclamant, à la mort du dernier des Sforza, en 1536, le duché de Milan et en revendiquant en même temps, au nom des droits de sa mère, le duché de Savoie. Ce territoire, estimait-il sagement, lui ferait une excellente base pour opérer en Italie et l'assurerait contre l'hostilité du duc Charles III qui méditait de s'agrandir vers le sud en cédant à l'empereur la Bresse et la Haute-Savoie contre des provinces italiennes.

Au printemps de l'an 1536, l'armée française franchit les Alpes sous le commandement d'Anne de Montmorency, et nous avons à mentionner ici une intéressante innovation dans le domaine de l'organisation des armées. De nouveaux corps apparaissaient sous les drapeaux, les *Légions* de François I^{er}. C'étaient les anciennes milices communales et les francs-archers du roi, mais sous un autre nom et utilisés pour les campagnes lointaines. Dans le but de se créer une infanterie plus nationale et moins coûteuse que les mercenaires étrangers, François I^{er} avait fait dresser une liste de six mille gens de pied dans ses sept provinces; chacune de ces listes provinciales forma une *légion* d'imitation romaine, divisée en six bandes contenant par égale portion des piquiers, des hallebardiers et des arquebusiers.

Pour commander chaque bande il y avait un capitaine,

deux lieutenants, deux enseignes et dix centeniers, avec quatre tambours et deux fifres. La légion était commandée par l'un des six capitaines, ordinairement le plus ancien, et il portait dès lors le titre de colonel, qui apparaît pour la première fois dans les armées françaises. Il y eut ainsi une quarantaine de mille hommes dans les nouveaux corps. Au dire des experts du temps, notamment Bellay et Vieilleville, ces légionnaires n'étaient pas très-réputés comme hommes de guerre ; quittant leur labourage pour servir quatre à cinq mois et s'affranchir ainsi de certaines tailles, ils ressemblaient davantage, a-t-on justement remarqué (1), aux gardes nationaux modernes qu'aux soldats de César.

Quoiqu'il en soit les légions débutèrent fort bien en Italie. Elles occupèrent rapidement la Savoie, franchirent la Doire sous le feu des Impériaux et à la fin d'avril déjà le Piémont était conquis ; Nice seule restait au duc de Savoie. Mais Charles V accourt avec une armée de 50 mille hommes ; il reprend la plus grande partie du Piémont, sauf les places où se renferment les Français et, annonçant pompeusement qu'il ne s'arrêterait qu'à Paris, il pénètre en France par Nice en juillet 1536.

Montmorency se replie devant l'invasion en faisant lui-même le désert dans les belles campagnes de la Provence, tandis que François I^{er} rassemble une nouvelle armée à Avignon. Cette sauvage défense a un plein succès ; l'armée impériale dépérit par la disette, la soif, les grandes chaleurs, et elle est finalement arrêtée devant Marseille et devant Arles. Diminué de près de la moitié de son monde, l'Empereur, à la fin de septembre, se vit forcé d'effectuer une retraite assez honteuse après ses bruyantes menaces.

(1) Voir entr'autres un intéressant résumé de l'*Histoire de l'armée en France* par M. Courrent, lieutenant-trésorier au 17^e bataillon de chasseurs. Paris. Dumaine, 1864, 1 vol. in-8°.

Bientôt les côtes de l'Italie sont terrorisées par les flottes de Barberousse, et Soliman bat Ferdinand d'Autriche en Hongrie. Devant ces dangers pour la chrétienté le Pape Paul III s'efforce de réconcilier les deux souverains rivaux, et une trêve de dix ans se conclut à Nice en 1538, chacun gardant ce qu'il possédait.

Malgré de bons rapports personnels entre l'Empereur et le roi de France, dont pâtirent les pauvres Gantois, la paix ne dura pas plus de trois ans. Charles V venait d'éprouver un terrible désastre devant Alger par le fait des tempêtes, et les motifs de rupture s'étant accumulés, la guerre éclata en 1541 sur une échelle plus vaste que jamais. François I^{er} avait ouvertement fait alliance avec les Turcs et avec l'Ecosse ; grâce à des efforts surhumains il put mettre cinq armées sur pied. Cette fois il avait remplacé ses légionnaires par un impôt qui lui avait permis de recruter de nombreux mercenaires en Allemagne, en Suisse et même en Danemark (1).

Restant d'abord sur la défensive en Piémont, il porta ses armes au nord contre le Luxembourg et au sud contre le Roussillon ; mais les hostilités s'engagèrent bientôt sur tous les points. Les flottes turque et française bombardèrent Nice en commun, Soliman rentra en Hongrie et une nouvelle armée française sous le duc d'Enghien descendit en Italie. Elle y remporta la brillante victoire de Cérisole en avril 1544, où plus de douze mille Espagnols du marquis de Guasto furent pris ou tués.

En revanche, les Français n'éprouvaient que des revers

(1) « Voyant que le service de telles gens (les légionnaires) était du tout inutile, on commua cela en argent, et appelle-t-on cette taille la solde des 50 mille hommes de pied, à laquelle tous les roturiers universellement du royaume sont contribuables et subjects, et de cette façon on forma de braves hommes et vaillants capitaines. » Mémoires du maréchal de Vieilleville, rédigés par son secrétaire Vincent Carloix. Liv. VII, ch. 3.

sur les autres points. Henri VIII avait battu Jaques d'Ecosse et s'était emparé de Boulogne ; Charles V avait envahi la Champagne et poussé ses avant-postes jusqu'à Meaux, jetant une vive alarme dans Paris. La petite ville de St-Dizier l'ayant arrêté trop longtemps, François I^{er} put rassembler de nouvelles levées, armer les bourgeois de Paris et forcer les impériaux à la retraite sur les Pays-Bas.

Pendant ce temps des négociations s'étaient ouvertes, et Charles V, pressé de se retourner contre les Turcs et contre les protestants allemands, conclut la paix à Crépy en septembre 1544. Les conquêtes étaient restituées de part et d'autre ; la question du Milanais arrangée par des fiançailles du duc d'Orléans avec une nièce de Charles V ou avec sa fille dotée des Pays-Bas et de la Franche-Comté ; en attendant le mariage, la Savoie et le Piémont restaient à la France, qui renonçait à tout droit sur Naples, sur la Flandre et l'Artois. Ces arrangements furent traversés par la mort du duc d'Orléans l'année suivante et par celle de François I^{er} deux ans plus tard. La paix n'en dura pas moins sur ces bases entre les deux grandes puissances rivales, et en 1559, après quelques hostilités en Italie et en Flandre, elle fut confirmée entre Henri II et Philippe II, à Cateau-Cambrésy. Par cette paix, la France garda les trois évêchés (Metz, Toul et Verdun) et la ville de Calais, dont elle s'était emparée quelque temps auparavant ; le duc de Savoie recouvra ses états, sauf le Piémont, et diverses modifications apportées aux Etats de l'Italie constituèrent la péninsule à peu près telle qu'elle resta jusqu'à la Révolution française, c'est-à-dire qu'elle comprit le royaume des Deux-Siciles et le duché de Milan, appartenant à l'Espagne, les républiques de Venise et de Gênes, le duché de Toscane donné aux Médicis, le duché de Ferrare aux d'Este, les duchés de Parme et Plaisance aux Farnèse, les duchés de Mantoue et Montferrat aux Gonzagues, le duché de Savoie.

En somme, les projets français sur l'Italie avaient échoué, tandis que la maison d'Autriche y était devenue prépondérante; elle s'était divisée, il est vrai, en branche espagnole ou aînée, et en branche allemande ou cadette; mais l'une comme l'autre, et surtout la première, conservait une puissance bien plus considérable que celle de la France, qui ne s'était arrondie que de faibles morceaux de territoire.

Cette première période de la rivalité entre la France et l'Autriche eût pu se continuer longtemps encore, car des deux côtés les ressources ne faisaient pas défaut; mais chacune d'elles avait aussi ses soucis particuliers; la guerre civile les déchirait et allait grandir au point d'amener d'importants événements politiques et militaires.

Parallèlement aux luttes entre François I^{er} et Charles V, que nous avons rapportées, une autre lutte plus profonde quoique moins bruyante, avait eu lieu sur toute la surface de l'Europe: la Réforme était née et s'était rapidement développée en Allemagne et dans les pays scandinaves, où elle donna lieu à la grande guerre de Trente-ans, qui nous occupera tout à l'heure.

En France la Réforme, quoique moins active au début, produisit aussi des guerres meurtrières et prolongées, dont nous dirons quelques mots.

Il y eut huit de ces *guerres de religion*, de 1562 à 1598; il s'y livra, outre une multitude de petits combats, quelques batailles plus ou moins rangées: ainsi celles de Dreux, St-Denis, Jarnac, Moncontour, Coutras, Arques, Ivry, le Siège de Paris, où l'on trouve, malgré la passion politique qui dominait, des soins constituant l'art militaire; quelques généraux s'y produisirent, notamment Henri IV, Farnèse, Guise, Coligny, Biron, Montluc, Lanoue, ces deux derniers

écrivains de mérite ⁽¹⁾, mais en somme ces guerres sont peu intéressantes au point de vue spécialement militaire. Elles ne fournissent presque rien qu'on n'ait vu sur une plus grande échelle dans les luttes antérieures ou qu'on ne rencontre mieux accentué dans les guerres postérieures, particulièrement dans celle de Trente-Ans.

Nous pourrions donc à rigueur les passer sous silence, sauf la dernière, beaucoup plus marquante que les sept autres ; nous les mentionnerons cependant rapidement pour y noter un ou deux faits saillants.

La première guerre de religion éclata en 1562 sous le roi Charles IX, âgé de 13 ans, et gouverné par sa mère, l'adroite Catherine de Médicis. Les catholiques sont dirigés par les superbes ducs de Guise et le féroce Montluc ; à la tête des protestants sont les princes de Bourbon, l'amiral Coligny, le sombre sire des Adrets. Sur tous les points de la France on se massacre réciproquement. L'étranger, appelé des deux côtés, s'en mêle aussi. Les Huguenots livrent le Havre aux soldats anglais d'Elisabeth ; Philippe II, roi d'Espagne, d'Italie et des Pays-Bas, après l'abdication de son père Charles V, envoie des renforts aux catholiques ; de part et d'autre on en tire de la Suisse et de l'Allemagne. Après divers combats et sièges sans résultat marquants une bataille est livrée à Dreux le 19 décembre 1562, où Condé et 13 mille huguenots, dont 5 mille cavaliers, sont battus par Montmorency avec 15 mille catholiques, dont 2 mille cavaliers. Une particularité de cette rencontre, c'est que les deux chefs y furent faits prisonniers, ce qui tendrait à indiquer que l'action y fut chaude et passablement désordonnée. La paix

(1) Montluc, commentaires. Lanoue, Discours militaires et politiques. On pourrait peut-être citer encore Rohan et Maurice de Nassau, s'ils ne se rattachaient plutôt à l'époque suivante.

d'Amboise, le 12 mars 1563, mit fin à cette première lutte en accordant la liberté religieuse à la noblesse et une ville seulement par baillage au peuple.

Une seconde guerre de religion s'ouvrit en 1567 par suite de violations vraies ou prétendues de l'édit d'Amboise. Les huguenots prirent l'offensive par une sorte de coup d'Etat. Condé, à la tête de nombreux conjurés et insurgés, faillit s'emparer du jeune roi à Meaux. Mais Charles IX leur échappa grâce à six mille Suisses qui venaient d'arriver en toute hâte ; ils le mirent au milieu de leur carré hérissé de piques et flanqué d'arquebuses, et ils firent ainsi une héroïque retraite sur Paris. Sans pouvoir les entamer l'armée protestante les suivit, et une bataille eut lieu à St-Denis le 18 octobre 1567. Elle fut indécise, mais le connétable Montmorency y perdit la vie. Les protestants ayant été renforcés par le comte palatin, la reine, conseillée par le chancelier l'Hospital, chef du parti politique et modéré, signa la paix de Lonjumeau (23 mars 1568) confirmant celle d'Amboise.

Par ces concessions la cour n'avait fait, paraît-il, qu'agir de ruse et de patience. Trouvant le parti des huguenots trop puissant, elle recommença elle-même la troisième guerre de religion. Un coup de main qu'elle dirigea contre Condé et Coligny au château de Noyers en Bourgogne ne réussit pas mieux que celui de Meaux. De part et d'autre on courut aux armes, et Condé, forcé par le fanatisme de ses troupes de livrer bataille, fut défait à Jarnac en mai 1569, et à Moncontour cinq mois plus tard. Néanmoins les protestants, tenaces et comme renaissant de leurs cendres, obtinrent une paix assez favorable par le traité de St-Germain en Laye du 15 août 1570 ; quatre villes de sûreté leur furent accordées : La Rochelle, Montauban, Cognac, La Charité. La cour avait voulu les ramener par la douceur et faire contre-poids à l'influence déjà oppressive des Guise ; mais elle avait

trop cédé ; la réaction se fit et conduisit à l'horrible nuit de la St-Barthélemy (24 août 1572). Cette fois le coup de main n'eut que trop de succès : des milliers de huguenots, y compris le vénérable Coligny, furent massacrés.

Il en sortit la quatrième guerre, dont le signal fut donné par la ville de Montauban. Il n'y a plus d'armée en campagne ; les protestants sont désorganisés et disséminés, mais non découragés ; les populations se lèvent et l'on se bat avec acharnement, surtout dans les Cévennes et le Dauphiné. Une cinquantaine de villes et bourgades dans le Midi ferment leurs portes aux autorités. La Rochelle, Montauban, Nîmes, Sancerre, Sommières deviennent des asiles où l'on soutient des sièges en règle. La Rochelle brave tous les efforts, et sa vigoureuse défense fait conclure la paix de 1573, proclamant la liberté de conscience avec de nombreuses restrictions. Encore ici la cour, fidèle à son jeu de bascule, avait voulu donner des gages au parti modéré contre l'ardent parti des Guise.

Peu de temps après, Charles IX mourut. Son frère et successeur, Henri III, roi de Pologne, fervent catholique, mais léger et livré à de jeunes favoris débauchés, connus sous le nom de *Mignons*, fut bientôt sans influence dans ce conflit de farouches passions. La guerre s'était rallumée, et il ne put que signer une paix, dite de Monsieur, en mai 1576, si favorable à l'opposition qu'elle préludait presque à un morcellement du royaume. Non-seulement les Huguenots eurent la liberté des cultes, sauf à Paris, avec huit places de sûreté, mais leurs principaux chefs et ceux du parti modéré reçurent de grands gouvernements avec une quasi-indépendance. Monsieur, duc d'Alençon, à la tête des mécontents politiques, eut l'Anjou, la Touraine et le Berry ; Condé et Henri de Navarre, évadés des prisons de la St-Barthélemy, reçurent, l'un la Picardie, l'autre la Guyenne.

C'est alors que les fougueux catholiques, furieux de ces concessions, organisèrent la *Ligue*, sous Henri de Guise, dit le Balafre, protégée officiellement par le Pape, puis par Philippe d'Espagne et obéissant, à Paris, au comité des Seize. Les protestants serrèrent aussi leurs rangs, et l'on eut deux puissantes fédérations, deux Etats dans l'Etat. A peine d'être annihilé, Henri III dut se faire le chef de la Ligue, non sans lui garder rancune de la violence qu'elle exerçait sur son gouvernement qui eût mieux trouvé son compte à la continuation du jeu de bascule, pratiqué depuis si longtemps par la reine-mère.

Sous l'influence de la Ligue les Etats généraux du royaume, convoqués à Blois, cassèrent le traité de Monsieur, ce qui provoqua une nouvelle levée de boucliers, soit la sixième guerre civile en 1577. Après la prise de quelques villes du Poitou et de la Charité, Henri III saisit l'occasion favorable d'accorder la paix de Bergerac, cette même année, à peu près semblable à la précédente.

En 1579 les hostilités recommencèrent, surtout aux environs de la ville de Cahors, qu'Henri de Navarre enleva en déployant une grande bravoure personnelle ; elles aboutirent au traité de Fleix en 1580, encore favorable aux protestants par la modération du duc d'Alençon devenu duc d'Anjou.

Les esprits paraissaient s'apaiser, quoique toujours défiant et vigilants, lorsque le duc d'Anjou mourut en 1584. La sensation fut grande, car la couronne allait revenir de droit à Henri de Navarre, au chef des hérétiques. La question religieuse se compliquait directement d'une question dynastique. Henri de Guise, déjà plus populaire et plus roi que le roi lui-même, voyait grandir ses chances d'arriver au trône ; il redoubla d'ardeur ainsi que tous les catholiques de France et du dehors, et dès l'année suivante

une nouvelle guerre, la huitième, s'en suivit, qui ne dura pas moins de 13 ans.

Les débuts ne furent pas favorables aux protestants, qui s'étaient fâcheusement disséminés en quatre armées. Condé fut battu près d'Angers, tandis qu'une quarantaine de mille Allemands et Suisses, venus au secours des Huguenots, furent défaits par le duc de Guise à Vimory et à Armeau et rejetés sur l'Allemagne. En revanche, Lesdiguières maintint vaillamment le Dauphiné à la cause protestante, et Henri de Navarre remporta sur le duc Joyeuse, un des principaux mignons, la bataille de Coutras (1587) dans la Gironde.

Ces événements rendirent le duc Henri de Guise plus populaire que jamais ; bon nombre de ligueurs parlaient hautement de l'élever au trône à la place du vacillant Henri III, en tout cas aussitôt après sa mort. Redoutant la présence à Paris d'un tel lieutenant, le roi veut le maintenir à l'armée du nord ; Guise se plait à braver cette mesure en venant se présenter au Louvre même, avec une escorte de 400 gentils-hommes. La garde suisse est appelée par la cour ; mais le peuple s'insurge, dresse des barricades, assiège le Louvre, désarme les Suisses qu'un ordre royal empêche de se défendre et qui auraient été massacrés sans l'intervention du duc de Guise (1588). Henri III s'enfuit à Chartres, d'où il négocie et convoque les Etats généraux pour décider de la situation ; en attendant il remet le pouvoir de fait à Henri de Guise, nommé généralissime du royaume.

Aux Etats généraux, réunis à Blois, le parti du roi, en minorité, fut ouvertement bafoué par les ligueurs, ce qui porta Henri III exaspéré à se débarrasser du duc de Guise par l'assassinat.

Cette triste fin du chef de la ligue souleva de nouveau Paris dirigé par les seize, et Henri III n'eut plus d'autre

alternative que de se réfugier auprès du roi de Navarre avec un petit nombre de fidèles. Les deux armées réunies allèrent ensuite assiéger la capitale. Là, Henri III fut à son tour assassiné par un jeune moine fanatique, ce qui rendit la situation plus critique encore. Tandis que les ligueurs voulaient porter au trône le cardinal de Bourbon, au moins en attendant mieux, Henri de Navarre, désigné par le feu roi comme son successeur, prit aussitôt le titre de Henri IV ; il n'en fut pas moins abandonné par la plus grande partie des catholiques de l'armée unie, et cela au moment où les ligueurs recevaient d'importants renforts de l'Espagne et concentraient leurs troupes sous le commandement de Mayenne, frère du duc de Guise assassiné.

Henri IV dut lever le siège de Paris et se replier sur la Normandie, vers la mer, pour y attendre des secours de la reine Elisabeth. Mayenne le suivit, et les deux adversaires en vinrent aux mains à Arques, près de Dieppe, où Henri IV avait pris une forte position. Quoique n'ayant que sept à huit mille hommes et huit pièces d'artillerie, il battit complètement Mayenne, qui avait 18 mille hommes en ligne, mais seulement quatre canons ; il le refoula jusqu'aux faubourgs de Paris (1589), après quoi il retourna prendre possession de la Normandie.

L'année suivante, Mayenne se remit en campagne avec une nouvelle armée de ligueurs et d'Espagnols. Pour délivrer Dreux, assiégé par les Huguenots, il passa la Seine à Mantes et marcha sur Ivry. A cette nouvelle, Henri IV leva lui-même le siège de Dreux et alla prévenir son adversaire à Ivry, en excellente position sur l'Eure. Là se livra une nouvelle bataille, où Henri IV, quoique fort inférieur en infanterie, environ 10 mille hommes, lança si bien son panache blanc sur le chemin de l'honneur et de la victoire et fit si bien jouer les six canons qui composaient son artillerie

que les ligueurs, au nombre d'environ 16 mille hommes et quatre canons, furent de nouveau défaits. Profitant aussitôt de cette grande victoire, il alla attaquer Paris, mais il fut repoussé ; il reprit le siège et le blocus, dans lequel il montra beaucoup d'humanité et fit même passer des vivres aux Parisiens, ne voulant pas, dit-il, régner sur les morts. Cette condescendance permit au duc de Parme, Alexandre Farnèse, qui gouvernait les Pays-Bas et qui s'y était illustré comme capitaine, de venir au secours de Paris. Henri IV dut se replier en Normandie, où la campagne traîna en longueur et se réduisit à des marches et contremarches à la suite desquelles Farnèse regagna triomphalement les Pays-Bas en novembre 1590.

Dans ces entrefaites la dissension s'était développée parmi les catholiques, dont bon nombre, y compris Mayenne, se sentaient froissés du rôle orgueilleux que jouait l'étranger, l'Espagne surtout, dans les affaires de France. Le cardinal de Bourbon, le roi des Ligueurs, étant mort, les tiraillements augmentèrent, car aux Etats généraux, rassemblés pour décider de la succession au trône, un parti ardent pensait sérieusement à placer la couronne de France sur la tête de la fille de Philippe II. Devant cette perspective, le parti politique et modéré préféra se rapprocher de Henri de Navarre ; celui-ci, de son côté, vivement sollicité de mettre fin à cette triste situation en abjurant son hérésie, et pensant que « Paris vaut bien une messe, » se décida enfin à « faire le saut périlleux » et à devenir roi catholique de France (juillet 1593).

Tout ne fut pas terminé du coup ; ligueurs et protestants restèrent défiants et menaçants. En 1598 seulement, Henri IV fit sa paix avec ses anciens frères d'armes par le célèbre édit de Nantes, qui leur accordait toutes les libertés réclamées ; la même année il conclut aussi un traité avec les

catholiques et Philippe II à Vervins, qui ratifiait celui de Cateau-Cambrésis. La possession des Trois-Evêchés et de Calais fut reconnue à la France ; deux ans plus tard elle acquit encore le Bugey, la Bresse et le Pays de Gex, troqués au duc de Savoie contre le marquisat de Saluces, acquisitions minimales comme provinces, mais fort importantes pour compléter les frontières militaires du royaume. D'autre part la paix et le bon ordre furent si bien rétablis à l'intérieur, sous le gouvernement intelligent et paternel de Henri IV, que la France paraissait devoir sous peu reprendre avantageusement un grand rôle en Europe contre la maison d'Autriche. Henri IV en faisait même les préparatifs, au nom d'un vaste projet de paix universelle et de désarmement général, lorsqu'un nouveau et fatal coup de poignard vint faire avorter ou ajourner les importants événements militaires qui étaient en perspective.

Arrêtons ici notre esquisse de ces guerres du 16^e siècle. Nous en avons dit assez pour montrer ce qu'elles eurent de caractéristique au point de vue de l'art militaire.

Depuis les belles levées de François I^{er} en 1541 (page 71), on ne voit pas de grand progrès en France ; les armées y ont sensiblement diminué de nombre et de qualité. Elles montent en moyenne à une dizaine de mille hommes dans les principales batailles des guerres de religion avec une dizaine de canons au plus, troupes peu disciplinées, souvent passionnées et fanatiques. Elles ont, en revanche, surtout du côté des Huguenots, un caractère plus grave et plus de ténacité. Les opinions y ont plus d'action ; quoique les mercenaires suisses, allemands, espagnols, italiens, s'y retrouvent encore en assez grand nombre, l'élément national et les levées spontanées de combattants y figurent pour une forte part ; souvent aussi c'est le peuple qui combat, et

pour sa cause à lui, telle qu'il la comprend. Il y a des cavaliers, de gros et de légers; mais ce ne sont plus les six ou sept suivants des lances féodales de Louis XII et de François I^{er}; chacun y est pour son compte, les groupes se forment autour des plus vaillants et des plus puissants de la même espèce d'armes. Cette séparation ne tarda pas à se régulariser.

A l'imitation des cavaleries allemandes, qui avaient alors des *reiters* célèbres, et de ce qu'avait déjà fixé Charles-Quint, les cavaliers légers furent rangés à part des cavaliers bardés et l'on eut bientôt trois cavaleries distinctes : les anciens gendarmes avec forte cuirasse, dont la France possédait les meilleurs; les *cheveu-légers*, à peu près de même armement, mais beaucoup moins lourd et dont les *stradiots* albanais (batteurs d'estrade) des Vénitiens fournirent le premier et meilleur type; enfin les arquebusiers à cheval, ou *carabins*, ou escopettiers, pouvant combattre à pied et à cheval et d'où sortirent plus tard les dragons.

L'infanterie, toujours la plus nombreuse des armes, resta de même divisée en trois classes principales : les piquiers, surtout résistants, représentant l'ancienne phalange; les hallesbardiers, plus offensifs et rappelant les légionnaires romains; les arquebusiers, fournissant un rang de la masse, des ailes ou des tirailleurs et tendant de plus en plus à un rôle important.

Les feux, en effet, soit d'artillerie, soit d'infanterie, avaient continué à se développer techniquement et tactiquement, surtout par le fait des Huguenots, portés à compenser leur infériorité par les ressources de l'art; ils furent empressés à employer, dès l'an 1570, l'arquebuse avec platine à rouet au lieu de mèche, ce qui donna les *mousquets*, dont on augmenta aussi le calibre jusqu'à 8 à 10 balles à la livre. Ce perfectionnement fit disparaître définitivement les arcs et

arbalètes qui jusqu'alors s'étaient maintenus avantageusement soit par le fait de la routine, soit à cause de leur supériorité sur maintes arquebuses à mèche par les temps de pluie. Les gros mousquets furent accompagnés d'une fourchette en fer sur laquelle on les ajustait ; on donna ordinairement, dans l'origine, quelques mousquets seulement par compagnie d'arquebuses et on les choisit surtout pour former le rang de feux dans la masse. Vers la fin du XVI^e siècle, on régularisa la proportion des armes à moitié de piquiers et halberdiers, moitié d'arquebusiers et de mousquetaiers, mais en devant pour cela faire violence aux goûts des hommes qui auraient presque tous voulu être munis d'armes à feu. Montluc s'efforça, au contraire, d'en faire diminuer le nombre, prétendant qu'avec tous ces tireurs les masses ne savaient plus s'aborder et se porter des coups décisifs.

L'artillerie fut particulièrement soignée par François I^{er}, qui créa un bon cadre de canonniers sous la direction d'un grand-maitre de l'artillerie, ordinairement un seigneur de haute distinction. Elle était le plus souvent, en campagne, confiée à la garde des Suisses ; elle déchet pendant les guerres de religion, faute d'argent et de prévoyance. Cependant Henri IV, qui l'appréciait et en tira souvent bon parti, la releva dès qu'il le put ; aussitôt qu'il fut sur le trône son ministre Sully s'efforça d'organiser une puissante artillerie, dans les proportions de celle de François I^{er}, améliorée et allégée.

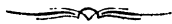
La mode des feux devint même si dominante qu'on munit toute la cavalerie de pistolets ou de mousquets, en supprimant la lance. C'était, pour cette époque, dépasser de beaucoup la mesure, car les feux, si perfectionnés qu'ils fussent relativement, étaient encore fort médiocres et inférieurs à ce que pouvait fournir le choc de cavaliers vaillants et exercés.

Du même coup les armures s'épaissirent jusqu'à devenir des enclumes, disait Lanoue, et cela provoqua la réaction qui les fit disparaître plus tard.

Une autre création militaire des guerres de religion fut l'organisation des troupes en *régiments*. Les corps appelés précédemment *bandes*, puis *légions*, fournirent pendant la troisième guerre civile trois régiments provinciaux qui prirent, quelques années plus tard, les noms connus de régiments de Picardie, de Champagne, de Piémont. En y ajoutant les gardes suisses et les gardes françaises, corps d'élite recrutés spécialement, puis le régiment protestant de Navarre, après l'avènement de Henri IV, on a les six *vieux corps* de la monarchie française (1). Ils varièrent beaucoup d'effectifs, suivant les temps, depuis quelques cents hommes à sept ou huit mille hommes, et furent commandés par des officiers appelés indifféremment et successivement capitaines-généraux, mestres-de-camp, colonels généraux.

Nous devons maintenant porter nos regards plus spécialement vers l'Allemagne et le nord de l'Europe, où un grand homme de guerre va fixer définitivement l'art militaire dans ses formes modernes.

(1) Ou les *cinq vieux corps*, comme disent la plupart des écrivains français, en laissant de côté les gardes suisses.



II

Guerre de Trente-Ans. — Gustave-Adolphe.

Berceau de la Réformation, l'Allemagne fut plus agitée encore que la France par le grand mouvement du XVI^e siècle. La multitude de petits Etats dont se composait le corps germanique, le rôle important qu'y jouaient plusieurs riches princes de l'Eglise, enfin les antagonismes intérieurs et extérieurs provoqués par la prépondérance croissante de la double et heureuse maison d'Autriche, soit au loin où elle bénéficiait de ses nombreuses ramifications de famille, soit en Allemagne où la couronne impériale était devenue comme sa propriété, formaient autant d'éléments particulièrement propres à nourrir les dissensions soulevées par les divergences de doctrines.

L'empereur Charles-Quint et quelques-uns de ses successeurs à Vienne ayant pris ouvertement en main la cause du catholicisme, la Réforme revêtit bientôt, pour la plupart des princes allemands d'opinion opposée, un caractère d'indépendance politique autant que de régénération religieuse, sans compter que la question de la disposition des biens ecclésiastiques mêla promptement aux intérêts spirituels des conflits d'un ordre moins relevé, mais plus influent sur le déchaînement des passions.

Les protestants, formés en ligue de Smalkade (1530) contre l'édit de la Diète de Spire interdisant la propagation ultérieure de la Réformation, furent battus à Mühlberg sur l'Elbe, en 1547, mais non soumis. Ils obtinrent de Charles V, en 1555, c'est-à-dire un an avant son abdication, la paix d'Augsbourg, qui accordait la liberté religieuse aux Etats luthériens avec la possession des biens sécularisés, mais à l'exclusion des calvinistes et des zwingliens, et moyennant une *réserve ecclésiastique* en vertu de laquelle tout prélat passant à la Réforme était censé abandonner à l'Eglise son bénéfice et ses revenus.

C'est de cette restriction toute temporelle que sortit la guerre dite de Trente-Ans ; elle s'ouvrit en 1618 et se termina en 1648 par le célèbre traité de Westphalie.

Sous les deux successeurs immédiats de Charles V, les empereurs Ferdinand I^{er} et Maximilien II, princes pacifiques et bienveillants, l'Allemagne fut relativement tranquille. La Réforme y progressa sans secousse ; elle se répandit même dans les Etats autrichiens par le seul fait de la propagande publique et de la tolérance de Maximilien II qui fut accusé, à ce propos, de partager secrètement la nouvelle doctrine.

Mais avec son fils Rodolphe II, docile élève de la société des Jésuites qui venait de se fonder, la réaction se fit contre cette modération ; des mesures oppressives poursuivirent la Réforme, ses progrès, ses partisans et leurs associations.

Sous ce patronage, une puissante ligue catholique s'organisa en Allemagne. A sa tête se distinguaient surtout Ferdinand d'Autriche, duc de Styrie, et Maximilien, duc de Bavière. Elle comptait encore l'électeur-archevêque de Mayence, tous les princes ecclésiastiques et en général les régions de l'Allemagne méridionale.

Les catholiques ne faisaient en cela que suivre l'exemple

des protestants qui, depuis quelques années, étaient déjà organisés en une *Union évangélique*, ayant à sa tête l'Electeur palatin, souverain des pays formant aujourd'hui, en partie, les provinces du Rhin et le grand-duché de Bade.

Elle comprenait encore les électeurs de Brandebourg, de Saxe, le comte palatin de Neubourg, les ducs de Poméranie, du Mecklembourg, les six villes de la Hanse et bon nombre de grandes cités. En résumé les pays les plus développés et les plus riches de l'Allemagne lui appartenaient.

Malgré cela cette seule esquisse statistique des deux camps montre que l'union évangélique ne pouvait faire contrepoids aux forces réunies du parti catholique et de l'Empire. Dans plusieurs conflits locaux, avant-coureurs de la lutte générale : à Donauwerth, ville impériale fortement tiraillée par les confessions hostiles ; à Cologne, dont l'archevêque voulait passer à la réforme en portant ses prébendes en dot à la belle chanoinesse de Mansfeld dont il s'était épris ; à Juliers, dont la succession ouverte était vivement convoitée par les chefs des deux ligues, les protestants avaient subi des échecs. Si, en agrandissant leur champ d'action jusqu'à l'étranger, ils pouvaient compter sur l'appui plus ou moins direct, à un moment donné, de quelques Etats voisins et coreligionnaires : des Pays-Bas, qui après de longues et vaillantes luttes venaient de secouer le joug espagnol et de s'organiser en république fédérative des Provinces-Unies ; du Danemark, de la Suède, de l'Angleterre, zélés partisans du protestantisme ; même aussi de la France et de Venise par esprit de rivalité contre la maison d'Autriche, d'autre part l'Espagne, qui tenait encore une portion des Pays-Bas, la Franche-Comté, le Milanais et presque toute l'Italie, suffisait bien à neutraliser cet appui. En outre le Danemark et la Suède semblaient alors absorbés soit par des luttes l'un contre l'autre, soit par des

guerres contre la Pologne et la Russie à propos des provinces de la Baltique.

En revanche l'idée protestante, pénétrant les esprits à travers les violences contraires, minait les Etats mêmes de la Ligue, surtout la Bohême, la Hongrie et la Transylvanie. La Bohême, qui n'appartenait à l'Autriche que depuis peu, presque en entier gagnée aux doctrines nouvelles, s'insurgea en l'an 1618 et menaça Vienne. De concert avec la Silésie et la Moravie, elle se déclara indépendante et offrit sa couronne à l'électeur palatin Frédéric V, gendre du roi d'Angleterre, qui ne tarda pas à en prendre possession.

La guerre ne pouvait manquer de sortir d'un tel incident, d'autant plus qu'à Rodolphe et à Mathias, empereurs faibles de caractère, venait de succéder le fougueux duc de Styrie, Ferdinand II, qui visait à être le Philippe II de l'Allemagne et qui n'y réussit que trop bien. Les hostilités éclatèrent à la fois en Bohême, dans le Palatinat, en Hongrie et sur plusieurs autres points secondaires. Elles ne furent pas de longue durée. La cause protestante ne trouva de vigoureux défenseurs que dans la personne de deux ou trois vaillants petits princes : Ernest de Mansfeld et Christian de Bruns-
wick en Allemagne, Betlem Gabor en Hongrie et Transylvanie, qui ne purent créer la coordination nécessaire entre leurs corps de troupes. Frédéric V, abandonné de ses alliés naturels que la promptitude et la gravité des événements avaient déroutés, était d'ailleurs peu à la hauteur d'une telle tâche. Il se laissa surprendre et battre complètement sous les murs de Prague par une armée d'Impériaux aux ordres d'un chef qui allait acquérir un grand renom, le comte bavarois Tilly. Pendant que le terrible vainqueur saccageait la Bohême, une armée espagnole sous Spinola pénétrait des Pays-Bas dans le Palatinat et le parcourait en

tyrannique dominateur. Les deux foyers du mouvement ainsi occupés, les catholiques dictèrent facilement la loi à tout le reste. La Ligue triompha durement et avec elle s'éleva d'autant le pouvoir de l'Autriche et de l'Empire.

Tilly alla poursuivre ses succès en Westphalie à travers l'Allemagne centrale, étouffant partout avec une sanginaire brutalité les germes de la Réforme et ordonnant la réintégration des biens d'Eglise à leurs anciens propriétaires. Quant à l'infortuné et imprévoyant Frédéric V, il ne sut que s'échapper à temps dans le nord de l'Allemagne, d'où il se réfugia en Hollande. Il racheta pourtant son incroyable légèreté par une noble et fière résignation. « Je viens d'ap-
« prendre, dit-il, et je sais maintenant qu'il est des vertus
« que le malheur seul peut enseigner aux princes. Oui, le
« malheur seul peut dompter notre orgueil et nous con-
« traindre à ne nous estimer que pour ce que nous sommes
« en effet. » Belles paroles, bonnes à méditer en tout temps par les puissants de ce monde ! (1)

Les dépouilles du vaincu et sa voix d'électeur passèrent à son heureux beau-frère, le duc de Bavière, et tous les principaux personnages protestants de la Bohême furent impitoyablement persécutés ou exécutés.

Contre ces odieuses rigueurs, menaçantes à tous, les princes protestants de la Basse-Saxe cherchèrent des secours autour d'eux ; ils en trouvèrent en Danemark, dont le roi Christian IV, doué d'un esprit belliqueux et entreprenant, était stimulé encore aux grandes entreprises par les lauriers qu'un de ses rivaux des régions septentrionales, le jeune roi de Suède Gustave-Adolphe, venait de recueillir en Pologne et sur les rives de la Baltique.

Quoique plus puissant qu'aujourd'hui de la possession du

(1) Schiller. Guerre de Trente-Ans. Chap. I.

Schleswig, du Holstein et de la Norvège, le Danemark ne possédait guère les moyens de contrebalancer directement les forces du parti de la Ligue. Il pouvait toutefois mettre sur pied une armée de terre d'une soixantaine de mille hommes, y compris les mercenaires habituels, et ce noyau, renforcé des contingents protestants de l'Allemagne, ne laissait pas d'offrir un sérieux danger à l'Empire s'il parvenait à se lancer au milieu de populations déjà disposées à l'insurrection.

L'Empereur se résolut à une lutte à outrance, tant par suite de son tempérament naturel et de son étroit fanatisme que pour ne pas se laisser devancer par son émule dans la Ligue, le fougueux duc Maximilien de Bavière. Des prédications furibondes furent dirigées contre les protestants, dont le crime affreux d'hérésie et de rébellion s'augmentait, disait-on, d'appels à l'étranger, au redouté Danois, ce qui constituait une trahison envers la patrie germanique.

Mais ces imprécations ne suffisaient pas à mener une guerre s'annonçant comme sérieuse ; d'autre part le trésor impérial était à sec, comme il lui arrivait souvent. Ferdinand II se fit créer une armée par un riche et puissant comte de Bohême, Wallenstein ou Waldstein, qui s'était déjà distingué dans la précédente campagne et en avait été récompensé par d'immenses possessions territoriales.

Ce fantastique entrepreneur de guerres autoritaires, d'ailleurs moins illustré comme capitaine par ses exploits que par le génie poétique de Schiller, ⁽¹⁾ mérite toutefois une marquante place dans l'histoire comme le roi des condottiers, comme le chef magnifique de la plus vaste force créée par ce mode de recrutement dont nous connaissons déjà la naissance et le développement. ⁽²⁾ Il trouva

(1) Schiller. *Guerre de Trente-Ans et Wallenstein*.

(2) Voir chap. précédent, et vol. *antiquité et moyen-âge*, dernier chapitre.

moyen de lever promptement à ses frais une armée de cinquante mille hommes, qu'il put organiser à son gré et dont il devint à peu près le maître absolu, tant par une rigide et particulière discipline que par l'appât du butin et des plaisirs ordinaires de la guerre largement offerts à ses aventureux compagnons d'armes. Il la réunit sur l'Elbe, tandis que Tilly qui disposait toujours d'une armée égale se concentrait sur le Weser.

Le roi de Danemark campa d'abord près de Brême ; il y fut rejoint, non sans peine, par les corps d'armée de Mansfeld et du duc de Brunswick, ce qui porta ses forces à environ 60 mille hommes dont près d'un quart de cavalerie.

Sur la proposition de Mansfeld les confédérés protestants adoptèrent un plan de campagne qui n'était guère propre à leur assurer de brillants succès. Le duc de Saxe-Weimar fut détaché à la gauche du Weser pour agir en Westphalie ; le roi, avec le gros des troupes s'avancant entre le Weser et l'Elbe, marcha de Ferden par le duché de Brunswick sur l'évêché de Hildesheim ; Mansfeld avec un corps de douze mille hommes dut se porter de Lubeck par la gauche de l'Elbe et le Brandebourg sur la Silésie et sur les Etats héréditaires de l'empereur, où il chercherait à se joindre aux Hongrois de Betlem Gabor. Soit par suite de cette excessive et fâcheuse dissémination, soit par divers incidents défavorables, ainsi que par l'infériorité relative du roi de Danemark devant deux généraux comme Tilly et Wallenstein, cette nouvelle phase de la guerre ne tarda pas à se décider encore en faveur des Impériaux. Les chefs protestants furent successivement battus dans plusieurs rencontres, et en août 1626 le roi Christian subit un si grave échec à la bataille de Lutter qu'il ne put s'en relever. Malgré de tenaces efforts il fut acculé dans la presqu'île du Jutland par les troupes réunies de ses adversaires et dépouillé de ses

Etats continentaux. En même temps les forces catholiques occupèrent toute la Basse-Saxe, le Mecklembourg, la Poméranie, à l'exception de Stettin et de Stralsund, en un mot toutes les côtes. L'empereur Ferdinand rêvait de s'y constituer sous peu en puissance maritime; Wallenstein nommé duc de Friedland joignit à son titre de généralissime impérial celui de grand amiral de la flotte future avec l'investiture du duché de Mecklembourg. Sans souci de la neutralité du port de Stralsund, une des six villes anséatiques, il tenta même de s'en emparer pour agir de là contre le Danemark.

Réduit à ces extrémités et pour sauver le reste de ses Etats, ses îles déjà menacées d'invasion, le roi Christian dut entrer en composition et subir la dure paix de Lubeck (mai 1629), qui le forçait de renoncer à l'alliance de ses coreligionnaires allemands et à toute prétention sur des bénéfices ecclésiastiques quelconques et le faisait descendre au rang de vassal de l'Empire.

A mesure de ces triomphes Ferdinand II avait élevé les prétentions de sa politique. Généralisant les procédés dictatoriaux de ses lieutenants, il voulut remonter à près d'un siècle en arrière, au texte littéral de la convention de Passau de 1552, et il força les protestants, par un célèbre et funeste *édit de restitution*, de rendre les biens ecclésiastiques sécularisés depuis cette époque; en outre il exclut formellement les calvinistes de l'ombre de tolérance laissée aux protestants indépendants. Cette farouche et inique politique s'appliqua sans délai, par la force et souvent avec une révoltante cruauté. La réprobation générale qu'elle réveilla en Allemagne et au dehors, jointe aux tentatives de Wallenstein pour transformer la mer Baltique en un lac allemand, disait-il, amena dans l'arène un nouvel acteur qui devait grandement changer la face des choses. C'était la Suède gouvernée alors par un jeune héros, Gustave-Adolphe.

Depuis quelques années ce pays, affranchi par Gustave Wasa de la double oppression des Danois et du clergé romain, avait rapidement prospéré. En même temps il était devenu comme une école de guerre théorique et pratique par suite de ses rapports avec d'habiles officiers de divers pays et des luttes continuelles dans lesquelles il était lui-même engagé. Ses relations avec les protestants des Pays-Bas surtout lui furent particulièrement utiles. Ces derniers et leur habile chef Maurice de Nassau, sortis victorieux de leurs guerres contre les troupes espagnoles de Farnèse et du duc d'Albe, avaient fait faire de réels progrès à l'art militaire. Entr'autres ils avaient, dans leur pays très-coupé de canaux et de places fortes, parachevé la réhabilitation de l'infanterie, la supériorité des feux, l'art des sièges et des ponts. Dans le cours de sa belle carrière Maurice n'avait pas pris moins de 38 villes fortes et 45 châteaux ; il avait en outre fait lever 12 sièges et gagné deux batailles rangées à Ostende et à Newport (1600). Il s'acquitt ainsi une grande et juste réputation dans toutes les branches de l'art de la guerre, particulièrement dans les branches techniques. Depuis l'an 1600 il s'appliqua à perfectionner ses troupes et il devint un tacticien fort à la mode en Europe qu'on alla visiter de toutes parts.

En 1609 bon nombre de ses officiers nationaux et étrangers, licenciés par la trêve de 12 ans conclue alors, passèrent au service de la Suède qui en avait bon emploi à ce moment, car elle commençait à jouer un rôle capital dans le Nord. Ces officiers, en y portant les principes et les traditions militaires de Maurice de Nassau, les déposèrent dans un terrain favorable.

Parmi leurs auditeurs les plus assidus, à la cour de Suède, se trouvait un prince encore enfant qui les accablait de questions dénotant un vif désir d'instruction et un esprit

aussi ardent que judicieux. On devine le jeune Gustave-Adolphe. Né en 1594, il avait été élevé avec beaucoup de soins par son père, Charles IX, qui pressentait son génie et fondait sur lui de grandes espérances. *Ille faciet*, disait-il habituellement en le montrant, à ceux qui l'entretenaient des grandes choses que la Suède pouvait espérer de réaliser dans l'avenir.

A l'âge de 17 ans Gustave monta sur le trône et débuta par se munir d'un bon premier ministre dans la personne du chancelier Oxenstiern, qui devint son confident et son ami. Il dut aussitôt aviser à la situation difficile du royaume, alors accablé du poids de trois guerres : contre le Danemark, la Russie et la Pologne.

Se bornant à la défensive contre les Danois, il les arrêta et parvint, sous la médiation de l'Angleterre et de la Hollande, à conclure avec eux la paix de Knaeryd (1613) pas trop onéreuse.

Contre la Russie il poursuivit avec plus de succès la lutte jusqu'en 1617, époque où il conclut la paix de Stolbova, cédant la contrée entre Nowgorod et la Baltique et ses prétentions sur la Livonie et l'Esthonie.

Après cela Gustave voua toute son attention à la Pologne. Son roi Sigismond, excité et aidé par le parti catholique allemand, prétendait au trône de Suède en vertu de droits discutables. Les Polonais secondaient activement leur roi ; s'ils luttent aujourd'hui héroïquement et infructueusement pour le maintien de leur race, ils luttaient alors pour la suprématie dans le nord de l'Europe, et leur soif de conquête était sans borne. Gustave dut se préparer contre eux à une guerre à outrance. Il rassembla des vaisseaux, fit recruter des soldats partout où il put, réunit les fonds indispensables. A ces préliminaires doit s'ajouter son mariage avec la sœur de l'électeur de Brandebourg, Marie-Eléonore,

qui lui créa d'utiles relations en Allemagne, ainsi qu'avec les Hongrois et même avec les Turcs.

Les hostilités commencèrent en 1621. Ce fut Gustave qui les ouvrit. Au moment où les Polonais se préoccupaient des Turcs, il débarqua en Livonie avec une armée d'environ 20 mille hommes et s'empara de Riga, malgré une très-belle défense de cette ville. La guerre se poursuivit plus ou moins vigoureusement et avec de nombreuses péripéties, les Polonais étant souvent secondés par des Impériaux détachés de l'armée de Wallenstein. Enfin, en 1629, il vit la nécessité de sortir de ces embarras pour se tourner du côté de l'Allemagne, et il conclut, par la médiation de la France et de l'Angleterre, la trêve d'Altenmarkt qui lui laissait pendant six ans les coudées franches et toutes les places occupées en Livonie et en Prusse.

Au moment où il allait intervenir dans la guerre de Trente-Ans, Gustave, quoique âgé seulement de 35 ans, pouvait donc être considéré déjà comme un vétéran. Non-seulement il avait étudié avec soin et à la meilleure école la théorie de la guerre, mais il en avait longuement suivi la pratique, souvent avec succès, jamais avec vanité ni esprit de routine.

Le cosmopolitisme militaire en vogue alors par la présence de nombreux mercenaires étrangers dans toutes les armées et par la répartition des belligérants européens en groupes religieux ordinairement indépendants des frontières politiques, facilitait encore à un observateur attentif l'étude de tout ce qu'il y avait de bon et de particulier dans les diverses armées de l'Europe. Gustave sut profiter de cet avantage ; la guerre de Pologne, où il lutta entr'autres contre une excellente cavalerie, fut pour lui une bonne école et l'occasion opportune d'opérer de notables améliorations dans son état militaire. Ses armées devinrent, après quel-

ques autres perfectionnements et par la sanction de la victoire, le modèle sur lequel ne tardèrent pas à se former toutes celles de l'Europe.

Disons donc quelques mots plus spéciaux de l'organisation et de la tactique usuelle des troupes suédoises de cette époque.

En 1625 Gustave créa une force régulière de 80 mille hommes de premier ban, avec un second ban de même effectif, mais à n'appeler sous les armes qu'en cas de départ du premier ban.

L'armement de toutes ces troupes fut considérablement allégé. Les réformes, sous ce rapport, rappellent celles des Grecs au temps d'Iphicrate et de Xénophon, des Romains, au temps de Marius et de César.

Il débarrassa l'arquebuse de sa fourchette et diminua le poids de l'arme; celle-ci, devenue le vrai mousquet, augmenta de nombre. Il y eut deux tiers de mousquetaires pour un tiers de piquiers; ces derniers avec une pique raccourcie à 11 pieds. Toute l'infanterie eut encore une forte épée, un casque léger ou pot-en-tête pour seule arme défensive.

La cavalerie, aussi allégée, n'eut plus qu'une demi-cuirasse, mais à l'épreuve de la balle. Comme armes offensives elle reçut une carabine, deux pistolets, une épée longue et forte servant à la fois de lance et de hallebarde. Ces restes de la chevalerie et de la gendarmerie s'appelèrent désormais cuirassiers.

Une autre cavalerie, plus légère, comprenait des dragons ou cheveu-légers pouvant combattre à pied et munis d'un mousquet, d'un sabre recourbé et d'une hache.

L'artillerie était aussi de deux espèces: une grosse artillerie, de pièces de fonte de divers calibres, et une artillerie légère, marchant avec les régiments et comprenant en-

tr'autres des canons dits de cuir bouilli, invention curieuse d'un officier autrichien, le baron Melchior de Wurmbrand, passé au service de Suède.

Ces pièces, qui avaient surtout l'avantage d'être si légères qu'elles étaient trainées et manœuvrées par deux hommes ou par un cheval, étaient formées d'un cylindre de cuivre battu, très-mince; la chambre, de même métal, était renforcée de quatre bandes de fer; des cordes s'enroulaient sur la pièce dans sa longueur et un cuir bouilli et coloré enveloppait le tout. Cette artillerie s'échauffait difficilement, de sorte qu'on en tirait un grand nombre de coups sans être obligé de la rafraîchir (1).

En matière d'organisation des corps et de tactique les progrès de Gustave consistèrent surtout en ce qu'il réduisit l'effectif des unités ordinaires et la profondeur des troupes; il amincit l'ordonnance, accéléra les mouvements, régularisa les débandés ou tirailleurs et consacra le système des doubles lignes à intervalles et des réserves.

Sa compagnie ou enseigne d'infanterie (*fähnlein*, d'après les auteurs allemands), comptait 120 à 140 hommes, placés sur six rangs; huit compagnies formaient un régiment, mais on combattait le plus souvent par compagnie ou groupes de deux ou trois compagnies. Plus tard, pour les campagnes d'Allemagne, il porta le régiment à 12 compagnies, se subdivisant tactiquement en trois quaternes.

La compagnie de cavalerie eut la même force, mais les hommes ne se plaçaient que sur quatre rangs. Chaque compagnie se divisait en deux escadrons, l'escadron en deux cornettes; quelques compagnies, de trois à six ordinairement, formaient le régiment de cavalerie.

On réunissait aussi quelques régiments, de deux à quatre,

(1) *Mauvillon* II, p. 23.

en unité supérieure appelée brigade, et où se trouvaient souvent des troupes de toutes armes.

Pour le combat, les forces se rangèrent sur deux lignes à intervalles, avec une réserve pour chaque ligne. C'est par là surtout que Gustave fut novateur comme capitaine. On trouvait déjà des ordres de bataille à peu près semblables chez les Espagnols, dont la brigade ou le bataillon se formait en trois ou quatre échelons sur trois lignes, à l'imitation des Suisses, avec une légère adjonction, comme suit.



Maurice de Nassau, lui aussi, avait ordinairement divisé sa bataille et ses ailes en deux ou trois lignes chacune, sans compter que la bataille et les ailes, autrement appelées centre, avant-garde et arrière-garde, pouvaient être elles-mêmes échelonnées, ce qui conduisait à la possibilité d'une profondeur de neuf lignes ou échelons.

De même Henri IV employa quelquefois dans les guerres de religion des lignes successives et des réserves.

Gustave-Adolphe régularisa ce système et eut toujours au moins deux lignes générales, se subdivisant encore, dans le sens de la profondeur, en d'autres lignes que nous indiquerons plus loin.

Dans le sens du front, chaque ligne comprenait les trois fractions ordinaires : la bataille ou le centre, les ailes ou l'avant-garde et l'arrière-garde. Suivant la manière dont s'engageait l'action, toute la seconde ligne était parfois aussi appelée arrière-garde.

Le centre de ces lignes était surtout composé d'infanterie,

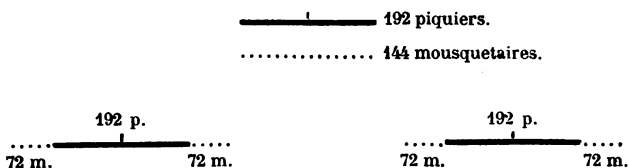
groupée en *brigades* à intervalles dont nous parlerons tout à l'heure. Chacune de ces brigades était soutenue, plus en arrière, par de petites réserves de cavalerie; dans les intervalles des brigades de première ligne prenaient place les canons légers.

Les ailes étaient surtout composées de cavalerie, par escadrons à intervalles; dans ces intervalles se plaçaient des pelotons de mousquetaires, et derrière les ailes de la première ligne se trouvaient aussi des réserves de quelques escadrons. Les lignes devaient être à 300 pas de distance, les corps dans la ligne à au moins vingt pas d'intervalle et permettre le passage des lignes.

Quant aux brigades d'infanterie, elles étaient non-seulement séparées entr'elles par des intervalles, mais disposées en plusieurs lignes ou échelons.

Ordinairement, le régiment complet de 12 compagnies formait la brigade normale. Avec des régiments plus faibles on réunissait plusieurs régiments en tout ou en partie. La brigade se fractionnait en trois quaternes de 4 compagnies chacune. Chaque quaterne formait un groupe à part ayant au centre ses piquiers et sur les deux ailes ses mousquetaires; et les trois quaternes se disposaient normalement sur deux lignes comme suit :

Brigade suédoise.



le premier quaterne en avant au centre, avec ses mousquetaires en avant, ou sur les ailes, ou en arrière; les deux

autres quaternes en arrière à droite et à gauche avec leurs mousquetaires habituellement aux ailes.

La brigade normale d'infanterie, ou plutôt le régiment devant le former ⁽¹⁾, était de 1224 combattants, sans les états-majors, dont 576 piquiers et 648 mousquetaires, soit par quaterne 192 piquiers et 216 mousquetaires, ou par compagnie 48 piquiers et 54 mousquetaires. Mais sur le nombre de 648 mousquetaires de la brigade, 216 étaient détachés en groupes de tirailleurs entre les escadrons de cavalerie ou à d'autres postes spéciaux. Ce qui restait à la brigade, soit 576 piquiers et 432 mousquetaires, était divisé en trois corps de 192 piquiers chacun et en 6 corps de 72 mousquetaires chacun encadrant, par paire, les précédents.

Ces trois échelons et les deux armes qui les composaient se soutenaient et se flanquaient mutuellement. Quand les mousquetaires avaient lâché leurs feux, ils se repliaient pour recharger, derrière les piquiers, qui les protégeaient contre la cavalerie. Tous étaient sur six rangs, mais les rangs pouvaient se dédoubler, et les mousquetaires étaient exercés à tirer sur trois rangs, le premier se mettant à genoux. Les trois groupes pouvaient se réunir sur une même ligne continue, offrant un front coupé de piquiers et de mousquetaires alternativement ; ou bien tous les mousquetaires pou-

(1) Les termes techniques de ces unités et de leurs subdivisions offrent beaucoup de vague, augmenté encore par les traductions. Le *régiment* se divisait en *compagnies* ou *enseignes*.

Un régiment, soit d'infanterie, soit de cavalerie, comptait comme officiers supérieurs 1 colonel, un lieutenant-colonel, un sergent-major ; puis un quartier-maître, un prévôt avec ses archers, 4 chirurgiens, 1 aumônier, 8 vivandiers, 1 tambour-maître.

Une compagnie avait 1 capitaine, 1 lieutenant, 1 enseigne, 2 bas-officiers, 2 tambours.

Quant aux expressions de *brigade*, de *bataillon*, de *manche*, d'*escadron*, qui se rencontrent aussi dans les écrivains du temps, elles n'ont pas toujours une définition précise et analogue, ce qui s'explique par la nature même de la matière. Le *régiment* était ordinairement une dénomination administrative, tandis que les *bataillons*, les *brigades*, les *escadrons* étaient des unités de combat très-variables suivant les circonstances et les effectifs disponibles ; voir page 61.

vaient se grouper en une seule ligne devant ou derrière les piquiers ; tout comme les trois quaternes pouvaient se mettre en colonne les unes derrière les autres sur front plus ou moins réduit, ou avoir deux quaternes en première ligne et un en réserve.

On voit par là que le système de Gustave-Adolphe constituait un ordre essentiellement ouvert, mince, rappelant un peu la légion très-maniable de César, et se prêtant à un grand nombre de combinaisons tactiques, dont nos présents réglemens d'infanterie peuvent facilement donner une idée.

En face des gros et lourds bataillons allemands, espagnols et hongrois, qui existaient encore d'après la tradition de la phalange suisse, on peut dire que l'innovation suédoise réalisait un progrès incontestable. Et si ce progrès ne manquait ni de racines, ni même d'exemples dans le passé, y compris la phalange garnie d'Alexandre, il faut au moins reconnaître que Gustave sut le ressusciter et l'appliquer à propos, et qu'il fut le premier à lui donner l'autorité suffisante pour l'acclimater dans les armées modernes.

D'ailleurs sa sollicitude éclairée s'était portée sur bien d'autres branches des choses militaires.

Non-seulement l'organisation et l'armement, qui se lient de près à la tactique, avaient été perfectionnés comme nous l'avons dit ci-dessus, mais l'équipement avait été l'objet de ses soins attentifs. Les anciens étuis cylindriques de fer-blanc ou de bois, portés en bandouillère et contenant les charges pour l'infanterie et les diverses poires à poudre, furent changés contre le porte-cartouches ou la giberne en cuir, aussi en bandouillère, et portant des cartouches prêtes à charger.

Il introduisit, ou plutôt il régularisa l'introduction des

uniformes par régiment (1). Dès lors, on désigna souvent ses régiments par la couleur de leur tenue, qui était aussi celle de leur drapeau, en ajoutant, pour les couleurs à double, l'épithète de jeunes ou de vieux, comme le jeune bleu, le vieux blanc. Les régiments avaient aussi des noms de province ou de personnages qu'on voulait honorer, comme dans l'Empire.

Chaque soldat était pourvu d'une casaque à la couleur du régiment ; pour l'hiver, cette casaque ou capote était doublée d'une peau de mouton, ce qui en faisait une sorte de cuirasse.

Le roi portait lui-même une casaque de drap aux couleurs mélangées, et par-dessus une demi-armure en métal léger ou en peau de buffle. Sa coiffure était un simple chapeau gris avec un panache vert.

S'efforçant constamment de soigner le moral de ses troupes, il y faisait régner une sévère discipline, qui trouvait ses compensations dans un généreux système de faveurs accordées aux plus méritants. Le châtiment et la récompense marchaient ainsi de front, cherchant sans cesse à exciter aux sentiments du devoir et de l'honneur. Les bonnes habitudes religieuses du temps y aidaient considérablement. La piété y était en grande vénération, et Gustave-Adolphe le premier en donnait l'exemple. Le culte public était un devoir d'office. La prière avait lieu deux fois par jour avec chants de psaumes. Chaque dimanche toute la troupe se rendait solennellement à l'Eglise ou à un service divin au camp. Le blasphème, l'ivrognerie, le pillage, le vol étaient sévèrement punis ; le duel interdit ; en revanche un conseil d'honneur tranchait les différends des officiers entr'eux. Dans chaque

(1) Les uniformes existaient déjà depuis longtemps en Allemagne et n'ont point été inventés par Gustave-Adolphe, encore moins par Louis XIV, comme quelques écrivains français l'ont dit et le répètent encore. Mais ils existaient par petits corps, par compagnies surtout, non par régiments ou par armes.

régiment un aumônier possédait des attributions disciplinaires pour le maintien des bonnes mœurs. La subordination s'observait rigoureusement d'un grade à l'autre ; l'inférieur devait obéir sans hésiter ni raisonner. Le supérieur qui laissait impunie une faute à lui connue en devenait personnellement responsable. Seul le porte-drapeau ne punissait pas. Il avait même le droit de grâce pour quelques peines et le droit d'intercession pour d'autres. Bel usage, qui donnait quelque chose de plus sacré encore à l'emblème de la patrie !

En campagne les troupes logeaient presque toujours sous la tente. Les camps étaient retranchés et fortifiés à l'imitation de ceux des anciens Romains ; ils présentaient souvent l'image d'une ville bien policée ; la plus grande propreté y régnait, ainsi qu'une activité incessante. Tous les jours les hommes faisaient l'exercice ; souvent les chefs les passaient en revue.

Le roi Gustave prenait la peine d'instruire lui-même ses officiers ; il les connaissait presque tous par leurs noms, les avançait ordinairement à l'ancienneté, parfois au choix, mais exceptionnellement. Nul ne pouvait obtenir un grade avant d'avoir été simple soldat. On voulait qu'ils sussent obéir avant de commander.

En résumé, nous retrouvons dans les prescriptions de Gustave-Adolphe des principes passés depuis lui dans tous les règlements et encore en pleine vigueur de nos jours.

Sous tous ces rapports, à la fois habile imitateur des anciens et sage novateur, il fut le véritable créateur de l'art militaire moderne, qui, depuis lui, resta longtemps sur le même type. Il ne faudra plus qu'une minime invention mécanique, la bayonnette, pour donner à l'ordonnance suédoise, avec un peu d'amincissement de plus, la forme qu'elle prit à la fin du siècle dernier et qui est encore, à peu de

chose près, celle en vigueur dans toutes les armées civilisées.

Quant aux qualités plus relevées de Gustave comme homme de guerre, déployées en campagne et du domaine de la stratégie et de la grande tactique, ce que nous avons déjà dit et ce qui nous reste à dire de la guerre de Trente-Ans, suffit à en indiquer le mérite.

Après la guerre de Pologne, possesseur d'une partie de la Finlande, de la Livonie, de la Prusse, la Suède pouvait bien espérer de mettre sur pied 80 à 90 mille hommes. C'était peu contre les adversaires qu'elle allait braver. Mais le grand nombre des ennemis n'effrayait point Gustave; il répondait à ceux qui s'en préoccupaient que les coups à porter seraient d'autant plus sûrs, car il connaissait toute la supériorité que peuvent donner la mobilité et la discipline d'une petite armée bien commandée sur des masses lourdes, incohérentes et mal utilisées. La pompeuse réputation de ses deux principaux adversaires, Wallenstein et Tilly, ne l'éblouissaient pas davantage. Ayant suivi leurs exploits, il faisait peu de cas du premier comme chef d'une armée d'opérations, et il désignait habituellement le second par l'épithète de « vieux caporal, » jugement que l'histoire impartiale ne peut que ratifier, tout en reconnaissant en ces deux hommes de guerre une virile activité, une forte trempe de caractère et maintes autres qualités qui complètent et grandissent un capitaine, mais ne sauraient le créer.

C'est avec cette confiance dans ses forces et avec l'espoir que de premiers succès lui amèneraient des auxiliaires, qu'il résolut de reprendre sans plus tarder le rôle qu'avait dû abandonner le malheureux roi de Danemark. Une consulte qu'il tint à cette occasion montre que ce n'est pas à la légère qu'il se lança dans sa gigantesque entreprise. Tout fut pesé

et soigneusement discuté entre lui et ses sénateurs, débats vraiment remarquables, établissant que non-seulement une franche et parfaite liberté régnait dans la haute administration du pays, mais que celle-ci, s'inspirant des vues de son chef, possédait les notions les plus justes et les plus élevées en matière de politique militaire et de stratégie. Les diverses hypothèses de la guerre qui allait s'ouvrir furent sondées avec autant de discernement que de prévoyance, et la résolution finale en faveur d'une vigoureuse offensive déduite en toute connaissance de cause. Aujourd'hui encore maint homme d'état trouverait là un modèle de discussion stratégique (1).

Fort de l'appui de tout son peuple, dont il était l'idole, de l'appel des protestants allemands, des promesses de la France et de l'Angleterre, Gustave activa ses préparatifs. En attendant leur issue il ne négligea pas de veiller d'aussi près que possible à ce qui se passait sur le théâtre de la future guerre.

Déjà lors des premières négociations du traité de Lubeck il s'était interposé en faveur des vaincus ; il s'interposa tout particulièrement encore en faveur de Stralsund, assiégée par l'amiral Wallenstein, mais du côté de terre seulement. Ses recommandations ayant été fort mal reçues et bafouées, il fit un pas de plus ; il soutint ouvertement Stralsund par une garnison qui aida aux bourgeois de la ville à se maintenir et même à infliger de graves pertes aux Impériaux.

(1) Voir à cet égard *Mauvillon*, Histoire de Gustave-Adolphe, vol. 2, p. 280, et *Grimoard*, Histoire des conquêtes de Gustave-Adolphe en Allemagne, 3 vol. in 8. Neuchâtel 1789. Vol. 1, p. 410, deux consciencieux ouvrages qui forment nos principales sources suédoises pour cette période. Voir aussi l'Histoire de la guerre de Trente-Ans, par *Schiller* ; *Geyer*, Histoire de la Suède ; *Chemnitz*, Königlich Schwedischer in Teutschland geführter Krieg.... Stettin, 1658. 2 volumes in-fol. ; *Gualdo*, Historia delle guerre di Ferdinando II e Ferdinando III imperatori e del re Filippo IV di Spagna contro Gustavo-Adolfo re di Suetia et Luigi XIII re di Francia, 1630-1640. Venise 1640.

Toutefois, avant de rompre sans retour avec l'Empire, il nantit Vienne, au printemps de 1630, par l'intermédiaire des Danois se posant en médiateurs, de ses dernières conditions d'accommodement.

Ces conditions renfermaient les sept points principaux suivants bons à noter comme résumant la situation politique des parties belligérantes.

« 1° Que les troupes impériales évacueraient entièrement
» les cercles de Haute et de Basse-Saxe; 2° que les forts
» construits par le duc de Valstein sur les côtes de la
» Baltique, seraient rasés; 3° que les ports situés sur cette
» mer et le commerce jouiraient comme auparavant de la
» plus grande liberté; 4° que la cour de Vienne licencierait
» ses matelots et renoncerait à tout établissement maritime;
» 5° que le duc de Poméranie et les autres princes ou états
» protestants de l'Allemagne, opprimés par la maison d'Autriche, seraient rétablis dans leurs droits et privilèges;
» 6° qu'on remettrait incessamment en possession de leur
» principauté les ducs de Meckelbourg; et que s'ils étaient
» jugés coupables par le collège électoral et par la diète de
» l'Empire, on les condamnerait seulement à une amende
» pécuniaire pour laquelle Gustave les cautionnerait; 7° que
» l'empereur cesserait d'attenter à la liberté de la ville de
» Stralsund; qu'il la dédommagerait des pertes qu'elle avait
» souffertes, et qu'alors la garnison suédoise sortirait de la
» place; 8° enfin que les cours de Vienne et de Stockholm
» ne fourniraient aucun secours à leurs ennemis mutuels⁽¹⁾. »

Comme on pouvait s'y attendre, la cour de Vienne opposa un refus péremptoire à des négociations sur de telles bases. Elle ne craignit pas d'y joindre force moqueries contre les prétentions de ce « roi de neige qui voulait se venir

(1) *Grimoard*, I, 431.

fondre au soleil allemand, » Wallenstein promit de même de le reconduire à coups de verges.

Il résulta de ces dispositions réciproques que les hostilités éclatèrent avant l'été de cette même année.

Le 20 mai, Gustave fit de solennels et touchants adieux à la réunion des députés du royaume, puis il ordonna de mettre à la voile.

La flotte, réunie à Elfsnaben, près de Stockholm, comptait 30 vaisseaux de guerre et 200 transports avec six mille matelots et une nombreuse artillerie. Elle portait environ quinze mille hommes de terre avec cinq mille chevaux. Ces forces étaient réparties en 92 compagnies d'infanterie et 16 de cavalerie, suivant le mode dont nous avons parlé plus haut. Elles abordèrent à l'île de Ruden sur la fin de juin 1630. Débarqué le premier, Gustave se prosterna en vue des troupes, priant le Dieu des armées de favoriser son entreprise. Aussitôt il s'occupa de se relier aux troupes suédoises déjà sur le continent, à savoir six mille hommes à Stralsund et à peu près autant en Prusse, et à s'assurer les meilleures positions de la côte. Il s'établit entr'autres aux îles de Wollin, de Rugen et aux embouchures de l'Oder. La ville de Stettin, sur ce dernier point, qu'il se fit remettre par le duc de Poméranie, et celle de Stralsund, qui lui était dévouée, lui fournirent ses deux bases principales.

En juillet déjà, et au prix de quelques escarmouches seulement, il était solidement installé dans ces deux places où il fit élever des retranchements, des chantiers, des arsenaux, des magasins et réunir de grands approvisionnements. De là il se proposait de remonter le cours de l'Oder qui lui fournirait, grâce à sa supériorité maritime, une avantageuse ligne d'opérations et de ravitaillement.

Mais tout ce pays était hérissé de places fortes, dans lesquelles, suivant la vicieuse habitude du temps, s'éparpil-

laient de nombreuses garnisons. Derrière cette protection trompeuse, le gouvernement impérial ne s'était pas pressé d'agir à l'encontre de la marche des Suédois. Endormi dans une fausse et dédaigneuse confiance, il avait même sacrifié Wallenstein aux rancunes de ses envieux. Ce général avait été disgracié, puis formellement mis à la retraite, et une portion de son armée licenciée, entr'autres plusieurs mille cavaliers qui avaient été aussitôt enrégimentés sous les drapeaux suédois.

Si le réseau de places fortes couvrant les régions côtières était impuissant à avoir raison de Gustave-Adolphe, il lui imposait néanmoins de la prudence et de la méthode pour maintenir ses communications. Avant de se lancer au cœur de l'Allemagne, il voulut être sûr de ses derrières, et pour cela s'installer solidement dans la Poméranie, dans le Mecklembourg et le Brandebourg. A cet effet il dut entreprendre de nombreux sièges et blocus qui l'occupèrent plusieurs mois.

Les Impériaux, dont Tilly était devenu le généralissime, n'avaient guère sous les armes qu'environ 80 mille hommes. Ils formaient deux armées principales à peu près égales : celle enlevée à Wallenstein vers la Baltique aux ordres de Torquato di Conti, et celle sous Tilly lui-même, répandue dans l'Allemagne centrale.

Directement opposé aux Suédois, Torquato, outre de nombreuses garnisons détachées, s'était concentré autour des places de Garz et de Greiffenhagen, pour barrer la ligne de l'Oder. Mais il fut rejeté dans ces places et bloqué ; bon nombre d'autres villes eurent le même sort, notamment Colberg, Damm, Stargart, Cammin, Rostock. Gustave commanda bientôt tout ce pays, soit par ses troupes, dont la forte discipline et la bonne conduite contrastaient avec les déprédations des soldats impériaux, soit par sa politique

conciliante auprès des princes et des autorités. Au bout de cinq mois, trois seules villes, Greiffswald, Damin et Colberg, lui résistaient encore, et, chose singulière, ces premiers et importants succès n'avaient été entravés par aucune tentative sérieuse de ses adversaires.

Sortant enfin de sa torpeur le gouvernement impérial envoya quelques renforts sous Schaumburg, remplaçant Torquato disgracié, et les Impériaux se concentrèrent à Francfort-sur-l'Oder ; ceux qui s'y replièrent de la Poméranie ne manquèrent pas de tout ravager sous leurs pas. Ils occupèrent aussi Landsberg sur la Wartha et quelques autres places, de sorte qu'avec ces détachements il ne leur restait guère à ce moment, pour livrer bataille, qu'une quinzaine de mille hommes, dont 4 à 5 mille cavaliers. Ce n'est donc pas tout à la guerre de disposer de vastes Etats ; il faut en tirer à temps les ressources militaires qu'ils offrent. Cela l'empereur, soit par orgueilleux dédain, soit par vice administratif, n'avait pas encore su le faire. Dans cet état d'infériorité momentanée, il fit proposer sans trop de honte à Gustave-Adolphe de conclure un armistice pendant l'hiver. Mais celui-ci ne pouvait être dupe de cette proposition ; il répondit que les Suédois ne connaissaient pas d'hiver. En effet ils étaient robustes, aguerris, habitués aux intempéries, et l'hiver de l'Allemagne pouvait leur sembler doux. D'ailleurs leur bonne casaque en peau de mouton leur permettait de tenir la campagne en tout temps. Ils continuèrent leurs progrès sans rencontrer grande résistance.

A ce moment d'utiles diversions se produisaient aussi en leur faveur.

Le cabinet de Paris venait de signer avec eux le traité d'alliance et de subsides de Berwald (13 janvier 1631) ; sa diplomatie redoubla d'activité pour seconder l'effet de ce traité. Elle eut une bonne part dans diverses complications

politiques produites par les empiétements incessants du pouvoir impérial.

Tandis que de graves dissensions continuaient à ronger le parti de la Ligue, même après la retraite imposée de Wallenstein, au point que Maximilien de Bavière dut se ménager quelques garanties de liberté dans des relations plus intimes avec la France, les princes protestants réussirent à s'entendre pour une action commune et plus ou moins liée à celle des Suédois. Réunis à Leipsig, ils y décidèrent, en février 1631, de soutenir plus ouvertement leurs droits, de demander collectivement à Ferdinand II de révoquer l'édit de restitution, de retirer de leurs Etats et de leurs forteresses les troupes impériales, d'annuler les arrêts prononcés contre les membres protestants de la diète germanique et de réformer tous les abus contraires à la constitution de l'Empire ; enfin ils décidèrent aussi d'appuyer leur demande par une levée de 40 mille hommes. Ce mouvement pouvait être très-favorable aux Suédois ; par malheur ses deux principaux chefs, les électeurs de Saxe et de Brandebourg, hésitaient encore, soit par crainte, soit par fierté, à entrer dans leur alliance et visaient à jouer le rôle plus flatteur d'arbitres nationaux entre l'Empire et l'étranger, jeu qui pouvait être dangereux.

Plus décidés et plus francs, les ducs de Mecklembourg, qui avaient aussi plus souffert des brutales rapines de leur spoliateur Wallenstein, levèrent des troupes pour seconder de leur mieux celles de Gustave. Cette petite armée, aux ordres du duc de Saxe-Lauenbourg, se comporta vaillamment dans la Basse-Saxe et se chargea aussi de la place de Rostock.

Enfin une ville importante et des plus riches de l'Allemagne, la place de Magdebourg sur l'Elbe, s'insurgea en faveur du parti protestant. Son administrateur en titre, Christian-

Guillaume de Brandebourg, zélé pour la Réforme, en avait été dépossédé par les Impériaux au profit d'un frère de l'Empereur, l'archiduc Léopold. Mais après avoir noué des relations avec la Suède, dont il s'assura la protection, Christian-Guillaume rentra déguisé à Magdebourg. Les habitants soulevés chassèrent la garnison impériale et proclamèrent leur alliance avec les Suédois. Malheureusement ceux-ci étaient loin encore. Gustave ne put être que peu satisfait de ces prouesses prématurées ; il envoya néanmoins aux Magdebourgeois un officier expérimenté, Thierry de Falkenberg, pour les commander et la promesse de les secourir aussitôt qu'il le pourrait.

En attendant Tilly arriva devant Magdebourg, battit sa petite armée, mais ne put s'emparer de la ville, qui repoussa avec une égale énergie ses attaques et ses sommations (janvier 1631).

D'autant plus libre par cet incident Gustave-Adolphe put continuer ses cheminements dans le Nord. Il avança ses sièges, particulièrement ceux de Demin qu'il dirigeait lui-même avec 16 mille hommes, et de Landsberg conduit par son lieutenant Horn avec 9 mille hommes. Mais ces places étaient solides et bien gardées ; les progrès des assiégeants ne se firent qu'avec lenteur et du secours allait leur arriver.

Tilly, bravé par les Magdebourgeois, les fit assiéger régulièrement par un de ses lieutenants, Pappenheim, et il se porta enfin à la rencontre de Gustave-Adolphe. Au commencement de février 1631 il atteignit Francfort-sur-l'Oder ; il y organisa une bonne garnison de cinq mille hommes et d'artillerie, et avec le reste de ses forces, soit environ 25 mille hommes et 25 canons, il se dirigea vers le nord par Ruppin, au secours de Demin.

Voyant approcher cet orage Gustave brusqua l'attaque de Demin qui capitula le 15 février après trois jours de bom-

bardement. Malchin suivit de près, ce qui lui ouvrait l'entrée du Mecklembourg. Il fit aussitôt mine d'y marcher pour tromper Tilly qui pendant ce temps s'était arrêté à reprendre de petites places, entr'autres Neu-Brandebourg dont la garnison suédoise fut massacrée sans pitié.

Donnant dans le piège, Tilly se porta en Mecklembourg où Gustave l'entretint par de légers détachements, tandis qu'il retournait à Stettin pour reprendre son projet contre Francfort-sur-l'Oder. Comme il l'organisait il obtint un nouvel avantage par la reddition de Colberg, le 2 mars, que ses lieutenants assiégeaient depuis huit mois.

Joué en Mecklembourg Tilly en sortit pour revenir aux masses suédoises et surveiller leurs projets qu'il ne pouvait encore pénétrer. A cet effet il s'établit à Ruppín, position centrale favorable à son but et d'où il pouvait se porter également bien sur le Mecklembourg ou dans les Marches et peser sur la conduite de l'électeur.

Mais Gustave était trop habile et trop délié pour laisser longtemps cet avantage à son adversaire. Lui aussi il prit une position centrale vers Schwedt et Friedland, tout en se créant sans bruit des ponts sur l'Oder.

De là il continua ses diversions par plusieurs pointes de droite et de gauche, surtout vers le Mecklembourg. Tout à coup il se déroba et s'élança sur Francfort par les deux rives de l'Oder. Il arriva le 27 mars devant cette place, où se trouvaient huit mille hommes sous les ordres de Schaumburg, mais en disgrâce et allant être remplacé par le général Tiefenbach. Après une vigoureuse canonnade qui fit une brèche praticable, la ville fut enlevée d'assaut le 3 avril. Quatre mille hommes y furent passés au fil de l'épée en représailles du massacre de Neu-Brandebourg. Le reste s'enfuit sur Glossau en perdant encore de nombreux prisonniers en route. Toutes les villes importantes de la con-

trée partagèrent le sort de Francfort ; la place de Landsberg entr'autres, vainement bloquée depuis plusieurs mois, devint un précieux trophée pour les vainqueurs.

Tilly n'ayant pu prévenir ces brillants succès de son adversaire avait voulu au moins les compenser par des succès correspondants. Aussitôt qu'il vit Gustave s'éloigner vers Francfort, il retourna aux Magdebourgeois pour en finir avec leur opiniâtre résistance. Arrivé sous leurs murs il en fit recommencer l'attaque dès les premiers jours d'avril. Les forts extérieurs furent facilement enlevés et la ville bloquée sur les deux côtés de l'Elbe par Tilly et Pappenheim. Mais, confiants dans les secours prochains de Gustave, la garnison et les bourgeois rivalisèrent d'héroïsme pour prolonger la défense. Ils allèrent ainsi jusqu'à la fatale nuit du 9 au 10 mai pendant laquelle, endormis par un adroit parlementaire, ils furent victimes d'une cruelle surprise. Cinq jours durant la ville fut si bien saccagée, brûlée, ensanglantée que Tilly put dire l'exacte vérité en mandant à l'empereur que « l'on n'avait jamais rien vu de pareil depuis la destruction de Jérusalem et de Troie. »

Ces horribles scènes causèrent une joie féroce au parti catholique et glacèrent les protestants. Comme toujours ceux-ci éclatèrent en récriminations les uns contre les autres. Ils ne s'entendaient que pour se plaindre plus fortement de Gustave-Adolphe ; les uns l'accusaient même de lenteurs perfidement calculées, tandis que d'autres se prirent à douter de ses aptitudes comme homme de guerre. (1)

(1) Nous retrouvons même un écho de ces doutes dans une récente brochure française, fort intéressante du reste, signée un *garde national mobile*, intitulée *Introduction à la science de la guerre* et publiée par le *Spectateur militaire*. — L'auteur (voir page 27) paraît croire qu'en cette circonstance Gustave manqua de décision en ne forçant pas le passage de l'Elbe près de Wittenberg. Or on sait qu'il ne fut retenu que par d'honnêtes, mais excessifs ménagements envers ses alliés de la Saxe et du Brandebourg qui, eux, calculaient plus qu'ils ne l'auraient dû les chances de la politique.

Il fut obligé de justifier sa conduite publiquement pour ne pas perdre la confiance de ses coréligionnaires, apologie dans laquelle il put facilement prouver que de puissants obstacles l'avaient seuls empêché de secourir ses alliés de Magdebourg. Le grand écrivain allemand qui a présenté un tableau à la fois si impartial et si dramatique de cette guerre, admet pleinement la justification de Gustave (1).

Le vainqueur annonça lui-même sa victoire aux princes protestants avec son arrogance habituelle et il y joignit promptement toutes les mesures propres à utiliser la terreur de cette catastrophe. Le pacte de Leipsig fut solennellement annulé. Brême, Nuremberg, Erfurt, Franckenhause, Ulm, le Wurtemberg, la Hesse-Cassel, l'électorat de Saxe furent directement menacés et frappés, si bien que le désespoir finit par rendre le courage aux timides et que du sein des ruines de Magdebourg, ajoute Schiller, les libertés germaniques se relevèrent triomphantes.

Le landgrave de Hesse-Cassel vainement sommé par Tilly de se soumettre fut le premier envahi par les bourreaux de Magdebourg, mais il se défendit vigoureusement et battit en Thuringe deux corps successivement lancés contre lui. Tilly crut devoir alors se rendre personnellement dans la Thuringe avec des renforts et en laissant à Pappenheim la garde de la place conquise et de sa région. Le landgraviat de Hesse-Cassel allait payer cher sa conduite énergique, lorsque de nouveaux mouvements des troupes suédoises effrayèrent Pappenheim qui demanda du renfort à Tilly, ce qui fit rétrograder celui-ci vers Magdebourg.

Gustave venait en effet de se résoudre à en finir avec le double jeu et avec les hésitations de ses alliés. Jusqu'à ce moment la politique douteuse des princes de Brandebourg

(1) Voir *Schiller. Guerre de Trente-Ans*, traduction de Madame la baronne de Carlowitz, pages 193-4.

et de Saxe, tout en gênant les mouvements en avant qu'il aurait projetés, ne lui avait pas été très-préjudiciable. N'ayant pas assez de forces pour se lancer au cœur de l'Allemagne sans s'assurer des places laissées sur ses derrières, les sièges qu'il avait dû faire lui avaient aussi permis de veiller de près à son entourage. Mais le moment d'avancer arrivait; des renforts étaient partis de la Suède et de l'Angleterre pour le rejoindre et la dernière place de la Poméranie aux mains des Impériaux, Greifswald, allait effectuer sa reddition.

Il signifia donc à l'électeur de Brandebourg, qui réclamait avec insistance sa forteresse de Spandau, qu'il allait le traiter en ennemi et il parut devant Berlin avec son armée rangée en bataille. L'électeur Georges-Guillaume, qui peut-être ne demandait pas mieux que d'avoir la main publiquement forcée pour se mettre mieux à couvert des reproches de l'empereur, s'empressa de céder; il s'engagea à payer au roi de Suède une contribution de cinquante mille écus par mois et à lui fournir toutes les places et les ressources militaires de ses Etats dont il pourrait avoir besoin.

A ce même moment la place de Greifswald capitulait et les renforts annoncés commençaient à arriver en Poméranie. C'étaient huit mille hommes envoyés par le sénat de Suède et conduits par la reine et 6 mille Anglais sous lord Hamilton.

Gustave-Adolphe pouvait être désormais tranquille sur ses derrières. Pour plus de sûreté il y laissa encore Banner, un de ses meilleurs lieutenants, avec un corps mobile. Quant à lui il décida de s'établir sur la ligne de l'Elbe, où, à proximité des masses ennemies, il trouverait l'occasion de leur livrer une bataille avantageuse. Il réalisa son dessein, sinon d'une manière complète, au moins en déployant en plusieurs circonstances un génie de capitaine aussi fécond qu'entre-

prenant. Arrivé par Jéricho en face de Tangermünde, il s'y trouva devant le corps de Pappenheim détaché de Magdebourg et gardant avec vigilance les rives du fleuve. Gustave fit mine alors de se diriger sur Magdebourg. Pappenheim s'y porta en toute hâte. Gustave l'y laissant courir, se déroba, revint rapidement sur ses pas, franchit le fleuve près de Tangermünde et enleva cette ville. (1) Les nombreux bateaux et le matériel qu'il y recueillit lui permirent de jeter plusieurs ponts sur lesquels il fit passer le gros de son armée. Après avoir reconnu la contrée il se fixa à Werben, au confluent de l'Elbe et du Havel, dans une forte position qu'il munit des retranchements et des ponts nécessaires. Il se trouva ainsi et sans avoir éprouvé de pertes fort bien posté, à cheval sur l'Elbe, de Werben à Tangermünde.

Pendant ce temps Tilly était accouru des environs d'Erfurt en aide à son lieutenant; c'était trop tard, comme nous l'avons déjà dit. Il se borna à prendre aussi un camp fortifié à Wolmirstædt. De là il tenta plusieurs attaques contre le camp de Werben, qui furent repoussées par la seule canonnade et par quelques escarmouches, entr'autres vers Burgstatt et vers Angen, où les Impériaux subirent de notables pertes; bon nombre d'entr'eux désertèrent et passèrent aux Suédois. Malgré maintes pointes et manœuvres de diversion, désespérant d'obtenir des succès contre le camp de Werben, qui était journellement renforcé d'une partie des troupes nouvellement débarquées, Tilly se choisit un autre objectif. L'électorat de Saxe subirait ses coups et ceux d'un corps d'armée impérial de 20 mille hommes rentrant d'Italie sous les ordres de Furstensberger. Il se mit donc en marche le 24 août sur Leipzig, précédé d'une sommation hautaine à l'électeur Jean-Georges de le recevoir en ami docile.

(1) Le chef de l'avant-garde qui effectua si bien ce coup de main était ce colonel Rantzau, devenu plus tard, ainsi qu'un de ses collègues au service de Suède, Gassion, maréchal de France.

Tilly choisissait mal son temps pour tenir un langage aussi orgueilleux. La conduite et les prétentions des Impériaux avaient enfin ouvert les yeux des princes protestants sur leur véritable situation. Jean-Georges, éclairé autant qu'exaspéré par l'invasion de ses Etats, vit qu'il n'avait d'autre ressource que de se jeter, sans arrière-pensée, dans les bras de Gustave-Adolphe, qui était à portée de le soutenir.

Le roi avait décampé de Werben le 26 août, en y laissant une petite garnison, et il s'était établi vers Brandebourg, sur la droite du Havel. C'est là qu'il reçut la demande d'assistance de l'électeur de Saxe par l'intermédiaire du feld-maréchal saxon d'Arnheim, qui jusqu'alors avait plutôt agi en faveur de l'Autriche. Quoique charmé de ce résultat, Gustave affecta de se faire prier et de recevoir l'envoyé avec froideur. Il lui fit savoir qu'il n'avait pas grande confiance dans la fermeté et dans la franchise du gouvernement saxon, et ce ne fut qu'après plusieurs entrevues et après s'être rapproché jusqu'à Coswick, à trois lieues de Wittemberg, qu'il signa le traité d'alliance et d'amitié semblable à celui conclu avec le Brandebourg. La réconciliation se scella en cette occasion de la manière la plus complète, et Gustave-Adolphe, en même temps qu'il se fit livrer Wittemberg et un mois de solde pour ses troupes, promit amicalement à l'électeur de le dédommager de ces sacrifices.

Après cela il passa l'Elbe, le 14 septembre, à Wittemberg, et il rallia le lendemain, à Duben, l'armée saxonne arrivant de Torgau. Cette importante jonction ne fut nullement contrariée par Tilly qui courait, au contraire, sur Leipsig; il se crut aussi habile qu'heureux de pouvoir s'emparer de cette ville après trois jours de siège (15 septembre).

Pendant ce stérile exploit du général impérial, qui, du reste, traita sa conquête avec une modération inattendue,

le roi de Suède tenait un grave conseil de guerre, à Torgau, avec les électeurs de Saxe et de Brandebourg. Plein du sentiment de sa haute responsabilité, il fit entendre le pour et le contre, et après avoir énuméré quelques-uns de ses projets pour amener l'affranchissement de l'Allemagne, et parlé entr'autres d'une guerre de patience et d'escarmouches, il engagea encore ses alliés à méditer calmement la grandeur et le péril de leur tâche. « Songez bien, leur dit-il, que nous jetons dans la balance une couronne de roi et deux d'électeurs. La fortune est inconstante, et le ciel, dans ses mystérieux desseins, peut, pour nous punir de nos péchés, accorder la victoire à nos adversaires. Mon armée et moi pouvons succomber sans que la Suède, au loin derrière sa belle flotte, en soit mortellement frappée, et plus tard elle pourrait nous venger. Mais qu'adviendrait-il de vous, avec l'ennemi à vos portes ? »

Ses interlocuteurs, excités et touchés par cette haute sagesse plutôt que refroidis, déclarèrent qu'ils étaient fermement décidés à marcher la tête haute et coûte que coûte contre les Impériaux, pour en délivrer Leipsig et la Saxe au plus tôt. Cette résolution détermina le roi à rechercher sans délai la bataille. Il pouvait avoir du bénéfice de se presser, car l'Empire, secouant décidément la lenteur habituelle de ses débuts, augmentait de jour en jour ses effectifs et de nouveaux renforts allaient arriver à Tilly, sous les généraux Tiefenbach et Altringer.

Dans ce but l'armée suédoise-saxonne franchit la Mulda à Duben et, marchant par Welhaune, Lindenhayn, Hohen-Leyna, elle arriva le 7 septembre en face de l'armée impériale vers Leipsig.

Tilly avait décidé très sagement, puisqu'il n'avait su empêcher la jonction de ses adversaires, d'attendre, pour les attaquer, l'arrivée des contingents qui lui était annoncée.

A cet effet il s'était retranché dans une position avantageuse non loin de Leipsig, sur les collines entre les villages de Wahren et de Lindenthal, dominant la vaste plaine de Breitenfeld. Son armée pouvait se déployer favorablement au pied des collines, secondée de l'artillerie sur les sommets. En avant dans la plaine, sur les bords du Lobes, deux mille cuirassiers, sous Pappenheim, formaient l'avant-garde avec l'ordre d'éviter toute hostilité qui pourrait entraîner une bataille générale. Au mépris de cet ordre, Pappenheim se laissa engager et serrer de si près sur Podelwitz et sur le gros de l'armée, que la bataille devint inévitable pour le 7 septembre.

Ce jour-là les forces protestantes arrivaient des environs de Wolkau, en deux colonnes; à droite les Saxons par Zscholkau et Goëschelwitz, à gauche les Suédois par Podelwitz.

Aussitôt qu'éclata le combat dans cette dernière localité, elles prirent leur ordre de bataille comme suit :

Les Suédois eurent en première ligne les quatre brigades d'infanterie Oxénstiern, Teuffel, Hall, Winkel, formant le centre ou la bataille, et ayant à droite huit et à gauche six escadrons de cavalerie. Dans les intervalles de ces escadrons se placèrent huit pelotons de 150 à 180 mousquetaires chacun.

Comme réserve de cette première ligne, cinq escadrons de cavalerie et un millier de mousquetaires se placèrent un peu plus en arrière, en trois corps.

En seconde ligne les trois brigades d'infanterie Thurn, Hebron et Vitzthum, au centre; en aile droite 4 escadrons de cavalerie; en aile gauche 3 escadrons. En réserve deux escadrons au centre, avec une portion de l'artillerie et ses soutiens. Le reste de l'artillerie se plaça sur les flancs du centre, avec quelques pièces légères en première ligne dans les intervalles des brigades.

Le roi se réserva le commandement de l'aile droite, avec Banner pour second ; le centre fut aux ordres de Teuffel, la gauche sous Horn. Le tout se montait à environ 20 mille hommes, dont 9000 fantassins aux brigades, 3 mille mousquetaires détachés, 7 mille cavaliers et mille canonniers.

L'armée saxonne se forma sur la gauche de l'armée suédoise comme suit :

Au centre cinq régiments d'infanterie, chacun de 10 enseignes et formés en un triangle de 10 $\frac{1}{2}$ régiments échelonnés sur quatre lignes avec un $\frac{1}{2}$ régiment d'élite en pointe ou en avant-garde. A droite et à gauche trois régiments de cavalerie à 8 cornettes chacun et 4 cornettes de gardes du corps en deux triangles d'échelons de six escadrons chacun sur trois lignes. L'artillerie, 42 pièces, en réserve et dans les intervalles. Le tout s'élevait à environ 15 mille hommes, sous les ordres mêmes de l'électeur qui commandait plus spécialement le centre, tandis que le maréchal Arnheim commandait la droite et Bintauf la gauche.

En outre de cette disposition en coin, la formation des Saxons différait de celle des Suédois et se rapprochait plutôt de l'ordonnance impériale ou espagnole, qui était encore à peu près celle des Suisses, à savoir des carrés ou de gros rectangles de fantassins, piquiers, bordés ou prolongés de tirailleurs.

Tilly rangea son armée comme suit :

Au centre quatorze régiments ou bataillons d'infanterie, en cinq groupes, séparés par quatre régiments de cavalerie ; sur chaque aile six régiments de cavalerie.

Les intervalles entre ces divers corps divisaient cette force, comme d'habitude, en trois masses : un centre ou bataille de 7 bataillons d'infanterie et 4 régiments de cavalerie, sous le commandement direct de Tilly ; une aile droite ou avant-garde de 3 bataillons et 6 régiments de cavalerie,

sous Fürstenberger ; une aile gauche ou arrière-garde de 4 bataillons et 6 régiments de cavalerie, sous Pappenheim. En outre l'artillerie sur les ailes et sur le front.

Les bataillons de Tilly étaient de fortes masses, carrées ou rectangulaires, de 1500 à 1800 hommes en moyenne; elles se réunissaient par trois ou quatre en brigade dite espagnole, d'après le système suisse à nous connu et fournissant ou une seule ligne massive, comme l'ancienne phalange, ou trois ou quatre échelons, comme nous l'avons indiqué ci-dessus. Une partie de l'infanterie de Tilly prit cette formation d'échelons successifs, tandis qu'une autre était ou combattit plus tard en ligne massive; de là les variantes qui se sont produites dans les récits de divers écrivains. Les uns, Chemnitz entr'autres, qui paraissent s'être plus préoccupés de l'ensemble, disent que Tilly était formé sur une seule ligne; d'autres, Gualdo notamment, plus attachés au détail, mentionnent trois lignes dans son ordre de bataille. Tout pesé, ces deux assertions ne s'excluent pas l'une l'autre, les lignes dont il est ici question n'étant point des lignes mathématiques, mais possédant une épaisseur plus ou moins fractionnée et sur laquelle il faudrait s'entendre.

Les forces de Tilly montaient aussi à environ 35 mille hommes, et pour la première fois il allait combattre sans jour de la supériorité manifeste du nombre.

Toute la matinée du 17 fut employée, de part et d'autre, à prendre les ordres de bataille ci-dessus, au milieu de vives escarmouches entre les Saxons, un peu en avance sur les Suédois, et les troupes de Pappenheim, puis celles de Fürstemberger, aux environs de Podelwitz, de Zscholkau et de Goebischewitz. Ce fut tout en combattant que les armées se déployèrent; elles se trouvèrent bien en face l'une de l'autre, vers midi, dans les positions suivantes :

L'armée suédoise étendue en avant de Podelwitz, sa droite à la route de Delitzsch à Leipsig, sa gauche en avant de Zscholkau, vers la route de Düben à Leipsig ; son artillerie sur les hauteurs battant la plaine ; à sa gauche, au-delà de la route de Düben et d'un fossé la longeant, l'armée saxonne, vers Goëbschewitz, battant de son artillerie les collines de Seehausen sur son front.

L'armée de Tilly avait sa droite, Fürstenberger, à Seehausen, appuyée à gauche à la route de Düben, à droite à une colline, le Galgenhügel, garnie de 8 canons ; le centre derrière le bois de Linkel, avec 20 canons, sur une éminence à l'ouest de la route de Düben ; sa gauche, Pappenheim, à la route de Delitzsch vers Breitenfeld, aussi avec 8 canons, sur un terrain dominant. Cette gauche débordait un peu la droite suédoise ; à part cela, le front tenu par chacune des armées ne différait pas sensiblement. Il était d'environ une demi-lieue de développement, ce qui, avec de tels effectifs, formait un front convenable et pouvant posséder sur plusieurs points une bonne profondeur.

L'action générale commença par une vaste canonnade mêlée à des escarmouches de mousquetaires et de cavalerie légère aux abords du Lobes, Tilly se bornant à tenir son terrain et Gustave essayant de l'en déloger.

Celui-ci, reconnaissant que la position ennemie n'était pas aisément abordable de front, ordonna un mouvement à droite de toute son aile droite, pour gagner les hauteurs par la route de Delitzsch et Breitenfeld. Les historiens du temps ajoutent que c'était pour gagner le vent qui soufflait fortement de l'ouest. Quoiqu'il en soit de cette assertion, Gustave se trouva bientôt, avec ses meilleures troupes, sur le flanc gauche de Tilly. Mais Pappenheim obliqua plus encore à l'ouest, à sa gauche, et déborda à son tour le flanc droit de Gustave. Le roi laissa à sa seconde ligne, sous Banner, le

soin de contenir cet ennemi excentrique, et avec le reste il se rabattit à gauche pour maintenir sa communication avec ses autres troupes. Les deux centres restèrent ainsi en présence, se surveillant réciproquement plutôt que s'engageant l'un contre l'autre.

C'était de leurs ailes que les commandants en chef avaient à se préoccuper. Outre l'action de Banner contre Pappenheim, une autre très vive s'était ouverte à l'aile opposée. Les Impériaux de Fürstenberger s'étaient bravement portés en avant contre les Saxons, et ceux-ci, surpris par la vigueur et par la promptitude de l'attaque, séparés des Suédois par le fossé de la route de Düben, avaient été mis en désordre après quelques moments d'une sanglante mêlée. Seulement leur aile droite, sous Arnheim, put tenir bon; tout le reste s'était enfui sur Eilenbourg, laissant l'artillerie saxonne aux mains d'un parti d'Impériaux qui la tourna contre la gauche suédoise et contre Arnheim qui s'y était rallié.

Après une poursuite peut-être trop prolongée, les troupes victorieuses conversèrent également à gauche, et le flanc gauche de l'armée suédoise fut gravement menacé.

Informé de cette situation Gustave s'occupa aussitôt d'y remédier. Laissant à sa droite Banner aux prises avec Pappenheim, il donna ordre à Horn de mettre en potence, à gauche, sa cavalerie des deux lignes contre l'aile droite impériale, et faisant soutenir cette potence de deux brigades de Teuffel de seconde ligne, il jeta le tout sur la gauche de Fürstenberger de manière à le séparer de Tilly, qu'il entretenait pendant ce temps sur le front au centre. Teuffel mena bravement cette attaque; au prix de sa vie il changea la victoire de Tilly sur ce point en une complète défaite. Cette aile droite impériale subit le sort qu'elle venait d'infliger aux Saxons.

Banner, qui tenait toujours avantageusement son terrain

contre les Impériaux de gauche, grâce à l'activité de ses mousquetaires et de ses cavaliers mélangés, fut alors renforcé de quatre escadrons de cavalerie de la réserve, avec six canons légers. Il reprit sa supériorité et put continuer le combat sans la perdre.

Les centres restaient encore à peu près intacts. Tilly ébranla le premier le sien ; ses masses d'infanterie, lancées en avant et secondées de cavalerie, cherchèrent à faire brèche dans la ligne de Gustave-Adolphe. Le roi leur opposa sa réserve d'artillerie, appelée de Podelwitz ; il s'y trouvait quelques canons de cuir, qui, passant les lignes, se mirent en batterie à 300 pas des phalanges de Tilly et firent sur elles un feu si efficace qu'elles les arrêtaient. En même temps Horn et Teuffel, qui venaient de disperser les troupes de Fürstenberger, se jetèrent sur le flanc droit de Tilly, qui se désorganisa et battit en retraite sous la protection de quatre gros bataillons de troupes d'élite formées en carrés inébranlables.

Les mousquetaires suédois, tout en cherchant à harceler et à tourner ces troupes, s'emparèrent de la grande batterie ennemie du centre, qui, masquée par la marche en avant de Tilly, lui était devenue inutile et était dégarnie de soutiens. Ils la pointèrent sur le dos des troupes impériales qui se mirent à tourbillonner et à fuir de tous côtés. Seuls les quatre gros bataillons sus-nommés, et composés des vieux régiments Chiesa, Bulderon, Dietrichstein, Goetze, Blankart, tinrent encore quelque temps, laissant ouvrir dans leurs rangs épais de larges trouées par l'artillerie et n'en repoussant pas moins de leurs piques serrées les charges de cavalerie qui tentaient de les disloquer. Ils sauvèrent l'honneur des drapeaux impériaux et succombèrent pièce à pièce, en faisant héroïquement front à la mort qui les entourait.

Le reste s'enfuit en désordre sur Halle et Halberstadt,

entraînant dans le torrent Tilly blessé, ainsi que Pappenheim, avec quelques cents hommes seulement.

La victoire des Suédois était complète. Le premier mouvement du roi en la constatant fut d'en rendre grâce à Dieu par une fervente prière prononcée à haute voix, entouré des siens et agenouillé au milieu des morts et des blessés.

La cavalerie suédoise se mit promptement à la poursuite des fuyards et en augmenta le désastre. Le tocsin sonnant de village en village appela aussi les populations à compléter la défaite de leurs oppresseurs. Les paysans se levèrent en masse et massacrèrent tout ce qu'ils atteignirent. Les Impériaux avaient laissé sur le champ de bataille environ sept mille morts et cinq mille blessés et prisonniers, avec toute leur artillerie, leurs bagages et une centaine de drapeaux. Ils perdirent plus de monde encore dans leur fuite. Tilly et Pappenheim ne purent réunir à Halle et Halberstadt que deux à trois mille hommes. Avec ces frères débris de l'orgueilleuse et *invincible* armée qui faisait naguère trembler toute l'Allemagne, ils se retirèrent sur le Weser pour se joindre aux garnisons impériales de la Basse-Saxe.

Les vainqueurs ne payèrent tant de gloire que d'environ trois mille hommes, dont deux mille Saxons qui pâtirent ainsi de leur inexpérience et de la faute de s'être tenus trop à l'écart de l'armée alliée. Leur prince, dès qu'il connut les événements, se rendit vers Gustave pour le féliciter et pour excuser la molle conduite de ses troupes. Mais le roi ne lui en laissa pas le temps; il le remercia vivement au contraire de la fermeté avec laquelle il avait demandé cette bataille au conseil de guerre de Duben. Charmé de cet accueil auquel il était loin de s'attendre, l'électeur Jean-Georges renouvela ses protestations de dévouement et s'engagea, dit-on, à le prouver au roi en faisant tous ses efforts pour amener sur sa tête la couronne impériale.

En attendant, toutes les villes du voisinage, Leipsig, Mersebourg, Halle, furent reprises par les protestants ; dans cette dernière ville ils tinrent de nouveaux conseils de guerre vers le milieu de septembre pour aviser aux opérations ultérieures.

Gustave avait désormais les coudées franches ; il ne lui restait qu'à examiner de quel côté ses coups seraient les plus efficaces. Irait-il frapper l'Empire à Vienne, ou la Ligue en Bavière, ou Tilly qui se reformait une armée à Brünswick avec des détachements réunis de droite et de gauche et des renforts lorrains ?

Il décida de marcher, lui contre la Ligue, c'est-à-dire d'abord en Franconie, en Souabe, vers le Rhin, où sans doute il rencontrerait en même temps Tilly, tandis que les Saxons menaceraient les Autrichiens en Bohême et sur la direction de leur capitale.

On a beaucoup discuté sur ce plan de campagne. Oxenstiern et d'autres, postérieurement, ont prétendu que Gustave, en ne marchant pas du coup sur Vienne, avait augmenté ses points de ressemblance avec Annibal sachant mieux vaincre que profiter de la victoire. Ce reproche nous semble un peu hasardé. Pour en bien juger il aurait fallu connaître exactement les projets intimes et les ressources réelles du roi de Suède, préliminaires indispensables soudainement détruits par les balles de Lutzen. Si Gustave pensait, comme on le croit généralement, à renforcer sa cause du prestige de la couronne impériale, c'était bien au cœur de l'Allemagne, sur les Etats des électeurs qu'il devait chercher cette haute dignité et non dans les parages excentriques des possessions autrichiennes, où la personne de Ferdinand pouvait indéfiniment lui échapper et la prise de sa capitale même ne rien décider sur cette grave question. Au reste c'est un problème qui s'est longtemps posé aux adversaires de l'Au-

triche et de l'Allemagne réunies, de savoir exactement où, dans cette formidable alliance ou fédération, se trouve le siège réel de la force. Même après les événements de 1866 on peut dire que le problème reste à résoudre; c'est encore une des propriétés et des gloires de l'Allemagne, diminuant peut-être chaque jour, d'avoir, comme l'hydre aux cent têtes, son centre partout et nulle part: partout où se manifestent l'action et la vie, non point seulement autour de quelques grandioses palais.

Quoiqu'il en soit Gustave-Adolphe n'eut pas à regretter sa détermination. De l'Elbe au Rhin ce ne fut pour lui qu'une marche triomphale presque continue. Se dirigeant par Erfurt, Gotha, Arnstadt, Illmenau, Koenigshofen, Schweinfurt, il descendit la vallée du Mein en prenant possession des évêchés de Bamberg et de Würzburg, centres catholiques de haute importance. Le 17 novembre 1631, il occupa Francfort-sur-le-Mein dont la bourgeoisie, dévouée à l'empereur d'Autriche, qui venait encore d'y tenir une grande diète de princes allemands, se laissa faire violence sans trop de façon en ne protestant qu'en faveur de son commerce et de ses riches foires.

L'entrée du roi dans cette grande ville fut très-solennelle, et Mauvillon donne à ce propos quelques détails intéressants à enregistrer :

« A peine les députés de la ville étaient partis, que le roi les suivit immédiatement avec toute son armée; et, étant arrivé au Fauxbourg de Saxenhausen, il demanda qu'on lui ouvrit incessamment les portes, qu'il n'avait plus besoin de charpentier; mais qu'il lui fallait la ville et cela sur le champ parce qu'il en avait besoin pour une entreprise qui demandait de la célérité. Le magistrat n'eut pas le temps de délibérer et ne fut pas même fâché du parti que le roi avait pris, afin qu'il parût qu'on n'avait cédé qu'à la force, et

qu'on avait été contraint de recevoir les Suédois. Les portes, ayant été ouvertes, le roi fit son entrée dans Francfort le 17 novembre 1631. Cinquante-six pièces de campagne ouvraient la marche ; la grosse artillerie avait été embarquée sur le Mein. Ce train était suivi de plusieurs bataillons et escadrons. Ensuite venait le roi précédé de ses trompettes, et vêtu d'une cote d'armes sur un fond d'écarlate brodé d'or. Il montait un très-beau genêt d'Espagne et tenait son chapeau à la main, saluant même d'une inclination de tête les personnes de distinction qui se mettaient en foule aux fenêtres pour le voir passer. Le peuple accourait aussi de tous côtés et admirait ce mélange de fierté et de bonté répandu dans toute la personne du héros. Le roi avait en effet un air de satisfaction qui augmentait encore le gracieux de sa physionomie. Il était entouré de ses hallebardiers précédés de presque tous les comtes, qui composent à la diète de l'Empire le banc de Wetteravie, ceux de Nassau, de Solms, d'Isembourg, de Wittgstein, de Stolberg, d'Erpach. Les estafiers et autres domestiques marchaient derrière le roi ; ensuite paraissait le duc Bernard de Saxe-Weymar, seul et superbement monté ; il était suivi du régiment des gardes, après lequel paraissait le carrosse du roi, très-richement orné et attelé de huit beaux chevaux. Enfin, la marche était fermée par deux régiments suédois, deux anglais, deux écossais et quatre régiments allemands, suivis de plusieurs pièces d'artillerie, dont une était si pesante qu'elle était tirée par vingt-quatre chevaux. Tout cela était suivi de beaucoup d'équipages, de sorte que cette entrée ressemblait en quelque sorte à celle d'Alexandre à Babylone. Celle de Gustave dans Francfort dura depuis huit heures du matin jusques à quatre heures du soir ; et comme on a dit que Alexandre semblait aller tenir dans Babylone les Etats de toute l'Asie, on peut dire que Gustave parut tenir ceux de toute

l'Europe à Francfort. En effet, il s'y trouva des ambassadeurs des principaux potentats de cette partie du monde ; beaucoup de comtes et de princes de l'Empire en personne, et des ministres de tous les Etats protestants d'Allemagne. Le lendemain de l'entrée du roi dans Francfort, l'armée hessoise, commandée par le landgrave en personne, arriva dans le voisinage de cette ville, au nombre de douze mille hommes et la jonction s'étant faite peu après, le roi se trouva à la tête de trente-quatre à trente-cinq mille hommes des meilleures troupes du monde, soutenues et précédées de la terreur de son nom.

« Les Francfortois se flattaient que le roi de Suède ne mettrait point garnison dans leur ville, mais ils se trompèrent, et ce prince ordonna au colonel Vicedom ou Vitzhum, de rester avec six cents hommes dans Saxenhausen, qui est une espèce de Fauxbourg séparé de la ville par le Mein, sur lequel il y a un beau pont pour la communication de ces deux parties.

« Le magistrat de Francfort avait fait préparer le dix-sept un superbe dîner dans le palais de Braunsfeld, où les empereurs ont accoutumé de loger.

« Le roi n'accepta que le dîner ; mais pour l'appartement qu'on lui avait préparé, il le refusa, disant « qu'il couchait « volontiers en plein champ sans autres barrières que les « chevaux-de-frise de son camp ; qu'un corps ne valait « rien sans chef-et qu'il était obligé de participer à la fortune de ses soldats. » Aussi se rendit-il dès le soir même à Höchst, où il y avait une garnison de quatre cents hommes qu'il fit sommer et qui se rendit sans difficulté et prit parti dans ses troupes.

« Pendant le séjour que le roi fit à Francfort, il ne s'occupa que de traités, de nouvelles alliances avec les princes et les villes impériales d'Allemagne ; à régler les sommes que

ces Etats lui fourniraient chacun par mois ; à ouvrir de nouvelles branches au commerce de ses sujets, dont il ne perdait point de vue le bonheur et l'aisance. Il donna des ordres sévères pour l'observance de la discipline, et l'amour qu'il montra pour la justice en deux occurrences qui n'ont rien de fort commun, acheva de lui gagner le cœur du peuple de Francfort qui fut outré de fureur lorsqu'il apprit que l'on avait découvert une dangereuse conspiration contre ce bon prince (1). »

Le soir même de son arrivée à Francfort Gustave pénétra sur le territoire de Mayence et s'y empara de la ville de Höchst, d'où il allait pousser plus loin encore ses succès.

Pendant ce temps ses lieutenants et ses alliés d'Allemagne n'étaient pas moins heureux. Partout leur cause triomphait. Le duc de Mecklembourg, assisté de Tott, venait de reprendre les villes de Rostock, de Wismar, de Demnitz. Banner, après avoir enlevé Magdebourg aux Impériaux, repoussait toutes leurs tentatives pour lui faire abandonner sa conquête. La Basse-Saxe avait mis sur pied une armée, en tête de laquelle figuraient les contingents de Brême et du prince de Lunebourg et de Hambourg, qui pourchassait activement les garnisons impériales. Le landgrave Guillaume de Hesse-Cassel, après de brillants succès contre les lieutenants de Tilly, Fugger et Altringer, avait occupé rapidement Bach, Meuden, Hœxter, Fulda, Paderborn et toutes les possessions ecclésiastiques limitrophes de la Hesse, sur quoi il amena ses troupes victorieuses, environ 10 mille hommes, à Francfort.

Le court séjour du roi de Suède dans cette ville fut signalé par de nombreuses visites d'ambassadeurs et de princes lui apportant leurs hommages. Parmi eux le landgrave Geor-

(1) *Mauv.*, IV, pag. 4-9.

ges de Hesse-Darmstadt fit aussi sa soumission quoique à contre-cœur. Les comtes de Westerwald et de la Watterau joignirent à leurs félicitations quelques précieux renforts. L'infortuné comte palatin Frédéric V, ce roi de Bohême d'un jour, accourut du fond de la Hollande pour remercier publiquement le vengeur de ses droits et réclamer sa protection. Gustave l'accueillit en frère et en roi, mais ajourna la grave question de la restitution de ses États à un moment plus opportun.

Il s'agissait en effet de mener la guerre à bonne fin et non encore de s'en partager des dépouilles rendues fragiles par la force des ennemis qui restaient à combattre. En arrivant au Rhin le roi de Suède trouvait de nouveaux et sérieux adversaires, les places fortes du puissant archevêque-électeur de Mayence secondé de ses voisins les Espagnols et les Lorrains, peut-être même de la France qui paraissait ne pas voir de bon œil les conquêtes suédoises poussées si près de ses frontières. En même temps Gustave, toujours plus éloigné de ses ressources primitives, avait derrière lui tout l'Empire et le centre de la Ligue, avec Tilly en train de se reformer une armée.

Allant au plus pressé il établit son camp près de Cassel, en face de Mayence, pour enlever d'abord cette place, tandis que divers détachements entretenaient les Espagnols dans le Rheingau et dans les bourgs catholiques du Westerwald.

Déjà le vaillant duc Bernard de Saxe-Weimar, avec un corps de Suédois et d'Allemands, s'était emparé de plusieurs bonnes positions sur la rive gauche du Rhin, du château d'Ehrenfels entr'autres ; déjà Gustave s'appêtait à passer aussi le fleuve pour investir complètement Mayence quand il fut avisé que la Franconie et particulièrement Nuremberg était gravement menacée par Tilly. Craignant que Nurem-

berg, qu'il appelait une de ses trois bonnes villes — Ulm et Strasbourg étant les deux autres, — ne subit le triste sort de Magdebourg, Gustave se dirigea aussitôt à marches forcées sur la Franconie. Mais il apprit en route que les bourgeois de Nuremberg avaient réussi à repousser Tilly et à se débarrasser de lui et il reprit ses projets contre Mayence. Après une vaine tentative pour passer le Rhin de vive force à Cassel et quelques autres diversions, surtout dans la direction de Heidelberg, il se déroba par le chemin de la montagne et reparut sur le Rhin vers Stockstadt, entre Grensheim et Oppenheim. Là il réussit à franchir le fleuve après de sanglantes escarmouches où succombèrent un millier d'Espagnols. Il alla mettre le siège devant Oppenheim qui, au bout de quelques jours, fut prise d'assaut, le 8 décembre 1631 ; la garnison composée de cinq cents espagnols y fut cruellement passée au fil de l'épée en punition de sa vigoureuse résistance. Cinq jours plus tard il fit capituler Mayence, ce qui lui amena bientôt la reddition de Worms, de Kreuznach, et la possession de presque toute la contrée. La seule place de Frankenthal resta aux Espagnols qui s'y blottirent comme dans une prison.

Quelques semaines de quartiers d'hiver furent alors passées à Mayence, qui devint le lieu de réunion d'une nombreuse cour et le centre d'actives négociations avec la plupart des pays de l'Europe. Voulant mettre à profit pour la politique ce temps de repos Gustave s'adressa à tous ses alliés pour en avoir du renfort et à tous les états protestants de l'Europe.

La France, toujours plus inquiète de ce glorieux voisinage, l'engagea vivement à diriger ses coups sur l'Autriche ; elle maintint, à cette condition, ses subsides et occupa l'électorat de Trèves. L'Angleterre, qui, après force promesses de secours, s'était bornée à l'envoi de 7 à 8 mille hommes

restés sur les derrières, fut moins arrangeante, car elle réclamait préalablement le Palatinat pour Frédéric V, ce qui mit plutôt de la froideur dans les relations; Venise et la Suisse ne voulurent pas se mêler des affaires de l'Allemagne; les Hollandais continuèrent leur appui sympathique; les Transylvains se déclarèrent prêts à agir contre l'Autriche.

A côté de ces arrangements à grande distance, ses recruteurs lui avaient été plus immédiatement utiles. Des renforts lui étaient arrivés, d'autres devaient le rejoindre, de sorte qu'il allait disposer d'une armée d'environ 50 mille hommes pour reprendre la campagne au printemps de 1632. Tilly aussi s'était reformé une belle armée, avec laquelle il avait battu Horn et repris la ville de Bamberg, d'où il menaçait de nouveau Nuremberg.

Laissant Oxenstiern sur le Rhin avec une douzaine de mille hommes, Gustave se porta en Franconie, où il fut rejoint par Horn, Banner, Bernard de Weimar. A la tête d'une force d'environ 45 mille hommes il s'avança contre Tilly, qui ne l'attendait pas et se replia, par ordre du duc Maximilien, derrière le Lech, pour protéger la Bavière.

Le roi, reçu avec enthousiasme à Nuremberg, y enflamma d'un nouveau courage le cœur de ses vaillants amis; puis il se dirigea sur Donauwerth, qu'il prit d'assaut. Il y franchit le Danube, et à la fin de mars il arriva devant les positions de Tilly.

Ces positions, non loin de la petite ville de Rain, sur la gauche du Lech, étaient très-fortes; le duc Maximilien y avait rejoint Tilly dans un camp hérissé de retranchements et de batteries. Le Lech roulait des eaux furieuses, comme il arrive souvent à cette saison, et ne semblait guéable en aucun point.

Un conseil de guerre, réuni par le roi de Suède pour avi-

ser aux opérations à entreprendre, opina unanimement contre un passage de vive force sur ce point ; Horn lui-même, un des plus intrépides lieutenants du roi, appuya chaudement cet avis. Gustave fut à peu près seul à ne le pas partager. « Quoi ! s'écria-t-il, après avoir traversé la Baltique et tous les plus grands fleuves de l'Allemagne, nous nous arrêterions devant ce ruisseau ! »

Son opinion se basait du reste sur autre chose que sur son bouillant courage. Comme d'habitude il avait reconnu lui-même, et au péril de sa vie, tout le terrain de la position. Un excellent point de passage avait bientôt frappé ses regards ; le cours d'eau y dessinait une courbe concave, avec bon commandement de la rive gauche sur la rive droite, conditions très-favorables à l'établissement de batteries. On pouvait d'ailleurs espérer que les eaux du Lech, momentanément grossies par la fonte des neiges, ne tarderaient pas à baisser.

Dans ces idées, il fit établir trois batteries de 62 pièces le long de la rive gauche, en même temps que préparer un pont à couvert. Le 5 avril ces préparatifs étant terminés, il ordonna le passage. Ses batteries, supérieures en nombre et en position à celles de Tilly, commandèrent bientôt tout le terrain ; les pionniers, masqués dans un épais nuage de fumée produite par des amas de bois vert, parvinrent à terminer leur œuvre ; et enfin une portion de la cavalerie trouva un gué en amont où elle franchit le Lech et menaça les Bavaois sur le flanc et à revers ; Tilly lutta toute la journée contre ces habiles dispositions, se montrant partout le premier pour faire face aux dangers. Mais ses efforts furent vains. Gravement blessé, ainsi que son lieutenant Altringer, au moment où son énergie eût été le plus nécessaire, il ne put que conseiller au duc Maximilien l'évacuation de la position. La retraite des Bavaois eut donc lieu dans la soirée,

et quand, le lendemain, Gustave fit passer la rivière au reste de ses troupes, il trouva le camp désert. Les défenseurs s'étaient retirés sur Ingolstadt, où Tilly mourut au bout de quelques heures de dures souffrances. Altringer, en revanche, se rétablit.

Gustave alla mettre le siège devant Ingolstadt; mais cette solide place bravant ses efforts, il la laissa pour s'emparer de Munich et du cœur de la Bavière. Le 10 mai il fit son entrée solennelle dans la capitale du chef de la Ligue, ayant à ses côtés le comte palatin Frédéric V, qui put au moins savourer cette agréable consolation en attendant celle plus profitable mais plus problématique de recouvrer ses Etats.

De grands magasins de vivres, d'équipements et d'habillements militaires furent trouvés à Munich, ainsi que 140 canons cachés dans l'arsenal, l'un d'eux recélant un trésor de 30 mille ducats. Ces trouvailles lui servirent à refaire son armée, qui allait avoir de nouveaux et plus graves dangers à affronter.

L'empereur Ferdinand II, devant tant d'échecs, s'était vu réduit à supplier Wallenstein de reprendre son commandement. Après s'être fait beaucoup prier, l'orgueilleux duc avait enfin cédé, mais à des conditions qui le rendaient le maître absolu de son armée et de ses opérations. Moyennant cela il réussit en trois mois à disposer d'une force d'environ 50 mille hommes avec laquelle il ne lui fut pas difficile de reprendre la Bohême aux Saxons et de faire trembler la Saxe à son tour. La mort de Tilly le rendit de nouveau l'homme important du parti de la Ligue. Sur maintes prières de Maximilien et de l'Empereur, longtemps éludées, Wallenstein consentit enfin à abandonner ses projets sur la Saxe et à se joindre aux troupes bavaroises pour libérer la Bavière; il se réserva toutefois qu'après cette jonction il

n'en garderait pas moins le pas sur le prince électeur, chef de la Ligue.

Celui-ci, qui tenait toujours Ingolstadt et Ratisbonne, alla au-devant de Wallenstein, malgré la haine qu'il lui portait, et la jonction eut lieu à Egra. De là ils marchèrent ensemble par la Bohême vers le Haut-Palatinat et sur Nuremberg, menacée cette fois d'une manière sérieuse.

A cette nouvelle Gustave dut précipitamment partir de Munich pour protéger sa bonne ville, et il entra le 27 juin à Nuremberg avec 25 mille hommes. Ce minime effectif était tout ce qu'il avait sous la main, vu le grand nombre de ses détachements et les renforts qu'il venait d'envoyer en Saxe pour y résister à Wallenstein. Avec si peu de monde il ne pouvait pas tenter une bataille contre ses adversaires, forts d'environ 60 mille hommes. Il s'occupa donc à tenir solidement la place en s'y entourant de retranchements. Soldats et bourgeois se mirent aux travaux de terre ; un fossé de huit pieds fut creusé tout autour de la ville avec des redoutes et bastions ; et en sept jours un vaste camp retranché s'éleva, pouvant braver une première attaque de vive force. Sept autres jours suffirent à le compléter et à garnir les remparts de trois cents canons. En outre les habitants, pleins de zèle, furent organisés en douze régiments de mille à 1500 hommes chacun. D'autre part Gustave avait ordonné à plusieurs de ses lieutenants de venir le rejoindre, si bien que Nuremberg allait être le théâtre d'une formidable concentration de troupes.

Wallenstein ne fut pas en mesure de gêner les premières dispositions des Suédois ; il ne put amener ses forces devant Nuremberg que quelques jours après eux. — Il se contenta d'abord d'occuper les hauteurs environnantes, cherchant à bloquer la place. Mais Gustave, rachetant son infériorité numérique par un redoublement d'activité, s'em-

para aussi de plusieurs collines d'où il maintint ses libres communications avec la campagne.

Le voisinage des deux armées donna lieu à d'incessantes escarmouches, mais non à une affaire générale. Wallenstein estimant « qu'on avait livré jusqu'ici assez de batailles et qu'il était temps d'essayer une autre méthode, » se fortifia aussi, et l'on eut deux immenses camps retranchés en face l'un de l'autre et des opérations rappelant celles des fameuses lignes de Dyrrachium entre César et Pompée.

Ce genre de guerre se prolongea plusieurs semaines sans incident marquant ni résultat décisif. Non-seulement plusieurs assauts des Impériaux furent repoussés avantageusement, mais Gustave réussit à capturer un immense convoi de vivres (fin juillet) et à se nourrir aux dépens de ses adversaires. Nous voyons qu'à l'occasion de cet exploit le roi de Suède fit une généreuse distribution de récompenses, consistant en médailles d'or aux officiers et en écus sonnants aux soldats. La prise d'un étendard valait à son possesseur un cadeau de cent écus.

Au commencement d'août, Gustave fut enfin rejoint par tous les renforts qu'il attendait. Banner, Bernard de Weimar, Oxenstiern s'étaient réunis, arrivant des régions du Rhin, de la Souabe, de la Bavière, et ils lui amenèrent une armée d'environ 50 mille hommes avec 60 canons et quatre mille chariots de munitions et de vivres, ce qui porta ses forces totales à près de 75 mille hommes, sans compter les bourgeois armés de Nuremberg. De cette façon, il était devenu supérieur à Wallenstein.

Celui-ci ne sut rien faire pour empêcher cette écrasante jonction. Persistant dans son système de patience, il préféra mettre toute son activité à augmenter sa force défensive et à poursuivre l'établissement de ses lignes fortifiées, qui s'étendirent bientôt sur un développement de plusieurs lieues.

On ne tarda pas à éprouver les inconvénients d'un emploi aussi peu rationnel de pareilles masses. Les deux camps, à la fois assiégeants et assiégés, manquèrent de vivres et souffrirent cruellement de la famine et de ses fâcheuses conséquences sur la santé et sur le moral d'une armée. L'étroit espace de quelques lieues était surchargé de plus de 120 mille soldats, de 50 mille chevaux, de toute la population de Nuremberg, soit 80 mille âmes et de l'immense suite de *fri-coteurs*, comme on les appela plus tard, qui encombraient les troupes, dont 15 mille charretiers et autant de femmes dans le seul camp de Wallenstein. Les Suédois avaient avec eux plus de femmes encore ; mais Schiller assure qu'elles étaient toutes mariées et vivaient en famille dans la plus grande sévérité de mœurs. Leurs enfants, élevés dans des écoles militaires, fournissaient d'excellentes recrues à l'armée et peuvent être considérés comme les aïeux des enfants de troupe actuels.

Dans une telle situation, restait à savoir lequel des deux adversaires serait le premier sur les dents ou à bout d'opiniâtreté. Ce fut Gustave. Plus concentré et par conséquent plus gêné, il dut aviser à se tirer, coûte que coûte, de son impasse, et il en fit la tentative le 21 août, c'est-à-dire après 55 jours de cette difficile défense. Ce jour-là, il sortit de ses retranchements et alla se ranger en bataille en face du camp ennemi, pendant que trois fortes batteries le canonnaient depuis les berges élevées de la Rednitz. Le duc de Friedland n'accueillit cette provocation que par des feux d'artillerie et de mousqueterie à bonne distance. Ni les prières de Maximilien, ni l'impatience et la misère de ses troupes, ni les railleries des Suédois ne purent le faire sortir de son système méthodique de blocus et de défensive absolue. Il voulait se laisser attaquer ; sa persistance lui réussit.

Trois jours plus tard, Gustave résolut de tenter l'assaut

des lignes impériales. Le 24 août, laissant son camp à la garde de la milice bourgeoise et d'une faible garnison de ses propres troupes, il emmena le reste au-delà de la Rednitz, près de Furth, pour tourner le front de la position. Les avant-postes impériaux, facilement refoulés, se replièrent sur le centre de l'armée qui s'était retiré sur les hauteurs entre le Biber et la Rednitz. Les collines de Veste et d'Altenberg, garnies de puissantes batteries, protégeaient le camp et dominaient au loin la plaine; tous les abords étaient coupés de retranchements, de fossés, d'abatis, de palissades ferrées derrière lesquels de nombreux canonniers et mousquetaires étaient à leurs postes.

L'avant-garde de Gustave, formée en petits pelotons, chercha en vain à se glisser près des lignes, puis à les assaillir courageusement. Un feu violent la repoussa en désordre et une sortie de cavalerie ennemie sema la mort dans ses débris. Un second corps, cette fois de Finlandais d'élite, fut lancé au secours du précédent tout Allemand, mais il eut le même sort; tous les régiments donnèrent à leur tour sans pouvoir franchir le passage périlleux. La défense persiste à montrer autant de vigueur que l'attaque.

A la gauche de l'armée suédoise, vers les fourrés de la Rednitz, d'autres engagements eurent une issue semblable. Les chefs même se lancèrent dans la mêlée et furent exposés aux plus graves dangers. Wallenstein eut un cheval tué sous lui, et Gustave la semelle d'une de ses bottes enlevée par un boulet. Bernard de Weimar eut aussi un cheval tué sous lui; il n'en réussit pas moins à faire des progrès et à enlever une colline dominant les batteries de Veste. Malheureusement les canons ne purent pas l'y suivre et cet exploit resta infructueux. La retraite des assaillants au-delà de la Rednitz dut s'opérer pendant la nuit et le lendemain. Ils l'effectuèrent sans être vivement inquiétés, mais en laissant

sur le champ de bataille environ deux mille morts, tandis que Wallenstein n'avait perdu que quelques hommes et aucune de ses positions.

Toutefois ces pertes n'étaient rien à côté de celles engendrées par les privations et les maladies qui attristaient les camps. Quelques changements d'emplacement ne furent que de faibles palliatifs. Aux ravages de la famine et des miasmes pestilentiels se joignirent ceux de l'indiscipline et de la maraude. Schiller dit que c'étaient surtout les troupes allemandes qui se signalaient par leur pillage; aussi le roi le reprocha à leurs officiers en ces termes sévères :

« C'est vous, Allemands, s'écrie-t-il, c'est vous-mêmes qui pilliez votre patrie, et qui déchaînez vos fureurs contre vos propres coreligionnaires. Dieu me soit témoin que je vous abhorre; vous m'inspirez un profond dégoût, et mon cœur se remplit d'amertume quand je vous regarde. Vous violez mes ordres; vous êtes cause que le monde me maudit, que les larmes de l'innocente pauvreté me poursuivent, qu'il me faut entendre dire ouvertement : « Le roi, notre ami, nous fait plus de mal que nos plus cruels ennemis. » Pour vous, j'ai dépouillé ma couronne de ses trésors et dépensé plus de quarante tonnes d'or, et je n'ai pas reçu de votre empire d'Allemagne de quoi me faire un méchant habit. Je vous ai donné tout ce que Dieu m'a dispensé, et, si vous eussiez observé mes lois, je vous aurais distribué avec joie tout ce qu'il pourra me donner encore. Votre défaut de discipline me persuade que vous avez de mauvaises intentions, quelques raisons que je puisse avoir de louer votre courage (1). ».

La position des Suédois devenait intenable. Ils avaient déjà perdu une vingtaine de mille hommes et la ville de

(1) Schiller. Guerre de Trente-Ans, pag. 300.

Nuremberg une dizaine de mille habitants. Les campagnes environnantes, non moins épuisées, ressemblaient à des landes arides; maints villages en ruines avaient été abandonnés par leurs habitants mourant de faim et de désespoir sur les grandes routes et autour des camps, sans y trouver ni pain ni asile.

Ces affreuses misères et l'opiniâtreté de Wallenstein à rester dans ses retranchements décidèrent enfin Gustave à rompre le premier avec cette situation douloureuse, à se mettre au large en même temps qu'il tendrait un nouveau piège aux Impériaux. Le 8 septembre 1632, il leva son camp et quitta Nuremberg après y avoir laissé une garnison de huit mille hommes. Rangé en bataille, il défila lentement devant les lignes de Wallenstein sans les émouvoir; et il se dirigea vers Neustadt, sur l'Aisch, et vers Windsheim. Là il s'arrêta soit pour refaire ses troupes, soit pour veiller à ce qui allait se passer sous les murs de Nuremberg. Il espérait que les Impériaux tenteraient enfin une attaque générale de la place, et il comptait que celle-ci tiendrait assez pour qu'il pût les prendre sur le fait et les assaillir à revers.

Mais Wallenstein, soit qu'il sentit le piège, soit qu'il fût content de profiter de sa liberté pour se mettre aussi plus à l'aise, n'entreprit rien contre la place. Au contraire, il prit congé d'elle en brûlant son camp et ce qui restait des villages environnants, et il mena toute son armée, réduite à une trentaine de mille hommes, vers Forchheim, en face de la position des Suédois, sur la droite de la Rednitz.

Pendant quatre à cinq jours, les deux belligérants s'observèrent sans autre action; puis le roi, pour mieux faire vivre ses gens, se dissémina plus encore. Il envoya une partie des troupes en Franconie, et conduisit lui-même le reste en Bavière pour achever la conquête de ce pays, entr'autres d'Ingolstadt. C'était pousser l'éparpillement bien loin, mais il

pouvait tout se permettre en ce genre devant un adversaire aussi peu délié que Wallenstein.

Celui-ci, tenace dans sa ligne de conduite, ne fit rien pour rechercher une bataille. Laissant volontiers courir le duc Maximilien à la défense de ses Etats, il reprit son projet de peser sur la Saxe pour forcer le prince électeur de changer de parti politique. Il marcha donc en Saxe par Bamberg, la forêt de Thuringe, Bayreuth, Cobourg, en ravageant tout sur son passage. Le 2 novembre il occupa Leipsig et s'avança vers Weissenfels et Torgau pour battre l'armée saxonne et occuper Dresde. Arrivé à Weissenfels, il apprit que Gustave-Adolphe, qu'il croyait très occupé en Bavière, se dirigeait de son côté et était déjà arrivé à Erfurt, ce qui suffit à lui faire suspendre son offensive.

En effet Gustave, aussitôt qu'il avait vu accomplie la séparation des Bavaois et des Impériaux, s'était secrètement et rapidement concentré vers Bamberg et Schweinfurt, pour suivre Wallenstein en Saxe et s'y réunir à l'armée saxonne concentrée vers Torgau. Il se porta ensuite à Erfurt où il prit congé de la reine et s'avança par Buttelstadt sur Leipsig. Faisant force de marche vers les défilés de Naumbourg, il réussit, le 9 novembre 1632, à y prévenir un corps d'Impériaux qui s'en approchait de son côté ; mais Weissenfels ayant été occupé par Collorédo, il ne put joindre l'armée saxonne. Il s'arrêta donc à Naumbourg où, maître de déboucher dans la plaine de Lutzen, il se retrancha solidement en attendant des renforts qui devaient lui arriver ; entr'autres le duc de Lunebourg devait venir le rejoindre avec un corps d'armée.

Dans les entrefaites, Wallenstein était revenu en arrière jusqu'à Mersebourg, où Pappenheim l'avait rallié. Se proposant surtout de barrer aux Suédois la route de Leipsig et de l'armée saxonne, il hésita sur ce qu'il devait faire et ne sut

décider lui-même entre les deux alternatives principales qui s'offraient : ou passer les défilés de la Saale et attaquer les Suédois à Naumbourg, qui n'y étaient encore qu'au nombre d'une vingtaine de mille hommes, ou prendre les quartiers d'hiver en se tenant bien en garde contre les entreprises qui pourraient survenir de Naumbourg.

En proie à ces indécisions, Wallenstein avisa, pour s'en débarrasser, au plus fâcheux des moyens. Il convoqua un conseil de guerre, qui estima que Gustave-Adolphe était en train de s'établir un nouveau Nuremberg à Naumbourg, que par conséquent les Impériaux pouvaient en toute sécurité prendre aussi leurs quartiers d'hiver dans cette région et porter, pendant ce temps, la guerre en Westphalie et sur les bords du Rhin, où un corps suédois, renforcé d'un contingent hollandais, menaçait Cologne. C'était, comme l'astrologue de la fable, suivre le cours des astres sans voir le précipice sous ses pas.

Dans ces errements, Pappenheim fut détaché sur Cologne, avec mission de s'emparer, chemin faisant, des places de Moritzbourg et de Halle. Le reste des troupes impériales se répartit en quartiers d'hiver dans toutes les villes voisines ; le corps de Collorédo occupa la citadelle de Weissenfels ; Wallenstein s'établit non loin de Mersebourg, entre le canal et la Saale, prêt à s'avancer au-delà de Leipsig pour empêcher la jonction entre les Saxons et les Suédois.

A peine Gustave fut-il informé du départ de Pappenheim, qu'il prit son parti de profiter immédiatement de cette faute de ses adversaires pour les attaquer. Il leva son camp le 14 novembre et s'avança à marches forcées sur Weissenfels. Ce mouvement répandit une vive émotion dans l'armée impériale, réduite, par les trop nombreux détachements, à une quinzaine de mille hommes, tandis que celle des Suédois en comptait près de 20 mille. Malgré cette infériorité

rité numérique, Wallenstein, dont la réputation avait souffert de ses temporisations de Nuremberg, se crut obligé d'affronter la bataille, espérant d'ailleurs pouvoir la soutenir jusqu'au retour de Pappenheim, qui n'était encore qu'à deux marches de distance, et de quelques autres corps du voisinage qu'il rappela en toute hâte.

Le généralissime impérial déboucha donc dans la plaine pour prendre position sur un terrain connu, entre le canal de Floessgraben et la petite ville de Lutzen. En attendant il était couvert par les corps de Collorédo et d'Isolani, en avant-garde à Weissenfels et dans les collines environnantes.

Au signal convenu de trois coups de canon, tirés du fort de Weissenfels, pour annoncer l'approche de l'ennemi, et répétés par le fort de Lutzen, toutes les troupes marchèrent vers leur place de rassemblement; les éclaireurs d'Isolani se replièrent, avec Collorédo, sur la Rippach, vers Posern à une lieue de Lutzen. Mais dans l'après-midi du 15 les Suédois y arrivèrent et un vif combat d'avant-garde s'y engagea. La résistance fut à peu près égale à l'attaque; on se battit jusqu'à la nuit. — Pendant ce temps les masses suédoises s'approchaient et elles tournèrent la position de Posern par la droite, par Poerstern et Hilperitz, de sorte qu'elles purent franchir la rivière et se mettre en bataille sur la Rippach, en face des Impériaux. — Les deux grands capitaines de la guerre de Trente-Ans allaient enfin se mesurer dans une affaire qui s'annonçait comme décisive. Encore cette fois Gustave sut s'éclairer des avis d'un conseil de guerre sans s'enchaîner à ses décisions. Ses généraux, qu'il avait réunis dans sa voiture lui servant parfois de logement pour la nuit, déconseillèrent la bataille avant la jonction avec l'armée saxonne. Néanmoins Gustave l'ordonna pour le lendemain, heureux de saisir une occasion que la méthode de Wallenstein contre lui rendait si rare.

Si l'opinion du conseil de guerre était fort sage en elle-même, elle oubliait un peu trop que la guerre n'est pas toute de calculs, et qu'il y faut souvent aussi laisser leur part à la fortune des combats et à la vaillance des troupes. Or le cas particulier rentrait dans cet ordre d'événements. Les Suédois avaient la perspective de combattre sans les Saxons, il est vrai, mais sans Pappenheim, ce qui se compensait. Autant valait donc risquer la partie à Lutzen, puisqu'elle s'y présentait, que de l'ajourner à un temps indéfini.

Toutefois une circonstance pouvait peser contre les Suédois. La position de Wallenstein, étudiée à l'avance, était forte par elle-même et par les retranchements qui y avaient été élevés. Il avait établi son front le long de la grande route de Lutzen à Leipzig, ayant commodément derrière lui la route de Halle, par où Pappenheim devait le rejoindre. Ce front était couvert par le fossé de la grande route qui avait été creusé et garni de parapets derrière lesquels s'embusquèrent de nombreux tirailleurs; un peu plus en avant, ce front était encore couvert par deux ruisseaux et par leur confluent, le canal du Flössgraben, venant de la gauche des Impériaux et lui servant d'appui, et le Mühlgraben venant de la droite, de Lutzen, et où s'appuyait leur droite. Quelques abatis et fossés de tirailleurs garnissaient aussi les points convenables de ces cours d'eau, ainsi que le bois de Schkölsiger, poste avancé sur la gauche. En arrière du front s'élevaient les hauteurs du Galgenberg et à sa droite celles des moulins à vent de Lutzen, très propres à recevoir de l'artillerie et à fournir un ferme appui à l'armée impériale dans la direction même d'où elle attendait ses renforts. La route sur Leipzig restait bien un peu livrée à l'ennemi, mais il n'y avait pas de danger que celui-ci osât s'y aventurer en devant y défilier tout le long des lignes de Wallenstein.

Celui-ci, décidé à la défensive, au moins jusqu'à ce que Pappenheim l'eût rejoint, fit prendre à son armée l'ordre de bataille suivant :

A l'aile droite 4 escadrons de cheveau-légers hongrois et croates, ayant à leur gauche un bataillon d'infanterie de 16 compagnies, puis 6 escadrons de dragons, deux compagnies de mousquetaires et 6 escadrons de cuirassiers. Derrière cette aile se placèrent en réserve 4 escadrons de cheveau-légers croates.

Le centre fut formé par une brigade à l'espagnole de quatre forts bataillons échelonnés sur trois lignes, le bataillon de tête comptant 25 compagnies, celui de queue 22 et chacun des deux autres 16. ,

La gauche comprit 8 escadrons de cuirassiers, ayant à leur gauche huit escadrons de cheveau-légers croates et polonais et en réserve 10 escadrons de dragons.

Des groupes de mousquetaires se postèrent en avant et sur le flanc. Une batterie de sept pièces de gros calibre fut établie derrière le front du centre, une autre de 14 pièces de campagne sur les hauteurs des moulins à vent, et une dizaine de pièces sur les pentes du Galgenberg. Les caissons avec les bagages formèrent une dernière ligne.

L'effectif total montait à environ 20 mille hommes, dont 6 mille cavaliers, 11 mille fantassins, 2 mille mousquetaires et quelques centaines d'artilleurs avec 40 canons, la plupart de fort calibre. En outre un millier de charretiers et de valets furent mis à cheval et étendus sur la gauche et en réserve pour y simuler le corps de Pappenheim dont l'arrivée fut annoncée prématurément pour mieux imposer aux Suédois. Collorédo eut le commandement de la droite, Holk celui de la gauche, Isolani celui des avant-postes; Wallenstein garda plus spécialement celui du centre d'où il pouvait diriger aisément le tout.

Quant à l'armée suédoise elle prit son ordre habituel comme suit :

A l'aile droite en première ligne six escadrons de cavalerie et autant en seconde ligne, avec des pelotons de mousquetaires d'une centaine d'hommes dans les intervalles.

Au centre quatre brigades d'infanterie en première et autant en seconde ligne; derrière la seconde ligne deux escadrons de cavalerie.

A l'aile gauche six escadrons de cavalerie à chaque ligne, avec pelotons de mousquetaires dans les intervalles.

Avec chaque brigade de première ligne cinq pièces de fort calibre et sur chaque aile de cavalerie 20 pièces légères.

L'effectif total montait aussi à environ 20 mille hommes, de sorte que les forces des deux armées étaient à peu près égales, mais avec un peu plus de cavalerie et surtout d'artillerie de campagne du côté des Suédois. Le centre de la première ligne de ceux-ci fut aux ordres du comte de Brahe, celui de la deuxième ligne sous Kniphausen, la gauche sous Bernard de Weimar, et le roi garda la droite comme toujours, avec Horn pour second.

De bon matin, le 16 novembre, Gustave mit son armée en mouvement et la fit former en bon ordre en avant de Hilperitz. Là le service divin eut lieu avec un surcroît de solennité et de recueillement. Le roi prononça la prière à haute voix, après quoi lui et les troupes se prosternèrent à terre; en se relevant, ils entonnèrent un formidable chœur religieux⁽¹⁾ accompagné de toutes les musiques, de l'effet le plus imposant. Quelques paroles simples et énergiques prononcées par le roi aux divers corps, en parcourant les rangs, achevèrent d'électriser et d'illuminer les âmes. Malheureusement le ciel ne se montra pas à l'unisson; un épais brouil-

(1) Le psaume de Luther : *Eine feste Burg ist unser Gott*.

lard vint couvrir toute la contrée et ne permit pas d'utiliser sur-le-champ la sainte ardeur des soldats. Il fallut attendre d'y voir clair et jusque-là ne marcher que lentement et à tâtons.

Vers onze heures, une éclaircie s'étant produite, l'armée suédoise se porta plus vivement en avant; elle refoula les tirailleurs impériaux embusqués vers les ruisseaux, et franchit ces obstacles surtout par le pont de Chursitz. Sa droite s'établit vers le bois de Schkœlsiger, sa gauche aux abords de la ville de Lutzen, que Collorédo, en se repliant, incendia pour se couvrir de ce côté. A ce moment les Suédois arrivèrent sous le feu de l'artillerie de la colline des moulins à vent et du fossé de la grande route, et ils durent s'arrêter pour laisser à leur artillerie le temps de se mettre aussi en position. Plusieurs batteries furent installées sur des terrains favorables, une entr'autres au bois de Schkœlsiger, qui rendit les meilleurs services à toute la droite suédoise.

Au bruit d'une vive canonnade Gustave fit avancer sa première ligne en échelons par la droite. Sa première brigade, toute de vétérans suédois, prit sa direction sur les canons impériaux du centre, et, malgré les tirailleurs du fossé, elle réussit à s'emparer de la batterie, qui fut aussitôt tournée contre ses propres troupes. La seconde brigade suédoise, formée par la garde ou les jaunes, s'avança sur les traces de la première contre l'infanterie de Wallenstein qui, de son côté, se portait aussi en avant. Un vif engagement eut alors lieu, auquel vint participer de part et d'autre le reste de l'infanterie de la première ligne du centre. La cavalerie de Piccolomini ayant efficacement chargé la troisième brigade suédoise, Winkel, puis la deuxième, les assaillants durent céder le terrain; ils perdirent la batterie conquise et furent rejetés au-delà du fossé et de la grande route, où ils se rallièrent sous la protection de leur artillerie

qui, à son tour, arrêta et refoula les masses impériales. Sur ce point la bataille ne se continua, pour quelque temps, que par une reprise active de la canonnade et des feux de tirailleurs.

A leur droite les Suédois avaient été plus heureux. Les cuirassiers smalandais, le roi à leur tête, franchirent hardiment la route, suivis par le reste de la cavalerie de première ligne ; ils culbutèrent les Croates d'Isolani et quelques escadrons de dragons et de cuirassiers, et entamèrent, avec la réserve de Haraucourt, une action fort disputée. Tandis qu'ils répandaient le désordre et la mort sur leur front, une portion des cheveu-légers croates les tourna ; mais ils allèrent trop loin, jusqu'aux bagages, qu'ils se mirent à piller jusqu'à ce qu'ils en fussent chassés par la cavalerie suédoise de seconde ligne et de la réserve, ce qui ne laissa pas de semer aussi quelque trouble dans cette partie de l'ordre de bataille.

A la gauche, les Suédois, suivant le système tactique du roi et pour éviter les feux des batteries des moulins à vent, avaient été moins actifs. La cavalerie n'avait fait que des démonstrations, à l'aide desquelles la brigade d'infanterie de gauche de la 1^{re} ligne, sous le colonel Wildenstein, put se mettre en possession du fossé de la grande route ; allant plus loin, elle s'empara même de quelques maisons des moulins de Lutzen ; mais là elle fut arrêtée par les 14 pièces de la colline et dut, plus tard, suivre le mouvement de retraite des autres brigades sur sa droite.

C'est à ce moment qu'arriva l'événement capital et le plus douloureux de la journée ainsi que de toute cette guerre. Le roi Gustave-Adolphe avait quitté sa cavalerie victorieuse à la droite pour accourir, en tête du régiment Steinbock, à l'aide de son centre refoulé. Dans les entrefaites le colonel Steinbock ayant été blessé le roi prit effectivement le com-

mandement du régiment et il se précipita au fort de la mêlée. Le premier au-delà des fossés, il s'efforçait de ramener son monde au feu quand son vaillant coursier le sépara quelques instants de sa cavalerie ; ajusté alors par un mousquetaire impérial, il reçut une balle qui lui fracassa le bras gauche. En vain l'intrépide guerrier surmonte la douleur et assure les gens qui l'entourent que la blessure, malgré les flots de sang qui s'en échappent, est légère ; à peine a-t-il lancé en avant le régiment qui l'a enfin rejoint que ses forces l'abandonnent et qu'il demande en français au duc de Lauenbourg de le conduire sans bruit hors de la mêlée. Le duc obéit ; tous deux se dirigent vers la droite ; mais pendant le trajet une seconde balle traverse le dos du roi qui tombe de cheval ; bientôt criblé de nouvelles blessures, il expire au milieu des ennemis qui ne le reconnaissent pas. Son seul aide-de-camp, le duc de Lauenbourg, avait pris la fuite sur l'invitation même du mourant.

Le cheval du roi, bien connu de toute l'armée, galopant effaré et ensanglanté vers sa place habituelle de la droite, répandit partout la triste nouvelle. Mais elle fit sur ces vaillants soldats, quoique en situation critique, l'effet contraire à celui qu'elle aurait eu sur mainte autre troupe ; elle doubla leur courage et leur fureur. Tous jurent de venger dans le sang ennemi la mort de leur chef bien-aimé. Bernard de Weimar, qui, du consentement des généraux, spontanément réunis autour de lui, prend le commandement en chef, est dans les mêmes ardentes dispositions.

L'attaque recommence vers deux heures après-midi. Elle se fait comme la précédente, mais la seconde ligne en avant et suivie de près par la première ligne, qui n'entend pas rester en réserve quand il s'agit de reprendre aux ennemis le cadavre de son roi.

Cette nouvelle action, promptement générale et vigoureu-

sement conduite, donna bientôt l'avantage aux assaillants. Tandis que Wallenstein se vit fortement pressé sur son front par l'infanterie, ses deux ailes furent débordées par la cavalerie, son artillerie enlevée fut tournée contre lui. En même temps, soit par l'effet du hasard, soit par celui d'une bombe, une provision de munitions, tenue au Galgenberg, fit explosion et répandit, avec l'incendie dans les parcs, la terreur sur les derrières des combattants ébranlés. Déjà ils commençaient une retraite désordonnée quand un nouvel incident de cette journée si riche en péripéties vint un moment changer la face des choses.

Pappenheim entra en ligne. Nanti à Halle des ordres de Wallenstein, il était venu en toute hâte avec ce qu'il avait sous la main et se faisant suivre par le reste. Pour l'heure, il débouchait à la gauche des Impériaux avec environ 4 mille cavaliers. Malgré la haletante course qu'ils venaient de fournir, ils chargèrent avec vigueur la droite suédoise, qui fut forcée de plier. Heureusement le reste de la ligne n'en fut pas ébranlé. Le duc de Weimar venait même, du haut des collines des moulins, d'ordonner une nouvelle attaque contre le Galgenberg, où Wallenstein s'était replié et s'efforçait de se remettre en ordre de combat. Le général protestant put voir à temps le danger de sa droite et il ajourna son mouvement contre le Galgenberg. Se bornant sur ce point à faire harceler les Impériaux, il se porta, avec ses escadrons de la gauche, contre le corps de Pappenheim, le chargea rudement et le refoula. Les cavaliers impériaux, épuisés de fatigue, venaient de perdre leur chef, frappé mortellement au plus fort d'une mêlée où il avait espéré trouver le roi lui-même. Assaillis sans relâche par le duc Bernard, ils se débandèrent et lâchèrent le terrain, vivement poursuivis sur la route de Leipsig.

Le reste de l'armée de Wallenstein y gagna néanmoins

d'être suffisamment dégagé pour pouvoir effectuer, à la nuit, sa retraite sur Leipsig en faisant bonne contenance.

Le champ de bataille resta aux Suédois avec presque toute l'artillerie impériale, succès chèrement payé par la perte de leur roi. Environ 10 mille morts jonchaient le terrain, dont près de la moitié du côté des Suédois ; les blessés montaient à peu près au double, ce qui ferait de cette bataille la plus meurtrière des temps modernes.

Le corps du roi ne fut retrouvé que le lendemain, si défiguré par les blessures et les meurtrissures des pieds des chevaux qu'on eut grand'peine à le reconnaître. Embaumé à Weissenfels, il fut transporté à Stockholm et solennellement inhumé dans un mausolée qu'entoure encore aujourd'hui la patriotique dévotion des peuples suédois ⁽¹⁾.

La perte était immense pour son armée et pour sa cause. Aussi des deux côtés, malgré la défaite matérielle des Impériaux, on se félicita des résultats de la journée. Si un deuil profond y répondit en Suède et dans les pays protestants à cause de la mort de Gustave, des salves de réjouissance furent tirées à Vienne, à Madrid et à Bruxelles.

Quoiqu'il en soit la Saxe, objectif de la bataille de Lutzen, fut évacuée par Wallenstein, qui se replia en Bohême, et perdue pour les Impériaux. Bernard de Weimar ne tarda pas à l'occuper avec toutes ses places fortes.

Ces événements décisifs ne terminèrent pas la guerre, qui dura une quinzaine d'années encore. Mais sa continuation, dirigée par quelques-uns des meilleurs élèves de Gustave, nous intéresse moins et nous ne nous y arrêterons que

(1) Nous ne croyons pas devoir nous arrêter à l'hypothèse, fort répandue en son temps, de l'assassinat de Gustave par le duc de Lauenbourg, hypothèse que les meilleurs juges modernes (entr'autres Geyer, traduction de Lundblad p. 388) estiment « dénuée de toute vraisemblance. »

comme introduction à la période qui suivit, à laquelle elle se lie directement.

Sur la guerre de Trente-ans elle-même, nous en savons assez pour notre but. Nous y avons pu suivre la renaissance de l'art militaire moderne dans ses diverses branches par les soins de Gustave-Adolphe, qui la résume tout entière. A la fois homme d'état et homme de guerre, stratège et tacticien, organisateur et inventeur, général à hautes vues et soigneux des détails, artilleur et ingénieur aussi bien que brillant chevalier, penseur et philosophe non moins que courageux et infatigable *troupier*, homme d'études et homme d'action, grand capitaine dans toute la force du terme, Gustave-Adolphe reste une des plus belles figures de l'histoire et l'une des gloires de l'humanité, malgré sa fin prématurée à l'âge de 37 ans seulement.

Les écrivains français n'ont ordinairement pas assez rendu justice au rôle capital de la Suède et à son héros pendant cette féconde période.

Tandis que les historiens généraux, éblouis par la brillante part que prit la France à la fin de cette guerre et au traité de Westphalie, comme nous le verrons tout à l'heure, ont fait de Gustave-Adolphe un simple agent de la grandeur politique de Richelieu, les écrivains militaires ont été plus loin encore : ils lui contestent son mérite éminent de créateur de l'art militaire moderne. La belle collection Liskenne et Sauvan, dans les précieux documents de ses neufs gros volumes sur l'art et l'histoire militaires, depuis Hérodote et Xénophon jusqu'à Napoléon et Jomini, n'a pas un mot sur la Suède de la guerre de Trente-ans. L'estimable Rocquancourt même essaie d'établir⁽¹⁾ que les véritables fondateurs de l'art militaire moderne sont, non pas Gustave-

(1) Cours d'art et d'histoire militaire. vol. I. 70. Leçon, p. 254-287.

Adolphe et son émule Maurice de Nassau, mais les capitaines français Montluc, Coligny, Lanoue, Biron, Henri IV et Rohan tous ensemble. C'est là une exagération manifeste sortie d'un subtil paradoxe. Sans nul doute Gustave-Adolphe profita des leçons de ses devanciers, comme tous les grands capitaines du monde ; sa tactique rappelle même frappamment celle d'Alexandre ; mais ce fut bien le héros suédois qui donna incontestablement le sceau aux expériences de ses prédécesseurs et qui fixa, pour autant que la chose pouvait l'être au milieu d'un mouvement progressif constant et complexe, les diverses méthodes d'organisation et de guerre alors en vigueur.

Quant à son rôle politique, il a été remis à sa vraie place par quelques mots justes et caustiques d'un Français que son pays ne reniera pas, de Voltaire, quand il dit du vainqueur de Leipsig et de Lutzen : « Il ébranla le trône de Ferdinand II ; il protégea les luthériens en Allemagne, secondé par les intrigues de Rome même, qui craignait encore plus la puissance de l'Empereur que celle de l'hérésie. Ce fut lui qui, par ses victoires, contribua alors en effet à l'abaissement de la maison d'Autriche, entreprise dont on attribue toute la gloire au cardinal de Richelieu, qui savait l'art de se faire une réputation, tandis que Gustave se bornait à faire de grandes choses (2). »

Retournons maintenant, par la fin de la guerre de Trente-ans, vers la France. Cette nation, obligée de participer aussi à la grande lutte allemande devenue européenne et de reprendre l'œuvre interrompue de François I^{er} contre l'Empire, fut lancée dans des guerres où, par les mérites de quelques-uns de ses généraux et par les progrès qui s'y réalisèrent, elle regagna le premier rang parmi les puissances ayant marqué dans le développement de l'art militaire.

(2) Voltaire. Histoire de Charles XII, Livre I, p. 6.

III

Les Weimariens. — Débuts de Turenne et de Condé. — Fin de la guerre de Trente-ans.

La mort de Gustave-Adolphe, sans autre successeur qu'une fille de six ans, était un événement immense et particulièrement douloureux pour les protestants, dont la cause reposait toute sur sa tête. Mais c'est un privilège des grands caractères de donner à leurs alentours une impulsion qui leur survit. L'armée sans chef avait continué la bataille de Lutzen et finalement remporté la victoire; de même le sénat de Stockholm décida de poursuivre la lutte entamée, et ses efforts furent aussi couronnés de succès.

Un des premiers soins des chefs protestants laissés à eux-mêmes fut de se réunir en assemblée générale pour s'entendre sur l'avenir. Cette réunion, qui eut lieu à Erfurt, comptait des délégués non-seulement de Suède et d'Allemagne, mais de France, d'Angleterre, de Hollande. Elle résolut de continuer la guerre sous la haute direction du chancelier Oxenstiern et sous le commandement militaire de Bernard de Weimar, secondé de Horn et de Banner.

A cet effet, une ligue nouvelle fut conclue à Heilbronn le 9 avril 1633. La France fournirait, outre des subsides, un secours actif contre les alliés de l'Empire de son voisinage,

c'est-à-dire surtout contre l'Espagne, la Lorraine et les princes ecclésiastiques des contrées rhénanes. D'autre part, les électeurs de Brandebourg et de Saxe, vu cette intervention française, refusèrent d'adhérer à la ligue.

Dans le courant de l'été 1633, les hostilités reprirent avec vigueur et sur une vaste échelle.

Les Impériaux, renforcés d'une quinzaine de mille hommes venus d'Italie par la Valteline et le Tyrol, sous les ordres du duc de Féria, firent d'abord bonne contenance. Leurs avantages furent de courte durée. Une armée française, sous le maréchal La Force, et le corps suédois de Horn soumièrent successivement l'Alsace, la Lorraine, les électors de Trèves et de Cologne, le comté de Montbéliard sans grande opposition, tandis que Féria et le corps d'Altringer, détachés de l'armée de Wallenstein, étaient battus en Souabe et autour de Brissach sur le Haut-Rhin, par les Suédois.

Ces derniers se ruèrent ensuite sur la Bavière et Bernard de Weimar reprit le plan de Gustave de marcher sur Vienne par le Danube. Il réussit bien à s'emparer de Ratisbonne et de la ligne de l'Isar, en refoulant devant lui les Bavarois, sous Jean de Werth, mais il ne put franchir l'Inn et dut se replier sur Ratisbonne pour y prendre ses quartiers d'hiver.

Néanmoins, avec les avantages remportés sur le Rhin et dans la Basse-Saxe, la cause protestante avait tous les profits de la campagne. Elle les devait en bonne partie à l'étrange inaction de Wallenstein en Bohême. Le superbe condottier, mécontent de l'empereur et du duc Maximilien, avait refusé de marcher au secours de la Bavière; il méditait même, pour maintenir son omnipotence menacée, de s'entendre avec les Suédois et de s'approprier la couronne de Bohême. Poussé à bout, l'empereur le déclara secrètement hors la loi et le fit assassiner par quelques-uns de ses officiers (février 1634).

Wallenstein fut remplacé par le jeune roi de Hongrie, avec Gallas et Piccolomini pour mentors, et le duc Charles de Lorraine et Jean de Werth pour lieutenants. Il reprit Ratisbonne, Donauwerth et se joignit, en Souabe, à un corps d'Espagnols et d'Italiens amenés par l'infant d'Espagne et le général Lleganès. Ces forces, montant à une quarantaine de mille hommes, allèrent mettre le siège devant Nordlingen.

Bernard, même réuni à Horn, n'avait que 25 mille hommes à leur opposer. Malgré cette infériorité, il ne voulut pas attendre les renforts qui pouvaient aisément lui arriver et il marcha au secours de la ville menacée. Il attaqua bravement les positions impériales, mais ses efforts persistants et sa vaillance échouèrent contre le nombre. Les Suédois subirent là une défaite sanglante (6 septembre 1635). Horn y fut fait prisonnier, tous les canons furent perdus et Bernard ne put se réfugier à Francfort qu'avec 5 ou 6 mille hommes débandés.

Cette défaite devint un vrai désastre pour les protestants allemands. Les Impériaux s'avancèrent triomphalement jusqu'au Rhin, ils y battirent encore le Rhingrave Othon (28 septembre 1635) devant Strassbourg, et toute l'Allemagne méridionale fut reconquise aux catholiques, qui y répandirent la terreur. Au nord, la Saxe et le Brandebourg s'empressèrent d'échapper au naufrage en concluant, à Prague, leur paix particulière avec l'Empire.

Dans cet état de choses, la France, d'ailleurs provoquée par un coup de main des Espagnols de Luxembourg contre Trèves, ne pouvait plus se dispenser d'entrer ouvertement en lice. Elle le fit en effet et de manière à donner acte de sa présence. Près de 150 mille hommes furent mis en mouvement en quatre armées : deux sur le Rhin, une en Belgique, une en Italie.

Toutefois cette première campagne, en 1635, n'offrit rien de marquant ni de décisif sauf quelques belles opérations du duc de Rohan en Alsace, puis dans la Valteline.

En Belgique les Français, précédés d'une déclaration de guerre très-solennelle et accompagnés d'un manifeste de Richelieu appelant les peuples à la liberté, n'obtinent que de trompeurs succès. Ne s'entendant pas avec les Hollandais auxquels ils s'étaient ralliés, ils furent arrêtés sous les murs de Bruxelles et de Namur et durent céder du terrain devant les généraux Piccolomini et Thomas de Savoie.

En Lombardie, autour de Valenza, l'armée du maréchal Créquy, quoique assez bien secondée par le duc de Parme, mais fort mal par le duc de Savoie, ne sut à peu près rien faire.

Sur le Rhin le terrain fut plus disputé. Les Français du maréchal La Force et du cardinal La Valette (un collègue et ami de Richelieu dont le grand ministre voulait faire un homme de guerre) avaient d'abord pris Heidelberg, puis, ralliés au duc Bernard, tout le cours du fleuve. Mais après la défaite du duc de Rohan ils durent rétrograder peu à peu presque sous le canon de Metz devant Gallas et le duc de Lorraine Charles IV. Celui-ci reprit même St-Michiel-sur-Meuse, ce qu'on considéra en France comme si fatal, que le roi alla en personne reconquérir cette place à l'aide de 12 mille Suisses appelés en toute hâte de leurs montagnes et de milices champenoises. Ces troupes recouvrèrent encore quelques places de la Lorraine et de l'Alsace, mais Gallas hiverna en Alsace et Charles IV en Franche-Comté.

Ces déceptions engagèrent le gouvernement français à se rattacher plus étroitement Bernard de Weimar, toujours habile et intrépide, mais vacillant et en quête d'une couronne. Par traité dûment conclu à Paris, en novembre 1635 on lui assura une pension annuelle de 1 1/2 million de francs

pour lui, de 4 millions pour son armée d'une vingtaine de mille hommes, puis l'Alsace comme fief français, s'il pouvait la prendre. De part et d'autre il n'y avait guère de sincérité dans cette dernière condition, mais comme elle n'était qu'éventuelle le bon accord ne s'en établit pas moins. Au printemps 1636, avant de rouvrir la campagne, un autre traité régularisa les relations entre la France et la Suède. Celle-ci guerroyerait en Bohême et en Silésie, celle-là sur ses frontières; la France fournirait en outre un subside d'un million de francs par an.

La Franche-Comté, dont la fausse neutralité avait été fort gênante aux Français pendant l'année précédente, reçut les premiers coups de la campagne de 1636. Une armée aux ordres du prince de Condé envahit cette province en appelant les populations à l'indépendance et à la nation française. Cet appel eut peu d'écho, et la ville de Dole opposa une si ferme résistance qu'il fallut l'assiéger régulièrement. Au bout de deux mois le siège n'avait fait aucun progrès.

Vers le Rhin, mais toujours en deçà, le cardinal La Valette et Bernard de Weimar, opérant ensemble, ravitaillèrent quelques places alsaciennes et recouvrèrent la Haute-Sarre et Saverne, contre l'empereur qui était venu commander en personne les troupes de Gallas et du duc de Lorraine. Les succès s'arrêtèrent là.

Ces lenteurs en Franche-Comté et en Alsace nuisirent aux opérations françaises en Belgique, où Richelieu avait espéré faire rabattre une portion des autres armées. Là les Impériaux avaient plus de 35 mille hommes, moitié infanterie, moitié cavalerie, avec un gros parc d'artillerie, réunis autour de Liège sous les ordres de Thomas de Savoie, Piccolomini et Jean de Werth. Après s'être emparés de Liège ils pénétrèrent en Picardie, accompagnés aussi d'un mani-

feste révolutionnaire, lequel, entrant dans des intrigues de cour, prenait en main la cause de la reine-mère et des adversaires exilés du cardinal. Ils s'emparèrent presque sans coup férir des petites places de la Capelle et du Catelet et s'avancèrent sur la Somme.

L'alarme fut grande en France, surtout dans les régions envahies. Par suite de la négligence de quelques hauts fonctionnaires on y manquait à la fois de troupes et d'argent pour en lever. Une force d'une trentaine de mille hommes fut réunie avec peine à Saint-Quentin sous les ordres du comte de Soissons et des maréchaux de Chaunes et de Brézé. Ces généraux s'entendirent si bien à éparpiller leurs troupes qu'il ne leur resta qu'une douzaine de mille hommes pour disputer le passage de la Somme aux Impériaux. Ceux-ci franchirent la rivière à Cerisi (entre Brai et Corbie), le 2 août 1636, prirent ensuite Roie et s'avancèrent sur l'Oise, tandis que les Français se repliaient sur Noyon et Compiègne.

La terreur régnait déjà au sein de Paris avec une grande colère contre Richelieu, honni comme l'auteur de ces misères. Néanmoins on s'y prépara énergiquement à la défense. Les bourgeois se mirent sur pied et se rangèrent autour du vieux maréchal La Force ; des fortifications furent élevées, Condé rappelé de Dolé et les Hollandais implorés d'agir sur les derrières des Impériaux.

On ne sait ce qui fût arrivé si ceux-ci avaient poursuivi leur offensive avec l'entrain qu'ils y avaient mis au début. Malheureusement ils s'arrêtèrent au siège de Corbie, et quoiqu'ils finissent par enlever cette place, ils perdirent dans cette opération secondaire un temps précieux. Les Français purent réunir déjà en septembre une force d'une quarantaine de mille hommes à Compiègne, ce qui mettait Paris à l'abri d'un coup de main. Monsieur (Gaston, frère

du roi) qui commandait cette armée, prit à son tour l'offensive et marcha de Compiègne sur Roie, où il fit aussi son siège, qui dura trois jours.

Ces incidents forcèrent Jean de Werth à changer de rôle. Il effectua sa retraite après avoir mis garnison dans Corbie. Cette ville fut reprise au bout de deux semaines de siège; dès lors une situation qui n'avait plus rien de critique se rétablit sur cette frontière. Il en coûtait aux Français la conquête de la Franche-Comté, complètement manquée pour cette fois, malgré une heureuse diversion qu'y tenta Bernard de Weimar.

Tout ne fut pourtant pas mécompte dans cette laborieuse campagne. Les échecs relatifs des Français avaient été favorables à leurs alliés suédois, d'autant plus dégagés des masses ennemies. Le landgrave de Hesse-Cassel s'était vaieusement maintenu en Westphalie contre des forces supérieures. Dans le Brandebourg, Banner avait remporté une grande victoire, à Wittstock (23 septembre 1636), sur l'électeur de Saxe et les Autrichiens du comte de Hatzfeld. Ce succès lui avait livré du coup tout le Brandebourg, la Thuringe, la Hesse, qui furent débarrassés d'Impériaux, puis la Saxe sur laquelle le vainqueur fit peser de dures mais méritées représailles, tout en y donnant de bons quartiers d'hiver à ses troupes.

Au printemps 1637 cette situation se modifia. Gallas rappelé en Allemagne, et les électeurs de Brandebourg et de Saxe réunis, forcèrent Banner à se replier vers la Baltique et à défendre pied à pied la Poméranie dont le duc venait de mourir et dont l'héritage était réclamé à la fois par le Brandebourg et par la Suède.

Dans la Valteline, Rohan, quoique délaissé par son gouvernement, se maintint longtemps contre les Autrichiens secondés de l'insurrection du pays et bientôt de troupes

espagnoles. Après une défense qui peut encore servir de modèle pour la guerre de montagne, Rohan dut enfin céder au nombre et se retirer. Aigri contre le cardinal de Richelieu il s'exila à Genève et disparut pour le moment de la scène.

Sur le Rhin la forteresse d'Ehrenbreitstein, qui tenait depuis deux ans, fut enfin prise par Jean de Werth, ainsi que Hanau. Coblenz quelque temps auparavant avait été aussi perdue par les Français, de sorte que ceux-ci ne possédèrent plus de places dans l'électorat de Trèves.

Au midi leurs armes furent plus heureuses. Les Espagnols sortis du Roussillon furent battus à Leucate (29 septembre 1637) par le duc d'Halluin qui y gagna son bâton de maréchal; les îles de Lerins leur furent aussi reprises.

En même temps la Franche-Comté fut le théâtre d'une nouvelle campagne. Cette province espagnole, si fort au goût de la France, fut envahie par Longueville du côté du sud et par Bernard de Weimar du côté du nord. Ils la parcoururent en tous sens, repoussèrent dans plusieurs combats le duc de Lorraine et les milices franc-comtoises, mais durent borner leurs trophées à la prise de quelques petites places. Le cardinal La Valette, adjoint à Bernard de Weimar, fut appelé en Belgique et Bernard sur le Rhin contre Jean de Werth. Seul à la tête de l'armée mixte franco-allemande, Bernard la réorganisa à peu près au système de son maître Gustave-Adolphe; mais le gouvernement français, prenant ombrage de ces mesures, le laissa manquer des renforts et des approvisionnements nécessaires, ce qui le força de se replier sur l'Alsace aux environs de Bâle. Il n'avait fait en somme que des courses infructueuses du Rhin en Franche-Comté et vice-versa.

Comme diversions, ces courses ne furent guère plus utiles par suite de la mauvaise direction des opérations sur

le théâtre principal de la guerre, en Belgique. Un vaste plan avait été combiné pour cette zone, entre Richelieu et le prince d'Orange. On devait agir par terre et par mer contre Dunkerque. Le cardinal La Valette devait encore marcher par Liège pour se rallier cette grande ville, et le maréchal Chatillon opérer en Luxembourg. Ces projets trop compliqués se contrecarrèrent les uns les autres; on s'entendit mal, il y eut des lenteurs, du temps perdu à une foule de sièges insignifiants, et cette campagne, pour laquelle de si grands moyens avaient été réunis, n'aboutit qu'à brouiller les Français et les Hollandais et à déconsidérer La Valette dans l'esprit même de son compère Richelieu. On vit en revanche à la défense de Maubeuge se distinguer un officier qui va devenir un attrayant sujet de nos études, Turenne alors colonel, neveu et élève de Maurice de Nassau.

En 1638 la guerre fut reprise avec plus de vigueur et plus d'efficacité. Bernard de Weimar en eut tous les honneurs. En février il se porte du Jura bernois par la Suisse sur le Rhin, s'empare des villes forestières impériales de Lauffenbourg, Waldshut, Seckingen et va mettre le siège devant Rheinfeld. Les Impériaux, un moment déconcertés par ce mouvement tournant leur gauche, accourent néanmoins en plusieurs corps séparés. Jean de Werth les réunit, fait lever le siège de Rheinfeld et repousse Bernard sur Lauffenbourg après plusieurs sanglantes affaires, où Rohan, venu combattre avec cette petite armée, fut blessé mortellement (28 février). Comme les vainqueurs fêtaient leurs succès Bernard, qui s'était replié en très-bon ordre, les attaque à son tour à Rheinfeld, le 3 mars, les surprend et les bat si complètement qu'il leur capture toute leur artillerie et quatre généraux. Parmi ceux-ci se trouve Jean de Werth, qu'il envoie en trophée à Paris, où deux ans auparavant il avait jeté tant d'épouvante. Après cet exploit Bernard prend

Fribourg et tout le Brisgau, puis renforcé par un corps français sous le maréchal Guébriant et où se trouve le colonel Turenne à la tête d'un régiment de Liégeois, il va bloquer la place de Brissach, importante tête de pont sur la droite du Haut-Rhin, clef à la fois de l'Alsace et de la Forêt-Noire. Douze mille Impériaux sous Savelli et Goetz avec un immense convoi s'avancent pour secourir et ravitailler Brissach. Bernard se porte à leur rencontre, les bat et les disperse totalement à Wittweyer en Souabe (9 août). Goetz réussit à rallier 5 à 6 mille hommes et à se faire rejoindre par le corps du général vallon Lamboi. Avec ces forces il reprend son projet et donne rendez-vous sous les murs de Brissach au corps du duc de Lorraine appelé de l'Alsace.

Ce n'était pas devant un adversaire comme le duc de Weimar qu'un projet aussi vicieux pouvait rester impuni. Profitant habilement de sa position centrale Bernard court d'abord à Charles IV et le défait à Thann le 15 octobre, il revient aussitôt à son camp déjà menacé par Goetz et bat encore ce général dans une chaude bataille le 23 octobre où de nouveau Turenne se distingue par sa bravoure et par son coup d'œil. Brissach se défendit encore vaillamment pendant quelques semaines et capitula enfin le 18 décembre.

Ces victoires répandirent l'allégresse en France. Le cardinal de Richelieu surtout ne se sentait pas de joie et daigna trouver que Bernard gagnait bien sa pension.

Sur les autres théâtres les résultats de la lutte s'étaient mieux balancés. La flotte française avait, il est vrai, battu la flotte espagnole dans deux rencontres, devant Gênes et à Gueretaria sur les côtes du Portugal. Mais en Italie Créquì avait été défait et tué devant le fort de Brema (mars 1638) qui se rendit au gouverneur de Milan Lleganez. Celui-ci s'empara ensuite de Vercelli, malgré les efforts du cardinal

La Valette envoyé avec des troupes pour remplacer Créqui. Les Français ne purent se maintenir qu'avec peine à Casale.

En Belgique les maréchaux La Force, Chatillon, Brézé, assez peu secondés par les Hollandais, se trouvèrent à forte partie, malgré leur effectif de 40 mille hommes, contre Piccolomini et Thomas de Savoie sous l'habile direction supérieure de l'infant d'Espagne. De part et d'autre on se consuma en longs sièges. Ayant échoué devant St-Omer les Français durent se consoler par la prise des petites places de Reuti et du Catelet.

En Franche-Comté le duc de Longueville avait aussi continué à prendre quelques petites places, Lons-le-Saulnier, Poligny ; il se maintint dans le pays en escarmouchant contre le duc de Lorraine.

En Espagne la lutte se poursuivit sur terre et sur mer. Le prince de Condé éprouva de graves échecs devant Fontarabie, par suite de la jalousie de ses deux lieutenants, les ducs de La Valette et d'Epéron. Aussi malgré la victoire navale de Gueretaria, mentionnée plus haut, les Français durent évacuer l'Espagne et faire une retraite qui se changea bientôt en déroute.

L'année suivante (1639) une flotte espagnole sous l'amiral Oquendo fut encore battue dans la Manche par les forces hollandaises et françaises de l'amiral Martin Trumpp.

Sur terre la guerre de sièges recommença en Belgique ; elle n'y fut pas favorable aux Français qui subirent un revers considérable devant Thionville. Piccolomini put y donner brillamment la chasse aux troupes de Feuquières dont la cavalerie avait été prise d'une étrange panique.

Pendant ce temps les Weimariens et les Suédois s'apprêtaient à des coups plus décisifs. Ils voulaient reprendre l'ancien projet d'une double marche sur Vienne, Weimar par la Bavière, Banner par la Bohême.

Depuis la prise de Brissach Bernard de Weimar était sans contredit la personnalité la plus marquante des armées de l'Europe. Le roman de ses espérances commençait à devenir une réalité ; il comptait régner en Alsace et certes ce n'était point trop prétentieux de sa part. Affectant déjà des allures indépendantes il avait refusé d'aller triompher à Paris où une nièce de Richelieu lui était offerte en mariage. Il est vrai qu'une autre opération matrimoniale lui tenait plus à cœur. La veuve du landgrave de Hesse-Cassel, l'héroïque Amélie, femme d'esprit et de courage, vers laquelle d'ailleurs ses sentiments le portaient, pouvait lui apporter avec sa main un commencement d'armée et de royaume qui n'était point à dédaigner.

Le cardinal de Richelieu, qui avait pénétré tous ces projets, fut fort inquiet, comme on pense, du nouvel empire rhénan qui menaçait de se fonder à ses portes. S'occupant aussitôt de contreminer les plans de son trop glorieux pensionnaire, il commença à se créer à prix d'or des attaches dans sa place de Brissach. Le destin le servit mieux encore. En juillet 1639 la brillante carrière de Bernard se termina subitement à Neubourg sur le Rhin. Comme il était très-robuste et encore jeune, 36 ans, on attribua au poison cette mort inopinée qui venait si bien calmer les appréhensions de la politique française. Mais il paraît qu'il ne fut victime que de la contagion pestilentielle qui avait éclaté dans son camp.

Sa vaillante armée, la meilleure portion de son héritage, fut fort convoitée ; elle passa ou plutôt elle resta à la France qui fut d'ailleurs le compétiteur le plus offrant. Richelieu sut y aider par toutes les ressources de sa vigoureuse politique. Il entra en composition avec le prince Guillaume, frère et héritier de Bernard, ainsi qu'avec plusieurs de ses lieutenants ; il fit emprisonner un autre concurrent, l'élec-

teur palatin qui se trouvait en France, et il acheta la place de Brissach à son gouverneur d'Erlach, de Berne. Longueville fut placé à la tête des Weimariens avec Guébriant pour second. Ces excellents soldats apportèrent sous les drapeaux français une bonne partie des institutions et des usages de Gustave-Adolphe, perfectionnés encore par Bernard ; c'est ainsi que se maintint sans interruption la chaîne des progrès de l'art militaire dès le héros suédois aux grands généraux du siècle de Louis XIV et qu'on peut dire que ceux-ci furent les disciples et les continuateurs de ceux-là.

De son côté Banner n'était pas resté fort au-dessous de son collègue Weimar. Il avait fait des prodiges de valeur et de hardiesse sur l'Elbe et sur l'Oder. Deux fois il avait traversé cette dernière rivière à la nage ou avec de l'eau jusqu'au cou et échappé à des ennemis qui croyaient l'avoir complètement cerné. Après avoir reçu en Poméranie des renforts de la Suède, il battit successivement le général impérial de Salis et les Saxons, pénétra en Saxe, en Bohême et jusqu'en Moravie en ravageant tout sous ses pas. En 1640, trop chargé de butin, il fut moins heureux et dut revenir sur le Weser pour y prendre des quartiers d'hiver et se joindre à l'armée weimarienne et à celle de la landgrave de Hesse-Cassel passée aussi à la solde de la France. Mais les deux généraux Banner et Guébriant s'entendirent mal entre eux, et Piccolomini, qui leur était opposé, les condamna pour quelque temps à l'inaction, les Suédois sur le Weser, Guébriant dans la Hesse.

Encore au fort de l'hiver Banner reprit la campagne par un coup de-main sur Ratisbonne où la diète catholique était assemblée sous la présidence de l'Empereur. Les vents lui furent contraires. Au moment où il espérait franchir le Danube sur la glace, le dégel survint ; il ne put que terroriser la ville par son artillerie.

Toujours en désaccord avec Guébriant qui au lieu de le suivre en Bavière et en Moravie retourna sur le Rhin, Banner isolé fut bientôt menacé sérieusement par les Impériaux de Piccolomini. Il put cependant les éviter, gagner la Saxe et rallier Guébriant à Zwickau. Ils se replièrent ensemble derrière la Saale et sur Halberstadt. Là Banner trouva le terme de ses exploits, en mai 1641, par suite des débauches qui lui étaient familières.

Sur les autres théâtres l'année 1640 portait plutôt ses faveurs aux Français. En Italie Harcourt avait brillamment refoulé Lleganez sous Casale, puis enlevé Turin après 4½ mois de siège pendant lesquels Turenne, alors lieutenant-général, déploya des qualités qui le mirent encore plus en évidence.

En Belgique les mêmes généraux français et deux corps hollandais s'emparèrent de la place d'Arras.

En Espagne Brézé remporta une victoire navale à Cadix sur l'amiral Castignosa, tandis que le Portugal et la Catalogne s'insurgeaient contre le roi d'Espagne et s'alliaient avec la France.

En 1641 la campagne de Belgique se compliqua d'incidents particuliers. Le duc de Lorraine s'était rendu à Paris pour y faire sa paix ; rentré dans une partie de ses biens et mécontent de cette restriction il se déclara de nouveau pour les Espagnols. En même temps le puissant comte de Soissons avait commencé la guerre civile en France et s'était joint aux Impériaux. Cela ne donna rien de marquant. La Meilleraie poursuivit la conquête de l'Artois et presque toute la Lorraine fut recouvrée. Mais Chatillon s'y laissa battre à la Marfée (5 juillet) par Lamboi et les conjurés, auxquels il n'échappa que par miracle en se sauvant à Rethel. Heureusement pour Richelieu le comte de Soissons fut tué dans une rencontre à la tête d'une brillante charge de cavalerie, ce qui ajourna la guerre civile.

En Italie, malgré l'hostilité des princes de Savoie, Harcourt remporta quelques succès ; il prit entr'autres Coni et chassa les Espagnols de Monaco dont le prince se mit sous la protection de la France.

En Catalogne la lutte se concentra surtout à Tarragone assiégée du côté de terre par La Motte et bloquée par l'amiral Sourdis. Quelques combats navals eurent lieu, à la suite desquels les Français durent lever le siège. Chose curieuse ! les deux amiraux furent disgraciés en même temps par leurs gouvernements pour ces opérations. Barcelone de plus en plus menacée par les Castellans déclara formellement se donner à la France.

En Allemagne la mort de Banner fit chômer les hostilités. Guébriant y gagna néanmoins le combat de Wolfenbüttel (29 juin) près Brunswick, après quoi il resta en défensive sur l'œker attendant la jonction des Suédois de Torstenson qui devait remplacer Banner. Le reste de l'année se passa en négociations diplomatiques. Elles amenèrent, le 25 septembre, un traité pour l'ouverture de conférences diplomatiques à Münster et à Osnabrück en vue de la paix qu'au fond les deux principaux belligérants, France et Empire, désiraient assez peu.

Pour l'année 1642 Richelieu avait résolu de porter ses coups en Catalogne et de rester en défensive sur les autres zones. Il était obligé d'alléger les charges et les taxes militaires pour apaiser les mécontentements intérieurs ; d'ailleurs au point de vue stratégique la dissémination des forces sur un si grand nombre de théâtres principaux d'opérations était fondamentalement vicieuse.

Guébriant se replia sur la gauche du Rhin pour entretenir l'ennemi entre Rhin et Meuse et protéger au besoin l'Alsace. Dans l'électorat de Cologne, menacé d'être enserré par deux adversaires, les Impériaux de Lamboi et les Bava-

rois de Hatzfeld, il sut prévenir leur jonction par la manœuvre ordinaire des lignes centrales. Il alla battre Lamboi à Kempen (17 janvier 1642) en Prusse Rhénane au sud de Clèves; il lui tua 8 à 9 mille hommes et le fit prisonnier avec bon nombre de ses officiers. Le vainqueur de Marfée fut envoyé à Paris comme précédemment Jean de Werth. Après cette victoire Guébriant se retourna contre Hatzfeld, qui ne l'attendit pas et se replia au plus tôt, laissant au général français la libre possession de la majeure partie de l'électorat de Cologne et des duchés de Juliers.

En Italie il y eut aussi une pause. Harcourt en fut rappelé et envoyé avec le maréchal de Guiche (plus tard duc de Grammont) en Belgique. Les deux corps d'armée montaient à une trentaine de mille hommes et l'on augurait bien pour eux de la mort récente du cardinal infant. Mais son successeur Mello débuta avec une assurance et une activité prouvant que le commandement supérieur n'avait pas déchu. Prévenant les Français il enleva Lens (19 avril) puis la Bassée. Il réussit ensuite à faire séparer les deux généraux ennemis et à rejeter Guiche vers St-Quentin en lui tuant 3 à 4 mille hommes, tandis que Harcourt renforçait les garnisons de Calais et de Boulogne. La lutte se poursuivait en escarmouches sur la Somme et dans le Calaisis.

Dans les Pyrénées la campagne allait à souhait pour la France. Les généraux La Motte et La Meilleraie, secondés d'une flotte, soutinrent efficacement la Catalogne contre les entreprises de Lleganez, prirent Collioure, Perpignan, tout le Roussillon. Deux hommes appelés à un grand renom s'y manifestèrent avantageusement, le duc d'Enghien, fils du prince de Condé, à la tête d'un beau régiment de volontaires de la noblesse, et le capitaine d'une héroïque galère, Abraham Duquesne, jeune huguenot de Dieppe. C'est aussi à ce moment que se produisit la conjuration de Cinq-Mars

contre Richelieu, qui eut surtout ceci d'intéressant qu'un des conjurés, le duc de Bouillon, céda la place de Sedan à la France pour prix de sa grâce.

En Italie les choses n'avaient pas mal marché pour Richelieu. Les princes de Savoie, revenus à la France, aidèrent puissamment à la prise de Tortone et à toute la portion du Milanais au sud du Pô. Aussi cette conquête fut remise au vaillant Thomas de Savoie à titre de fief français.

Enfin en Allemagne le célèbre général suédois Torstenson, quoique perclus de douleurs et porté en litière, venait d'ouvrir une brillante campagne. Il s'avança jusqu'en Moravie, d'où, se rabattant sur la Saxe, il alla assiéger Leipsig en attendant Guébriant, qui devait le rejoindre. Mais l'archiduc Léopold et Piccolomini accoururent au secours de la Saxe ; une autre grande bataille se livra dans la plaine de Breitenfeld le 2 novembre 1642, où les Suédois remportèrent une victoire aussi complète que sous Gustave. Guébriant qui les rejoignit un peu après en compléta les bénéfices et presque toute l'Allemagne centrale subit la loi des Franco-Suédois.

La France avait ainsi atteint un haut degré de puissance, lorsque l'âme de son gouvernement lui fit défaut. Richelieu mourut le 13 décembre 1642, et quelques mois plus tard le roi Louis XIII tomba malade pour ne plus se relever. Heureusement l'impulsion donnée à la politique par le célèbre cardinal durait encore ; d'ailleurs il léguait au roi son secrétaire Mazarin, qui continua son œuvre sinon aussi vigoureusement au moins avec la même ténacité et avec plus de souplesse. Au mois de mai 1643 le roi Louis XIII suivit son grand ministre dans la tombe et la reine Anne d'Autriche, proclamée régente pendant la minorité du jeune Louis XIV, âgé de 5 ans, prit en mains le gouvernement ou plutôt le remit à Mazarin, qui jouissait de toute sa confiance.

En même temps la guerre avait repris une nouvelle vigueur par les favorables perspectives que ces changements à l'intérieur de la France semblaient ouvrir à ses adversaires.

En Italie le gouverneur de Milan rentra dans Tortone (27 mai 1643) et fit rétrograder Thomas de Savoie et le comte Plessis-Praslin. Mais des renforts français étant arrivés sous Turenne, les Espagnols furent chassés d'Asti, de Trino et de Ponte-di-Stura, après de chauds combats. Ces brillants succès valurent à Turenne le bâton de maréchal, et nous allons bientôt le voir au premier rang de la scène militaire.

Sur les rives de l'Ebre La Motte resserra les places de Tarragone et de Rosas et continua ses progrès en Aragon. Plus tard son adversaire Lleganez ayant été destitué et remplacé par Piccolomini, les Français furent chassés de l'Aragon et durent évacuer la place de Monçon.

Sur mer le pavillon français maintint sa supériorité dans la Méditerranée par une autre victoire sur les Espagnols, à Carthagène, le 3 septembre 1643.

Mais ces événements pâlissaient devant ceux de la frontière du Nord. Dès les premiers jours de février Mello avait pris l'offensive avec des forces très-supérieures. Une armée française fut aussitôt réunie sur la Somme et le commandement, autant par suite de combinaisons politiques pour fortifier Mazarin à l'intérieur que par d'heureux pressentiments militaires, en fut remis au duc d'Enghien. Cet imberbe vétéran s'était distingué aux sièges d'Arras et de Perpignan, avait beaucoup vécu dans les camps avec son père et se trouvait marié depuis deux ans à une nièce du cardinal. Par défiance de ses 20 ans, âge qui n'est pas souvent propice au commandement en chef, on lui donna un mentor dans la personne du vieux maréchal l'Hospital et bon nombre de lieutenants de mérite, entr'autres Gassion et Sirot, anciens officiers de Gustave:

Au commencement de mai, le général espagnol feignit, dès les environs de Mons, de menacer Arras, puis il conversa et fila rapidement par le Hainaut vers la Champagne ; le 12 mai il investit la place de Rocroy, à l'entrée des Ardennes.

Le duc d'Enghien fit aussitôt marcher à l'ennemi, malgré les avis contraires de l'Hospital, en se faisant précéder par Gassion avec 1500 cheval-légers. Celui-ci réussit à jeter quelque renfort dans la place et surtout à remonter le courage des défenseurs en leur annonçant l'arrivée prochaine de toute l'armée. En effet, le 17 mai, Enghien arriva à Bossu, à 4 lieues de Rocroy, où il rallia son avant-garde. Dans la même journée, il avait été avisé de la mort de Louis XIII et s'était décidé à livrer bataille avant que ce fâcheux événement ne fût rendu public. Il garda donc pour lui cette importante nouvelle et fit reprendre la marche vers l'ennemi dès le lendemain matin. Pour tranquilliser l'Hospital, il fit marcher prudemment et annonça qu'il se bornerait à glisser un renfort dans la place.

Arrivé à une lieue du camp ennemi dans la même matinée, le jeune général réunit un conseil de guerre et annonça son intention d'attaquer immédiatement et de secourir Rocroy à tout prix. L'Hospital et d'autres généraux se récrièrent, mais il leur fit comprendre en peu de mots que le conseil était convoqué pour fournir des renseignements et entendre des instructions, non pour émettre des opinions sur l'opportunité de la bataille ; que, du reste, il se chargeait de l'événement. En cette circonstance, il avait doublement raison, puisque son intention offensive se justifiait par une situation politique dont il avait seul le secret, sans compter qu'il y était encouragé par le vaillant et habile Gassion, faisant volontiers la contrepartie de l'Hospital. L'armée française marcha donc en avant.

De son côté, Mello, que ses forces supérieures engageaient aussi à livrer bataille, ne fit rien pour empêcher les Français de déboucher dans la plaine dominée par les murs de Rocroy, ce qui lui eût été cependant facile. Il leva le siège pour les attendre en avant de la place et disposa ses troupes pour l'action.

Lui-même se plaça à la droite de son front avec quatre mille chevaux et autant de fantassins, sur deux lignes. Son centre fut composé de l'infanterie vallonne, italienne, allemande en première ligne et de l'espagnole en seconde ligne, soit 8 mille hommes en tout, sous Fuentès, vieillard perclus et porté en litière. A la gauche, le duc d'Albuquerque eut 4 mille fantassins et 3 mille cavaliers, aussi sur deux lignes. En réserve derrière le centre, un millier de chevaux et autant de fantassins. En outre, un corps de 4 à 5 mille hommes, sous le général vallon Beck, qui était à quelques lieues de là, devait, le 19 au matin, renforcer la réserve.

En avant des lignes, une portion de l'artillerie et des mousquetaires occupa des positions favorables, entr'autres un petit bois sur la gauche, qui flanquait et couvrait Albuquerque. L'armée devait compter ainsi, avec Beck, une trentaine de mille hommes, dont le tiers environ de cavalerie.

Le 18 au soir, il y eut de vives escarmouches. Les batteries espagnoles canonnèrent un corps français, sous La-Ferté-Senneterre, qui, tout en reconnaissant la position, cherchait à jeter du renfort dans la place. La-Ferté dut se replier avec une perte d'environ deux mille hommes, ayant chèrement appris que la droite ennemie était très-forte en positions d'artillerie.

Pendant la nuit, d'Enghien, avisé que Mello attendait pour le lendemain l'arrivée de Beck, hâta ses dispositions afin d'attaquer dès l'aube. Il avait environ 22 mille hommes, dont 6 mille chevaux et une belle artillerie, qu'il répartit comme suit :

Au centre, le gros de l'infanterie et de l'artillerie, sous d'Espanan; à droite, la cavalerie de Gassion avec un corps de mousquetaires; à gauche, l'Hospital avec un corps mixte d'infanterie et de cavalerie. De l'artillerie de campagne fut répartie sur tout le front; et sur les ailes, des pelotons de mousquetaires furent mêlés aux escadrons, d'après le système de Gustave, qu'on ne saurait cependant donner pour modèle de bonne tactique en toutes circonstances et surtout si les chevaux doivent fournir de vigoureuses charges. Toutes ces troupes furent placées sur deux lignes; une troisième ligne ou réserve fut formée par Sirot avec un corps mixte de trois mille hommes. Enghien se réserva de diriger immédiatement l'action de la droite avec Gassion.

Un léger vallon séparait les deux adversaires. De bon matin, le 19, il retentit du bruit de la canonnade et de la mousqueterie, précédant de peu l'offensive des Français. Leurs ailes prennent les devants sur le centre et s'engagent vivement. La gauche espagnole, à forte partie contre les mousquetaires déployés, se laisse enlever le petit bois; puis Enghien assaillit Albuquerque de front, tandis que Gassion le charge sur son flanc gauche et à revers. Cette aile espagnole ne tarde pas à être rompue et à se replier en désordre, poursuivie par Gassion. Enghien, conversant à gauche, se jette sur le centre ennemi, l'enfonce et le refoule sur sa réserve. Avec l'appui de cette dernière, la ligne en retraite se reforme et soutient le combat contre d'Espanan, qui s'est aussi porté en avant, quoique avec lenteur.

A la gauche française, les choses ont une tournure analogue, mais en sens inverse. L'Hospital, foudroyé, puis culbuté par Mello, se voyait entraîné en arrière par sa cavalerie débandée; il était blessé, son lieutenant La Ferté, blessé aussi, avait été capturé; l'aile gauche française était en pleine déroute. Mello, après l'avoir poussée un moment, se

rabat à droite et assaillit la gauche de d'Espanan ; il s'empare de plusieurs batteries, mais est arrêté par la réserve de Sirot, qui s'avance très-opportunément, reprend le canon perdu et finit par combattre en première ligne. La réserve de l'ennemi en ayant fait autant, on en était déjà *ad triarios*, auraient dit les Romains ; un parfait chassez-croisez s'était produit entre les deux armées.

De sa droite victorieuse, Enghien avait pu suivre ces péripéties ; elles ne lui inspirèrent que la prompte résolution de courir au danger aussi rapidement que possible. Laisant les centres engagés, il se porta au secours de sa gauche par le chemin le plus court, c'est-à-dire par derrière la ligne espagnole restée sans réserves. De cette façon, il assaillit à revers les troupes de Mello, que Sirot contenait de front. Ce mouvement fut décisif ; les fortes batteries de la droite espagnole furent tournées et enlevées ; Mello, enserré, se débanda, et le gros des fuyards eut la mauvaise chance de rencontrer Gassion, qui le tailla en pièces. Ce brave général venait de donner une chasse fructueuse aux débris d'Albuquerque et il avait aussi réussi à refouler avec eux les troupes de Beck, arrivant à la bataille avec un excès de prudence que ne comportait guère la situation et le caractère des adversaires aux prises.

Ce fut encore Gassion qui donna le dernier coup. Les deux centres étaient toujours engagés. D'Espanan et Sirot continuaient leurs attaques contre les vieilles bandes de Fuentès, qui les soutenaient vaillamment. Les débandés des deux camps s'étaient ralliés à ces intrépides noyaux, devenus des centres d'acharnées mêlées. Trois fois Enghien chargea les Espagnols, réunis en un gros carré hérissé de piques avec 18 canons aux angles ; trois fois il fut repoussé avec de sanglantes pertes. Une quatrième, à laquelle Gassion joignit sa cavalerie, fut plus heureuse ; les vétérans espa-

gnols furent enfoncés et presque tous, refusant de se rendre, moururent les armes à la main. En vain le duc d'Enghien voulut-il épargner la vie d'aussi braves ennemis, un horrible massacre en fut fait par les troupes surexcitées.

Sur le champ de bataille, Enghien fit rendre grâce à Dieu de cette éclatante victoire. C'était justice : quoique tous les détails eussent été conduits avec autant de sagesse que de résolution, la Providence y avait bien eu sa large part en faisant tourner au profit des Français les principaux incidents de la journée (1).

De Rocroy, Enghien menaça le Hainaut, puis il se rabattit rapidement à l'Est pour surprendre Thionville, la meilleure place de la Moselle après Metz. Mais il y fut prévenu par Beck. Après trois tentatives d'assaut sévèrement repoussées, il dut remplacer les coups de vigueur par de lents et méthodiques cheminement. Un siège régulier de sept semaines lui procura enfin la capitulation de la place le 10 août 1643. Il prit encore Sierk, à quelques lieues de là vers Trèves, puis il se rendit à Paris, en passant par l'Alsace et en y laissant à Guébriant 6000 hommes de renfort sous Rantzau.

Guébriant venait d'opérer en Souabe et de se replier derrière le Rhin devant le duc de Lorraine et les Bavares, tandis que son allié Torstenson était occupé, fort loin de là, à maintenir Olmütz et à assiéger Freiberg en Saxe. Accru jusqu'à une vingtaine de mille hommes, Guébriant rentra en Souabe à la fin d'octobre et alla mettre le siège devant Rothweil sur le Haut-Necker. Il s'empara de cette place, mais au prix d'une mortelle blessure. Pendant son agonie même, le 24 novembre, son armée, un peu démoralisée et com-

(1) Voir à ce sujet les *errata historiques militaires* de M. le capitaine Yung dans la *Revue militaire française* de janvier 1870. Ce fort intéressant travail renferme maints détails nouveaux et importants qui nous font regretter de ne l'avoir connu que trop tard pour en tenir compte autrement que par cette note complémentaire, ajoutée à nos dernières épreuves.

mandée par Rantzau, fut surprise dans de trop confiants quartiers entre le Necker et le Danube par les forces réunies du duc de Lorraine, de Mercy et de Jean de Werth, et son gros subit une grave défaite à Düttlingen sur le Danube. La panique y fut telle que la cavalerie s'enfuit à toutes jambes jusqu'à Brissach, et que la plupart des généraux, y compris Rantzau et Sirot, furent capturés ainsi que toute l'artillerie. Rothweil fut ensuite reprise par les Impériaux, qui parcoururent en maîtres toute la contrée. L'Allemagne retentit de chants de triomphe et de moqueries sur cette foudroyante débâcle des Français.

Ceux-ci ne tardèrent pas à prendre une éclatante revanche. Une nouvelle armée fut reformée en Alsace avec les débris des Weimariens et divers renforts de Français et de mercenaires, et le commandement en fut donné à Turenne, rappelé d'Italie. Il arriva en décembre à Colmar, et l'Alsace étant fort épuisée, il prit ses quartiers d'hiver en Lorraine, protégé par les Vosges sur son front et par les petites places de Vesoul et de Luxeuil, dont il s'empara.

Au printemps de 1644, il prit l'offensive avec une petite armée de 10 mille hommes, bien organisée et comptant environ la moitié de cavalerie et 20 canons. Il passe le Rhin à Brissach, occupe Fribourg par une garnison de 600 hommes, s'engage dans les montagnes et va tomber brusquement sur les avant-postes des Bava-rois établis dans la région du Haut-Danube. Quoiqu'il leur eût tué environ 400 hommes, ce coup de main ne servit à rien. L'éveil fut donné à Mercy, qui, disposant d'une force supérieure, environ 15 mille Bava-rois, s'avança contre Turenne et le refoula jusqu'au-delà du Rhin. Après cela, l'armée bavaroise assiégea Fribourg, dont la garnison française fit bonne défense.

Turenne ne resta pas longtemps sous le poids de cet échec. Il débouche de nouveau de Brissach et se porte sur Fribourg

pour en faire lever le siège. A cet effet, il veut s'emparer du sommet de Schneeberg, bonne position avancée au sud-ouest de la place. Une brigade qu'il envoie contre ce poste y échoue et se replie en grand désordre. Mercy redouble d'activité pour bloquer la ville, qui capitule le 28 juillet au nez de Turenne, campé à environ deux lieues de là et qui se replie sur Brissach. Ce pitoyable début du nouveau commandant en chef français était loin de répondre aux espérances fondées sur ses antécédants et de faire prévoir ce qu'il sut accomplir plus tard ; nouvelle preuve qu'il ne faut pas trop se hâter de juger définitivement un homme de guerre.

Des renforts se mirent promptement en marche pour le rejoindre, mais avec eux un commandant en chef dans la personne du vainqueur de Rocroy et de Thionville. Le 2 août, Enghien arriva à Brissach avec une dizaine de mille hommes de son ancienne armée de Flandre, sous le commandement spécial du maréchal de Guiche. Il y tint aussitôt avec Turenne et ses lieutenants un conseil de guerre, qui se ressentit de la révolution opérée dans le haut état-major.

Le vicomte de Turenne avait alors 32 ans, soit dix ans et beaucoup de service de plus que le duc d'Enghien ; il avait deux ans de commandement en chef, cinq ans de grade de lieutenant-général et trois ans de maréchal de camp. Quoiqu'il ne fût pas de sang royal, il était de maison souveraine et très-plein de sa naissance. Il fut donc vivement contrarié de passer sous les ordres d'un général aussi jeune, ce qui était assez mesquin après les éclatants services d'Enghien à Rocroy et Thionville, bien supérieurs à tout ce que Turenne avait fait jusqu'alors.

Néanmoins Turenne se soumit de bonne grâce en apparence ; mais en penchant, dans les plans proposés, pour ceux qui laissaient le plus d'indépendance à son armée. Il fit

repousser un avis très-sage du général bernois d'Erlach de manœuvrer sur les derrières de Fribourg par les montagnes de St-Pierre et adopter un projet qui, en lui permettant d'agir séparément, offrait au vaillant Enghien la séduction de prendre le taureau par les cornes. On en jugera aisément en se représentant la nature de la position tenue par Mercy.

La Dreisam, qui descend de la Forêt-Noire de l'est à l'ouest, arrivée au pied des montagnes, tourne subitement au nord et coule presque parallèlement au Rhin pour se jeter dans l'Eltz. C'est dans l'intérieur de ce courbe qu'est située Fribourg. Le cours de la rivière s'y ralentissant forme à cet endroit des marais entremêlés de taillis et de prairies qui entourent la ville du nord-est au sud-ouest sur un assez vaste espace appelé le *Mooswald* (forêt du marais). A l'ouest du *Mooswald* s'étage une suite de collines, dont quelques-unes assez escarpées allant jusqu'au Rhin vers Brissach. Au sud-ouest se trouvent les hauteurs du Schneeberg et du Schoenberg, improprement appelées par les Français Montagne-Noire, probablement par confusion avec les montagnes de la Forêt-Noire en arrière de Fribourg. Du pic du Schneeberg descendent vers le *Mooswald* des arêtes boisées vers le haut, couvertes de vignes au bas et présentant de forts escarpements. Au sud et à l'est, le Schneeberg est enveloppé par un vallon profond et praticable. La route de Brissach à Fribourg passe au pied des arêtes, entre les pentes rapides de la montagne et les marais du *Mooswald*, au nord-ouest du Schneeberg.

Mercy occupait la principale des arêtes qui descendent du Schneeberg vers le *Mooswald*, faisant face au Rhin, couvert sur son front par des redoutes et des abatis. A sa droite, un gros ouvrage barrait la route de Brissach. Un abatis avait paru suffisant pour fermer le vallon qui enve-

loppe le Schneeberg au sud et à l'est. Le camp s'étendait dans une petite plaine au sud de Fribourg.

Cette position, quoique étendue, pouvait être tournée par l'est. Mais Mercy se confiait dans la force des obstacles naturels et de ses ouvrages et dans la vigueur de ses troupes ; ou bien, ne s'attendant pas à être attaqué si tôt et si vivement, il n'avait pas voulu abandonner les gras pâturages qu'il enveloppait dans ses lignes.

Les deux armées françaises s'ébranlèrent le 4 août. Celle de Turenne avait l'avant-garde ; elle prit à droite et s'éleva dans la montagne pour tourner le Schneeberg. Celle de Flandre ou d'Enghien continua par la chaussée de Brissach pour attaquer la position de front.

Enghien, qui avait 6 bataillons, les déploya sur deux lignes, les faisant soutenir, suivant l'usage du temps, par un régiment de cavalerie en petits escadrons mêlés à l'infanterie. Le gros de sa cavalerie était massé sur la gauche pour empêcher celle des ennemis de déboucher par la plaine.

La première ligne, après avoir bravement traversé, sous un feu très vif, des vignes disposées en terrasses, est arrêtée par les abatis. Elle se désunit : les hommes inclinent à droite pour gagner les hauteurs, rompent leurs rangs pour se glisser dans les bois ; ils vont être chargés et repoussés. Enghien le voit ; il se jette à bas de son cheval, met l'épée à la main, enlève la seconde ligne, et, suivi de son état-major, franchit le premier l'abatis. Après un combat très vif, les mousquetaires ennemis sont délogés de la crête et des redoutes qui restent au pouvoir des assaillants. Mais que devient l'armée de Turenne ?

Ralenti par les difficultés du terrain dans une marche assez longue par elle-même, le vicomte avait achevé son mouvement tournant assez tard. Il avait rencontré d'abord des bois remplis de mousquetaires qu'il avait poussés devant

lui, puis un gros abatis, gardé par un bon corps d'infanterie. Il l'attaqua et l'emporta. Il se trouva alors en face d'un terrain découvert, où il vit beaucoup d'infanterie et de cavalerie en bataille, et derrière lequel on distinguait le clocher de Fribourg. Le bruit du combat livré par le duc d'Enghien paraissait fort éloigné; le jour baissait; la cavalerie du maréchal était en arrière et ne pouvait déboucher au milieu de l'encombrement formé par la queue de son infanterie. Turenne s'arrêta à la lisière du bois, à l'abatis qu'il avait enlevé, et se borna à entretenir un feu de mousqueterie assez vif. En vain le duc d'Enghien fit-il faire un grand bruit par toutes les trompettes et cymbales de son armée pour prévenir son lieutenant de l'avantage qu'il avait remporté. Turenne ne l'entendit pas ou ne put pousser plus avant.

Ainsi le 4 au soir, les Bavares restaient maîtres du fort qui couvrait leur droite sur la chaussée de Brissach, de tout le terrain découvert au sud de Fribourg et des hauteurs les plus voisines de la place. Les Français s'étaient emparés des crêtes qui descendent du Schneeberg vers le Mooswald et avaient tourné le Schneeberg par l'est, mais sans pouvoir achever ce dernier mouvement, ni mettre leurs deux armées en communication.

On continua de tirer fort avant dans la nuit; puis le temps devint très mauvais; le feu cessa. Au lever du jour, par une matinée pluvieuse, les Français virent devant eux un espace vide et plus loin les Bavares établis sur une seconde ligne de hauteurs.

La nouvelle position choisie par Mercy était plus resserrée et de toutes façons meilleure que la première. C'était un mamelon qui, se rattachant directement à la chaîne de la Forêt-Noire, ne pouvait être tourné vers l'est.

La Dreisam, coulant au nord et au pied même de cette colline, la séparait de Fribourg; mais cet étroit défilé était

flanqué par le canon de la place. Lorsqu'aujourd'hui on gravit ce mamelon en venant de Fribourg et en se dirigeant vers le sud, c'est-à-dire en suivant de la droite à la gauche le nouveau front de Mercy, on rencontre d'abord la petite chapelle de San-Loretto, bâtie 7 ans plus tard (1651), en souvenir du terrible combat qui allait s'y livrer. Les abords de cette chapelle sont encore légèrement boisés; mais alors cet enlèvement était couvert d'arbres et un abatis s'étendait de ce point jusqu'aux retranchements qui, construits dans la plaine, se reliaient avec les défenses de la place. Plus haut, un espace plat et découvert pouvait recevoir de 3 à 4 mille hommes en bataille (ordre profond); là le front était défendu par des vignes et des terrasses courant sur le flanc de la montagne et s'étendant jusqu'aux forêts impénétrables qui couvraient la gauche des Bavaois.

La pluie ne cessa de tomber pendant la journée du 5. Turenne et Condé réunirent et reposèrent leurs troupes. Les Bavaois employèrent ce temps à fortifier leur seconde position.

Le 6, l'attaque recommença. Mille mousquetaires déployés et commandés par Leschelle descendent de la hauteur occupée par les Français, traversent la petite plaine qui les sépare des Bavaois, et repoussent les dragons ennemis postés au bas des pentes. Turenne les suit avec son infanterie en ordre de bataille et tout son canon. Il oblique à droite pour attaquer la gauche des Bavaois établie entre les vignes et les bois qui descendent de la haute chaîne, et fait place à l'infanterie de M. le duc. Celle-ci se forme à la gauche de Turenne; elle est conduite par Espenan, et doit enlever l'abatis vers San-Loretto. A l'extrême gauche, en plaine, le maréchal de Guiche réunit la cavalerie venue de Flandre, pour contenir la cavalerie bavaoise si elle cherchait à déboucher. Rosen, livonien, doit soutenir les attaques avec la

cavalerie de Turenne ; ce sont les vieux soldats de Bernard de Weimar.

Un de ces officiers weimariens étant parvenu à se glisser à l'extrême droite, sur une hauteur d'où il découvrait le revers de la colline de San-Loretto, informe ses chefs qu'il voit un grand mouvement dans le camp ennemi et que tout semble indiquer un commencement de retraite. Le duc d'Enghien veut apprécier le fait de ses propres yeux. Il appelle Turenne et court avec lui rejoindre cet officier. Tous deux donnent partout et répètent la défense de bouger avant un nouvel ordre. Mais bientôt le bruit d'une fusillade générale les arrête ; ils retournent au galop. Il trouvent Lèschelle tué, ses mousquetaires en fuite, toute l'armée engagée, hésitante et fort en désordre.

Espenan, entrant en ligne, avait vu devant lui, sur les dernières pentes de la colline, une redoute qu'il avait cru pouvoir emporter facilement. On s'acharna à la défendre ; il s'acharna à l'enlever. Le bruit de cette escarmouche, pris pour un signal, mit en mouvement tous les corps qui se portèrent en avant sans direction, sans méthode, et partout ils furent repoussés.

Le duc d'Enghien, prompt à réparer le mal de son mieux, rallie dans la plaine tout ce qu'il peut de son infanterie. Il est déjà assez tard ; mais les journées d'été sont longues. Il ne renonce pas à la victoire : il change son plan. Négli-geant entièrement la gauche de l'ennemi, il concentre ses forces pour une seule attaque dirigée de front et de flanc sur l'abatis vers San-Loretto.

Le combat se ranime ; de part et d'autre on déploie une extrême valeur. Les cavaliers bavarois mettent pied à terre, et le frère de Mercy (qui fut tué) les conduit au secours de l'infanterie. Les gendarmes français gravissent les pentes à cheval et font le coup de pistolet avec les défenseurs de

l'abatis. Enghien est au milieu d'eux, au premier rang : une balle brise son épée dans sa main ; une autre emporte le pommeau de sa selle. Mais ses efforts sont inutiles ; on ne peut franchir le formidable abatis. Les soldats se couchent contre les troncs d'arbres et tirent sans avancer ni reculer. Ils se bornent à tenir leur terrain, avec cet air froidement obstiné que prennent les hommes quand ils ne veulent pas fuir et qu'ils sont las d'avancer.

La nuit met fin à cette tuerie ; les Français rentrent dans leur camp. Le duc d'Enghien se décide à manœuvrer et à revenir à l'avis du général d'Erlach. Tout en couvrant sa ligne d'opérations par Brissach, il veut se porter sur celle de l'ennemi, qui traverse la Forêt-Noire par les étroites vallées de l'Eschbach et de l'Ibenthal. On parvient à trouver des sentiers dans le Mooswald ; car on ne peut passer sous le canon de Fribourg. Dans la nuit du 8 au 9, Rosen part avec mille chevaux, traverse le Mooswald, entre dans la montagne à Langendenzlingen et remonte le Glotterthal. Turenne le suit avec toute son armée ; puis vient la cavalerie de Flandre. Enghien, avec son infanterie déployée devant Fribourg, le dos tourné au Rhin, couvre le mouvement, et s'ébranle le dernier sans être inquiété.

Mais Mercy l'a prévenu ; il n'a laissé qu'une garnison dans Fribourg et un rideau d'hommes dans ses lignes. Rosen le trouve posté à St-Peter, et eût subi un grave échec s'il n'eût été promptement soutenu par Turenne. Mercy continue sa retraite sur le Wurtemberg sans être entamé, n'ayant perdu qu'un peu de bagages.

Les relations françaises admettent que la manœuvre, très judicieuse d'ailleurs et bien combinée, de leur armée, avait décidé cette retraite. L'ensemble des circonstances fait croire que la marche rétrograde des Bavares était commencée bien avant ; leurs bagages étaient en mouvement

dès le 6, et c'est ce qui avait attiré l'attention de l'officier weimarien.

Des deux parts les pertes étaient considérables, environ 8 mille hommes dans chaque camp; celles des Bavaois, beaucoup plus fortes que celles des Français dans la journée du 4, l'avaient été moins dans celle du 6. Mais les Français restaient maîtres de la vallée du Rhin et libres de leurs mouvements ultérieurs.

Mercy se replia en Wurtemberg, où des Impériaux devaient le rejoindre. En attendant il fut paralysé pour l'année.

Condé, quoique bien affaibli aussi, mais toujours plein d'entrain, profita de cette pause pour se créer un second Brissach sur le Rhin moyen contre la Franconie, en allant assiéger Philippsbourg sans s'occuper davantage de Fribourg que la garnison bavaoise tenait encore. Il passa par Strasbourg, recueillit un parc de siège descendu de Brissach par le Rhin, jeta un pont sur le fleuve et enseigna Philippsbourg, qui capitula le 9 septembre après quinze jours de tranchée; pendant ce temps il prit aussi les forteresses de Gernersheim et de Spire. Mercy, muni d'une nouvelle armée, arriva trop tard pour secourir ces places. Enghien repassa le Rhin, s'empara de Landau, de Worms, de Mayence, d'Oppenheim, et, laissant à Turenne le soin d'occuper le pays entre Rhin et Moselle, il rentra en France avec le gros de l'armée de Grammont,

Instruits de cette séparation, les Impériaux reprennent l'offensive. Mercy enlève Mannheim et cherche à franchir le Rhin; le duc de Lorraine passe la Moselle et entre dans le Hunsrück, cherchant à se réunir aux Bavaois. Mais Turenne, de sa position centrale, manœuvre pour empêcher cette jonction; il y réussit; il se met en possession de Kreuznach, et les diverses armées prennent leurs quartiers d'hiver.

Dans les entrefaites, le duc d'Orléans, à la tête de l'armée de Belgique, avait pris quelques places, Gravelines entr'autres. Torstenson avait fait une rapide et brillante campagne contre les Danois sortis mal à propos de leur neutralité, et s'était retourné avec non moins de succès contre Gallas qu'il refoula jusqu'en Bohême. On avait continué à guerroyer en Italie sans résultat marquant, et en Catalogne avec des revers pour la France. La Franche-Comté était retournée à la neutralité par la médiation des Suisses, et les préliminaires de paix se négociaient toujours à Münster.

Au printemps 1645, Turenne rouvrit la campagne, seul d'abord comme l'année précédente. Il s'avança de Spire sur Stuttgart, puis au-delà du Neckar, puis sur la Tauber, en s'emparant de Rothenbourg et de Mergentheim ou Mariendal sur cette rivière. Là il dut s'arrêter devant les troupes bava-roises campées à Leuchtwang. Ayant trop étendu ses cantonnements, à la demande de quelques-uns de ses lieutenants weimariens, il apprit, le 2 mai, que Mercy venait sur lui avec des forces supérieures. Il porta promptement une avant-garde à sa rencontre, sous le général suédois Rosen, avec ordre de rassembler le plus de troupes possible à Erbshausen, à deux lieues en avant de Mariendal. Ce projet de concentration en avant des lignes de l'armée surprise, était plus brave que prudent. Elle ne put s'effectuer. Trois mille hommes seulement se réunirent à temps à Erbshausen, où ils furent écrasés. La déroute se mit dans le reste des troupes et les chefs n'échappèrent qu'à grand'peine aux coureurs ennemis. Tandis que son infanterie éparpillée se sauvait sur Philippsbourg en abandonnant toute l'artillerie, Turenne, dont le talent grandissait dans les revers, fit avec sa cavalerie une habile retraite au nord sur la Hesse, où il pouvait rallier des renforts allemands et menacer les communications de ses adversaires.

La landgrave de Hesse mit en effet à sa disposition toutes ses troupes, et, avec le renfort d'un corps d'armée suédois, sous le comte de Kœningsmark, il se trouva, huit jours après sa défaite de Mariendal, à la tête d'une nouvelle force d'une quinzaine de mille hommes. Il allait rentrer en campagne, lorsqu'il reçut l'ordre de la cour d'attendre un renfort de 8 mille hommes qui lui était envoyé, encore avec le jeune prince de Condé comme commandant en chef.

Turenne repassa le Rhin et se joignit au prince le 9 juillet, à Spire. Toute l'armée s'avança de nouveau sur la Tauber, avec l'intention de marcher sur Vienne par Munich, et elle se trouva en présence de l'ennemi à Nordlingen. Mercy, renforcé de la division autrichienne de Klein, s'y était établi dans une forte position en arrière de la ville, sur la route de Donauwerth. Sa droite, sous Klein, occupait la colline du Weinberg et s'appuyait à la Warnitz ; son centre était à 200 pas en arrière du village d'Allerheim, aussi occupé et bien mis en état de défense ; le cimetière, le clocher, leurs abords, avaient été transformés en petite citadelle ; la gauche, sous Jean de Werth, tenait le château d'Allerheim sur une colline s'appuyant au ruisseau de l'Eiger. L'effectif se montait à une quinzaine de mille hommes, avec 20 canons.

Condé avait deux ou trois mille hommes de plus ; il se sentait assez fort, quoique le corps suédois l'eût quitté, pour tenter l'attaque. Comme à Fribourg et à Thionville, il prenait le parti le plus brave, pas le plus sûr. Il appuya sa droite, 10 escadrons et 4 bataillons sous Grammont, à l'Eiger ; au centre Marsin, avec le gros de l'infanterie, fit face à Allerheim ; à gauche Turenne, avec 16 escadrons et 6 bataillons weimariens, s'appuya à la Warnitz ; 6 escadrons et 4 bataillons, sous Chabot, restèrent en réserve ou troisième ligne.

A trois heures après midi Condé fit attaquer par le centre. Marsin s'élança sur le village d'Allerheim où il fut reçu tout

aussi vivement par l'infanterie et l'artillerie bavaoises. Condé persista et se mit lui-même à la tête de ses fantassins ; leur donnant l'exemple d'une intrépidité sans pareille, il eut ses habits criblés de balles , fut légèrement blessé et perdit tous ses aides-de-camp. Bravoure inutile ! Le corps français fut abimé et refoulé ; son chef Marsin grièvement blessé. Le seul avantage des assaillants sur ce point fut un heureux coup de mousquet qui tua l'habile Mercy.

A la droite française, Grammont n'avait pas mieux réussi ; sa cavalerie lâcha pied devant les escadrons bavaois et lui-même fut capturé. Chabot, qui voulut soutenir la première ligne, fut aussi culbuté et plusieurs escadrons de Jean de Werth pénétrèrent jusqu'aux bagages, où ils augmentèrent la panique. A la droite de ces escadrons, Jean de Werth se jette sur les talons des fuyards. Cet incident, joint à la mort de Mercy, change le cours des choses jusqu'alors entièrement en faveur des Bavaois.

L'aile de Turenne tenait ferme ; elle devient pour Condé un nouveau corps de bataille au moyen duquel il jouera quitte ou double. Avec tout ce qu'il peut rallier il va rejoindre Turenne, qui reprend l'attaque sur son front et s'empare du Weinberg. La cavalerie de Klein, refoulée sur la deuxième ligne, s'y reforme et reprend quelque avantage. A son tour Turenne est renforcé par les réserves qu'amène Condé ; il assaillit de nouveau Klein et le disperse ; le général autrichien est fait prisonnier. Après cet important succès Turenne se rabat à droite sur Allerheim, où l'infanterie bavaoise, privée de son chef et battue par sa propre artillerie du Weinberg, est fort démoralisée et ne se défend que mollement. Jean de Werth, revenu de sa poursuite, cherche enfin à la secourir ; il le fait avec trop de lenteur en retournant à sa première position de la gauche. Le temps qu'il perd à ce détour devient fatal à son drapeau. L'infanterie bavaoise,

se voyant isolée et cernée par Turenne, met bas les armes et donne ainsi la victoire aux Français.

L'empereur Napoléon, dans ses immortelles dictées de St-Hélène, a laissé d'admirables pages sur les campagnes de Turenne, pages que nous suivons souvent pour notre récit; nous y voyons qu'il s'élève vivement contre cette scandaleuse capitulation en rase campagne, à la suite de laquelle on aurait dû, dit-il, décimer l'infanterie bavaroise; il estime qu'il y a un grand danger à admettre que des troupes en bataille rangée puissent s'assimiler à une garnison de citadelle et négocier des redditions.

Jean de Werth, le seul général restant parmi les vaincus, se replia sur Donauwerth, où il passa le Danube. Turenne le talonna jusqu'à ce fleuve en recueillant sous ses pas presque toute l'artillerie bavaroise.

Les résultats de la victoire de Nordlingen furent plus brillants que solides. A la vérité la place capitula et reçut garnison, mais l'armée franco-weimarienne avait beaucoup souffert. Comme elle ne reçut pas de renforts immédiats, elle dut penser à la retraite. Elle se replia d'abord sur Halle, puis derrière le Necker, enfin sous Philippsbourg. D'autre part Jean de Werth, rallié par des renforts autrichiens, puis rejoint par l'archiduc Léopold accouru de la Hongrie avec 8 mille dragons, reprit Nordlingen. Les Impériaux suivirent la piste des Français en recouvrant toutes les places perdues. En automne l'archiduc étant retourné en Bohême, Turenne passa tranquillement sur la gauche du Rhin, s'empara de Trèves, s'y fortifia et s'y établit en quartiers d'hiver.

Sur les autres théâtres la guerre avait été active pendant cette même année 1645. Torstenson avait apparu aux portes de Vienne; la Catalogne avait été reprise par les Français; bon nombre d'escarmouches s'étaient produites en Italie,

et plusieurs places avaient encore été prises par le duc d'Orléans en Belgique.

Ce fut sur ce dernier pays que les principaux coups furent dirigés en 1646 pour arriver à un traité de partage convenu avec les Hollandais. Le duc d'Orléans y fut renvoyé avec Condé et une armée de 30 mille hommes. Arrivant secrètement de la Champagne et de la Picardie, ces forces tombèrent inopinément sur l'ennemi et lui enlevèrent Courtray. Piccolomini et le duc de Lorraine, surpris, n'osèrent rien faire pour s'y opposer.

De grandes combinaisons avaient été projetées entre les Français et les Hollandais pour agir sur terre et sur mer. Une armée franco-batave devait débiter par s'emparer d'Anvers. Mais au moment de l'exécution un fatal incident dérangerait tout. Le prince d'Orange fut atteint de folie et l'entreprise abandonnée. Elle eut cependant l'utilité d'une bonne diversion, car les Impériaux se portèrent sur Anvers, pour protéger cette ville, et découvrirent la Flandre occidentale. Condé, débarrassé alors de son chef, s'y jeta aussitôt et enleva Mardyck, puis Dunkerque, après trois semaines de siège, avec le concours de la flotte hollandaise de Martin Trump. La prise de cette dernière place, considérée comme une grande conquête pour la France, mit le sceau à la réputation de Condé.

Son rival de gloire ne restait pas inactif sur le Rhin. Diverses complications lui ayant fait manquer une jonction directe projetée avec les Suédois dans la Hesse, il reprit la campagne de 1646 en effectuant cette jonction par un long et prudent détour. Il descendit le Rhin, de Mayence à Wesel, s'avança ensuite par la Westphalie et la Hesse vers Giessen sur la Lahn, où il rallia les Suédois le 10 août. Ceux-ci étaient alors commandés par Wrangel, successeur de Torsenson forcé à la retraite par ses infirmités. L'armée franco-

suédoise se montait à environ 18 mille hommes, dont 10 mille cavaliers et 60 canons. L'armée ennemie, sous l'archiduc Léopold, était plus forte ; elle comptait 25 mille hommes, dont 14 mille cavaliers, avec 50 canons, concentrés autour de Friedberg, entre Giessen et Hanau. Alors commença une série de marches et contremarches, si habilement dirigées par Turenne, qu'elles amenèrent les deux armées au cœur de la Bavière, où le duc fit sa paix séparée le 14 mars 1647, s'obligeant à rester neutre jusqu'à la conclusion de la paix générale. Son frère et satellite, l'électeur de Cologne, fit de même. Cet avantageux résultat montra que des opérations serrées et sans bruit pouvaient être aussi fructueuses que des coups d'éclat.

Puisque nous en sommes à Turenne, disons tout de suite quelle fut sa part aux deux dernières campagnes de cette guerre.

Après la paix avec la Bavière et l'occupation des places d'Ulm, de Nordlingen, etc., sur le Danube et le Necker, Turenne et ses troupes furent appelés en Flandre. C'était contre ses avis positifs ; alors chaque armée était habituée à tenir sa région particulière et il y avait toujours beaucoup d'inconvénients à les en faire changer. L'inconvénient était plus grand encore avec l'armée weimarienne, composée en bonne partie de mercenaires allemands, et à qui il était dû plus de 6 mois de solde. A Saverne, avant de franchir la frontière, elle voulut être payée ; Turenne ne pouvant lui fournir qu'un mois de solde, elle décampa et retourna au-delà du Rhin, sous la conduite du général Rosen. Turenne la suivit, et par un mélange judicieux de douceur et de rigueur, de ruse et de confiance, il parvint à la faire rentrer dans le devoir et à l'amener dans le Luxembourg. Il n'y arriva qu'en septembre et n'y trouva rien à faire.

Ce qui fut plus grave, c'est que son départ de l'Allemagne

redonna assez d'influence à l'Empire pour attirer de nouveau la Bavière à lui. Les troupes bavaroises rallièrent déloyalement les Impériaux pour tomber sur les Suédois. Wrangel fut forcé d'évacuer la Bohême; il fut même rejeté au-delà du Weser et les Impériaux allèrent assiéger Worms.

A ces nouvelles Turenne accourt, fait lever le siège de Worms, en décembre 1647, et à la fin du mois de février suivant passe le Rhin à Oppenheim pour demander compte à la Bavière de sa défection. Il se joint aux Suédois le 23 mars, près de Hanau, et les deux armées s'avancent sur Augsbourg par Lawingen. Les Impériaux se replient devant Turenne; celui-ci les atteint à Zumarshausen, et les rejette au-delà du Lech en leur infligeant de fortes pertes, y compris celle de leur commandant en chef Mélander; la défense opiniâtre de leur arrière-garde, sous Montecuculi, empêche leur défaite complète. Ensuite Turenne manœuvre sur le Bas-Lech, le franchit sans la halte de l'an précédent au siège de Rain, surprend le pont de l'Isar à Freysigen, et tandis qu'un détachement va effrayer Munich et en chasser la cour, le gros est poussé jusque sur l'Inn. Là il est arrêté autant par les hautes eaux et le manque de bateaux que par la présence de Piccolomini à Passau où se rassemble une armée. Turenne rétrograde en octobre 1648 par Landsberg et Donauwerth, pour prendre des quartiers d'hiver plus près de sa base du Rhin. Chemin faisant il châtie trop cruellement la Bavière de sa conduite vacillante.

En même temps le général suédois Koeningsmark triomphait en Bohême et reprenait Prague.

Les Impériaux, las de la guerre, étaient devenus plus accommodants à Münster et à Osnabrück, où l'on négociait toujours la paix générale; ce qui s'était passé sur les autres théâtres de la lutte pouvait aussi en faire prévoir la fin prochaine.

En Catalogne, les Français, sous d'Harcourt et même sous Condé, pendant l'été de 1647, avaient échoué devant les fortes murailles de Lerida ; mais en 1648 Schomberg compensa ces échecs par la prise de Tortone, sur le Bas-Ebre.

En Italie, la lutte s'était étendue et compliquée sans autre résultat. L'amiral Brezé avait payé de sa vie une nouvelle victoire remportée à Orbitello et le peuple de Naples, soulevé, avait remplacé le gouvernement de l'Espagne par celui du pêcheur Masaniello.

Enfin en Belgique, après deux ans de sièges réciproques, une bataille s'était livrée à Lens, le 20 août 1648, entre Condé et l'archiduc Léopold, dans laquelle ce dernier subit une défaite totale. Il laissa aux mains du vainqueur, outre trois mille morts, cinq mille prisonniers, parmi lesquels le général Beck, 38 canons, beaucoup de bagages et de drapeaux.

Cette grande victoire de Condé, jointe aux succès de Turenne et de Kœningsmark, amena décidément la paix dite de Westphalie, qui fut signée à Münster le 24 octobre 1648.

Ce traité, qui resta longtemps la base du droit public européen, affranchit définitivement l'Allemagne de l'oppressive domination autrichienne et lui donna une organisation des plus libérales au double point de vue politique et religieux. Les deux principaux Etats protestants, la Saxe et le Brandebourg, furent arrondis au détriment de leurs voisins, et le fils de l'électeur palatin recouvra une portion de ses Etats. La France fut payée de ses peines par les Trois-Evêchés et l'Alsace presque entière, et la Suède par une bonne portion de la Poméranie avec la dignité électorale, ce qui en fit l'Etat prépondérant du nord de l'Europe. L'indépendance de la Suisse et de la Hollande fut aussi reconnue.

Au point de vue militaire, il reste peu à dire sur cette période transitoire de la fin de la guerre de Trente-Ans. Les armées se maintinrent en général dans le système de celles de Gustave-Adolphe. Le grand nombre de guerres simultanées fit diminuer les effectifs et donner plus de régularité à leurs mouvements. Les places fortes prirent, par suite de la valeur reconnue aux feux, une importance souvent exagérée, ce qui contribua aussi à diminuer les effectifs des armées de campagne et à y faire dominer une trop forte proportion de cavalerie, qui d'ailleurs combattait souvent à pied. Nous allons voir cet état de choses vicieux s'améliorer sensiblement pendant les guerres de Louis XIV et donner les bons fruits dont il renfermait le germe.



IV

Guerres de Louis XIV. — Condé, Turenne, Vauban, Louvois. — Marlborough.

Le traité de Westphalie ne donna pas la paix à la France. Elle dut continuer contre l'Espagne une lutte compliquée à l'intérieur de grands troubles, puis de la guerre dite de la Fronde, à laquelle les Espagnols et les Anglais finirent par prendre part. Il semble que l'étude détaillée de cette période historique devrait offrir quelque profit militaire par les exploits de Turenne et de Condé, d'abord sous les mêmes drapeaux, avec les Espagnols contre Mazarin, puis l'un contre l'autre, Turenne soutenant le gouvernement, Condé et les Espagnols l'attaquant. Mais les éléments civils, intrigues de cour, émeutes populaires, conjurations diverses, jouent un trop grand rôle dans cette guerre pour que le mérite des deux grands joueurs ait pu s'y déployer à l'aise. On n'y trouve que peu d'opérations ou d'affaires de quelque intérêt. L'année 1652 toutefois fut assez chaude. Condé, avec une douzaine de mille hommes, battit l'armée royale sous le général Hocquincourt à Blenau, le 7 avril ; le lendemain Turenne arrive au secours d'Hocquincourt, le combat recommence et reste indécis. Condé payant d'audace marche sur Paris

où il avait des partisans. Turenne le suit et le bat à Etampes le 4 mai. Un autre sanglant et dramatique combat eut lieu le 2 juillet dans le faubourg St-Antoine. Condé attaqué par Turenne et la cour s'y était barricadé. Mais derrière lui la porte fut fermée et il se voit acculé et cerné. Il se défendait en lion désespéré et allait succomber héroïquement, lorsque la porte de la ville se rouvrit pour donner passage à une colonne de bourgeois parisiens venant à son secours, secondés du canon de la Bastille. Une jeune et belle personne les dirigeait, M^{lle} de Montpensier, amie secrète et enthousiaste de Condé, qu'elle rend triomphant de prisonnier qu'il allait être.

Des opérations moins féeriques furent celles de l'année 1658. Il s'y livra entr'autres la bataille des Dunes (14 juin), où les généraux espagnols don Juan et Caracena, sourds aux avis de Condé, furent complètement défaits par Turenne, ce qui amena la prise de Dunkerqué, pour les Anglais, et de Gravelines, où un jeune officier de Condé, pris et grâcié, Vauban, montra des qualités remarquables.

Cette guerre se termina enfin par la paix des Pyrénées, signée le 7 novembre 1659 en même temps que le contrat de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse, et qui procura à la France la possession ou la reconnaissance de l'Artois, de l'Alsace, du Roussillon, de Pau. Condé, rentré en France, y fut réintégré dans ses biens et dans sa haute position à la cour.

Peu de temps après, le cardinal Mazarin mourut (mars 1661) et Louis XIV, alors âgé de 21 ans, prit en mains les rênes de l'Etat, déclarant qu'il voulait être son premier ministre. Il montra promptement qu'il était homme à tenir parole.

Deux aides qu'il se donna prirent dès ce moment une large part à ses travaux. Louvois au ministère de la guerre

et Colbert aux finances et à la marine, tous deux élevés dans les bureaux et familiarisés dès leur enfance avec les affaires de la haute administration, mirent autant de zèle que d'intelligence à seconder le jeune roi dans sa tâche. Par leurs soins réunis d'importants progrès furent réalisés dans tous les services publics et particulièrement dans les choses militaires.

Comme ces progrès ne s'effectuèrent que peu à peu nous en parlerons au fur et à mesure, puis à la suite des événements historiques.

Bornons-nous à dire, pour le moment, que l'esprit de progrès et d'ordre pénétrant tout le gouvernement l'armée fut la première à en profiter. Les perfectionnements militaires s'harmonisèrent avec le reste. Le gouvernement tendait constamment à s'agrandir et à s'affermir ; de même l'armée fut considérablement augmentée, de personnel et de matériel, et la hiérarchie resserrée au profit du commandement supérieur.

En 1659 l'effectif total se montait à 72 mille hommes seulement ; la paix étant assurée et un peu plus d'économie dans les finances étant une urgente nécessité, un des premiers soins de Louis XIV fut d'alléger les charges en faisant licencier la moitié des compagnies. Il garda néanmoins presque tous les officiers et créa les troupes de la maison du roi, corps d'élite qui monta peu à peu à une dizaine de mille hommes de toutes armes dont un régiment suisse et la garde des Cents-Suisses.

Pendant les premières années de son règne Louis XIV se borna à des préludes de guerre. Il soutint le Portugal, commença ses empiètements sur la Lorraine ; acheta Dunkerque aux Anglais au prix de 5 millions de francs et prit à cœur de manifester son sentiment à l'endroit des Musulmans en guerroyant contre le dey d'Alger et en envoyant en Hongrie

un corps de six mille volontaires sous Coligny qui s'y distinguèrent. Ils participèrent entr'autres à une grande victoire que Montecuculi remporta sur le vizir Kieupreuli à St-Gothard en juillet 1664. Il seconda aussi, en 1666, les Hollandais dans leur guerre maritime contre l'Angleterre qui fit la gloire de leur célèbre amiral Ruyter.

Après la mort de son beau-père Philippe IV (1665), Louis XIV réclama au nom *des droits de la reine* sa part de l'héritage, vu que l'indemnité de renonciation aux possessions espagnoles ne lui avait pas été payée. Cette réclamation portant spécialement sur la Belgique et la Franche-Comté fit ouvrir une nouvelle guerre en 1667. Cinquante mille Français sous le roi, avec Turenne et Vauban, envahirent la Belgique. Répartis en trois corps ils prirent promptement Charleroi, Tournay, Douay, Courtray, Oudenarde, Lille et d'autres places moins importantes. L'hiver suivant le roi, à la tête d'une armée de 20 mille hommes et accompagné de Condé, s'empara plus rapidement encore de la Franche-Comté. L'Espagne chargée d'embarras signa, le 2 mai 1668, la paix d'Aix-la-Chapelle, en vertu de laquelle la France rendait la Franche-Comté, mais gardait presque toutes les places conquises sur la Belgique. Louis XIV se hâta de les faire fortifier par Vauban de crainte qu'on ne les lui reprit ; quant à la Franche-Comté, à peu près ouverte, il comptait bien ne pas la rendre pour longtemps.

La même année encore il envoya des volontaires sous la Feuillade, en Candie, au secours des Vénitiens contre les Turcs ; il faillit aussi se lancer dans une grande expédition contre l'Egypte, qui lui était vivement conseillée par Leibnitz et qui aurait eu pour double but de refouler les Infidèles et de menacer les riches colonies hollandaises des Indes.

Mais Louis XIV préféra donner à sa haine jalouse contre les Hollandais un cours plus direct. En 1672, après de longs

préparatifs politiques et diplomatiques, il déclara la guerre à la Hollande sous un prétexte futile, mais par le motif que cette puissance, fondée en cela sur ses vrais intérêts, s'opposait à ce que la France s'appropriât les dépouilles de l'Espagne dans son voisinage. Le gouvernement français, fort de l'alliance habilement ménagée de l'Angleterre et de quelques princes secondaires de l'Allemagne, les évêques de Münster et de Cologne entr'autres, se montra fort hautain et put paraître terrible à la République des Provinces-Unies qui n'avait pour allié que l'électeur de Brandebourg et qui était déchirée par des dissensions intestines.

Dès le mois d'avril le roi entra en campagne. Cent et dix mille hommes réunis sur la Sambre le rejoignirent le 5 mai à Charleroy, tandis qu'une flotte de 30 vaisseaux, devant en rallier autant d'Anglais, s'approcherait de la côte.

Pendant que les Etats généraux de Hollande disputaient aigrement sur les mesures à prendre et répartissaient le pouvoir militaire et naval au prince d'Orange et à ses partisans et le pouvoir politique au parti opposé de Jean de Witt, Louis XIV agissait. Divisant ses forces en quatre corps il détacha le duc de Luxembourg à droite pour se réunir aux Allemands et agir dans la Frise orientale. Le lieutenant général Chamilly fut dirigé avec un autre corps sur Liège. Condé avec 30 mille hommes marcha sur Viset entre Liège et Maëstricht par les Ardennes et la droite de la Meuse, tandis que le roi avec le gros et Turenne marcha directement sur le même point par le comté espagnol de Namur. Le 18 mai cette concentration à Viset était effectuée en même temps que la petite place de Maseik sur la Meuse, en aval de Maëstricht, enlevée par Turenne.

Dans un conseil de guerre tenu à Viset Condé et Turenne se trouvèrent de nouveau en désaccord. Le premier aurait voulu qu'on fit le siège de Maëstricht pour s'en emparer et

s'y baser avant d'aller plus loin ; Turenne demanda qu'on passât outre. Ce fut ce dernier avis qui, avec raison, l'emporta par l'assentiment du roi. De Viset l'armée s'avança vers le Rhin, laissant Chamilly vers Maseik pour couper les communications de Maëstricht avec la Hollande. Dans les premiers jours de juin le Rhin fut atteint et quatre places allemandes enlevées aux Hollandais, à savoir Wesel, Burick, Orsoy et Rheinberg. L'émotion fut grande en Allemagne ainsi qu'en Hollande à la nouvelle de ces brillants succès des Français. Jean de Witt fut vivement attaqué par les orangistes, qui auraient désiré une défense plus énergique et surtout plus concentrée.

Le 9 juin, le gros de l'armée du roi traversa le Rhin à Wesel et s'empara des places d'Emmerick et Rees. Ici les difficultés commencent. Les assaillants se trouvent en présence des nombreux cours d'eau du Rhin-Inférieur, le Leck, l'Yssel et leurs canaux ; en outre l'armée du prince d'Orange a pris position à la jonction de ces deux bras autour d'Arnheim et couvert d'ouvrages tout l'Yssel, d'Arnheim à Zutphen.

Turenne menace l'Yssel et Doersburg, tandis que Condé passe bravement le Leck, moitié à gué, moitié à la nage près du fort Toll-Huys, passage trop célébré, car la défense y fut presque nulle et il fallut toute la témérité habituelle de Condé pour s'y faire blesser à la main. Ensuite un pont fut jeté et toute l'armée franchit le fleuve.

Turenne, qui prit le commandement à la place de Condé, repoussa les forces envoyées d'Arnheim. Le prince d'Orange dut même évacuer son camp et la ligne de l'Yssel et se replier sur Utrecht. En même temps Luxembourg, plus au nord, pénétrait dans la province de Groningue.

La campagne se montrait si favorable aux Français que déjà les Etats généraux abattus parlent de soumission et envoient au roi des députés porteurs de conditions de paix.

Mais au quartier-général français on est devenu exigeant et l'on hésite à l'acceptation. Malgré l'autorité du roi on s'y consume aussi en dissentiments et en indécisions pendant que l'armée emploie le mois de juin à prendre encore quelques petites places.

Condé et Turenne sont d'avis de pousser la marche en avant. Le premier voudrait entr'autres lancer six mille chevaux sur Amsterdam. Turenne s'oppose à cette pointe, trop forte ou trop faible. Peut-être eut-il tort ; la pointe eût réussi au moins jusqu'à Muyden, comme le prouvèrent quelques éclaireurs perdus, et c'eût été décisif, Muyden étant la clef des écluses. Louvois, qui apportait aussi ses doctes avis, fit pencher la balance en faveur d'une marche lente vers Amsterdam en conquérant toutes les places sur le chemin et autour de soi. Louis XIV paya cher cette condescendance envers son ministre et ses ingénieurs. Tout en faisant suivre à leur plan, il répondit aux ouvertures des Etats généraux par des contre-propositions humiliantes qui furent repoussées avec une noble indignation. La surexcitation du sentiment national amena une révolution contre le parti modéré. Jean de Witt et quelques-uns des siens furent massacrés et le prince d'Orange appelé au stathouderat en même temps qu'au commandement de toutes les forces du pays, c'est-à-dire que sa dictature fut proclamée. C'était assurément déplorable que pour sauver la république on commençât par la détruire ; néanmoins, grâce au mérite personnel du prince, le moyen, si détestable qu'il fût en soi, trouva l'absolution dans l'issue des événements.

Au commencement de juillet les Français entrèrent dans Utrecht, mais en s'occupant de faire les sièges de Grave, de Nimègue, etc., au lieu de se porter rapidement sur Amsterdam. Bientôt cette ville s'entoura d'inondations, toutes les écluses furent ouvertes, les digues saignées et les Fran-

çais ne purent faire que des progrès très-lents. Ennuyé de cette guerre, qui commençait à n'être plus très-glorieuse, le roi remit à Turenne le soin de la continuer et il retourna à Paris. Turenne prit encore de nombreuses petites places, qu'il eut tort de ne pas faire raser, car elles lui dévorèrent peu à peu son armée par des garnisons détachées.

La situation politique s'était aussi changée. Les succès et la hauteur de Louis XIV avaient ému l'Empereur et il envoyait une armée se joindre à celle de l'électeur de Brandebourg.

Pour parer à ce nouveau danger il fallut aviser à de nouveaux plans. Condé se porte sur le Haut-Rhin avec une vingtaine de mille hommes ; le duc de Duras sur la Meuse avec six mille hommes. Turenne laissant des garnisons en Hollande, remonte le Rhin, le passe à Wesel, traverse le duché de Berg, rejoint ses alliés de Münster et de Cologne et va prendre position sur la Lahn vers Nassau. Les ennemis, après avoir fait leur jonction le 11 septembre à Halberstadt, s'étaient portés sur le Mein et s'avançaient contre Turenne. Celui-ci ne se sentant pas en forces contre eux repasse le Rhin à Andernach et met à contribution l'électorat de Trèves, secret allié de l'empereur. Les Impériaux commandés par le Grand-Electeur de Brandebourg (Montecuculi, malade, ayant dû retourner à Vienne), tentent vainement de franchir le Rhin à Coblenz et à Mayence. Ils se rabattent vers Strassbourg espérant y être plus heureux ; mais Condé avisé par Turenne les y prévient et fait sauter le pont malgré l'hostilité des bourgeois. Le Grand-Electeur ne se rebute pas, et après quelques feintes et contre-feintes, il réussit à jeter un pont au-dessous de Mayence et à pénétrer par là en Luxembourg. Au lieu de l'attaquer directement, Turenne menace ses communications, ce qui force les Impériaux de repasser le Rhin.

Quoiqu'on fût déjà en hiver la campagne n'en continua pas moins, fait à noter comme exceptionnel. Le Grand-Electeur marche sur la Westphalie et, tout en s'occupant du siège de quelques places, il fait le dégât dans les Etats de l'évêque de Münster.

Turenne accourt à l'aide de son allié, passe le Rhin à Wesel, rejoint les troupes allemandes du marquis de Renne, atteint les Impériaux devant Soest, leur en fait lever le siège et les repousse avec perte au-delà du Weser. Lui-même passe ensuite le Weser à Hœxter et amène le Brandebourg à signer une paix séparée le 10 avril 1673.

Débarrassé de cet adversaire, Turenne se porte contre l'autre; il va l'observer sur la Lahn, autour de Wetzlar, pendant qu'un détachement de ses troupes aide le roi et Vauban à prendre plusieurs autres places hollandaises, notamment Maëstricht.

Condé, aussi en Hollande, y était presque inactif. Il devait se borner, au milieu des inondations, à maintenir péniblement les conquêtes de l'année précédente, rôle qui s'accordait du reste assez, pour le moment, avec de cruelles attaques de goutte qui le clouaient sur son fauteuil. Mais du côté de l'Allemagne s'amassait un orage. Montecuculi avait reformé en Bohême une armée impériale d'une quarantaine de mille hommes avec laquelle il s'avancait sur le Rhin.

Turenne, rallié par des renforts du roi venu en Alsace et en Lorraine, marche au-devant de Montecuculi par le Mein et la Tauber et l'arrête devant Rotembourg sur la Tauber. Le général impérial s'esquive par la droite et va s'établir fortement près de Würzburg. Intimidant ou gagnant l'évêque, celui-ci, quoique déclaré neutre, livre son pont aux Impériaux, qui passent sur la rive droite du Mein. De là, Montecuculi marche en sécurité sur Mayence; feignant de menacer l'Alsace, il donne le change à Turenne et parvient à

s'embarquer pour Bonn et Cologne et à rallier sur ce dernier point le duc d'Orange qui s'était avancé de la Hollande. Cette belle manœuvre, que Turenne, plusieurs fois joué¹, ne put empêcher, illustra Montecuculi et termina la campagne de 1673. Les Impériaux et les Hollandais prirent leurs quartiers d'hiver le long du Rhin ; Turenne se retira sur la Sarre.

Sur mer, les Hollandais Ruyter et Tromp avaient eu des avantages sur la flotte coalisée dans trois rencontres successives. De son côté, l'Espagne venait de se déclarer contre la France, de sorte que la campagne de l'année 1674 dut se rouvrir avec quatre armées françaises, sans compter les flottes.

Dès le mois d'avril, Louis XIV commença lui-même les hostilités par une rapide conquête de la Franche-Comté, avec l'aide de Vauban, qui s'empara de toutes les places principales. Des ambassadeurs furent envoyés en même temps à la Suisse pour l'apaiser et justifier cette attaque qui violait sa médiation antérieure.

Sur les Pyrénées, Schomberg eut quelques avantages sans grande importance.

En Allemagne, Turenne mena des opérations très-laborieuses et non moins vantées par la plupart des historiens français. Il empêcha d'abord le duc de Lorraine et trois mille cavaliers de secourir la Franche-Comté, soit par la France soit par la Suisse. Ils durent se replier sur le Necker où se formait l'armée de la coalition. Près de Saverne, Turenne apprend que des renforts impériaux arrivent de la Bohême sur le Necker ; il marche à leur rencontre pour empêcher leur jonction, en débouchant de Philippsbourg, et il les atteint près de Sintzheim, sur l'Eltz, à mi-chemin de

(1) Napoléon, dans sa dictée sur les campagnes de Turenne, estime que ce capitaine commit ici la plus grande faute de sa carrière et fit une tache à sa gloire.

Philippsbourg au Necker. C'étaient neuf mille hommes sous le général Caprera, dont sept mille cavaliers et point d'artillerie. Turenne avait à peu près le même effectif, mais de toutes armes, dont quatre mille d'infanterie et six canons. Il obtint facilement la victoire, quoique un plateau favorable aux charges de la cavalerie impériale eût été vivement disputé. Caprera laissa sur le champ de bataille environ 3 mille hommes, dont 500 prisonniers.

Turenne se replia aussi, malgré ce succès, jusque derrière le Rhin, à Neustadt, non loin de Spire et de Philippsbourg, pour y rallier des renforts de la Belgique et de la Franche-Comté. Le 3 juillet, il reprit l'offensive avec une vingtaine de mille hommes et se porta de nouveau sur le Necker, tandis que les Allemands se réunissaient sur le Mein. Par ordre de la cour, il ravagea odieusement le Palatinat. Du château de Heidelberg, l'électeur palatin pouvait suivre la marche de l'incendie ; mais il ne sut y parer qu'en proposant un cartel au général français (1).

Les forces allemandes, avancées vers Mannheim, se replièrent devant Turenne jusqu'à Mayence, où elles reçurent des renforts. Turenne, à son tour, repassa le Rhin et s'établit à Landau, d'où il continua ses terribles représailles contre le pays.

Les Allemands, accrus au nombre de 35 mille hommes, se remettent en mouvement à la fin d'août. Burnonville, qui les commande, fait mine de vouloir assiéger Philippsbourg, puis il marche rapidement sur Strassbourg en remontant la rive droite du Rhin. Turenne, qui s'était d'abord apprêté à agir à Philippsbourg, remonte aussi en toute hâte sur Strassbourg par la rive gauche. Les deux armées font steeple-chase, séparées par le Rhin. Burnonville a deux marches

(1) Il ne faut pas oublier que ce genre barbare de guerre était encore en plein usage partout à cette époque ; il s'appelait *faire le dégât*.

d'avance. Turenne n'en regagne qu'une. Burnonville s'empare le 21 septembre de la ville de Strassbourg, qui ne demandait pas mieux que d'être prise par les Allemands. Il s'établit sous le canon de la place, front au nord. Turenne vint camper en face, à Wantznau. Il avait 25 mille hommes, les Allemands 35 mille. Ceux-ci en attendaient encore 25 mille, entr'autres les Prussiens ou Brandebourgeois, sous l'électeur, qui s'était aussi redéclaré contre la France, mais qui arrivait péniblement comme toujours.

Quelques manœuvres de campement eurent lieu autour de Strassbourg, Turenne cherchant à couvrir Saverne et à s'assurer un bon point d'attaque. Enfin il se décida à offrir la bataille avant la jonction des Prussiens. Le 4 octobre, les deux armées se trouvèrent en présence à Entzheim, mais les Allemands, que Turenne avait un peu espéré surprendre, étaient en bonne disposition de le recevoir. De part et d'autre on n'en fut pas moins résolu à tenter la fortune des armes, et cela amena la bataille d'Entzheim (5 octobre 1674).

Les Impériaux avaient leur centre à ce village, bien posté derrière des haies et des murailles de jardin et secondé du gros de l'artillerie; leur cavalerie était aux ailes, à droite sous le général Dünwald, à gauche sous Caprera, toutes deux prolongées et flanquées de détachements de dragons et de Croates; en avant de ces ailes deux bois, un petit à la droite, un plus grand à la gauche, devaient être aussi occupés par des troupes légères, d'infanterie surtout.

Turenne, fort d'environ 25 mille hommes, dont 10 mille dragons, se forma comme d'habitude en deux lignes et une réserve.

En première ligne, il mit 34 escadrons et 10 bataillons, mélangés par groupes de un à deux bataillons et de un à quatre escadrons; plus deux régiments de dragons réunis à

l'aile droite. Les intervalles entre les groupes d'escadrons étaient remplis par des pelotons de mousquetaires.

La seconde ligne fut formée de 8 bataillons et 28 escadrons, aussi mélangés comme à la première ligne, mais sans pelotons de mousquetaires entre les escadrons.

Cinq escadrons derrière le centre de la première ligne en formèrent la réserve. Deux bataillons et six escadrons formèrent une troisième ligne ou la réserve générale.

Après avoir franchi la Beusch, Turenne déploya son front; pour cela il s'étendit à sa droite et fit attaquer le bois couvrant l'aile gauche des Impériaux. Les dragons y réussirent aisément, car l'ennemi n'avait pas encore eu le temps d'occuper en forces cette position; seulement quand ils arrivèrent à la lisière extérieure du bois ils découvrirent toute l'aile gauche de Burnonville, c'est-à-dire la cavalerie de Caprera, formant un crochet en avant de son infanterie dirigée perpendiculairement vers la droite française.

Pour continuer son mouvement, Turenne fit déboucher du bois contre Entzheim; l'artillerie impériale ouvrit alors un feu très-vif, qui, secondé de feux de mousquetaires, repoussa les assaillants. Turenne fit avancer son centre directement sur Entzheim; mais il fut contenu de front en même temps que chargé de flanc par la cavalerie de Caprera. La seconde ligne française dut s'avancer au centre en aide à la première; elle n'eut pas plus de succès. Le combat se prolongea sur ce point avec tenacité; pendant ce temps Turenne rassembla toute sa cavalerie de la droite et la lança, par les intervalles des bataillons engagés, contre celle de Caprera en se prolongeant à droite. Ce mouvement, quoique efficace, laissa un vide vers son centre, dont les Impériaux profitèrent aussitôt pour lancer à leur tour une vingtaine d'escadrons au milieu des lignes françaises. Ils pénétrèrent jusqu'aux réserves et engagèrent une mêlée générale qui força

les bataillons français du général Faucoult à former les carrés et à rester sur la défensive. Tout cela se passa néanmoins en bon ordre, et la cavalerie de la gauche française eut le temps d'arriver et de repousser l'attaque de la cavalerie impériale. Celle-ci, épuisée et non soutenue de l'infanterie, se retira sur ses lignes en laissant beaucoup de morts et blessés sur le terrain de ses brillants exploits.

Le soir, les deux armées se quittèrent pour se replier, les Allemands sous le canon de Strassbourg, Turenne derrière la Breusch vers Achenheim, à une lieue du champ de bataille. En cela il fut peut-être un peu trop prudent; en tenant sa position jusqu'au matin il se fût acquis le prestige de la victoire. Il eut au moins l'avantage relatif d'emmener comme trophées 10 canons et quelques étendards, et, quoique inférieur en forces, de n'avoir que deux mille hommes hors de combat, tandis que les Allemands en perdirent environ le double. Toutefois, la bataille d'Entzheim doit être considérée comme indécise et elle resta sans résultat.

Le grand-électeur ayant rallié les Allemands, le 14 octobre, ceux-ci, forts alors d'une cinquantaine de mille hommes, reprirent leur camp d'Entzheim, et Turenne, qui s'était déjà replié sur la Massig, dut reculer derrière la Zorn autour de Dettweiler. Pendant cette retraite, il fut attaqué et fit des pertes. Mais des renforts lui arrivèrent de toutes parts, et l'ennemi, à son tour, se replia sous les murs de la place, au camp de St-Blaise.

Turenne n'essaya pas de le poursuivre directement, ce qui eût peut-être amené l'évacuation immédiate de Strassbourg, les Prussiens n'ayant rien à gagner dans ces parages où ils ne faisaient que les affaires de l'Autriche. Il préféra recourir à une opération qui paraît plus compliquée que de nécessité.

Evacuant complètement l'Alsace il repasse en Lorraine

le 29 novembre par le défilé de la Petite-Pierre, porte son quartier-général à Loquin, marche au sud le long des Vosges par Bramont, Bécarat, Dompail, Padoux, Eloges, Longuet, Remiremont, Belfort, tout en recueillant quelques troupes auxiliaires. Seulement à son arrivée à Belfort, le 27 décembre, cette marche fut connue de l'ennemi, qui prit aussitôt ses dispositions pour faire face de ce côté. Turenne aurait dû redoubler de rapidité ; au contraire il marcha dès lors plus prudemment et trop lentement sur Grûn, puis sur Mülhouse. Près de cette ville il rencontra déjà une division de Burnonville se repliant sur Colmar et qu'il rejeta sur Bâle. Ce ne fut que le 5 janvier qu'il arriva devant Colmar, où le grand-électeur avait pu rallier toute son armée et était prêt à le recevoir avec 50 mille hommes bien postés, la droite à Turckheim, la gauche à Colmar, sur le front un petit ruisseau. Turenne, qui avait 40 mille hommes, attaqua néanmoins, le 5 janvier au soir. Lançant Lorges à droite contre Colmar, il assaillit Turckheim avec le gros de ses troupes et enleva la position. La nuit ne permit pas d'action soutenue. Turenne comptait la reprendre le lendemain ; mais le 6 au matin il trouva les lignes ennemies évacuées. Le grand-électeur avait fait sa retraite pendant la nuit sur Schlestadt, ne laissant aux vainqueurs que des malades et des trainards au nombre d'environ trois mille. Turenne se mit à ses trousses sur Schlestadt, que l'ennemi évacua, le 9, vers le Rhin ; le 11, il repassa ce fleuve au pont de Benfelden, en amont de Strassbourg, et rentra en Allemagne, moins par nécessité militaire que par raison politique par suite du peu d'intérêt que les Allemands du nord avaient dans des opérations en Alsace.

Si cette campagne de Turenne fut ainsi terminée au profit de la France, ce que nous avons retracé de ses opérations suffit à montrer qu'elle ne comporte pourtant pas tous les

éloges qu'on en a faits (1). Le grand mouvement autour des Vosges n'eut point en réalité le mérite dont il revêt les apparences au premier coup-d'œil. C'était, qu'on nous pardonne l'expression, chercher midi à quatorze heures; il aurait dû, pour être efficace, aboutir au milieu des cantonnements des Allemands et non sur leur extrémité, ou une fois démasqué à Belfort être mené plus rapidement qu'il ne le fut. Dans une observation frappée au coin du génie Napoléon a tout dit à cet égard en ces quelques lignes :

« C'est le 27 décembre que Turenne est arrivé à Belfort, et c'est le 5 janvier qu'il a livré le combat de Türckheim, ce qui fait neuf jours; c'est six trop tard. Il y a de Belfort à Colmar quatorze lieues; les cantonnements une fois réunis à Belfort, la manœuvre était démasquée, il n'y avait plus une heure à perdre : si Turenne eût marché avec plus de rapidité, il eût obtenu de grands résultats; tous les quartiers de l'ennemi avaient eu le temps de se rallier, de sorte qu'au champ de Colmar il a trouvé toute l'armée réunie; il eût dû prévenir leur réunion. Tout le génie de cette opération consistait à arriver sur le pont de Strasbourg avant que l'armée fût ralliée; Turenne la manqua : une pareille manœuvre aurait été féconde en grands résultats et d'un succès certain. Si au lieu de déboucher par Belfort, c'est-à-dire par l'extrémité des Vosges, Turenne eût débouché par le milieu des Vosges, droit sur Colmar et Strasbourg, il fût arrivé avant que les cantonnement se fussent ralliés. Il a dans cette occasion montré plus de talent pour la conception de ce beau plan, que dans son exécution (2). »

(1) M. Henri Martin entr'autres, au tome XIII, p. 455 de son *Histoire de France*, si distinguée du reste.

(2) Chacun fera aisément la part de la courtoisie dans cette dernière phrase, qui, sans cela, renfermerait une anomalie étrange. Le plan de Turenne n'ayant été connu que par son exécution, et celle-ci étant fondamentalement vicieuse, ce plan lui-même ne peut pas être si beau, ou son mérite reste dans le domaine des simples hypothèses. La beauté dont parle Napoléon ne s'applique évidemment qu'au

Pendant ce temps, Condé avait opéré plus vigoureusement en Belgique. De Mæstricht, où il consolida la position des Français, il se rabattit sur le Hainaut devant des forces supérieures et il attendit autour de Charleroi l'arrivée de renforts annoncés, dans un bon camp d'observation entre la Sambre et le ruisseau du Piéton. Ainsi, il menaçait Mons, il couvrait le Hainaut français à gauche et la Champagne à droite. En juillet, il avait sous ses ordres environ 35 mille hommes et l'ennemi 50 mille sous Guillaume d'Orange et des Souches, remplaçant de Montecuculi. Ces derniers, après avoir détaché une dizaine de mille hommes contre la place de Graves sur la Meuse, allèrent offrir la bataille à Condé. Ne réussissant pas à faire sortir le général français de ses lignes et n'ayant rien pu entreprendre de sérieux contre Charleroi, ils filèrent par leur droite vers Mons et le Hainaut français.

A peine avaient-ils commencé leur trop confiante marche de flanc que Condé la découvre et se met en mesure de la châtier. Lestement prêt, il passe le Piéton, tombe sur un corps de flanqueurs ennemis tenant le village de Sénéf, et, à la tête de la garde du roi, il le refoule sur le gros de l'armée en marche (11 août). Celle-ci se forme à la hâte près du prieuré de St-Nicolas. Condé ne lui donne pas le temps de s'organiser ; il l'attaque avec ce qu'il a sous la main et la déloge de positions en positions pendant près d'une lieue de chemin jusqu'au village de Fay. Tout le bagage, beaucoup de prisonniers, une centaine de drapeaux et 4 canons tombèrent entre ses mains. A Fay, la tête de l'armée alliée s'était arrêtée dans une bonne position, où Guillaume rallie les fuyards et se met plus solidement en défense.

Comme à Fribourg et à Nordlingen, Condé ne pense pas

plan tel qu'il le corrige dans sa critique. Alors ce n'est plus du tout le même plan, quoiqu'il réponde toujours, et mieux encore, à l'intention probable qui avait inspiré l'autre.

à ralentir son élan. Il attaque de nouveau, mais cette fois sans succès. Une action acharnée se poursuit jusque dans la nuit sans autre résultat que de fortes pertes des deux côtés et surtout du côté des Français. Le lendemain, les alliés purent filer sur Mons, et Condé rentra dans son camp. De part et d'autre, cette affaire coûtait environ 8 mille hommes hors de combat, dont 3000 prisonniers restés aux mains des Français avec les trophées de Sénéf.

Les alliés entreprirent ensuite le siège d'Oudenarde qu'ils investirent le 15 septembre. Condé se porta vers la place et parvint à communiquer avec elle dès le 20 septembre. La mésintelligence entre les alliés aidant, ce secours força ceux-ci à lever le siège et à se replier sur Gand. Ils se consolèrent en s'emparant de Graves, après quoi ils se séparèrent.

Sur ce théâtre, comme sur le Rhin, les Français n'avaient pas fait grand progrès en 1674; mais leurs adversaires, si menaçants au début, n'en avaient pas fait davantage.

La campagne était à refaire. Elle se rouvrit en 1675 dans des conditions un peu différentes. La France était secondée cette fois d'utiles diversions de la Suède contre le Brandebourg, mais contrariée par des discordes intestines à propos des impôts de plus en plus lourds.

Au nord, les Français se concentrèrent sur la Moyenne-Meuse, obtinrent Liège et rasèrent Maysek. Le roi et Condé prirent Limbourg, pendant que Créquy s'emparait de Huy et de Dinant, puis menacèrent Namur et Charlemont, les seules places restant aux coalisés sur la Moyenne-Meuse, pendant que des coups plus décisifs se porteraient ailleurs. Le roi retourna à Paris le 17 juillet pour y veiller aux troubles de l'intérieur, ne laissant à Condé qu'un petit corps pour contenir le prince d'Orange et un autre corps à Créquy contre le duc de Lorraine entre Moselle et Sarre. Le reste fut envoyé à Turenne pour agir vigoureusement en Allemagne.

Turenne avait passé l'hiver à Paris au milieu de grandes ovations. Il en avait profité pour se plaindre de Louvois qui le contrariait trop souvent et il avait reçu carte blanche pour ses opérations futures. Il partit pour son armée le 11 mai ; le 22 mai il était devant Strassbourg avec 20 mille hommes et imposait la neutralité à cette ville, qui eût dû être occupée depuis longtemps. Au-delà du Rhin, vers Offenbourg, se rassemblait l'armée ennemie, comptant 25 mille hommes, tous d'Impériaux cette fois, sous Montecuculi.

Voulant reprendre l'Alsace, le général autrichien s'y fit précéder d'une sonore proclamation promettant mieux que la campagne précédente ; mais il ne put obtenir passage des Strassbourgeois. Il lui fallut manœuvrer. Il descendit le Rhin, fit mine d'assiéger Philippsbourg et franchit le fleuve à Spire. Turenne l'attendit à Achenheim avec une avant-garde à Haguenau ; mais les Impériaux n'avançant pas, il résolut de menacer leurs derrières et de se porter pour cela en Souabe. A cet effet, il jette un pont à Ottenheim, à 4 lieues en amont de Strassbourg et il y passe le Rhin. Montecuculi s'empresse aussi de repasser le Rhin, et les deux armées se rencontrent sur la Kintzig, ou plutôt s'observent car elles ne s'aborderont pas de sitôt. Turenne, bien campé à Willstet, barre la route de Strassbourg. Montecuculi, plus en amont sur la Kintzig, se poste vers Offenbourg. De là, ce dernier se prolonge par sa gauche pour menacer le pont français d'Ottenheim ou pour forcer Turenne à découvrir Strassbourg. Turenne se borne à détacher une division sur sa droite vers Altenheim pour garder son pont. Ici Montecuculi manqua l'occasion de porter un coup décisif, et Napoléon, remarque qu'à sa place Condé ne l'eût pas laissé échapper. Il aurait dû changer sa diversion en attaque sérieuse ou percer le centre du front si étendu des Français ; au lieu de cela il se borna à des manœuvres insignifiantes.

Turenne eut le temps de reconnaître sa faute d'avoir un pont si loin de Strassbourg ; il le leva et le rapprocha jusqu'à Altenheim, ce qui, suivant Napoléon, était encore une lieue trop loin de la place.

Désespérant néanmoins de rien pouvoir tenter d'avantageux sur ce point, Montecuculi retourne à son camp d'Offenbourg. De là, après une nouvelle diversion vers Altenheim, il se porte rapidement par sa droite sur Bodesweyer pour saisir, du côté d'aval, un passage sur Strassbourg, où il a des partisans qui l'attendent avec impatience. Turenne, pénétrant à temps son projet, le prévient à Bodesweyer et l'arrête. Montecuculi doit renoncer à surprendre des ponts si bien gardés. Il redescend le Rhin à la recherche d'un autre passage en se faisant envoyer des bateaux commandés à Strassbourg et il campe à Scherzheim pour les attendre. Turenne le suit et campe en face de lui, à Freistett, la gauche au Rhin, ayant sur son front le Renchen, faible cours d'eau qui sépare les deux adversaires.

Turenne fait établir des estacades et des batteries sur le fleuve pour arrêter les convois de Strassbourg. Mais le terrain marécageux de son camp le fait souffrir du manque de vivres et de maladies, tandis que l'ennemi, beaucoup mieux placé, communiquait avec Offenbourg et en tirait des approvisionnements. Il en attendait aussi le renfort de son arrière-garde sous Caprera. Turenne l'apprend et se décide à l'attaque immédiate. Dans la nuit du 23 au 24 juillet il franchit le Renchen à un gué mal gardé sur la gauche de l'ennemi, et, continuant son mouvement par sa seconde ligne sous le couvert de la première servant de rideau, il s'empare, le 25, de Gamhorst, petit village commandant le vallon de Lichtenau, en arrière des Impériaux. Il avait ainsi coupé leurs communications et allait les acculer au Rhin. Mais Montecuculi était souple et son minime effectif lui permettait des mouve-

ments que des armées de 50 à 60 mille hommes n'auraient pu effectuer. Dans la nuit du 25 au 26, il s'esquive par la montagne et s'établit à son tour sur la droite des Français, dans le vallon de Susbach. Turenne se concentre le 26 à Gamhorst, remonte le Lichtenau le 27 et se trouve en face de la position ennemie. Il va aussitôt la reconnaître; elle lui paraît forte de front, mais acculée à la montagne et pouvant être avantageusement tournée. Il venait d'exprimer laconiquement sa grande satisfaction par les mots: « Enfin, je le tiens, » lorsqu'un boulet de canon le tua raide en enlevant un bras à son général d'artillerie St-Hilaire (1).

Le projet d'attaque s'envola avec la vie du grand capitaine. Les lieutenants Lorge et Vaubrun ne surent s'entendre que pour se replier sur Willstet, puis sur Alterheim, vivement talonnés par Montecuculi, qui faillit même les prévenir sur le Rhin. Une action très-chaude s'engagea devant Alterheim, où Vaubrun se fit bravement tuer avec environ trois mille hommes. Les Impériaux en perdirent cinq mille, mais eurent la gloire de reconduire les Français au-delà du fleuve dans la nuit du 4 au 5 août. Ceux-ci se replièrent sur Schlestadt, tandis que Montecuculi, passant aussi le Rhin, se mit en possession de Strassbourg et alla assiéger Haguenau.

En même temps, c'est-à-dire le 11 août 1675, Créqui avait été battu à Consaarbrücke, puis bloqué dans Trèves, où il avait dû se rendre aux Brunswickois.

Condé fut envoyé en toute hâte à l'armée d'Allemagne pour remplacer Turenne. Il la rallia à Chatenoy, vers Schlestadt et fit lever le siège de Haguenau. Mais n'étant pas assez en force, il évita la bataille que le circonspect Montecuculi recherchait au contraire. Pendant le reste de la saison, Condé se maintint dans son bon camp de Chatenoy sans permettre

(1) Un fort intéressant résumé de cette belle campagne se trouve dans un récent petit volume, recommandable à tous égards, *Souvenirs d'un voyage; une visite à quelques champs de bataille de l'armée du Rhin*, (par M. le duc de Chartres.)

aux Impériaux de s'avancer en Alsace. Ils se retournèrent vers le Bas-Rhin et établirent un pont et des ouvrages à Lauterbourg en vue du siège de Philippsbourg; Montecuculi prit ses quartiers d'hiver dans les environs.

Mais ce fut sa dernière campagne, de même que Condé. Tous deux, très-souffrants de la goutte, ne purent reprendre leur commandement au printemps. Ainsi l'année 1675 vit la retraite des trois plus grands capitaines de l'époque ⁽¹⁾.

En France, les maréchaux Luxembourg, Créquy, Schomberg, puis Vauban ne les remplacèrent pas trop mal. S'ils n'empêchèrent pas la perte de Philippsbourg, tombée aux mains des Impériaux, le 2 août 1676, ils la compensèrent par la prise de beaucoup d'autres places: Fribourg, Condé, Bouchain, Aire, Valenciennes, Gand, Ypres, enfin Cambrai et St-Omer. En 1678, la paix se conclut à Nimègue, paix qui valut à la France les colonies hollandaises du Sénégal et de la Guyane et enfin la Franche-Comté tant désirée.

Le traité de Nimègue marqua l'apogée de la puissance de Louis XIV. Alors s'ouvre, dit Trognon, la période des grandes fautes, en attendant celle des désastres ⁽²⁾. Cette importante date se rencontre aussi avec un brillant essor de tous les arts de la paix. Epoque grandiose, en vérité, malgré les noires ombres qu'y tracent les avides Chambres de Réunion, le barbare bombardement de Gênes, l'inique et impolitique révocation de l'édit de Nantes, suivie des cruelles dragonnades, actes de brutal despotisme suffisants à attacher une éternelle malédiction à la mémoire du plus grand des rois.

(1) La belle *Histoire des princes de Condé pendant les 16^e et 17^e siècles* de M. le duc d'Aumale, dont les deux premiers volumes ont paru dernièrement, donnera sans nul doute dans les volumes suivants, qui, dit-on, ne tarderont pas à paraître, de nouveaux et précieux renseignements sur le grand Condé et sur ses campagnes. C'est à d'obligeantes notes de l'illustre auteur que nous devons déjà les principaux matériaux de notre récit de la bataille de Fribourg.

(2) Histoire de France. Tome V, ch. 24.

Pour nous, cette phase de l'histoire n'est point la plus intéressante. Les capitaines de premier ordre y manquent. La majesté de Louis XIV y prend plus d'ampleur, mais non ses talents de général. S'il se perfectionne dans l'art des sièges et de l'administration, qui convient à ses goûts d'activité et de précision, son suprême orgueil n'ose affronter les chances des batailles décisives⁽¹⁾. Ses meilleurs lieutenants, Luxembourg et Catinat, ne rappellent que de loin Condé et Turenne. Leur adversaire n'est plus Montecuculi, n'est pas encore le brillant Eugène de Savoie ou le grand Marlborough. Louvois devient une étoile de première grandeur. Son génie créateur inépuisable fait sortir de terre les armées, et c'est leur plus belle opération. On ne manœuvre qu'à coups de 50 mille hommes et plus, mais encombrés d'*impedimenta*, dont la fastueuse cour et ses dames sont un des plus incommodes. Les gros effectifs, la puissance du roi, remplacent les beaux mouvements. Les campagnes se prolongent et deviennent à la fois plus meurtrières et moins décisives. La rapidité des allures leur fait défaut et ne leur reviendra qu'après une longue école dans le maniement des masses.

De leur côté les ingénieurs, si relevés par Vauban, règnent en maîtres dans leur importante spécialité, dont ils rompent trop souvent les limites. Ils mettent autant de zèle à prendre des places en temps de guerre qu'à en créer en temps de paix⁽²⁾. Bientôt les frontières du nord et de l'est sont couvertes d'un formidable et désordonné réseau de forteresses, qui imposera longtemps de vicieuses opérations de cordon aux forces en campagne et qui un jour épuisera la France,

(1) Voir dans les mémoires de l'Académie des sciences morales et politiques, 1^{er} vol. de 1867, de lumineuses et savantes *Réflexions sur les talents militaires de Louis XIV* du commandant de la Barre-Duparcq.

(2) On doit cependant reconnaître que Vauban résista souvent à la tendance d'abuser de l'art qu'il avait tant illustré, et qu'il disputa vivement sur ce thème contre Louvois. C'est le fastueux ministre qui doit plutôt être considéré comme le vrai fauteur de ces excès.

tout en la laissant découverte au cœur. Il faudra plus d'un siècle d'expériences et de désastreuses leçons avant qu'on songe à réparer les erreurs de ce système et à faire passer le principal avant l'accessoire, c'est-à-dire assurer tout d'abord la capitale, base de la force d'une nation, pour organiser ensuite sur elle les dispositifs des frontières⁽¹⁾. Quant aux flottes, qui jouèrent souvent le rôle le plus important sous Tourville et Duguay-Trouin, leurs exploits ne sont pas de notre ressort.

Aussi nous ne ferons que marquer la place chronologique des guerres de cette période, pour y noter quelques faits nouveaux de l'art militaire.

Les prétentions d'omnipotence de Louis XIV, manifestées par ses Chambres de Réunion, amenèrent contre lui une coalition de presque toute l'Europe par la Ligue d'Augsbourg, conclue dans cette ville en 1686. L'Angleterre seule y manquait par suite de ses agitations intestines; mais après la révolution qui porta sur le trône le prince d'Orange, l'adversaire le plus acharné de Louis XIV, elle se trouva, avec la Hollande et l'Empire, à la tête de la coalition.

La guerre éclata en 1688 et ne tarda pas à s'étendre sur cinq théâtres principaux, en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Italie, en Angleterre et sur mer, sans parler des in-

(1) Voir sur ce point l'excellente étude du lieutenant-colonel van de Welde *Défense des Etats* et le chapitre III, art. 26 du *Précis de l'art de la guerre* du général Jomini. Déjà Machiavel, en 1521, avait dit dans son *Discours sur Tite-Live*. II, 24 : « Pour contenir son propre pays, les forteresses sont dangereuses; pour conserver le pays conquis, elles sont inutiles. Ce qu'il faut surtout mettre en état de défense, de force et de vie, c'est le cœur d'un empire et non pas ses extrémités; on peut avoir perdu celles-ci sans cesser d'exister, mais la vie tient à l'existence de celui-là. Malheur aux Etats qui arment les pieds et les mains et laissent le cœur sans défense ! » Plus tard, le duc de Rohan, dans son *Parfait capitaine*, et le maréchal Puysegur, dans son *Art de la guerre*, soutinrent chaleureusement les mêmes bons principes, mais sans réussir davantage à les faire triompher avant l'expérience qui résulta des guerres de notre siècle. La France ne revint décidément, mais imparfaitement encore, de ce système vicieux que sous le roi Louis-Philippe et grâce aux efforts de M. Thiers, par le réseau des fortifications de Paris.

vasions des Turcs en Hongrie. Les bords du Rhin et le Palatinat subirent de nouveau le dégât des armées françaises, ce qui excita l'Allemagne à de nombreuses levées de troupes.

Néanmoins la France fit face à ses nombreux adversaires, mais au prix des plus grands sacrifices et en portant ses effectifs jusqu'à 450 mille hommes et 160 vaisseaux. Sur mer les forces de l'amiral Tourville, secondées des corsaires Jean Bart et Duguay-Trouin, portèrent la terreur dans les flottes et les colonies de l'Espagne et de la Hollande, jusqu'à ce qu'enfin, battues à La Hogue (29 mai 1692), elles durent restreindre considérablement leur action.

En Belgique, Luxembourg, à la tête d'armées de plus de 50 mille hommes, remporta successivement de grandes victoires à Fleurus (1^{er} juillet 1690), à Steinkerque (3 août 1692), à Neerwinden (29 juillet 1693), où il recueillit tant de drapeaux qu'ils lui valurent le glorieux surnom de tapisserie de Notre-Dame. En même temps Vauban et le roi s'occupèrent d'un grand nombre de sièges, dont celui de Mons, puis celui de Namur, habilement défendue, perdue et reprise par Coëhorn, furent les plus brillants.

En Italie Catinat remporta, entr'autres, sur les troupes du duc de Savoie, le principal belligérant, deux victoires, à la Staffarde (17 août 1690) et à la Marsaille (3 octobre 1693), sans grands résultats et sans pouvoir empêcher la guerre de se porter en Dauphiné.

En Allemagne les Français, après avoir repris Philippsbourg, ne purent que se tenir péniblement sur la défensive. Deux tentatives qu'ils firent sur l'Irlande et l'Angleterre, en faveur du roi détrôné, échouèrent totalement. En Espagne, d'insignifiants succès se balancèrent de part et d'autre. Après 10 ans de guerre, la France, quoique épuisée, luttait encore contre l'Europe, et trois avantages inespérés qu'elle obtint, en 1657, soit la prise d'Ath par Vauban et Catinat, qui décou-

vrait Bruxelles, la prise de Barcelone par Vendôme, et un mystérieux traité d'alliance avec le duc de Savoie, amenèrent enfin la paix de Ryswick, en 1698. La France fut obligée de rendre presque toutes ses conquêtes et de reconnaître le nouveau roi d'Angleterre ; en revanche, elle put garder Strassbourg qui complétait très convenablement sa frontière de l'Alsace.

Ce qui caractérisa cette campagne, au point de vue militaire, ce fut, outre la grandeur des effectifs aux prises, et qui contrastaient avec ceux de Turenne et de Condé, qu'on y munit l'infanterie d'un fusil hollandais à pierre, au lieu de la platine à mèche ; on donna aussi à quelques régiments un long couteau ou bout de pique destiné à s'enfoncer dans le canon du fusil, pour les assauts, et à servir de baïonnette, arme qui fonctionna fort bien, comme pique, dans plusieurs mêlées. Il faut mentionner encore que c'est pendant ces dernières guerres que s'établit définitivement la règle hiérarchique de la supériorité de l'ancienneté entre officiers de même grade et qu'ordinairement les avancements se firent entr'eux à l'ancienneté.

Ce qui avait facilité la conclusion de la paix de Ryswick, ainsi que celle de Carlowitz, entre l'Empire et les Turcs, en 1699, c'est que de part et d'autre les principaux belligérants voyaient poindre à l'horizon une prochaine guerre qui menaçait d'être sérieuse par l'importance de ses enjeux. La descendance de Charles-Quint en Espagne allait s'éteindre, et une copieuse succession s'offrait à plusieurs prétendants, au premier rang desquels figuraient de nouveau le roi de France et l'empereur.

L'incident survint en effet en 1700, et amena la guerre dite de Succession, dont nous devons nous occuper un peu plus en détail.

Le jeune Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, appelé

au trône sous le nom de Philippe V, par testament de Charles II, fit son entrée à Madrid en 1701. Quoique accueilli avec enthousiasme par les Castillans et par la grande majorité des Espagnols, la guerre européenne ne tarda pas à sortir de cet événement qui semblait comme une revanche contre l'empire de Charles V. D'un côté se trouvent la France et l'Espagne, rattachant à eux la Savoie pour peu de temps, les électeurs de Cologne et de Bavière; de l'autre sont l'Empire, la Hollande, l'Angleterre, le Danemark, la Prusse, le Hanovre, bientôt le Portugal et la Savoie. On a la lutte des *Deux-Couronnes* contre la *Grande-Alliance*.

Les hostilités s'ouvrirent en Italie. Une armée combinée de Français et de Piémontais, aux ordres du duc de Savoie et de Catinat, se porta sur l'Adige, vers Rivoli, pour barrer le passage à des forces impériales voulant atteindre le Pô. Celles-ci étaient commandées par le célèbre prince Eugène, qui venait de s'illustrer dans plusieurs campagnes contre les Turcs (1). Au lieu d'affronter les Français dans leurs

(1) Le prince Eugène de Savoie-Carignan était né à Paris en 1663. Cadet de quatre frères, il fut destiné à l'Eglise et reçut, déjà à l'âge de sept ans, deux abbayes près de Turin. Mais ses goûts le portaient vers la carrière des armes, et dès qu'il eut atteint l'âge de majorité il pria le roi de lui changer ses dignités ecclésiastiques contre un régiment. Louis XIV, à l'instigation de Louvois, ayant opposé un refus peu obligeant à ce *petit abbé*, délicat et fluët, et dont la mère, superbe intrigante, était alors en disgrâce et en exil, Eugène, aigri mais non rebuté, n'en persista pas moins dans sa résolution, en jurant, dit-on, de se venger de l'affront qu'on lui faisait. En 1683, avec d'autres éminents volontaires français, il se rendit en Autriche pour la guerre qui venait d'éclater contre les Turcs. Il y rejoignit un de ses frères qui commandait un régiment sous les ordres du duc de Lorraine, et il eut promptement l'occasion de faire remarquer son courage et son coup d'œil dans plusieurs rencontres, ce qui lui valut, à la fin de la première campagne, un régiment de dragons et le grade de maréchal de camp. Il se distingua encore au siège de Bude et dans divers combats en Hongrie, et fut élevé, en 1688, au grade de lieutenant-général. L'année suivante il fut envoyé à Turin pour détacher la cour de Savoie de l'alliance française, et il y réussit aisément. Devançant les troupes impériales qu'il devait joindre à celles du duc, il prit part, quoiqu'ayant déconseillé cette rupture prématurée, aux batailles de la Staffarde et de la Marsaglia, à la tête d'une aile de cavalerie qui rendit les meilleurs services. Au début de la guerre de Succession, il arrivait donc sur un terrain familier. — Voir l'*Histoire du prince Eugène de Savoie*. Paris, 1770, 5 vol. in-8°, avec planches (par Mauvillon).

avantageuses positions, il se rejeta à gauche et descendit, par les montagnes du val Fredda et Sette-Comuni, vers le Vicentin et le Bas-Adige, où, favorisé des Vénitiens, il put s'approvisionner et se renforcer à son aise. Prenant l'offensive, il passa l'Adige à Castel-Baldo, à la faveur d'un heureux combat à Carpi, puis le Mincio, sous Peschiera, et arriva sur l'Oglio à Palazzolo, avant que Catinat ait rien pu tenter de sérieux pour arrêter cette rapide et habile marche.

L'armée française, il est vrai, était mal entretenue et démoralisée, et ses alliés de Savoie devenaient de plus en plus douteux. Son chef n'avait pas encore pu se relever de ce triste début quand il fut durement remplacé dans son commandement par Villeroi. Celui-ci attaqua Eugène dans son camp à Chiari (1^{er} septembre), mais fut repoussé avec perte. Après quelques semaines d'inaction militaire, mais d'actifs pourparlers diplomatiques, le duc de Savoie se retira de la lice et se déclara neutre, tandis qu'Eugène alla s'établir sur le Pô, à Borgoforte et Mirandole, pour bloquer Mantoue et prendre en même temps ses quartiers d'hiver.

En 1702, la lutte s'anima et s'élargit. Elle s'ouvrit par un coup de foudre en Italie ; le prince Eugène, surprenant Villeroi à Crémone (1^{er} février), s'empara à la fois de la ville et du général français ; mais un heureux détachement, sous le colonel d'Entragues, reprit la ville, ce qui donna lieu à un caustique couplet chanté par les soldats français (1).

Vendôme, qui vint remplacer Villeroi, débloqua Mantoue, poursuivit les Impériaux au-delà du Pô, où il faillit être surpris par une dangereuse et curieuse embuscade à Luzzara (16 août), qui ne donna qu'une bataille indécise. Il s'empara

(1) Par grande faveur de Bellone,
Et par un bonheur sans égal
Nous avons recouvré Crémone
Et perdu notre général.

ensuite de la ville ainsi que de Borgoforte, et rejeta finalement l'ennemi au-delà du Mincio.

Dans le nord ce furent les alliés qui agirent en offensive, sous la haute direction du Grand-pensionnaire hollandais Heinsius ⁽¹⁾ et du général anglais Marlborough ⁽²⁾. Une armée mixte d'Anglais, de Hollandais et d'Allemands envahit l'électorat de Cologne, captura Kaiserswerth et prit ses aises entre le Rhin et la mer. Le duc de Bourgogne et Boufflers

(1) Né en 1641, Heinsius fut d'abord l'ami et l'agent le plus intime du prince Guillaume d'Orange. Republicain austère et protestant zélé autant qu'habile orateur et homme d'Etat, il dirigea les affaires de la Hollande, par réélections quinquennales, depuis 1689 jusqu'à sa mort, en 1720. Sous un extérieur toujours froid et poli, il se montra constamment animé d'une haine ardente contre le gouvernement de Louis XIV, et il prit la plus grande part aux combinaisons d'alliances européennes hostiles à la France. C'était, a dit Voltaire, un Spartiate abaissant un roi de Perse. Il est vrai que, ambassadeur extraordinaire à Paris après la paix de Nimègue, Louvois osa le menacer de la Bastille, imprudent oubli de l'orgueil triomphant et gratuite humiliation dont le Grand-pensionnaire ne se vengea que trop dans la suite. Il formait, avec Marlborough et le prince Eugène, ce triumvirat de la Grande-Alliance qui voulait poursuivre à outrance la guerre de la Succession.

(2) Marlborough, né en 1650 et appelé d'abord Jean Churchill, débuta comme brillant capitaine de grenadiers dans le contingent des six mille Anglais qui firent la campagne de 1672, sous Louis XIV, Turenne et Condé. Colonel d'infanterie en 1674, de dragons en 1680, puis des gardes en 1682, il devint général dans la campagne de 1685 contre les insurgés de Monmouth. Quoique pair du royaume et comblé de la bienveillance du roi Jaques II, il passa au prince Guillaume d'Orange, qui l'éleva aux premières dignités. Un esprit vif et pénétrant, un jugement sain, rachetant les vices d'une première éducation fort négligée, le firent atteindre à un haut degré d'éloquence et de savoir-faire, ainsi que d'habileté en affaires politiques et militaires. On peut presque dire qu'il fut un type de général de cour; il sut profiter de tous les incidents et de toutes les intrigues de la politique pour s'insinuer dans la faveur du souverain et du public, de même qu'il tira bon parti de l'influence de sa sœur, maîtresse de Jaques II, puis de celle de sa femme, favorite de la reine Anne. Il faut bien dire aussi que ces avantages lui servirent, non point d'unique mérite comme à tant d'autres, mais de degrés pour arriver plus vite à la place que lui assignaient ses talents. Malgré cela il était d'un âge mûr, au-delà de la cinquantaine, quand il joua son grand rôle de capitaine, rôle dont sa naissance obscure l'eût probablement éloigné sans la persévérante adresse avec laquelle il édifia sa fortune. — Pour d'ultérieurs détails sur ce grand général, voir, outre beaucoup d'écrits de ses compatriotes, *l'Histoire de Jean Churchill, duc de Marlborough* (anonyme, par Madgett et Dutems), publiée à Paris en 1808 par ordre de Napoléon, trois forts volumes avec planches. Cette publication, consciencieusement élaborée, mais fort défectueuse par trop d'insignifiants détails à côté de graves lacunes, indique en outre toutes les sources primitives.

la suivirent sur le Demer. Là ils trouvèrent les alliés aux ordres de Marlborough, en train de s'emparer de toutes les places de la Basse et Moyenne-Meuse, même de Liège. Les Français ne purent que se replier sur Huy, où ils s'établirent dans un fort camp retranché.

Dans les parages du Rhin une autre armée française, commandée par Tallard, obtint un succès. S'étant rabattue du Rhin vers la Moselle, elle réussit à prendre quelques places sur le cours inférieur de cette rivière, y compris Trèves.

L'Alsace redevint aussi un théâtre d'opérations. Mais Catinat, encore victime des courtisans de Louis XIV, y fut laissé avec une armée dénuée de tout, et ne put empêcher l'invasion de cette province par le prince de Bade, qui s'empara de Landau. En revanche, la Bavière se mit en possession d'Ulm. Catinat, habituellement sacrifié, fut envoyé à la garde de Strassbourg, tandis que l'armée française, renforcée et mise aux ordres de Villars, dut chercher à se joindre aux troupes de l'électeur. A cet effet Villars passa le Rhin à Huningue et Neubourg, atteignit le prince de Bade se repliant de son camp de Friedlingen, et lui fit subir un grave échec (14 octobre). Toutefois ce dernier effectua une bonne retraite par les montagnes, d'où il empêcha la jonction projetée de ses adversaires. Villars dut revenir en Alsace, où il prit le commandement en chef à la place de Catinat, complètement en disgrâce. En somme les deux belligérants s'étaient sensiblement équilibrés sur ces divers théâtres.

Mais sur mer la France avait subi un désastre dans la baie de Vigo, en Galice (22 octobre 1702). L'amiral Château-Renard, avec 15 vaisseaux escortant 17 galions revenant d'Amérique chargés d'or, y fut attaqué par la flotte de l'amiral Rooke et perdit tous ses bâtiments. Neuf galions, avec environ 6 millions de piastres, furent capturés, le reste coulé avec ses trésors.

Un autre mécompte se produisit par la reprise de la guerre civile en France. Les protestants des Cévennes, les Camisards, s'y soulevèrent ; conduits par deux vaillants chefs, Roland et Cavalier, ils tinrent en échec des forces considérables qui manquèrent sur les frontières.

En 1703, la guerre redoubla encore d'intensité. Louis XIV voulut frapper ses grands coups en Allemagne, et pour cela rester ailleurs en défensive.

Déjà en février Villars débouche de Huningue et Neubourg, menace la Forêt-Noire, mais va prendre Kehl à revers. De là il se porte sur le Danube, à Düttlingen, le descend, et, à Ehingen, rallie l'électeur, qui, lui aussi, avait eu quelques succès. Villars veut marcher alors sur Vienne, entreprise favorisée par une insurrection en Hongrie et par les opérations de Vendôme en Italie. Mais les chefs ne réussissent pas à se mettre d'accord. L'électeur se rabat sur le Tyrol, où il a du butin plus sûr en perspective, et où il espère se relier à Vendôme.

D'aussi grandioses opérations demandaient une coordination qui fit malheureusement défaut. L'électeur, qui tenait déjà Inspruck et le Brenner, dut se replier devant les Impériaux accourant en forces. De nouveau réunis, Villars et l'électeur manœuvrèrent à plus courte distance et rencontrèrent l'ennemi à Hœchstett, en Bavière, le 20 septembre. Celui-ci, aux ordres de Styrum, fut tourné et défait avec une perte de 10 mille hommes et 33 canons ; ses débris se sauvèrent sur Nordlingen. Pendant ce temps Vauban prenait Brissach et Tallard prenait Landau, après quelques rudes combats.

Villars voulant de rechef marcher sur Vienne, menacée par les Hongrois, la discorde éclate encore entre lui et l'électeur. Le maréchal français, aigri, quitte personnellement la partie ; il est remplacé par Marsin. Le plan de Villars

est repris, sur l'excitation des progrès hongrois, mais il ne mène l'armée que jusqu'à Passau, où la campagne se termine pour cette année.

Plus au nord la perte de l'électorat de Cologne par les Français avait été complétée, et Marlborough s'était encore emparé de quelques places belges, de Huy et Limbourg entr'autres.

En Italie, Vendôme avait dû abandonner l'Adige pour se retourner contre les troupes de Savoie passées à la coalition. Il dut se borner à les observer aux environs de Turin en y prenant ses quartiers d'hiver.

L'année 1704 vit de nouveaux efforts de part et d'autre. Louis XIV leva 30 mille recrues, forma de nouveaux régiments, et nous devons noter que pour cette campagne tous les fusils de l'infanterie furent munis de la baïonnette à douille, ce qui était une grande simplification, puisqu'on n'avait plus à s'occuper du mélange souvent si difficile des piquiers et des fusiliers. Chaque fantassin réunissait maintenant les deux armes.

Marlborough ouvrit les hostilités en agrandissant le champ de son action. Ayant, comme d'habitude, passé l'hiver en Angleterre, où il jouissait d'une haute influence politique, et à la Haye auprès des états généraux, il avait réussi, quoi qu'après maints tiraillements, à faire prendre des arrangements pour de grandes opérations offensives en Allemagne au printemps suivant, de concert avec le prince Eugène, et en laissant la Hollande à la seule protection de l'armée hollandaise. Il partit, le 19 avril, de l'Angleterre, rallia son armée à Mæstricht et la mit en mouvement, le 19 mai, par le duché de Juliers, où il reçut des contingents de Prussiens, de Hessois et de Hollandais.

Apprenant que les Français, sous Tallard, venaient de passer le Rhin à Brissach, il fit diligence, arriva le 25 mai

à Coblenz, passa le Mein le 31, le Neckar le 3 juin, et le 7 campa à Erpingen pour rallier ses corps encore en arrière. Le 10 il fit sa jonction avec le prince Eugène, à Mondelsheim, et tous deux s'établirent à Gross-Hippach, pour quelques jours, afin de compléter leur concentration et d'attendre le margrave de Baden, qui les y joignit le 13 juin.

Cette importante opération ne rencontra pas de sérieux obstacles. Les généraux français, déroutés par la rapidité du commandant anglais, ne reconnurent que trop tard ses intentions. Villeroi se borna à le suivre parallèlement et à longue distance par la Meuse, et Tallard descendit la Lauter afin de se joindre à Villeroi et de protéger l'Alsace, après avoir envoyé 10 mille hommes renforcer l'armée bavaroise près de Stockach.

Les alliés, pour déterminer leurs mouvements ultérieurs, tinrent un conseil de guerre à Hippach qui faillit leur être fatal. Le prince de Bade, comme le plus ancien et le plus élevé en rang, réclamait la direction suprême sur Eugène et Marlborough; il fut enfin convenu entre les trois généraux que les armées unies seraient alternativement sous le commandement de chacun d'eux, et que pour le moment Eugène commanderait un corps détaché sur le Rhin. A cet effet, celui-ci se dirigea sur Philippsbourg, tandis que le reste des forces alliées se porta sur Ebersbach, puis sur Geisslingen, Westerstetten, Urspring et enfin Elchingen sur le Danube, qu'il occupa le 24 juin. L'électeur de Bavière, qui avait un poste avancé dans cette dernière ville, le replia sur Ulm et se concentra dans un camp retranché vers Dillingen. Le 25 juin, Marlborough établit son quartier-général à Langenau et prit position sur la Breutz, la droite au Danube, la gauche vers Gingen. Là il concentra toute son armée, forte alors de 96 bataillons, 202 escadrons et 48 pièces d'artillerie.

Bientôt il apprit que l'électeur de Bavière, tout en renforçant son camp sur la gauche du Danube, entre Dillingen et Lawingen, en établissait un autre au Schellenberg sur les hauteurs dominant la ville de Donauwörth, et qu'il y avait détaché à cet effet une douzaine de mille hommes sous le général d'Arco. Marlborough proposa d'écraser ce détachement avant qu'il eût achevé ses ouvrages et reçu du renfort. Son collègue, le margrave de Bade, hésitant à se ranger à cet avis, le général anglais, comme autrefois Miltiade, attendit son tour de commandement, qui tombait au 1^{er} juillet, et ce jour-là même il marcha par Balmerschoffen contre le Schellenberg.

Le 2 juillet il fit procéder à l'attaque, quoique les Impériaux du prince de Bade fussent encore en arrière. L'action fut très vive; les Franco-Bavarois compensaient leur infériorité numérique par la force de la position; ils y déployèrent d'ailleurs beaucoup de bravoure et firent, entr'autres, des charges à la baïonnette qui furent très remarquées. A la fin de la journée le prince de Bade entra aussi en ligne et décida de la victoire. Les Franco-Bavarois, délogés des ouvrages, furent refoulés en désordre au-delà du Danube, non sans laisser dans ses flots bon nombre d'entr'eux. Ils perdirent ainsi environ 8 mille hommes, dont la moitié de prisonniers, 16 pièces d'artillerie et tous leurs bagages. Le reste rejoignit l'électeur dans les retranchements de Dillingen. Les alliés n'eurent que 3 à 4 mille hommes hors de combat.

Après cela l'électeur se concentra à Augsbourg, tandis que Marlborough, passant le Danube et le Lech, s'empara de la place de Rain, ce qui lui ouvrait la Bavière. Il en coupa ensuite l'électeur en s'établissant à une lieue de lui, vers Friedberg, et en mettant à contribution ses Etats. En revanche, celui-ci n'était pas coupé de ses alliés français. Tallard s'avança en effet à son aide, dès le 10 juillet, par Kehl et les

défilés de la Forêt-Noire, tandis que Villeroi restait sur le Rhin en face du prince Eugène.

Mais ce dernier, dès qu'il apprit le mouvement de Tallard, quitta aussi ses lignes de Stollhofen pour suivre son adversaire et se rapprocher de Marlborough. Il emmena avec lui 18 mille hommes, dont moitié de cavalerie, laissant le reste au comte de Nassau pour observer Villeroi, et dans les premiers jours du mois d'août il effectua sa jonction avec la grande armée alliée, vers Schrobenhausen, sur la Paar, à peu près en même temps que Tallard ralliait l'électeur de Bavière vers Biberach.

De nouveau les trois généraux alliés ne réussirent pas à s'entendre sur le commandement en chef, et ils adoptèrent l'expédient de détacher le susceptible prince de Bade sur la Bavière, notamment contre la place d'Ingolstadt, avec un corps de 23 bataillons et 31^e escadrons. Le reste, comptant 65 bataillons, 160 escadrons et 52 pièces d'artillerie, c'est-à-dire environ 55 mille hommes, était assez fort, pensaient-ils, pour s'opposer aux Franco-Bavarois. Mais ceux-ci avaient aussi une cinquantaine de mille hommes, de sorte que le grand détachement excentrique du prince de Bade ne se justifiait par aucun motif militaire sérieux.

Le 11 et le 12 août les armées de Marlborough et d'Eugène se concentrèrent vers Donauwörth et lancèrent des reconnaissances dans la direction de Schweningen. Du clocher de Tapfheim, les deux chefs alliés découvrirent l'ennemi en train de s'établir aux villages de Blenheim et Lützingen, dans un camp bien connu, près de Höchstædt et du champ de bataille de l'année précédente ; ils décidèrent de l'attaquer immédiatement, avant qu'il eût élevé les retranchements habituels. Les préparatifs en furent aussitôt ordonnés.

Le 13 août, avant l'aurore, Marlborough était debout. Il

fit ses dévotions, reçut la communion de son chapelain et donna le signal du départ du camp.

Le terrain tenu par les Franco-Bavarois leur offrait de notables avantages. Leur gros, posté sur une colline près de Hœchstædt, dominait avantageusement la petite plaine formée ici par une déviation des montagnes qui longent la rive gauche du Danube, au fond de laquelle coule le ruisseau le Kessel ; leur aile droite s'appuyait au Danube et au village de Blenheim (ou Blindheim) ; leur gauche au village de Lützingen ; leur front couvert par le ruisseau le Nebel ⁽¹⁾ aux berges encaissées et aux abords marécageux. Malheureusement pour eux, ils n'étaient pas encore bien installés dans cette forte position naturelle. Non-seulement aucune avant-garde ne les protégeait au loin, mais, trop confiants dans la distance à laquelle ils supposaient l'ennemi, ils avaient envoyé leur cavalerie au fourrage, comme d'habitude.

Les troupes, quoique en bon ordre, n'étaient pas disposées pour une affaire générale ; chacun des trois grands corps qui composaient l'armée campait pour son propre compte : son infanterie au centre, sa cavalerie aux ailes ; du reste on ne savait pas exactement à qui revenait le commandement suprême. Tallard, qui semblait le posséder, avait son quartier-général à Blenheim, Marsin à Oberklau, l'électeur à Lützingen.

L'approche de l'avant-garde ennemie, avec laquelle marchait l'état-major pour compléter ses reconnaissances, ne réussit pas même à les tirer de leur erreur et de leur insouciance. Ils prirent cette troupe pour un détachement de simples flanqueurs couvrant la marche de l'armée impériale vers ses grands magasins de Nordlingen.

(1) Le *Nebelbach* est aussi appelé, dans plusieurs bonnes cartes, le *Hazelbræck*.

En résumé, la grande bataille qui se livra le 13 août fut une complète surprise pour les Franco-Bavarois (1). Toute leur prévoyance n'eût cependant pas été de trop contre les habiles mesures de leurs adversaires.

Ceux-ci laissant à leur camp fortifié de Donauwörth leurs *impedimenta*, en sortirent sur neuf colonnes principales, franchirent le Kessel, d'Apperschoven à Erlinghoven, et arrivèrent aisément en face des lignes ennemies. Un léger brouillard avait favorisé leur marche, guidée d'ailleurs par des Prussiens qui, s'étant trouvés à la bataille de l'année dernière, connaissaient parfaitement le terrain. Après avoir constaté le vicieux arrangement des trois armées qu'ils voyaient devant eux, les deux généraux alliés convinrent des dispositions suivantes :

Le prince Eugène se porterait à la droite pour attaquer et tourner le flanc gauche de Marsin et de l'électeur par Schweinenbach et Lützingen.

Marlborough avec le centre et la gauche s'avancerait à travers le Nebel, ferait effort sur les villages de Blenheim et d'Oberklau, tâchant ou d'accabler la droite ou de percer le centre des forces ennemies.

L'attaque commencerait quand le prince Eugène serait en mesure de s'engager, et pour cela il en donnerait avis à Marlborough.

En attendant, celui-ci fit établir cinq ponts sur le Nebel et réparer un pont de pierre endommagé sur la chaussée. Deux colonnes sous le général Churchill s'avancèrent vers Weilheim prêtes à passer la rivière ; les brigades britanniques de Rowe et de Ferguson, une de Hanovriens, une de Hessois et la cavalerie de Ross et de Woods filèrent par la

(1) Les *Franco-Bavarois* sont souvent appelés par les auteurs contemporains *les troupes des Deux-Couronnes*, quoique ce fût plus particulièrement le nom des forces de France et d'Espagne ; nous nous servons parfois aussi de cette dénomination pour réserver celle d'*alliés* ou de *coalisés* à leurs adversaires.

gauche sous le commandement supérieur du général Cutts pour assaillir la position de Blenheim.

Mais ces apprêts furent longs. Les forces des Deux-Couronnes eurent le temps de se remettre de leur surprise et de réparer leur négligence par un surcroît d'énergie et d'activité. Les piquets et les fourrageurs furent rappelés, et l'ordre de bataille établi comme suit :

Le lieutenant-général Clérembault avec 27 bataillons et 12 escadrons fut chargé de la défense de Blenheim, et il s'y mit promptement à couvert derrière des barricades, des palissades, des abatis, des parapets et autres ouvrages volants. Sa gauche fut appuyée par la cavalerie du général Zurlauben (de Berne) avec mission de fondre sur l'ennemi aussitôt qu'il voudrait déboucher du Nebel.

Plus à gauche, Marsin et l'électeur occupèrent Oberklau et Lützingen avec de fortes masses d'infanterie et de cavalerie sur deux lignes et une réserve, également couvertes par quelques retranchements. L'artillerie, sous le marquis de la Fressellière, fut distribuée le long du front : une batterie à Blenheim ; une sur la route d'Unterklau ; une autre entre Unterklau et Oberklau ; le reste entre les brigades.

Sous le couvert des batteries avancées, ces dispositions effectuées avec grande précipitation purent être amenées à bonne fin avant le commencement de l'action générale. Le prince Eugène avait été fort retardé dans sa marche vers la droite, soit par la canonnade ennemie, soit par le terrain accidenté et montueux qu'il devait forcément traverser. Marlborough, déjà prêt, attendait avec impatience de ses nouvelles, et dans son anxiété, il avait dû répondre aux batteries françaises. Par plusieurs aides-de-camp qu'il envoya à la droite pour hâter les mouvements d'Eugène, il apprit enfin, vers midi, que le prince était en position, et l'ordre pour l'attaque générale fut donné.

Vers une heure, lord Cutts avec toute l'aide gauche se porta vivement sur Blenheim. Les troupes descendirent vers le Nebel sous une grêle de mitraille et s'avancèrent résolument contre les palissades. Le général Rowe, qui commandait la brigade en tête, tenta l'assaut, mais fut repoussé et tué avec un tiers de ses hommes. Une sortie de trois escadrons de gendarmes français poursuivit le reste et jeta le désordre dans les colonnes anglaises jusqu'à ce que quelques-uns de leurs escadrons pussent arriver de la réserve pour rétablir l'équilibre. Les autres brigades s'avancèrent à leur tour, les Hessois en face du village, les brigades Ferguson et Healson plus à gauche. Tous leurs efforts furent vains ; Marlborough ordonna de changer ces attaques en simples diversions, tandis qu'il frapperait ailleurs.

Il était près de 4 heures quand lui et Churchill au centre eurent passé le Nebel. L'artillerie laboura leurs colonnes et bientôt la cavalerie de Zurlauben les chargea vigoureusement et les contint. Mais l'infanterie anglaise put se déployer et fournir des feux qui forcèrent les cavaliers de Zurlauben à la retraite. Le maréchal Tallard, arrivant à ce moment de sa gauche, porta en avant sa seconde ligne de cavalerie et deux bataillons de la garde royale ; ces troupes débouchèrent à gauche du village d'Unterklau et ouvrirent des feux très vifs contre les alliés. Néanmoins, ceux-ci gagnèrent du terrain et établirent tous leurs corps au-delà du Nebel, sous la protection des vaillants escadrons du général Lumley. Tandis que la cavalerie hollandaise du général Hompesch formait une ligne de réserve, le duc de Wurtemberg avec les Hanovriens et les Danois se porta contre Oberklau. En chemin, il fut attaqué par l'aile droite de Marsin et repoussé au-delà du Nebel. Renforcé par 11 bataillons du prince de Holstein, il retourna à la charge. Cette tentative ne fut pas plus heureuse. La brigade irlandaise au service

de France, commandée par le marquis de Blainville, attaqua vivement le prince de Holstein, qui fut refoulé en désordre. Deux de ses bataillons furent taillés en pièces, et lui-même, mortellement blessé, fait prisonnier.

Plus à la droite, deux colonnes de Danois et de Prussiens sous le prince d'Anhalt enlevèrent courageusement une batterie et dispersèrent l'infanterie venant à son aide. Mais la cavalerie bavaroise accourut et repoussa sévèrement cette attaque. Le prince Eugène reconduisit les assaillants en avant en les appuyant d'une portion de la cavalerie de réserve. Une mêlée sanglante et tenace s'engagea sur ce point, dans laquelle le prince Eugène d'un côté et l'électeur de Bavière de l'autre se distinguaient au premier rang par leur activité et leur bravoure. A 5 heures du soir la bataille en était encore au même point d'indécision. Ni le prince Eugène ni lord Cutts à sa gauche ne pouvaient se flatter de sensibles progrès. Il était temps pour Marlborough de faire un dernier effort. Il porta en avant tout son centre, en larges intervalles permettant à la cavalerie d'agir à l'aise ; il arriva enfin au sommet des gradins tenus par le centre de Tallard qui n'y avait plus que neuf bataillons et quelques cavaliers. Ici encore l'action fut très chaude. A la tête d'un escadron de gendarmes Tallard lui-même chargea vigoureusement les colonnes anglaises ; il vit son fils tomber mort à ses côtés et bientôt après il fut à son tour gravement blessé et fait prisonnier. Cet incident fut fatal aux Français. Non-seulement les neuf bataillons aux prises avec le gros de Marlborough restèrent sans direction, mais 27 bataillons, qui se trouvaient à Blenheim et qui auraient pu à ce moment fournir de précieux renforts au centre, demeurèrent simples spectateurs de cette crise suprême. Marlborough profita sans relâche de son avantage, et tailla en pièces ou mit en déroute les troupes qu'il avait devant lui. Zurlaubeu, après

s'être brillamment distingué toute la journée, en soutint encore le dernier poids et trouva sur ce point la mort du héros. Les deux ailes des Franco-Bavarois étaient définitivement séparées. Une portion des troupes battues s'enfuit sur Hœchstædt, une autre dans la direction de Sondersheim et du Danube. Hompesch fut lancé à la poursuite des premiers, tandis que Marlborough lui-même suivit les autres et en accula un grand nombre au fleuve.

A son aile, Eugène s'aperçut bientôt de ce succès, et il reprit l'attaque vers 7 heures du soir. Marsin ne l'attendit pas. Après avoir mis le feu aux villages de Lützingen et d'Oberklau il se replia sur Morselingen. Un incident comme il s'en produit souvent à la guerre, surtout la nuit ⁽¹⁾, le sauva de la ruine. Comme il était très-vivement poursuivi sur ses talons et sur le flanc gauche par les troupes d'Eugène, Marlborough prit celles-ci pour les Bavarois et rappela en hâte Hompesch pour les faire assaillir par lui. De meurtriers coups de feu s'étaient déjà échangés entre les deux corps quand on s'aperçut de cette fatale erreur. Marsin en eut le bénéfice; il put continuer sa route sans être trop entamé.

L'autre aile française n'eut pas la même bonne fortune. Le général Clérembault à Blenheim avait vainement fait demander des ordres à Tallard dans l'après-midi. Etant allé en chercher lui-même, il fut enveloppé dans le torrent des fuyards du centre et entraîné au Danube, où il se noya avec beaucoup d'autres officiers. Les troupes de Blenheim, restées sans chef, se battirent encore avec vaillance, mais sans but ni direction. Cernées dans les maisons par les forces

(1) Tous les combats et les batailles sont soumis à l'accident; mais de nuit l'accident règne souvent en maître. Un officier d'état-major français, M. le capitaine Bourelly, a réuni un grand nombre de faits curieux et instructifs de ce genre dans une excellente conférence sur les *opérations de nuit en campagne* que vient de publier la *Revue militaire française*, dirigée par M. Noblet. (Voir la livraison d'Avril 1870.) Voir aussi un travail analogue, *Ein Nachtgefecht*, dans l'*Österreichische Militärische Zeitschrift* de M. le général v. Streffleur, livraison de Février-Mars 1870.

réunies de lord Cutts, de lord Orkney, de Lumley et de Ross, elles finirent par capituler au nombre de 24 bataillons et 12 escadrons ne formant plus, il est vrai, qu'un effectif d'une dizaine de mille hommes.

En somme, c'était une grande journée pour les coalisés. Le même soir Marlborough l'annonça en Angleterre en quelques lignes au crayon envoyées à sa femme, billet précieusement conservé dans les archives de la famille, ajoute l'éminent et consciencieux auteur anglais auquel nous empruntons plusieurs détails sur les exploits de l'illustre capitaine-anglais, (1) et qui est de la teneur suivante :

« Août 13, 1704. — Je n'ai pas le temps de vous dire autre chose que de vous prier de présenter mes devoirs à la Reine et de lui faire savoir que son armée vient d'obtenir une glorieuse victoire. Monsieur Tallard et deux autres généraux sont entre mes mains, et je poursuis le reste. Le porteur, mon aide-de-camp, le colonel Parke, vous donnera un récit de ce qui s'est passé. J'en adresserai un autre plus étendu dans un ou deux jours.

(Signé) MARLBOROUGH. »

La perte des coalisés fut donnée par eux à cinq mille tués et huit mille blessés. Celle des Franco-Bavarois ne put pas être aussi facilement appréciée. Le fait est que de leur armée d'une cinquantaine de mille hommes, une vingtaine de mille seulement put se rassembler en fuyant vers le Rhin.

Le 28 août Marlborough s'étant fait rejoindre par Bade, s'ébranla de nouveau à la suite des vaincus. Le 2 septembre il passa le Neckar à Laufen, le 7 septembre le Rhin, le 9 septembre la Gueich, en chassant devant lui les débris des Franco-Bavarois, commandés alors par Villeroi, et qui allaient chercher un abri derrière la Lauter. Landau, investie le 12 septembre, capitula le 23 novembre; Ulm se rendit aussi, et les alliés possédèrent non-seulement toute l'Allemagne, mais les meilleurs débouchés contre la France même.

(1) *Lieutenant-general Cutts. Annals of the wars of the 18^e century. I. 43.*

En novembre les diverses armées prirent leurs quartiers d'hiver, et Marlborough alla jouir en Prusse, en Hollande et surtout à Londres des grands honneurs que sa belle campagne lui avaient justement valus, tout en nouant des arrangements pour faire mieux encore au printemps suivant.

En Espagne l'événement militaire le plus marquant de l'année 1704 fut que les Anglais s'emparèrent, au nom du prétendant autrichien Charles III, de la formidable position de Gibraltar, qu'ils trouvèrent bonne à garder ensuite pour leur propre compte. La France essaya de s'en venger sur mer; elle s'attribua, entr'autres, la victoire navale de Malaga, le 24 août, où la flotte anglo-batave perdit quelques bâtiments sans qu'il en coûtât un seul à la flotte française. Mais les Anglais contestent, non sans quelque raison, cette victoire, dont on fit en tout cas trop de bruit; ils continuèrent à tenir la mer et à repousser toute tentative contre leur nouvelle possession de Gibraltar.

En Italie les affaires de la France avaient pris meilleure tournure. Vendôme dominait le nord du Piémont, entre la Grande-Doire, les Alpes et la Sésia, se reliant ainsi avec le Milanais. Un corps, sous La Feuillade, tenait Nice et l'on attendait le moment favorable d'attaquer sérieusement la place de Turin. Les Camisards des Cévennes donnaient toujours de grandes inquiétudes.

Pour l'année 1705 les coalisés purent encore augmenter leurs forces; ils mirent en action 250 mille hommes et une immense flotte. Les principaux coups furent dirigés sur le nord de la France, avec 150 mille hommes répartis en trois corps devant agir entre le Rhin et la mer; en outre 40 mille hommes, sous le prince Eugène, eurent charge de l'Italie, et 15 mille hommes avec la flotte durent opérer en Espagne. Une trentaine de mille hommes furent aussi envoyés en

Hongrie, quoique la Turquie restât neutre. Louis XIV répondit à ces menaces par un redoublement d'activité, qui fut secondé de la mauvaise entente entre les coalisés.

Marlborough, qui avait fixé tout le plan d'opérations, s'avança par la Moselle avec 80 mille hommes, que devait encore renforcer le prince de Bade. Mais celui-ci, jaloux de la prépondérance anglaise, manqua la jonction. A son tour, quand il voulut s'avancer, il fut délaissé par Marlborough, qui, trouvant Villars bien posté vers Sierk, se retira devant lui jusque sur la Meuse. Au lieu de suivre son adversaire Villars se porta sur l'Alsace, rejoignit Marsin, et tous deux ensemble allèrent reprendre Weissembourg. En revanche, ils ne purent rien effectuer de sérieux contre le camp allemand de Lauterbourg, ni contre Landau. Dans les Pays-Bas Marlborough tint en échec les Français de Villeroi et les rejeta derrière la Dyle, tout en reprenant la place de Huy. Sans cesse entravé par les Etats généraux, il dut borner là ses succès pour cette campagne.

En Italie les forces françaises eurent quelques avantages. Tandis qu'une de leurs armées, commandée par Vendôme, assiégeait Chivasso, où le duc de Savoie couvrait Turin, une autre armée, sous le frère de Vendôme, attendait le prince Eugène sur la ligne de l'Adige. Le général impérial arrivait, en effet, en descendant cette vallée; mais manœuvrant par la montagne, il déboucha sur la Chiese, ce qui força les Français à s'y replier précipitamment. Sans s'arrêter, Eugène continua son mouvement par la droite et le pied des montagnes, et devança encore les Français sur l'Oglio, puis sur l'Adda. Vendôme, qui avait rejoint l'armée de son frère, concentra ses forces vers Cassano sur l'Adda, par les deux rives. Une bataille vivement disputée s'y livra le 16 août, de laquelle Vendôme finit par sortir vainqueur. Les Impériaux se replièrent sur Treviglio, à une lieue seu-

lement du champ de bataille, où ils prirent une forte position.

Vendôme aurait voulu livrer une nouvelle affaire sur ce point; il en fut empêché par des ordres de Paris, qui le tinrent environ deux mois les bras liés. Une compensation qu'il espérait par la prise de Turin lui échappa aussi en suite du mauvais vouloir de son collègue La Feuillade. Enfin il reçut l'ordre d'agir offensivement contre Eugène, tandis qu'on bloquerait Turin. Vendôme se porta donc résolument en avant; mais cette fois les Impériaux ne l'attendirent plus; ils se replièrent dans le Trentin, en faisant bonne contenance et sans se laisser entamer ni devancer.

Pendant ce temps Nice et Montmélian avaient été enlevées aux coalisés et démantelées; mais La Feuillade s'était fait battre à Asti par Stahremberg.

En Espagne le prétendant autrichien débarqua en Catalogne, s'empara de Barcelone, où il s'établit solidement, et toute la province rivale des Castellans lui fut bientôt acquise. Même l'Aragon se mit en partie de son côté.

L'hiver de 1705 à 1706 fut des plus actifs. Louis XIV fit agir quatre corps d'armée en Espagne, sur divers points, tandis que le maréchal Berwick, avec une dizaine de mille hommes, dut défendre la frontière du Portugal. La Catalogne fut attaquée par trois côtés avec une quarantaine de mille hommes. Philippe V se chargea du siège de Barcelone, aidé de la flotte du comte de Toulouse. Son rival, Charles III, lui opposa une belle défense avec une quinzaine de mille hommes. Il y eût pourtant succombé sans l'arrivée de la flotte anglo-batave, qui força les Français de se replier vers les Pyrénées et d'abandonner tout l'Aragon à leurs adversaires. D'autre part, les Portugais et les Anglais réunis marchèrent subitement par Salamanque sur Madrid, et chassant Berwick devant eux ils s'emparèrent de la capitale. Philippe V, qui

venait d'y rentrer par la Navarre, n'eut que le temps de se réfugier à la petite armée de Berwick, pour faire place à Charles III.

En Belgique les choses n'allèrent pas mieux pour les Français. Ils y étaient commandés par l'inepte Villeroi et par l'électeur, tandis que les coalisés y avaient Marlborough à leur tête; la partié n'était pas égale. Ce dernier, revenu à la fin d'avril sur le continent, reprit la campagne le 9 mai, après avoir passé quelques jours à la Haye. Son premier but était surtout de surprendre la place de Namur. Par là il tournerait la droite de l'ennemi qu'il laisserait dans son beau camp retranché de la Dyle, près de Louvain, ou l'obligerait à sortir désavantageusement de ses fortes lignes. Dans ces vues il s'avança vers Tirlemont et concentra ses forces, les 18 et 19 mai, à Bilsen.

De son côté Villeroi, impatient de livrer bataille et craignant d'en partager la gloire avec son collègue Marsin, en route pour le rejoindre, résolut de marcher à la rencontre de Marlborough et de le prévenir à Tirlemont. Il passa la Dyle et, après quelques marches indécises, il s'établit, le 22 mai, à Mont-St-André, entre les rivières de Grande et Petite-Geete et la Méhaigne; là il se trouva, dès le lendemain, en face de l'armée de Marlborough, qui venait de s'avancer de Bilsen sur la plaine de Jandrinœuil. Le village de Ramillies, situé entre les deux armées, donna son nom à la grande bataille qui se livra sur ce terrain le 23 mai 1706.

Les Français avaient pris position à la droite de la Méhaigne, sur le petit plateau de la Tombe d'Hottomond (d'où la vue s'étend sur tout le champ de bataille) et, plus en avant, au village de Tavier; le centre en arrière et un peu à gauche du village de Ramillies; la gauche aux villages d'Anderkirk et d'Offuz, au milieu d'un marais formé par deux branches de la Petite-Geete qui coulait sur presque tout le

front. Les villages de Ramillies et de Tavier formaient comme des avant-postes de l'armée. A Ramillies se trouvaient 24 canons avec 20 bataillons, sous le lieutenant-général Sousternon ; à Tavier, 6 bataillons et 20 escadrons, sous le comte de la Mothe.

A droite commandait le lieutenant-général Guiscard ; au centre le lieutenant-général Sousternon ; à gauche le lieutenant-général Gassion. Le tout sur deux lignes et une réserve.

Le total des troupes de Villeroi et de l'électeur montait à environ 62 mille hommes, dont 100 escadrons de cavalerie massés pour la plupart à la droite, sur deux lignes, entre la Tombe d'Hottomond et Tavier. En somme, cette position avait le désavantage de n'être pas assez couverte par les villages sur son front, qui pouvaient au contraire servir de postes avantageux aux ennemis, une fois qu'ils les auraient en mains ; et d'avoir sa gauche immobilisée dans un terrain tout à fait impropre à l'offensive et où, par conséquent, n'aurait dû se trouver qu'un faible effectif. Du reste Villeroi ne s'attendait pas encore à une prochaine grande bataille ; il avait laissé tous ses bagages entre ses deux lignes, et l'électeur de Bavière se trouvait à Tirlemont pour ses dévotions ; c'était le dimanche de Pentecôte.

Lorsqu'on vit l'armée ennemie en présence, diverses représentations furent faites à Villeroi sur ses dispositions par ses lieutenants, entr'autres par Gassion qui signala énergiquement l'absurde situation de son aile gauche dans le marais. Mais le commandant en chef, avec l'entêtement commun à l'ineptie, ne voulut rien changer à son ordre de bataille, et lorsque l'électeur, de retour dès les premiers coups de canon, voulut y parer, c'était trop tard.

Marlborough, en effet, n'avait pas tardé à reconnaître l'avantage qu'il pouvait tirer des vicieux arrangements de

ses adversaires; il fit changer son ordre de bataille pour effectuer de vives démonstrations sur sa droite, tandis qu'il accablerait à la fois l'aile opposée et le centre de l'ennemi par les villages de Ramillies et de Tavier. Il lui fallait bien cet art pour oser prendre l'offensive, car il était inférieur en forces d'environ deux mille hommes, mais avec plus d'infanterie proportionnellement, ayant en tout 74 bataillons et 122 escadrons.

Il fit d'abord agir sa droite. Deux lignes de cavalerie et d'infanterie anglaises, hollandaises et allemandes, descendirent ostensiblement des hauteurs de Fouly contre les villages d'Offuz et d'Anderkirk. Pendant la marche elles se réduisirent successivement à un mince et bruyant cordon sur le front, tandis que tout le reste, plus en arrière, fila par la gauche sur Ramillies. Là 12 bataillons et 24 pièces, sous le général Schulz, formèrent deux colonnes d'attaque contre ce village, tandis qu'une autre colonne spéciale, la garde hollandaise sous le général bernois Werdtmüller, attaqua le village de Tavier. Le général hollandais Overkerke formait une puissante réserve de cavalerie et d'infanterie derrière ces deux points.

Parfaitement dupé par la diversion, Villeroi porta beaucoup trop de troupes vers sa gauche, au détriment de son centre. Aussi l'attaque des villages eut un plein succès quoiqu'elle y rencontrât une vive résistance de localités, surtout de la part des dragons français et de la maison du roi. Villeroi, dès qu'il reconnut son erreur, y envoya de nombreux renforts; c'était trop tard; quatorze escadrons de dragons seulement, qui s'y portèrent au galop, arrivèrent à temps pour tirailler contre les assaillants de Tavier; ces dragons, bientôt soutenus par deux régiments d'infanterie suisse, purent prendre position et arrêter l'ennemi sur ce point. Celui-ci n'en avait pas moins enlevé et occupé le

village, en taillant en pièces ou jetant à la Méhaigne sa trop faible garnison.

Au centre la garde royale , puis les cuirassiers bava-rois, furent portés au secours des défenseurs de Ramillies ; et ils purent aussi contenir les progrès de l'ennemi. Ce ne fut pas pour longtemps. Des masses de plus en plus fortes étaient dirigées sur ce point par le duc de Marlborough, qui s'y porta ensuite lui-même à la tête d'une vingtaine d'escadrons. Le village et tous ses alentours furent enlevés et Marlborough déboucha aussitôt au-delà. Ses troupes disposées sur quatre lignes s'avancèrent et manœuvrèrent en ordre si parfait qu'elles repoussèrent sans s'arrêter les charges répétées de la cavalerie de réserve de Villeroi, consistant en 24 escadrons arrivant en hâte de la droite. Laissant l'action sur le front, au soin de ses deuxième et quatrième lignes, Marlborough porta ses deux autres lignes sur les deux flancs de l'ennemi et le dispersa. Les débris de cette cavalerie française, refoulés sur les bagages, s'y embarrassèrent et ne purent se reformer.

Le général anglais, après ce succès décisif, fit avancer toutes ses forces et dirigea l'infanterie de Ramillies, sur la droite contre les troupes de Gassion. Ces troupes, serrées de front et de flanc, ne purent que se retirer en grand désordre pour échapper à la capture qui les menaçait.

Le duc de Marlborough et Overkerke continuèrent la poursuite par Jor-doigne jusqu'à Meldert, à cinq lieues du champ de bataille, recueillant un grand nombre de prisonniers ; le reste des vaincus s'échappa, le gros sur Louvain, la droite sur Namur.

Leur perte fut d'environ 20 mille hommes, dont 10 mille tués, une centaine de canons, beaucoup de drapeaux et tous les bagages. Celle des vainqueurs ne se monta qu'à environ trois mille hommes tués et blessés.

Le maréchal Villeroi et l'électeur tinrent un conseil de guerre à Louvain, où ils décidèrent d'abandonner toute la contrée et de se replier derrière le canal de Bruxelles ; le maréchal Marsin, qui les rejoignit le surlendemain de la bataille, en leur amenant 22 bataillons de l'armée de Villars ne put empêcher l'évacuation de se poursuivre jusque derrière l'Escaut. Seulement sous les murs de Gand les troupes purent être réorganisées. Tout le Brabant et les deux tiers de la Flandre espagnole passèrent à Marlborough, qui, après avoir recueilli les places fortes à sa convenance, fit prendre à ses troupes les quartiers d'hiver, au commencement de novembre, à Gand, Bruges, Menin et autres villes de la contrée. Laissant ensuite le commandement à Overkerke, il se rendit à la Haye pour conférer avec Heinsius et avec les Etats généraux de la situation, puis en Angleterre, recueillant partout les plus grands honneurs. Vendôme, envoyé par Louis XIV à l'armée de Flandre en remplacement de Villeroi, avec l'ordre de ne rien risquer de décisif, n'avait pu que redonner un peu de contenance aux troupes et couvrir la Flandre française en avant de Lille.

En Italie, de grands combats s'étaient aussi livrés avec des résultats analogues pour la France. La place de Turin, fort importante à tous égards, était devenue le centre de vigoureuses opérations. En mai 1706 La Feuillade, gendre du ministre de la guerre Chamillard, avec une cinquantaine de mille hommes, en ouvrit décidément le siège, à la Coëhorn, dit-il, pour donner aussi son coup de pied à Vauban, alors en complète disgrâce. Comme d'habitude, une autre armée française couvrait en même temps le Milanais sur l'Adige contre les Impériaux. Quoique commandée par Vendôme, elle ne put pas mieux que précédemment empêcher le prince Eugène de déboucher en forces sur le Mincio. Il est vrai

qu'à ce moment Vendôme fut appelé en Belgique et remit le commandement au jeune duc d'Orléans, neveu du roi, et à Marsin. Ceux-ci laissèrent un corps d'armée aux ordres de Médavi sur l'Oglio et avec le reste rejoignirent La Feuillade devant Turin. Là les trois chefs français s'entendirent mal entr'eux ; il fallut en référer à Paris, d'où ne leur vint pas grand soulagement. Bref ! ce fameux siège à la Cœhorn fut aussi mal mené que possible et l'armée couvrante ne put faire mieux. Aussi le prince Eugène réussit sans trop de peine à rallier le duc de Savoie entre Carmagnola et Moncalieri. Les deux ensemble passent ensuite avec 25 mille hommes sur la gauche du Pô, à Carignano, en amont de Turin et tournent tout autour de la place assiégée pour chercher un point d'attaque favorable. Le brave duc d'Orléans aurait voulu les attaquer pendant ce vaste et dangereux mouvement, et il avait une trentaine de mille hommes pour donner suite à cette sage résolution ; malheureusement ses mentors s'y opposent, et les coalisés peuvent se porter à leur aide sur la Doire et sur la Stura, où il n'y a pas de fortifications pour les arrêter. Le 7 septembre 1706, ils attaquent de ce côté les lignes françaises qui éprouvent immédiatement l'inconvénient de leur trop grande étendue. Seulement 17 bataillons et en revanche 65 escadrons fort mal à l'aise sur un tel terrain, purent être opposés à cette attaque. Ils firent une vaillante défense, mais sans succès. L'armée française dut évacuer précipitamment ses lignes et filer sur la rive droite du fleuve pour se mettre à couvert, en abandonnant à l'ennemi tout le matériel et une grande quantité de chevaux, même de cavalerie, et après avoir perdu environ 4 mille hommes tant tués que blessés.

De là le duc d'Orléans dirigea habilement la retraite par la rive droite du Pô sur Alexandrie et le Milanais où il se renforça du corps de Médavi resté presque oisif et inutile

pendant cet échec. Il penchait pour tenir le Milanais et y tenter de nouveau la chance des armes ; mais ses mentors jugeant l'opération trop dangereuse, firent porter le gros de l'armée vers Pinerolo pour reprendre les communications avec la France. Tandis que le défaut de vivres les forçait à s'y éparpiller en larges quartiers, Eugène marcha à son tour sur le Milanais, y cerna le gouverneur Vandemont et le corps de Médavi, qui n'obtinrent merci qu'en souscrivant à l'évacuation de toute la Haute-Italie, sauf le débouché de Suze.

Le duc de Savoie reçut la Lomelline et l'Alexandrin, prix convenu avec la cour d'Autriche de son énergique participation à cette campagne et qu'il avait aussi bien gagné que chèrement payé. Ainsi s'arrondirent peu à peu, par les uns et par les autres, les possessions de cette vaillante petite maison de Savoie qui devait un jour prendre rang parmi les chefs des grandes puissances européennes.

Pendant ce temps, Villars, avec l'armée d'Allemagne avait fait une bonne défensive sur la gauche du Rhin, mais rien de plus. En somme l'année 1706 comptait parmi les plus désastreuses pour les armées françaises.

Pour la campagne suivante les coalisés se proposaient de poursuivre leurs avantages jusqu'en France même, par la frontière de l'Est, tandis qu'on finirait d'arracher l'Espagne à Philippe V. A leur tour les coalisés eurent quelques déceptions.

En Espagne, où les meilleures armées ont dû de tout temps compter avec la bravoure des populations, les Castillans secondèrent si bien Berwick qu'il put recouvrer Madrid et toute la province. Après quelques marches-manouvres sur les confins du royaume de Valence et de la Nouvelle-Castille, il réussit à battre complètement les coalisés à Almanza, le 25 avril, assez mal commandés par le géné-

ral Galloway. Ils y perdirent cinq mille tués, 10 mille prisonniers, 24 canons, 120 drapeaux, et par suite les places de Valence et de Lérída, cè dont ils se consolèrent en disant qu'il n'y avait pas grande honte à ce que, commandés par un Français, ils eussent été battus par un Anglais ⁽¹⁾.

L'Italie leur fournit une revanche ; le vice-roi de Naples dut promptement céder le pays devant un corps autrichien sous le maréchal Daun, car comme toujours le sort du midi de la Péninsule suivait de près celui de la Haute-Italie. Le chef espagnol tint quelque temps dans la place forte de Gaëte, mais dut se rendre, en septembre, après un siège de courte durée.

Dans les entrefaites le gros des Austro-Piémontais sous Eugène avait, comme autrefois Charles V, envahi la Provence ; il alla mettre le siège devant Toulon, espérant de là réveiller l'insurrection protestante en France et communiquer avec l'Espagne. Mais la place de Toulon tint bon, quoique enserrée de toutes les hauteurs environnantes. Après un mois de vains efforts les coalisés durent se replier derrière le Var, retraite qu'ils utilisèrent avantageusement en reprenant le défilé de Suze.

En Allemagne et en Alsace, Villars quoique fort affaibli par les renforts qu'il dut envoyer à l'armée de Flandre mit efficacement à profit la latitude plus grande qui lui fut laissée. Il enleva les fameuses lignes de Stollhofen, action à la fois si curieuse et si bien conduite que nous allons la lui laisser raconter lui-même. « Avant que de quitter la frontière, dit-il dans ses *Mémoires biographiques* ⁽²⁾, j'ordonnai

(1) En effet cette rencontre offrit la particularité que Berwick, fils naturel de Jacques II et neveu de Marlborough, n'était Français que depuis la révolution d'Angleterre, tandis que Galloway, précédemment marquis de Ruigny, n'était naturalisé anglais que par le fait de la révolution de l'édit de Nantes.

(2) *Vie du maréchal duc de Villars*, de l'académie française, écrite par lui-même et donnée au public par M. Anquetil. Paris 1784, 4 vol. in-12, avec plans de bataille. Voir Tome I, pag. 414-421.

au comte de Broglio que je laissai commandant de la Basse-Alsace, d'examiner ce qui pourrait être tenté avec succès pour attaquer les lignes de Stollhoffen, dont la prise m'ouvrirait nécessairement le chemin de l'Empire. Ces lignes, regardées comme imprenables, s'étendaient depuis Philisbourg jusqu'à Stollhoffen et retournaient en équerre, depuis Stollhoffen jusqu'aux montagnes. Elles étaient formées le long du Rhin de doubles retranchements élevés en amphithéâtre, soutenus de temps en temps par de bonnes redoutes, avec un pont bien fortifié, qui joignait aux lignes l'île d'Alunde, d'où les ennemis pouvaient facilement jeter un autre pont pour pénétrer en Alsace. Depuis que je m'étais emparé de l'île du marquisat, ils avaient considérablement renforcé leurs retranchements de Stollhoffen. De ce dernier endroit à Bihel, on mettait en peu d'heures tout le pays sous l'eau par le moyen d'écluses et de digues revêtues partie en maçonnerie, partie en gazon, défendues par des fortins correspondants l'un à l'autre ; l'espace depuis Bihel jusqu'à la montagne n'étant plus propre aux inondations, parce qu'il s'élevait insensiblement, était retranché avec le plus grand soin et on n'avait même pas négligé l'escarpement de la montagne. Tout cela était garni d'une nombreuse artillerie, et renfermait une armée de plus de quarante mille hommes, commandée par le prince de Bareith, qui succédait au prince de Bade, mort pendant l'hiver.

« Le comte de Broglio avait fait, pour l'attaque des lignes un projet qui me parut très-solide. Il me l'expliqua quand je le vis à Saverne, où il me joignit à la fin d'avril avec le marquis de Vivans et le marquis de Pery, les trois seuls auxquels je me fusse ouvert de mon dessein. Je renvoyai le premier à Lauterbourg, pour étudier encore mieux les mesures qu'il convenait de prendre, et cela avec le plus grand secret. Les ennemis étaient campés derrière leurs

lignes, dès le premier mai. Je fis passer, le 16, par Strasbourg cinquante escadrons au-delà du Rhin, sous prétexte de besoin de fourrage ; mais en effet, parce que cette disposition convenait à mon projet. Le même jour j'allai rejoindre le comte de Broglio à Lauterbourg, et visiter les bords du Rhin avec lui et d'autres officiers généraux qui devaient être employés en cette occasion.

Il avait reconnu entre Lauterbourg et Hagenbach la petite île de Neubourg, que les ennemis avaient négligée et qui pouvait servir à leur cacher les bateaux qu'on mettrait dans le fleuve. Au-delà de l'île se trouvait un bras facile à traverser et ensuite une belle plage assez étendue, sans être couverte de bois, de manière que la descente était aisée. Le plus difficile était d'en cacher le dessein aux ennemis étendus sur tous les bords du Rhin, de leur côté, et ayant un pont à l'île d'Alunde, de manière qu'aucun bateau ne pouvait passer de Strasbourg au Fort-Louis sans être découvert. Le comte de Broglio, prévoyant cet inconvénient, en avait fait construire à Strasbourg, qu'on devait faire arriver par terre, et afin qu'ils pussent approcher sans être aperçus, je fis couvrir par des broussailles certains endroits que les ennemis pouvaient voir, et j'y fis camper quelques troupes, qui paraissaient se mettre à couvert par des feuillées. Les charretiers eurent ordre, en certains endroits, de ne pas même donner un coup de fouet et de ne pas dire un seul mot. L'on fit défense d'allumer les pipes et l'on nomma des officiers sages et attentifs pour faire observer ces ordres avec la dernière exactitude. Toute la journée qui précéda cette marche, il y eut des ordres le long de la ligne de la Lauter, de laisser entrer dans les barrières tout ce qui viendrait du pays ennemi ; mais de ne laisser sortir personne. On observa de même, le long du Rhin, qu'aucun petit bateau ni vedelin n'allât aux ennemis.

« Pendant que ceci se passait, je donnai, le 19 et le 20 mai, grand bal, festin et comédie aux dames de Strasbourg. J'y invitai les officiers généraux et beaucoup d'autres, qui ne paraissaient, comme moi, occupés que des fêtes : mais je les prenais en particulier les uns après les autres, et je leur donnai ainsi, sans qu'on s'en doutât, les ordres qu'ils devaient exécuter. M. de Lée et le marquis de Vieux-Pont furent chargés d'agir du côté de l'île d'Alunde avec quatre bataillons seulement et dix pièces de canon, mais sans pontons, parce qu'ils ne devaient faire qu'une fausse attaque. Celle de l'île du marquisat, qui n'était pas encore la véritable, mais qui pouvait le devenir selon les circonstances, fut confiée à M. de Pery et au comte de Chamillard. Je leur fis prendre neuf bataillons, quatorze pièces de canon, quelques mortiers et douze pontons de cuir, avec lesquels ils devaient tenter de passer le bras du Rhin qui séparait l'île des ennemis, ne fût-ce que pour les inquiéter. Enfin le comte de Broglio et le marquis de Vivans eurent la principale attaque par l'île de Neubourg, derrière laquelle on plaça les bateaux, avec vingt bataillons, quarante-cinq escadrons et trente-quatre pièces de canons, dont quatre de vingt-quatre. Pour moi, le 21 juin, à cinq heures du matin, en sortant du bal, je passai le Rhin sur le pont de Kehl, avec tout l'état-major de l'armée et je m'avançai du côté de Bihel, pour favoriser, par une diversion, l'attaque qui devait se faire le 22 à cinq heures du soir. J'affectai de me montrer et de parler même à des gens qui pouvaient le rapporter aux ennemis, dans l'opinion que ma présence leur persuaderait que la principale attaque se ferait de mon côté, et qu'ils y jetteraient le sort de leurs troupes.

« A l'heure dite, dix-huit cents hommes choisis, conduits par les comtes de Broglio et de Vivans, s'embarquèrent derrière l'île de Neubourg, sur soixante bateaux et abordè-

rent de front de l'autre côté du Rhin, la baïonnette au bout du fusil. Cent hommes qui gardaient ce bord, s'enfuirent en faisant leur décharge, qui avertit les généraux ennemis. Ils envoyèrent deux mille hommes ; mais nos gens, après leur descente, s'étaient retranchés si diligemment, qu'ils ne crurent pas pouvoir les emporter, et se retirèrent. Des bateaux qui étaient arrivés les premiers, on forma un pont. Les troupes passèrent partie sur ce pont, partie à la nage. On établit des batteries, tant dans l'île que sur les bords du Rhin, et en peu d'heures ce poste fut assuré. Pendant ce temps, Messieurs de Lée et de Vieux-Pont faisaient grand feu sur l'île d'Alunde, et montraient quelques mauvais bateaux pleins de troupes, du côté de Drusenheim, pour attirer l'attention. Les comtes de Pery et de Chamillard, de l'île du Marquisat où ils étaient, battaient vivement le village de Selinghen, en délogèrent les ennemis et passèrent sur leurs pontons.

« De Bihel où j'étais, j'entendais ces attaques, mais je ne pouvais en savoir le succès, parce qu'il fallait venir par le pont de Strasbourg et faire vingt lieues pour m'apporter des nouvelles. Mais quoiqu'un grand brouillard me cachât, le 23 au matin, les mouvements des ennemis dans leurs lignes, au ralentissement de leur feu je jugeai qu'ils étaient embarrassés et lorsque je m'apprêtais à les attaquer, j'appris qu'ils se retiraient. Les troupes qui m'étaient opposées sous les ordres du prince de Dourlac, gagnèrent les montagnes ; les autres se replièrent sur Mulberg, où était le marquis de Bareith. Nous nous rejoignîmes de nos différentes attaques dans le centre des lignes, où le camp était tendu presque partout. Nous y trouvâmes une quantité prodigieuse d'artillerie, quarante milliers de poudre, des boulets et grenades à proportion ; des habillements complets pour plusieurs régiments, un pont portatif avec tous ses haquets, des magasins

immenses de farine et d'avoine, et ce qu'il y eut de plus heureux, c'est que ce grand et prodigieux succès ne coûta pas un seul homme. »

Dans les Pays-Bas il n'y eut aucun engagement sérieux entre Marlborough et Vendôme, tous deux enchaînés par leurs gouvernements. Diverses marches et contremarches amenèrent Vendôme à finir la campagne sur l'Escaut, dans un fort camp retranché, et Marlborough aux environs de Gavre et d'Assche dans ses quartiers de l'hiver précédent.

Cette même année fut marquée par une perte sensible pour l'armée française. Vauban, toujours disgracié malgré tant de services, termina sa carrière le 30 mars 1707. On s'était grandement aperçu de son absence au siège de Turin ; on s'en aperçut bien plus encore dans les campagnes qui suivirent.

En 1708 la guerre resta sur les mêmes théâtres.

En Espagne le duc d'Orléans se maintint sans incident marquant, tandis que les Anglais butinaient à leur aise sur les côtes. Ils prirent Port-Mahon dans les îles Baléares pour compléter Gibraltar.

En Italie les coalisés dépostèrent les Français des hautes vallées du Piémont et descendirent en Savoie, arrêtés seulement devant Chambéry par Villars.

Une tentative de diversion en Ecosse, organisée par le gouvernement français, échoua par divers contretemps, y compris une forte tempête.

Ce fut la Belgique qui fournit le théâtre principal. Là se trouvèrent en présence, d'une part l'habile et cynique Vendôme comme second du jeune duc de Bourgogne, le pieux élève de Fénélon, petit-fils du roi et héritier présomptif, et d'autre part Marlborough et Eugène ; les deux premiers fort peu d'accord tandis que la meilleure entente régnait entre les deux chefs coalisés.

Les Français avaient toutefois bien débuté. Ils s'étaient emparés de Gand et de Bruges et préparé un fort camp retranché à Lessines sur la Dender, tout en faisant le siège d'Oudenarde.

Au commencement de juillet Marlborough vint les troubler. Menaçant de passer la rivière sur la droite des Français, ceux-ci renoncèrent à leur projet pour se replier sur Gavre et Gand. A Gavre ils jetèrent trois ponts sur l'Escaut, qu'ils se préparèrent à franchir le 10 juillet.

Prévenu de l'opération difficile qu'allaient tenter ses adversaires, le général anglais décida de les prendre sur le fait. Cette sage résolution, à laquelle il donna immédiatement la meilleure suite, amena une autre grande bataille, celle d'Oudenarde le 11 juillet 1708.

Le 10 au soir un détachement d'alliés composé de 16 bataillons, 8 escadrons et 32 pièces sous les généraux Cadogan et Rantzau, fut lancé en avant-garde vers l'Escaut, pour jeter trois ponts près d'Oudenarde et de l'abbaye d'Eaneme. Le 11 au matin, le gros de l'armée suivit son avant-garde. Celle-ci avait terminé ses ponts le 11 vers 2 heures après midi et passé la rivière. En même temps l'armée française commençait à la franchir à Gavre, deux lieues plus bas, sans se douter encore de son dangereux voisinage. Son avant-garde, sous le marquis de Biron, se mit même à fourrager sur la rive gauche aussitôt après son passage. Elle y fut bientôt aux prises avec les troupes de Cadogan et de Rantzau et l'alarme fut donnée par Biron au duc de Vendôme à Gavre. Celui-ci ne voulait d'abord pas croire à cette nouvelle, qui le surprenait désagréablement à table. Des rapports redoublés l'en convinquirent et il prit sur le champ ses mesures pour attaquer à son tour les alliés avant qu'ils eussent terminé leur passage. C'est dans ces curieuses conditions que s'engagea la bataille.

Vendôme renforça aussitôt Biron par le général Pfiffer, chargé de tenir le village de Heurne qui couvrait les abords de Gavre, et par un corps de cavalerie lancé plus loin vers les moulins à vent de Eyne. De son côté l'avant-garde alliée fut renforcée par la cavalerie prussienne et de chaudes actions eurent lieu aux environs de Eyne entre ces premières troupes. Les Français n'y furent pas heureux ; avant d'avoir pu atteindre un terrain convenable ils se virent attaqués et refoulés jusque sur le gros de l'armée qui se formait aussi rapidement que possible derrière le ruisseau le Norken. Quoiqu'il fût déjà près de quatre heures après midi, de part et d'autre on se disposait à continuer l'action engagée par les avant-gardes.

L'armée française se rangea comme d'habitude sur deux lignes et une réserve ; son front était couvert par le Norken et par le village de Mullem, bien occupé et mis en défense, les flancs également appuyés à des obstacles de terrain. La position était bonne et le duc de Bourgogne comptait y rester en défensive. Vendôme au contraire voulait en sortir pour attaquer les alliés avant la fin de leur passage des ponts, quitte à y rentrer si les circonstances de l'action l'exigeaient. Il avait déjà ordonné à cet effet un mouvement en avant de l'aile gauche, mais le prince le contremanda pour faire avancer un peu la droite et le centre sur le ruisseau près de Grœnvelde.

Ces tiraillements firent perdre un temps précieux dans toutes les hypothèses et laissèrent à Marlborough la faculté de prendre à son aise ses dispositions. Il porta deux bataillons sur Grœnvelde, qui s'y dispersèrent le long des haies et des taillis, et massa le gros de l'infanterie britannique sur les hauteurs du village de Bevere pour contenir le centre des Français. Quand celui-ci, fort d'une trentaine de bataillons, s'avança enfin à l'attaque, il fut reçu par un feu si

meurtrier d'infanterie et d'artillerie, qu'il perdit en quelques instants beaucoup de monde et en fut ébranlé. Il tint néanmoins son terrain avec bravoure et retourna à la charge. Cette fois il fut plus heureux ; les troupes britanniques, trop éparpillées, furent refoulées et ne purent se reformer que sur les collines du Bosen-Couter entre Barwaen et Schaerken et autour du château de Bevere.

Une seconde colonne d'infanterie anglaise, sous le comte Lottum, qui venait de terminer son passage, renforça la première, et les deux ensemble reprirent l'offensive vers 6 heures du soir. Elles reconquirent le terrain perdu et repoussèrent les Français au-delà du ruisseau. A mesure que les troupes arrivaient des ponts, elles furent placées à la droite de Lottum, et bientôt le prince Eugène put prendre soin de ce flanc qui s'étendait jusque vers le village de Heurne, à l'extrême droite, et revenait en arrière, vers la gauche, le long du ruisseau de Groenvelde. Il n'y réunit pas moins de 60 bataillons.

Pendant ce temps Cadogan, après une vive résistance, avait été délogé de Herlehem et rejeté vers la grande route de Mullem. Eugène le secourut et arrêta l'ennemi. La grosse cavalerie prussienne du général Natzmer fut jetée sur lui et s'avança à travers ses lignes jusqu'au moulin de Royegem. Cette pointe téméraire fut sévèrement châtiée ; la garde royale française, infanterie et cavalerie, tua aux Prussiens la moitié de leur monde ; leur général même faillit être capturé et ne se tira de cette impasse qu'avec les plus vaillants et les plus coûteux efforts. Néanmoins l'incident avait jeté quelque alarme et du trouble dans les lignes françaises.

Elles n'étaient pas au bout de leurs surprises. L'œil vigilant de Marlborough venait de remarquer que les Français avaient négligé d'occuper le terrain dominant de Bosen-Couter, et il décida de tourner par là leur aile droite. Il

y lança le maréchal Overkerke avec 20 bataillons hollandais et danois qui venaient de déboucher et toute la cavalerie de la gauche.

Le vétéran hollandais s'acquitta de cette mission avec autant de vigueur que d'habileté ; des collines du moulin d'Oycke, il tomba sur le flanc et les revers de l'aile française, formée par les grenadiers, et la mit en déroute. Le duc de Marlborough avait suivi ce mouvement avec son aile gauche, qu'il établit entre Barwæn et Banlancy, à la droite d'Overkerke. Par les hauteurs des sources du ruisseau, il continua le mouvement et occupa le hameau de Diepenbeck et le moulin de Royegem, se dirigeant vers Mullem. Tout cela s'effectua presque sans coup férir, par une laborieuse marche. Le résultat récompensa tant de fatigues. L'aile droite française fut rompue et culbutée vers son centre. En vain Vendôme chercha-t-il à contenir ces assaillants en lançant contre eux toute sa cavalerie disponible et en la faisant ensuite combattre à pied avec l'infanterie. De tous côtés il aurait fallu des efforts aussi vigoureux, car au même moment Eugène aussi le serrait de près en avant de Heurne, et l'avant-garde d'Overkerke, sous le jeune prince d'Orange et le général Oxenstiern, apparaissait déjà sur ses derrières.

En revanche la nuit était arrivée et pouvait mettre un terme au concert offensif des alliés. Vendôme voulait rallier les troupes pour recommencer l'action le lendemain ; le duc de Bourgogne fit pencher la majorité des généraux pour la retraite, qui s'effectua aussitôt et en pleine panique dans la direction de Gavre et de Gand. Avec grand'peine Vendôme put réunir une arrière-garde d'une vingtaine de bataillons et escadrons, avec laquelle il couvrit vaillamment la retraite sur la grande chaussée. Arrivé à Gand pendant la nuit, un conseil de guerre essaya de s'y réunir. Mais il dégénéra bientôt en amères récriminations et vives querelles, à la

suite desquelles l'excentrique Vendôme, profondément aigri, quitta la partie et ne trouva rien de mieux que de se mettre au lit, où il resta trente heures.

La bataille ⁽¹⁾ avait continué toute la nuit, moins acharnée que désordonnée et avec les incidents ordinaires des bagarres nocturnes. Ainsi l'aile droite et l'aile gauche des alliés arrivèrent à se rencontrer sur les talons des Français, et, se prenant pour des adversaires, se lâchèrent plusieurs cruelles salves. Beaucoup de Français, pour se mieux sauver, se glissèrent et marchèrent silencieusement dans les rangs ennemis. Bon nombre d'autres furent cependant capturés par un ingénieux moyen. Marlborough fit battre le ralliement français par ses tambours et crier par quelques réfugiés ou prisonniers français : « A moi Piémont, à moi Picardie, à moi Champagne, etc. » Ainsi il recueillit environ sept mille hommes, qui furent dûment capturés.

La perte totale des vaincus fut d'une vingtaine de mille hommes, dont les trois quarts de prisonniers, tandis que les alliés n'en perdirent que 2 à 3 mille. Mais beaucoup de soldats français fugitifs se retrouvèrent plus tard, et le maréchal Berwick ayant rejoint le duc de Bourgogne avec un renfort de 34 bataillons et 55 escadrons, les Français purent encore disposer d'une force d'environ 100 mille hommes, dont le gros se retrancha vers Gand pour commander les bassins de l'Escaut et de la Lyss.

Ils ne purent empêcher les coalisés de suivre à leurs succès et d'entamer la frontière de France. Eugène investit Lille le 12 août avec 35 mille hommes, couvert par Marlborough avec 60 mille hommes à cheval sur l'Escaut vers Helchin.

(1) Les historiens français, même les militaires, comme Feuquières et Pelet, affectent d'appeler la journée d'Oudenarde un *combat*. C'est là une expression impropre. Par les intentions et les dispositions tactiques, comme par les effectifs et par les résultats, ce fut une bataille des mieux accentuée.

Le vieux maréchal Boufflers défendit vaillamment Lille à la tête d'une dizaine de mille hommes ; mais mal secouru du dehors il dut évacuer la ville le 25 octobre et la citadelle le 10 décembre, avec la consolation des honneurs de la guerre. Gand et Bruges tombèrent aussi aux mains des coalisés, qui disposèrent ainsi de toute la Flandre espagnole et d'une notable portion de la Flandre française.

Louis XIV n'avait pas attendu ces revers pour rechercher la paix. Dès la fin de 1706 il l'offrait sérieusement ; le triumpvirat, par l'organe de Heinsius, lui fit, après Oudenarde, des conditions si dures qu'il les repoussa, ne se confiant plus qu'en l'énergie du désespoir.

C'est dans ces sentiments que commença la campagne de 1709, encore au nord comme théâtre principal. Villars y fut envoyé pour tenir tête à Marlborough et Eugène, mais avec une armée dénuée de tout et démoralisée. Il la remonta de son mieux et couvrit l'Artois entre Béthune et Douay. Sa position était bien choisie ; l'ennemi l'y laissa pour prendre Tournai et se diriger ensuite contre Mons qu'il investit le 5 septembre. Villars marcha au secours de cette place, par Valenciennes et Quiévrain, et les deux armées se rencontrèrent dans la plaine de Mons le 9 septembre.

Le 9 et le 10 se passèrent en reconnaissances et en escarmouches. Le prince Eugène aurait voulu attaquer immédiatement les Français, mais les troupes de Marlborough étaient encore en arrière du côté de Tournai. Il fallut les attendre, et pendant ce temps Villars put prendre une forte position près du village de Malplaquet, où une grande bataille se livra le 11.

Les Français, à cheval sur la route de Bavay à Mons, appuyaient leur droite au bois de Lasnières, leur gauche au bois de Sars ; leur front, dans le défilé entre ces deux bois, appelé trouée d'Aulnois, n'avait qu'environ 4000 pas d'éten-

due ; il était couvert par les villages de Blaregnie et d'Aulnois, un peu sur la droite, et par une triple ligne de retranchements et d'abatis sur tout le front et aux deux ailes. En avant de la position couraient la route de Mons par Sars, perpendiculairement, et celle de Nivelles par Quévy-le-Grand, obliquement à droite, routes se joignant dans le front même ; derrière, la route se continuait sur Bavay par les villages de Malplaquet et de Taisnières, ce dernier au passage du ruisseau de Hogneau. Notons encore, pour compléter l'esquisse du champ de bataille, que la gauche française tenait les hameaux de Louvière, de La Chaussée et de la Folie à la lisière du bois de Sars, et qu'en arrière de son centre, à droite (à l'est) du village de Malplaquet, se trouvait une prolongation du bois de Lasnières, appelée bois de Jansart, qui servit de couvert aux réserves. Le terrain était ondulé sans grands déchirements ; seulement aux environs de Taisnières et de là au bois de Sars se trouvaient quelques ravins et des escarpements pouvant gêner des mouvements de masses.

L'armée française, forte de 120 bataillons, 260 escadrons et 80 pièces, soit environ 85 mille hommes, dont 30 mille cavaliers, fut répartie dans cette position comme suit :

L'avant-garde, sous le chevalier de Luxembourg, aux villages d'Aulnois et Blaregnie et à la même hauteur vers le bois de Sars.

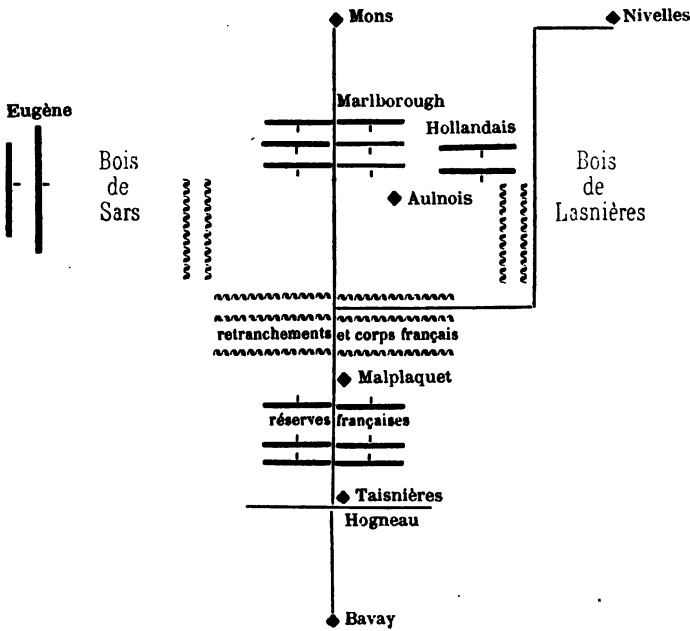
Le centre de l'infanterie à Malplaquet et entre ce village et le carrefour des routes de Mons et de Nivelles, sur deux lignes d'une quarantaine de bataillons chacune, s'étendant d'un bois à l'autre et occupant fortement les maisons de Malplaquet.

Les ailes d'infanterie en crochets offensifs à la lisière des bois, avec une seconde ligne plus en arrière. Tous les grenadiers des bataillons réunis aux ailes ; l'artillerie répandue

sur tout le front, notamment au carrefour et aux deux lisières des bois.

Toutes ces troupes derrière une double et triple ligne inachevée de retranchements de campagne et d'abatis.

La cavalerie, sur trois lignes, en arrière du centre et du village de Malplaquet.



La première idée de Villars avait été de se créer là une position d'où il déboucherait offensivement et sur laquelle il se replierait en cas d'échec. Mais du retard dans ses mouvements préparatoires et la présence rapprochée de l'ennemi le condamnèrent à la défensive. Sous ce rapport sa position, à supposer les bois des ailes infranchissables, était réelle-

ment forte quoique un peu étroite pour son effectif et surtout pour sa nombreuse cavalerie qui n'avait aucune facilité d'action. Si l'ennemi s'avancait par la trouée, il pouvait être écrasé de formidables feux convergents. Le vieux maréchal Boufflers, envoyé par le roi comme commandant en chef éventuel au cas d'un accident à Villars, s'était volontairement mis sous les ordres de celui-ci, son cadet. Il fut chargé du commandement de toute la droite ; Albergotti eut la gauche, et sur ce point se tint aussi de préférence le maréchal Villars. Parmi ses généraux on en comptait deux, Puy-ségur et Folard, qui devinrent célèbres par leurs écrits, comme deux autres, Guébriant et d'Artagnan, par leurs prouesses.

Les généraux alliés avaient aussi dans leurs rangs beaucoup d'officiers volontaires et des princes de distinction. Ils reconnurent bien les avantages de la position française, mais comptant sur la force de leur artillerie et sur la bravoure de leurs troupes, ils résolurent néanmoins de l'attaquer dès le 11 au matin, avant que de nouveaux ouvrages aient pu s'élever.

Leur plan d'offensive fut aussi simple que juste. L'aile droite française, qui semblait la plus forte, serait entretenue en diversion par les Hollandais du comte de Tilly et du prince de Nassau ; l'aile gauche des Français, qui était la plus critique puisque c'était celle qui menait sur leurs communications de Quiévrain, subirait la vraie attaque de la part de toute l'armée du prince Eugène ; Marlborough, avec le corps britannique et les autres alliés, se tiendrait en réserve soit pour seconder l'attaque principale, soit pour faire une trouée au centre. La grosse artillerie, répartie en quatre fortes batteries, ouvrirait le combat en entamant les retranchements ennemis, tandis que les colonnes d'assaut seraient accompagnées par les pièces les plus légères. La cavalerie

suivrait l'infanterie, et une fois dans les lignes elle prendrait son essor.

Les forces furent réparties en conséquence, c'est-à-dire en trois armées, chacune sur deux lignes, sauf au centre où la cavalerie, par manque de place, dut former deux lignes derrière celles de l'infanterie. L'effectif total se montait à 142 bataillons, 280 escadrons et 110 pièces, soit 95 mille hommes, sans compter une vingtaine de bataillons, dix escadrons et 20 pièces laissés sous les murs de Mons.

L'action commença vers 7 1/2 heures du matin. D'abord un peu gênée par le brouillard la canonnade devint de plus en plus vive à mesure que le ciel s'éclaircit. A 9 heures près de 150 pièces tonnaient les unes contre les autres, celles des alliés battant surtout la pointe du bois de Sars, que de fortes colonnes du prince Eugène se préparaient aussi à assaillir.

Pour mettre autant de clarté que possible dans les péripéties enchevêtrées de cette sanglante bataille, commençons par la zone de la droite française.

Boufflers avait judicieusement disposé son infanterie sur trois lignes dont la dernière était fortement combinée d'artillerie et de cavalerie. L'armée du prince de Nassau l'attaqua sur cinq colonnes d'infanterie comptant 30 bataillons et une de 20 escadrons de cavalerie sous le prince de Hesse, toutes sur deux ou trois lignes.

Dès 9 heures du matin, sur toute la lisière septentrionale du bois de Lasnières et par les abords de la route de Nivelles, les Hollandais s'avancèrent avec une grande bravoure. Quoique couverts d'une grêle de balles, ils enlevèrent la première ligne des retranchements français. Ne s'arrêtant là que quelques minutes pour se rallier et combler leurs nombreux vides, ils marchèrent non moins résolument contre la seconde ligne d'ouvrages qu'ils enlevèrent aussi brillamment. Excités par le succès ils se jetèrent sur

la troisième ligne. Là leurs rangs, déjà largement mutilés, se trouvèrent à trop forte tâche contre les brigades réunies de Picardie, de Navarre et Piémont conduites par les généraux d'Artagnan et de Hautefort. Des feux serrés d'infanterie et d'artillerie labourèrent les assaillants et les forcèrent à la retraite ; la cavalerie française s'élança sur leurs talons et sur leurs flancs et changea leurs succès du début en pleine déroute.

Le prince de Nassau pouvait se consoler par la pensée qu'il n'avait été chargé que d'une fausse attaque. Mais même à ce point de vue son opération avait trop peu duré pour avoir quelque valeur. Un double malheur l'avait traversée. La cavalerie du prince de Hesse, embarrassée dans les fossés et les abatis, n'avait pu ni suivre les colonnes assaillantes, ni pénétrer plus à gauche, dans les épais taillis du bois de Lasnières, garnis de tirailleurs. D'autre part une réserve de 19 bataillons aux ordres du général Vitters, sur laquelle il avait compté, avait été détournée de sa destination par les incidents survenus à l'autre aile, comme nous allons le dire.

Tandis qu'au centre l'action s'était bornée à l'observation réciproque entretenue par quelques feux, la zone de la gauche française avait été le théâtre de vifs combats.

Quarante bataillons aux ordres du général Schulemburg s'avancèrent sur trois lignes contre le bois de Sars. Arrivés à 200 pas des abatis, ils subirent un feu si meurtrier qu'ils durent s'arrêter ; bientôt la première ligne fit volte-face et se retira derrière la seconde. Celle-ci s'avança à son tour et quoique renforcée par la troisième elle n'eut pas plus de succès. Le général Schulembourg dut ordonner la retraite pour rallier ses troupes hors de la portée des feux.

A ce moment, vers 10 heures du matin, arrivait de Tournay à Frameries la colonne du général Vitters se dirigeant contre le bois de Lasnières. Vu l'importance de l'attaque

sur la gauche française, qu'il voulait faire reprendre conformément aux directions de Marlborough, le prince Eugène arrêta le général Vitters et le dirigea de Frameries à la droite de Schulembourg contre le flanc gauche des Français par les bois de Sars.

Vitters pénétra sans grands efforts dans le bois par sa lisière occidentale, l'occupa avec quatre bataillons et lança le reste de ses troupes par le hameau La Folie sur les revers des retranchements français de l'extrême gauche. Là une mêlée acharnée s'engagea. Le maréchal Guébriant qui y commandait redoubla d'activité et d'énergie. Villars s'y porta aussi et, se faisant soutenir de plusieurs corps appelés du centre, entr'autres des brigades irlandaise et Bretagne, il repoussa les attaques de Vitters aussi bien que celles renouvelées de Schulembourg. Obligée à faire front des deux côtés, l'action, en se prolongeant, devint fort désordonnée dans les lignes françaises. Le désordre augmenta encore quand Villars et Albergotti, toujours au plus fort du combat comme de simples soldats, y furent blessés et durent être tous deux emportés aux ambulances, puis à Quesnoy. Le bois de Sars tomba en entier aux mains des alliés et le combat se continua autour des maisons de Louvières, les Français se repliant, tout en combattant, vers la grande route, les alliés les suivant lentement et se reformant en bon ordre à la lisière du bois de Sars vers Louvières, Vitters à droite, Schulembourg à gauche et 22 bataillons encore intacts avancés en réserve vers le bois de Sars sous le général Lottum par ordre de Marlborough.

Ainsi le prince Eugène, après cette première phase de la journée, disposait de 81 bataillons et d'une dizaine d'escadrons sur l'extrême gauche des Français qui, de leur côté, triomphaient à leur droite, mais sans y être sortis de leurs retranchements.

Dans cette situation avantageuse les alliés s'apprêtèrent à reprendre l'attaque sur toute la ligne. Elle dut se continuer sur le même programme que le matin, avec cette adjonction que l'effort se ferait non-seulement par la droite, par Eugène, mais encore par le centre, par Marlborough. A cet effet toute la cavalerie du prince Eugène, inutile sur le terrain où elle se trouvait, fut massée au centre, derrière une colonne d'assaut de 20 bataillons aux ordres des généraux Orkney et Rantzau, escortée de 30 escadrons du prince d'Auvergne. Pour compenser les pertes considérables des Hollandais, qui avaient à répéter leur dure diversion, un renfort de 12 bataillons prussiens leur fut envoyé.

Ces dispositions achevées, l'attaque recommença aux environs de midi.

Les alliés furent favorisés au centre par les dernières mesures de Villars, qui s'y était dégarni pour renforcer sa gauche. Les troupes de première ligne, seulement quatre bataillons d'Alsaciens et deux de Laonnais commandés par Steckemberg, eurent encore la mauvaise chance de voir tuer leur général dès le commencement de l'action. Elles ne tardèrent pas à plier devant la vigoureuse attaque des alliés. Orkney et Auvergne, appuyés par une batterie de 40 canons, continuèrent à s'avancer résolument jusqu'aux retranchements ; l'infanterie les enleva, s'y établit et laissa déboucher devant elle les escadrons d'Auvergne. Ceux-ci ne purent aller bien loin ; décimés par les tirailleurs embusqués, puis chargés par les escadrons français, ils furent refoulés en désordre derrière leur infanterie ; deux autres charges du prince d'Auvergne aboutirent au même résultat ; de son côté la cavalerie française ne put déloger l'infanterie alliée des postes conquis et le premier résultat ne fut pas modifié.

En revanche les ailes portèrent des coups plus décisifs. Le prince Eugène ne fit que des progrès très-lents, tant

qu'il fut réduit à sa seule infanterie. L'artillerie ayant pu le seconder activement, vers deux heures après-midi il pressa plus vivement le flanc gauche des Français et se mettant lui-même à la tête d'une colonne allemande il les empêcha de jeter leurs masses sur le prince d'Auvergne et sur Orkney, comme Boufflers en avait eu quelques sages velléités.

A l'aile opposée le prince de Nassau avait renouvelé son attaque du matin. — Quoique agissant avec plus de prudence il n'obtint pas d'abord de plus grands succès. Après avoir occupé les premières lignes de retranchements il s'en vit chassé, puis refoulé avec de fortes pertes par de belles charges des grenadiers à cheval.

L'infatigable Boufflers voulut faire mieux encore. Voyant les chaudes actions qui se passaient à sa gauche où l'ennemi était en progrès, il y envoya une portion de sa cavalerie et s'y lança lui-même avec quelques escadrons de la garde du roi. Le vide laissé par ces troupes fut remarqué du prince de Hesse, qui eut la bonne inspiration d'y jeter 21 escadrons de cavalerie qui cherchaient de l'emploi et une issue. Cette colonne, pénétrant hardiment jusqu'à Malplaquet et au bois de Jansart, prit à revers la droite française souffrant déjà de la mort de deux de ses généraux, Palavicini et Cheme-rault, et du transfert de Boufflers vers le centre. Le changement de front nécessité par la nouvelle attaque augmenta le désordre et ne permit plus de contenir l'infanterie du prince de Nassau, qui reprit l'offensive et fit de rapides progrès.

Sur ces incidents fâcheux Boufflers ordonna partout la retraite, qui s'effectua confusément et chèrement vu l'exiguïté du terrain, mais lentement et toujours en combattant. La gauche, échué au général de Légal, séparée du reste de l'armée, se replia sur Valenciennes avec toute la cavalerie de cette aile et une cinquantaine de bataillons. Le gros s'ar-

réta d'abord derrière le ruisseau d'Hogneau et le ravin de Taisnières, se rallia et fit si bonne contenance, sous une arrière-garde de cavalerie dirigée par Boufflers en personne, que les alliés, épuisés d'ailleurs par cette action si prolongée et ne pouvant agir sur les flancs, n'essayèrent pas d'une nouvelle affaire de front. Ils avaient gagné les trois quarts du champ de bataille, capturé une douzaine de canons et autant de drapeaux; ils pouvaient s'attribuer la victoire, mais très-strictement et sans les trophées que les soldats de Marlborough avaient l'habitude de recueillir. Puis la disproportion des pertes leur faisait payer trop cher le peu de terrain conquis pour qu'ils osassent s'en enorgueillir. Les alliés, attaquant des troupes retranchées, eurent beaucoup plus à souffrir que ces dernières. Ils ne comptèrent pas moins de 23 mille hommes hors de combat, dont 15 mille dans la seule aile du prince de Nassau, tandis que les Français ne perdirent que 12 mille hommes tant tués que blessés et quelques centaines de prisonniers.

A la suite de la bataille de Malplaquet les coalisés prirent Mons le 21 octobre, puis au printemps suivant (1710) toutes les places de la Scarpe et de la Lys, ne s'arrêtant que devant Arras couverte par Villars.

En même temps l'Espagne était vivement disputée. Philippe V, battu à Sarragosse, le 20 août 1710, fut rejeté vers la Navarre, et son rival put faire une seconde entrée triomphale à Madrid. Il n'y tint cependant pas plus que la première fois. L'hostilité déclarée des populations et l'arrivée de Vendôme avec des renforts le forcèrent à évacuer la capitale. A son tour Vendôme serra de près les coalisés de Stahremberg et Stanhope, en retraite sur l'Aragon, les battit en plusieurs rencontres, notamment à Brihuega et à Villaviciosa, et les refoula sur la Catalogne.

Ce succès soutint la grande âme de Louis XIV, à dure

épreuve à ce moment. Des négociations de paix, entreprises à Gertruydenberg, venaient d'aboutir, sous l'influence de Heinsius, à des conditions plus humiliantes encore pour la France. Malgré sa situation de plus en plus critique, le roi les repoussa fièrement et préféra reprendre la lutte. L'année 1711 ne lui apporta pas de consolations ; en revanche rien de plus décisif ne s'y produisit. Les coalisés prirent bien encore l'importante place de Bouchain ; mais ils ne purent aller au-delà, et de part et d'autre les généraux en chef, paralysés par les pourparlers diplomatiques qui se continuaient, évitèrent la bataille.

D'ailleurs la politique offrait des chances de revirement qui pouvaient devenir fécondes. L'Angleterre ne voyait pas sans une anxieuse jalousie la prépondérance toujours croissante de l'Autriche, qui venait de dompter la Hongrie et de mettre à ses pieds toute l'Italie. Puis l'empereur Joseph I^{er} était mort, âgé de 32 ans seulement, en avril 1711, et son successeur était son frère, le prétendant espagnol Charles III. La perspective de cette quasi-résurrection du formidable empire de Charles-Quint pouvait réveiller en Europe et particulièrement en Angleterre, dont la puissance maritime prenait un très grand essor, de légitimes appréhensions. Par suite de cet état de choses et du jeu incessant des partis politiques à Londres, le pouvoir était passé des whigs à leurs adversaires ; Marlborough, un des chefs du parti whig et de la guerre implacable, précédemment omni potent, fut réduit au rôle strict et de plus en plus limité de commandant de l'armée en campagne dans les Pays-Bas.

Les autres théâtres de guerre subirent plus fortement encore les mêmes causes d'inaction. Rien de marquant ne s'y passa.

En 1712, le roi Louis XIV fit un suprême effort. Quoique accablé par l'âge et par des deuils répétés creusant une

morne solitude autour de lui, son caractère ne faiblit pas. Avec de nobles paroles il envoya à l'armée Villars, chargé de son dernier espoir ; il s'agissait littéralement de vaincre ou de mourir. La fortune lui garda un reste de faveur. Le maréchal vainquit et sauva la France de l'invasion, quoiqu'on en ait voulu dire pour rabattre sa gloire⁽¹⁾.

Le 24 juillet, à Denain, Villars battit Eugène, qui visait à s'emparer de Landrecies, mais qui n'avait plus Marlborough avec lui, car les Anglais venaient de faire trêve. Mettant rapidement à profit ses avantages, le vainqueur livra une suite de combats, du 24 au 30 juillet, qui coûtèrent aux alliés une quinzaine de mille hommes et tous leurs approvisionnements, sans qu'il perdît plus d'un millier de soldats. Il reprit ensuite toutes les places frontières, entr'autres Marchiennes et Quesnoy avec un matériel considérable.

Sur le Rhin la guerre avait été nulle, et en Italie le duc de Savoie, détaché des alliés, avait aussi fait chômer les hostilités. D'autre part les négociations entre Londres et Paris s'avancèrent, et le 11 avril 1713 la paix fut conclue à Utrecht entre la France, l'Espagne, l'Angleterre, la Hollande, la Prusse, le Portugal et la Savoie.

La guerre se poursuivit encore en 1713 entre la France et l'Autriche. Villars eut quelques succès en Allemagne, qui amenèrent enfin la paix générale signée à Rastadt le 7 mai 1714, l'Autriche adhérant à la paix d'Utrecht.

Par ces traités le prétendant français Philippe V fut reconnu roi d'Espagne et des colonies, avec la réserve que les deux couronnes d'Espagne et de France ne seraient jamais réunies. L'Autriche obtint les Pays-Bas espagnols (Belgique),

(1) Voir dans les *Causeries* (Tome XIII, 2^e édition) et dans les *Nouveaux lundis* (T. VI et XI), chapitres Villars et Maurice de Saxe, d'éloquentes considérations de Sainte-Beuve sur l'importance de la journée de Denain pour la France, qui nous paraissent réfuter pleinement l'opinion de quelques éminents historiens sur la prétendue inutilité de cette victoire française.

appelés dès lors Pays-Bas autrichiens, et en outre le royaume de Naples, le Milanais et la Sardaigne ; la Hollande une bonne frontière ou *barrière* militaire avec droit de garnison dans les principales places des Pays-Bas autrichiens ; l'Angleterre de vastes possessions dans l'Amérique du nord, Terre-Neuve, la baie d'Hudson, l'Acadie, et dans la Méditerranée Gibraltar et Minorque, ce qui lui donnait le sceptre des mers, qu'elle ne lâcha plus ; le duc de Savoie, outre les acquisitions mentionnées précédemment, reçut la Sicile avec le titre de roi. La dignité royale fut aussi reconnue à l'électeur de Brandebourg, portant déjà de son propre fait le titre de roi de Prusse, avec la principauté de Neuchâtel qu'il avait reçue des Etats neuchâtois en 1707.

Peu de temps après la conclusion de la paix, c'est-à-dire en 1715, Louis XIV mourut, laissant le trône de France à son arrière petit-fils, âgé de cinq ans.

La mort de ce grand roi et l'ère de paix qu'elle ouvrit pendant bon nombre d'années terminent naturellement la période militaire que nous avons cru pouvoir placer sous son nom, et illustrée surtout par Turenne, Condé, Vauban, Montecuculi, le prince Eugène et Marlborough.

Pour être complet et parfaitement équitable, il conviendrait aussi de rattacher à cette période les guerres qui se produisirent simultanément dans le nord de l'Europe, et où deux hommes de génie, deux éminents et vaillants souverains, Pierre-le-Grand de Russie et Charles XII de Suède, se trouvèrent aux prises. Il faudrait raconter les grandioses aventures de ce dernier capitaine en Suède, en Danemark, en Russie, en Turquie, notamment sa défaite à Pultawa, en 1709. Mais ces récits nous entraîneraient trop loin, sans nous faire découvrir de nouveaux éléments, dans le développement de l'art militaire, autres que ceux propres aux pays

et aux peuples engagés dans la lutte. On aurait à y mentionner surtout d'importantes et vastes opérations de cavalerie régulière et irrégulière ; mais pour le reste, rien, dans l'action des masses, qui diffère sensiblement de ce que nous avons déjà pu remarquer sur les théâtres de guerre de l'Europe centrale et occidentale. D'ailleurs nous aurons plus tard une meilleure occasion de revenir sur l'état militaire des puissances du nord, quand elles seront mêlées directement aux grandes guerres européennes de la fin du XVIII^e et du commencement du XIX^e siècle.

Il nous reste, pour remplir notre programme, à compléter nos indications historiques sur les temps de Louis XIV par un exposé plus spécial des institutions militaires et des progrès d'art militaire qui caractérisèrent cette période, exposé que nous avons cru devoir réserver pour un chapitre séparé et final, afin de ne pas trop compliquer l'esquisse des faits, déjà fort complexe par elle-même.



V

Des institutions militaires et des progrès de l'art militaire pendant les guerres du siècle de Louis XIV.

Cette période est assurément la plus riche en progrès militaires qu'offre l'histoire du monde. Elle comprend, entre autres, trois faits de premier ordre, à savoir :

La création de grandes armées régulières et permanentes, avec une juste proportion des trois armes et avec des subdivisions de corps et de hiérarchie encore en usage maintenant ;

La substitution successive et complète, dans ces armées, des armes à feu à celles antérieures à l'invention de la poudre à canon ;

Enfin, à la suite des nouvelles bouches à feu, un perfectionnement de la fortification et de l'art de l'attaque et de la défense des places, qui n'a pas encore été surpassé en ses parties essentielles.

Sous ces divers rapports, le siècle de Louis XIV a pu laisser de la marge à des améliorations ultérieures ; il a pu aussi tomber dans des excès et des abus qui faussèrent les innovations produites et diminuèrent leur bénéfice ; mais en chacun de ces domaines toute une révolution féconde se réalisa et posa des bases sur lesquelles l'art actuel, quoique fort supérieur en maints détails, repose encore avec solidité.

Afin de nous rendre bien compte de l'état militaire de cette période, examinons-le d'un peu près à deux moments caractéristiques, aux débuts de Louis XIV, vers l'an 1660, et à sa dernière guerre, au temps des exploits de Villars et de Marlborough, vers l'an 1712. De leur simple confrontation découlera la mesure des perfectionnements de cette laborieuse époque.

Les chefs d'armée de cette période n'eurent en général que des forces relativement minimales, 15 mille hommes en moyenne, 40 mille hommes au plus. Lorsque Turenne mena sa laborieuse campagne de l'Alsace et du Palatinat, en 1674, il n'avait que 25 mille hommes. Ses collègues d'autres zones lui étaient inférieurs, sauf Condé en Belgique, et leur ensemble atteignait au plus le chiffre de 160 mille hommes.

Quelques années auparavant les effectifs étaient moindres encore. A la paix de Westphalie, en 1648, la France avait sur pied 150 mille hommes; en 1660 seulement 125 mille. Pour l'invasion des Provinces-Unies, en 1672, les forces furent portées à 180 mille hommes, et cela parut une sorte de prodige. Aussi ce chiffre fut abaissé, après les traités de Nimègue, en 1678 et 1679, à 140 mille hommes.

Les sources d'où provenaient ces forces étaient diverses; elles peuvent se réduire à trois principales : 1^o le recrutement volontaire des individus à l'intérieur par le soin des capitaines de compagnies ou des colonels de régiments. Ces officiers employaient pour cela des recruteurs ou raccolleurs, qui recevaient une commission sur les primes d'engagement; 2^o les contingents de l'étranger, levés en Suisse, en Italie, en Allemagne, etc., par suite de traités avec les gouvernements de ces Etats ou de simples autorisations de recrutement; 3^o enfin les levées nationales de milices, bourgeois ou paysans plus ou moins enrégimentés par localités, restes

des anciens bans féodaux et des légions de François I^{er}, qui fournissaient, à l'occasion, des corps de troupes de seconde ligne et surtout des garnisons complémentaires des places.

Ces divers moyens d'alimenter les armées étaient fort élastiques en eux-mêmes ; leurs résultats devaient dépendre en résumé de la richesse et de la puissance de l'Etat. Un gouvernement obéi, riche, en obtenait aisément le double ou le triple de ce qu'en pouvait espérer un gouvernement vacillant et obéré.

Si, avec de l'argent, on trouvait des recruteurs et des recrues partout, avec de l'autorité on remuait les populations et on levait aisément des milices.

Ce dernier mode était grandement tombé en désuétude depuis François I^{er} ; les milices n'existaient plus que sur le papier, et encore. C'est en leur adressant de nouveaux appels sous diverses formes, puis en employant souvent ces levées comme d'autres corps, que Louis XIV, pénétrant d'ailleurs toute l'administration de son omnipotence et prodiguant les ressources du pays aux recruteurs, put tenir ses effectifs au niveau de ceux de la coalition.

La formation et la tactique des troupes différaient peu, au commencement de la seconde moitié du 17^e siècle, de celles que nous connaissons déjà par Gustave-Adolphe et par la guerre de Trente-Ans. La proportion des anciennes armes de choc, piques et hallebardes, avec les arquebuses et les mousquets, et la manière de les entremêler pour le combat, constituaient toujours le grand problème des armées, notamment de l'infanterie. On essayait de tous les systèmes, ou plutôt, pendant cette période de transition, il n'y eut pas de système normal rigoureux. Les uns voyaient avec défiance l'innovation des armes à feu et craignaient de se reposer exclusivement sur elles ; d'autres voulaient au contraire envoyer piques et hallebardes rejoindre le plus prompte-

ment possible les arcs et arbalètes déjà au rebut, pour ne se confier plus que dans les feux. Montecuculi, un des grands capitaines fournis par l'Italie à l'Empire, soutint les anciennes traditions dans un ouvrage fort estimé et très-remarquable pour son temps, (1) tandis que quelques années plus tard les généraux français Puysségur et Feuquières, tous deux officiers et écrivains de la plus haute distinction, (2) propagèrent plutôt les idées nouvelles. Turenne, avec son suprême bon sens et sa pénétration studieuse, tint le milieu entre les deux tendances, déjà fort accentuées pendant ses dernières guerres; il prit ce qu'il y avait de bon de droite et de gauche. Sans dédaigner la pique, précieuse en plus

(1) *Mémoires militaires*, Milan 1702. 1 vol. in-4°. Ces mémoires, écrits en italien, ont été traduits et trop commentés en français par le lieutenant-général comte Turpin de Crissé, 3 vol. in-4°. Paris 1769. — Voir plus loin pag. 282.

Au moment où nous révisons ces lignes nous apprenons par l'*Italia militare* qu'une société d'officiers italiens vient d'avoir la louable idée de provoquer une souscription pour l'érection d'un monument à Montecuculi, dans sa ville natale de Modène.

(2) Outre le cahos des ordonnances officielles françaises on a cinq sources importantes sur cette époque, à savoir : *L'Histoire de la milice française* par le père jésuite Daniel, deux volumes in-4°, avec gravures, publiés à Amsterdam en 1724, recueil aussi riche qu'indigeste d'une foule de détails consciencieusement recherchés dans les archives; *L'Art de la guerre* du maréchal Puysségur, deux volumes in-4° avec planches, publiés par le fils de l'auteur à Paris en 1740, ouvrage traitant avec autorité de toutes les branches militaires; les *Mémoires du lieutenant-général A. de Feuquières*, 1 vol. in-4°, Paris 1741, donnant une analyse raisonnée des principales opérations des armées de Louis XIV avec force critiques souvent plus amères que justes, *Quincy. Histoire militaire de Louis XIV*, 8 vol. in-4° avec planches, Paris, 1726, publication laborieuse, mais peu complète en quelques points importants et souvent partielle; enfin un ouvrage récent, *Histoire de Louvois*, 4 vol. in-12°, Paris, 1862, par M. Camille Rousset, qui, dans un cadre malheureusement trop restreint, a utilisé avec autant de patience que de discernement les précieuses ressources du dépôt de la guerre.

On pourrait encore joindre à ces sources les *Commentaires du chevalier Follard* si ses chauds plaidoyers en faveur de la colonne ne le rattachaient pas plutôt à l'époque subséquente. Ramsay, Grimoard, Beaurain, Dumont sont encore à citer à côté de Quincy pour la partie historique; mais tous ces ouvrages sont si défectueux sous ce dernier rapport qu'on peut bien dire encore aujourd'hui avec Jomini (Observations sur l'Histoire militaire depuis Louis XIV à nos jours, 1 broch in-8°. Bruxelles 1852, page 10) que « l'Histoire militaire d'un siècle qu'on a voulu présenter comme classique est un vrai galimatias et que cette histoire est véritablement encore à faire. » L'esquisse que nous en avons donnée n'a certes pas la prétention de combler la lacune signalée; elle ne fait plutôt que la confirmer. Cette grande époque n'a encore ni son Thiers, ni son Jomini.

d'un cas, il ne la tint pas, comme Montecuculi, pour la reine des armes ; au contraire il augmenta sans cesse ses feux à mesure de leurs perfectionnements, mais il n'alla pas, comme d'autres le demandaient, jusqu'à en munir tout son monde, y compris même les officiers. (1) Le boulet qui l'enleva si subitement et prématurément fut fatal à la tactique. Personne après lui n'eut l'autorité suffisante pour en fixer les règles nouvelles et pour diriger vers de concluantes expérimentations le conflit engagé entre les routines du passé et les exagérations de maints novateurs.

C'est donc en vain qu'on chercherait dans les documents ou dans les pratiques de l'époque un mode précis de formation et de manœuvre des corps de troupes. Chaque général avait ses habitudes, auxquelles il devait souvent déroger suivant le nombre de piques et de mousquets, de fantassins et de cavaliers, de bouches à feu mis à sa disposition dans telle circonstance donnée, toutes choses variant à l'infini.

En France l'unité tactique de l'infanterie était le *bataillon* comptant de 200 hommes jusqu'à 1200 hommes et beaucoup plus, car il se formait soit par le régiment, la grande unité administrative, soit par plusieurs régiments, soit par une ou plusieurs fractions de régiments. Même les militaires érudits du milieu du 17^e siècle appliquent indistinctement la qualification de bataillon à des corps de 4 à 5 mille hommes et à d'autres de 2 à 300 hommes. (2) Le bataillon d'alors n'a donc pas de rapport avec ce que nous appelons aujourd'hui de ce nom. C'était une dénomination générale

(1) Ces vœux furent recueillis entr'autres par Puysségur. Voir Art de la guerre I.

(2) Voir, par exemple, dans le *Maréchal de bataille* du maréchal Lostelneau (1 beau volume in-folio avec planches. Paris 1647) les *bataillons* des pages 336 et 384, comptant l'un 2000 piquiers et 1600 mousquetaires, l'autre 1600 piquiers et 2532 mousquetaires, tandis qu'aux pages 314 et 318 sont indiqués d'autres *batallions* de 106 piquiers et 148 mousquetaires seulement.

s'appliquant à tout corps d'un certain nombre de piquiers et de mousquetaires formé pour le combat. Les gros bataillons s'appelaient souvent et plus tard s'appelèrent exclusivement *brigades* depuis Turenne; les petits se confondaient aisément avec les *compagnies*.

Cela réservé, on peut estimer la force moyenne du bataillon à environ 600 hommes. Tel quel il se répartissait *tactiquement* en quatre divisions égales, deux de piquiers et deux de mousquetaires, *administrativement*, quand il était le régiment, en 16 compagnies. Celles-ci formaient la petite unité administrative et comptaient une cinquantaine d'hommes chacune, plus trois officiers. Souvent le bataillon n'atteignait pas au chiffre de 16 compagnies, mais seulement à celui de 10 à 12 en moyenne, plus des *enfants perdus* en nombre indéterminé. Les Suisses gardèrent leurs anciens bataillons de 4 compagnies à 200 hommes chacune.

Le régiment était commandé par un colonel qui, dans l'origine, n'était que le plus ancien des capitaines; il était assisté d'un lieutenant-colonel, d'un major et d'autant d'aides-majors qu'il y avait de bataillons. Tous portaient la demi-pique ou esponton et les sous-officiers la hallebarde. Les soldats avaient leurs charges ou gargouches suspendues à un baudrier; tous avaient encore une épée, et les piquiers une demi-cuirasse.

Les hommes, piquiers ou mousquetaires, se plaçaient sur une profondeur de 6 à 10 rangs, mais la profondeur de 8 rangs finit par devenir la plus usuelle. Les piquiers tenaient le centre du front, les mousquetaires les deux ailes, 8 compagnies en aile ou manche droite, 8 à la gauche; chaque aile se divisait en deux pelotons, de sorte que le front était partagé en quatre quarts. La profondeur se partageait de même en quatre quarts de deux rangs chacun. Le premier rang s'appelait chef de file, le dernier serre-file, le qua-

trième serre-demi-file, le cinquième demi-file. Les désignations générales de *tête*, *queue*, *milieu*, outre celles de droite et de gauche, servaient aussi à distinguer les diverses fractions de la profondeur ou du front.

La distance normale était entre chaque rang de trois pas, entre chaque file d'un pas, pouvant ou se doubler ou se réduire à l'ordre compacte.

La manœuvre consistait surtout à doubler ou dédoubler les rangs ou les files, à peu près comme dans la phalange grecque, par rang, demi-rang, quart de rang ou par file, demi-file, quart de file. Le commandement ci-dessous peut en donner une idée, ainsi que du reste : Pour ramener les huit rangs à quatre, les piquiers au centre, on commandait : *Quarts de file de la tête et de la queue, doublez vos rangs dans le milieu des quarts de file du milieu !* Les deux premiers rangs faisaient demi-tour et se fondaient dans les troisième et quatrième rangs, les septième et huitième s'avançaient dans les cinquième et sixième.

On pouvait aussi dédoubler la profondeur et augmenter d'autant le front par des mouvements de flanc analogues à nos déploiements, et cela soit par bataillon, soit par manche, soit par rang ou fraction de rang. En combinant ces formations les unes avec les autres, par arme ou par mélange d'armes, on arrivait à un grand nombre de figures, d'espèces diverses de *bataillons* disait-on, ayant, sinon une utilité directe pour le combat, au moins l'avantage de fournir des exercices très-variés qui rompaient la troupe aux évolutions et au maniement des armes.

De l'ordre normal, piquiers encadrés de mousquetaires sur 8 rangs, on passait entr'autres à quatre formations communes :

Les piquiers de chaque division (ou compagnie tactiquée) au centre de leur division, de sorte que le bataillon formait

deux manches symétriques, ayant chacune ses piquiers au centre et pouvant manœuvrer séparément.

Dans la manche ou dans le bataillon, la moitié des mousquetaires en avant des piquiers, de sorte que les piquiers formaient les rangs intérieurs sur tout le front.

Deux rangs de piquiers en tête sur tout le front, avec deux rangs de mousquetaires derrière, et ainsi de suite.

Front mélangé d'un piquier et d'un mousquetaire sur tout le premier rang ou sur deux ou sur tous les rangs. Dans ce cas les mousquetaires sortaient en avant pour les feux.

Chacune de ces formations pouvait encore en donner plusieurs nuances d'autres, ainsi que des combinaisons entre elles à l'infini. Contre la cavalerie il y avait le carré plein et vide, l'octogone double et simple, une dizaine d'espèces de croix, etc.

Pour l'action, les hommes, piquiers et mousquetaires, étaient exercés à manier leurs armes à genou ; les premiers rangs s'effaçaient pour permettre aux autres d'agir ; les derniers rangs des mousquetaires s'avançaient pour faire feu, à la place des premiers rangs qui allaient recharger leurs armes en arrière. Les piquiers, pour recevoir les charges de cavalerie, appuyaient la pique en terre contre le pied droit.

Une des premières innovations du gouvernement de Louis XIV fut, en 1672, de réunir les grenadiers, précédemment au nombre de 4 hommes par compagnie pour lancer des grenades à la main, en compagnies spéciales armées de fusils à baïonnette à manche. On en forma une compagnie par régiment, puis une par bataillon qui subsistèrent jusqu'en 1867. Elles se rangeaient à la droite de leur corps et fournissaient surtout des détachements.

En même temps les piquiers diminuèrent sensiblement. Turenne, pour ses dernières campagnes, les eut dans la proportion d'un tiers sur deux tiers de mousquetaires. Il forma

alors ses bataillons en trois divisions au lieu de quatre. De même il réduisit la profondeur normale de 8 rangs à 6 ; le front et la profondeur furent partagés, non plus en quarts, mais en tiers. Cela rappelait le système espagnol des *tercios* et en maintint la tradition, ⁽¹⁾ sans cependant changer grand chose aux manœuvres du bataillon indiquées ci-dessus. Enfin, entre l'an 1680 et 1690, les bataillons furent fixés tous à douze compagnies, plus une de grenadiers hors rang, ce qui donnait quatre compagnies par division, soit un corps fort régulier dans son ensemble comme dans son fractionnement.

A la tête de toute l'infanterie se trouvait, dans les premiers temps seulement du règne, un colonel-général de l'arme, un des grands dignitaires du royaume.

La cavalerie avait subi de plus grandes modifications. Pour s'alléger elle s'était débarrassée presque complètement des anciennes armures. Il y avait toujours de la grosse cavalerie, dix anciennes compagnies d'ordonnance et des régiments dits de cuirassiers, mais ayant au lieu de cuirasse et de lance, la grosse épée et les pistolets. La cavalerie légère s'était accrue et s'accroissait encore, tout en se munissant d'armes à feu, mousquets, mousquetons, fusils, carabines, escopettes. Combattant à pied et à cheval elle tendait à se transformer, sous divers noms, en *dragons* qui devenaient l'arme la plus commode, pouvant faire face à tous les premiers besoins. Les régiments de cavalerie comprenaient de 4 à 600 chevaux formant de 6 à 12 compagnies et la moitié moins d'escadrons. Ils se rangeaient sur trois rangs de profondeur ; les rangs à 4 pas de distance, sauf dans les cas de charge en masse serrée. Dans l'ordre de

(1) Célèbres au temps de Charles-Quint, les *tercios* étaient une formation massive de piquiers avec une bordure de mousquetaires se rapprochant des *Haufen* suisses, et dont il y avait ordinairement trois au bataillon, à la brigade, ou à l'armée. Cette dénomination devint ensuite synonyme de bataillon et de régiment, ainsi que de la circonscription territoriale qui le fournissait quelquefois.

bataille les escadrons laissaient entr'eux un intervalle égal au quart ou à la moitié de leur front.

Chaque compagnie avait 3 officiers et 3 sous-officiers, le régiment un mestre de camp ou colonel ou parfois brigadier, un lieutenant-colonel et un major. A la tête de toute la cavalerie se trouvait aussi un colonel-général, qui était un des plus grands personnages du royaume.

L'artillerie ne fit guère que des progrès en quantité sous Louis XIV et jusque sous Louis XV. Toutefois le personnel en fut fort amélioré, comme nous le dirons tout à l'heure. Nous ajournons également à la fin du règne la mention des immenses progrès réalisés par la fortification.

Les ordres de bataille étaient à peu près ceux de la guerre de Trente-Ans, à savoir deux lignes à intervalles, la première ayant l'infanterie au centre et la cavalerie aux ailes, avec des renforts de corps mixtes, la seconde un mélange de corps d'infanterie et de cavalerie opposés aux vides de la première ligne. Avec des forces plus nombreuses on avait une troisième et même une quatrième ligne formant la réserve ; les mousquetaires étaient toujours étroitement mêlés aux escadrons ; l'artillerie se tenait ordinairement à la première ligne ou en avant du front.

A cette époque déjà, l'organisation militaire était à peu près la même dans les principales armées de l'Europe. Les Impériaux, au temps de Montecuculi, se rangeaient et manœuvraient à peu près comme leurs adversaires. Leurs régiments d'infanterie étaient de 10 compagnies comptant chacune 3 officiers, 3 sous-officiers, 48 piquiers et 96 mousquetaires, ce qui donnait pour le régiment un total d'environ 1500 hommes. Dans ses très-instructifs *Mémoires militaires*, Montecuculi résume toute la répartition des troupes en quelques parfaites sentences, comme suit (art. 1^{er}) :

« Les hommes doivent être levés, rangés, armés, exercés,

disciplinés. — On ne doit pas enrôler des hommes de la lie du peuple ni au hasard ; il faut les choisir entre les meilleurs.

« Les soldats enrôlés passent en revue et prêtent serment d'obéissance, de fidélité et de valeur. — On les range suivant leurs qualités et leur métier. — Ils se divisent en combattants et non combattants. — Les premiers se divisent :

« En *décuries* qui sont 8 à 10 hommes sous un chef appelé *décurion* ; en *escouades* qui sont plusieurs *décuries* ; en *compagnies* qui sont plusieurs *escouades* ; en *régiments* qui sont plusieurs *compagnies*. — Les régiments d'infanterie se forment en *bataillons*, qui sont des corps arrangés en plusieurs lignes de front et de hauteur ; dans la cavalerie ces corps s'appellent des *escadrons*. — De plusieurs *bataillons* ou *escadrons* se forment les corps ou grands membres de l'armée appelés *brigades*. — Des *brigades* on fait :

« L'avant-garde ; le corps de bataille ; l'arrière-garde ; l'aile droite ; le centre ; l'aile gauche. La première ligne ou le front ; la deuxième ligne ; la troisième ligne ou réserve. »

Le généralissime impérial, après ses nombreuses expériences, aurait voulu non-seulement maintenir toutes les piques, mais diminuer chaque compagnie de 8 mousquetaires pour les remplacer par autant de *rondachiers*, c'est-à-dire d'hommes munis de la rondache ou bouclier rond, qui se seraient placés au premier rang pour protéger les autres. Mais sa proposition succomba sous la faveur de plus en plus grande des armes à feu. Depuis l'an 1695 tous les régiments impériaux furent portés à 12 compagnies formant ordinairement deux *bataillons*, bientôt tous de fusiliers. La cavalerie légère et armée de feux prit aussi une extension considérable au détriment des cuirassiers ; ceux-ci reçurent même le mousqueton pour leur premier rang ; tous tendirent à être employés d'une manière plus indépendante et

dans des formations à intervalles, tandis que Montecuculi et les officiers de son école, exagérant les règles de Gustave-Adolphe, auraient voulu mêler toujours plus la cavalerie à l'infanterie et faire, au moyen de combinaisons de ces deux armes, des ordres de bataille aussi compactes que possible.

Si en matière de tactique Montecuculi semble avoir cherché le progrès dans un retour aux meilleures traditions du passé, il se montra zélé novateur quant à l'organisation des armées. Il fut un des premiers à démontrer l'utilité de troupes permanentes et non plus recrutées et formées à la hâte pour telle ou telle guerre, puis licenciées à la paix. La quasi-permanence de la guerre à cette époque et les nombreux avantages spéciaux que les souverains pouvaient trouver à disposer constamment d'une force armée respectable, rangèrent bientôt tout le monde à son avis. Les divers monarques des grands Etats européens, en attendant de rendre stables et permanentes toutes les troupes à leurs ordres, maintinrent les principaux cadres et se créèrent des corps d'élite, des gardes royales ou impériales, des maisons du roi de plus en plus fortes et qui devaient aussi servir de réserves de choix sur le champ de bataille.

Tels se manifestaient en résumé l'état et la tendance des choses militaires au commencement de la seconde moitié du 17^e siècle. Voyons maintenant ce qui en était une soixantaine d'années plus tard, c'est-à-dire à la fin du règne de Louis XIV, et parlons surtout de la France, qui peut bien être considérée comme fournissant le type général de toutes les armées européennes de cette période.

Les effectifs s'étaient considérablement augmentés. Personnel, matériel, marine, établissements militaires divers avaient doublé et triplé de nombre. Il y avait 264 régiments d'infanterie, une centaine de cavalerie ; le reste à l'avenant. S'ils eussent atteint leur force normale, cela eût donné un

chiffre total de plus de 500 mille hommes. Mais tous ces corps étaient dans un état de grand délabrement. Les *passé-volants* ou *hommes de paille*, enrégimentés les jours de revue pour couvrir des fraudes communes, étaient encore en trop grand nombre malgré les pénalités contre ce scandaleux abus. Il avait fallu prodiguer le superflu pour obtenir le nécessaire, créer beaucoup de cadres pour les faire quelque peu remplir; la proportion des officiers et dignitaires de tous rangs, en regard de la troupe, dépassait toute limite. Il faut dire aussi que les grades de régiments et de compagnies se vendaient, ce qui allégeait momentanément les charges de l'Etat, quitte à les décupler plus tard. Mais à ce prix seulement, avec les malheurs répétés des armes françaises, on avait pu porter l'armée à l'effectif réel d'environ 400 mille hommes.

Pour arriver là on avait non-seulement augmenté le nombre des recruteurs et des corps, comme nous venons de le dire, mais recouru aux levées nationales sous le nom de milices provinciales. La première organisation de ce genre de troupes se fit pour résister à la coalition d'Augsbourg. Une ordonnance royale du 29 novembre 1688 requit de chaque village un contingent d'hommes équipés et armés pour servir deux ans, contingent fixé à raison d'un milicien par deux mille livres de taille que payait la localité. Cette première levée ne produisit que 25 mille hommes; on en forma 30 bataillons ou régiments dont les places d'officiers furent données aux gentilshommes des provinces.

Quoique ces bataillons ne fussent destinés, dans l'origine, qu'à la défense des côtes et des places fortes, quelques-uns d'entr'eux furent appelés aux armées actives et s'y comportèrent bravement. Aussi, à la paix de Rysswik, on se garda bien de licencier ces nouveaux soldats et on les incorpora dans les troupes permanentes pour en combler les vides.

Lors des levées subséquentes, les localités désignèrent leurs hommes de contingent par un tirage au sort, duquel ils pouvaient se racheter moyennant une indemnité de 75 francs. Ces préludes à la célèbre loi de conscription qui s'établit un siècle plus tard ne rencontrèrent pas partout le meilleur accueil ; souvent on ne put les appliquer que par des ordres tyranniques ; souvent aussi ils n'amènèrent sous les drapeaux que des gens s'empressant de les désertir à la première occasion favorable. Néanmoins ils fournirent encore plusieurs levées d'une trentaine de mille hommes, et dans les dernières années de la guerre de Succession les effectifs s'accrurent de quatre à cinq de ces levées accumulées.

C'est ainsi, et avec les secours du recrutement ordinaire poussé à l'extrême et d'un contingent de 25 mille Irlandais réfugiés en France avec Jaques II après la révolution d'Angleterre, que Louis XIV put porter ses effectifs jusqu'à plus de 400 mille hommes. A l'avènement de son successeur les régiments d'infanterie furent réduits au chiffre de 124, à savoir : la brigade des gardes suisses et des gardes françaises, 95 régiments français, 9 suisses, 5 allemands, 5 irlandais, 2 wallons, 1 italien, 1 piémontais, 1 catalan. Sur ce nombre les Suisses comptaient pour environ 22 mille hommes.

Les bataillons furent formés à 15 compagnies, dont une de grenadiers, fortes seulement d'une cinquantaine d'hommes y compris les officiers ; le nombre des bataillons par régiment resta indéterminé ; dans les corps français le bataillon formait ordinairement le régiment. Sur ce pied les forces permanentes de l'infanterie se montaient à une centaine de mille hommes.

A côté de cela les milices furent réparties en 93 bataillons, plus six corps de fusiliers des frontières, destinés à seconder les régiments de première ligne et toujours composés par le tirage au sort sur tous les hommes valides de 16 à 40 ans.

Toutes ces troupes, dès les années 1704 et suivantes, furent munies du fusil à silex avec baïonnette à douille, cartouches et giberne. On ne vit plus de piques que dans quelques bataillons de milices ou de garnison sédentaire. La profondeur fut réduite à quatre rangs, qui pouvaient soit se réduire encore à trois ou à deux par un doublement des files, soit s'additionner en colonnes de masses. Pour le reste les anciennes évolutions et formations des piquiers et mousquetaires mélangés furent conservées pendant bon nombre d'années encore, anomalie fâcheuse qui marquait un vrai recul de la tactique au milieu de tant de progrès.

La cavalerie s'était aussi fort accrue, surtout en troupes légères. Aux 16 anciennes compagnies d'ordonnance, formant 8 escadrons de gendarmerie, s'ajoutèrent 24 régiments de grosse cavalerie et une soixantaine de cavalerie légère, dont 45 de *dragons*. A l'exemple des Hongrois on avait réuni deux régiments de *hussards*; il fut encore créé un régiment spécial de *carabiniers*, appelé aussi *brigade*, à l'effectif considérable de cent compagnies ou cinq brigades de quatre escadrons, ce qui équivalait à cinq régiments ordinaires. Dans l'origine les carabiniers, armés de carabines rayées et choisis parmi les plus habiles tireurs de chaque régiment, ne constituaient point un corps séparé; ils formaient, à peu près comme les anciens grenadiers dans l'infanterie, une tête de colonne dans chaque régiment. Mais depuis la bataille de Fleurus, où ils avaient rendu de très bons services en corps, on en avait formé le régiment sus-indiqué.

La grosse cavalerie avait repris la demi-cuirasse, et Feuquières demandait plus encore pour elle; il désirait une cuirasse entière, à l'épreuve de la balle.

La force des régiments variait de 6 à 12 compagnies, cha-

cune de 30 à 40 hommes seulement ; les escadrons se composaient de trois à quatre compagnies, ce qui ne donnait que deux à trois escadrons pour le régiment. Cet effectif si faible en proportion des cadres provoquait de nombreuses et justes plaintes, dont Feuquières et Puységur notamment se firent les éloquentes organes. Ils nous apprennent, à cette occasion, que les grandes armées de la guerre de Succession comptaient bien environ 200 colonels de cavalerie et autant d'infanterie sans troupe, restant aux ordres du grand état-major pour les services occasionnels.

Toute la cavalerie était armée de feux, soit de mousquets, fusils ou carabines, soit de pistolets, et elle en faisait grand usage. Elle tirait à toutes les allures, même au galop, ce qui laisse juger du degré d'efficacité réelle que pouvaient avoir ces tiraileries.

Les cavaliers se plaçaient sur 3 rangs, qu'on réduisait parfois à 2 ; les rangs à 4 pas de distance ; les escadrons à intervalles du quart à la totalité du front. Les évolutions étaient généralement peu développées et peu régulières ; les conversions se faisaient ou par escadron et compagnie, ou en doublant les rangs. En résumé cette arme, un peu retombée dans l'enfance, avait de grands progrès à réaliser pour reprendre son niveau. En attendant, la matière première était là, excellente, abondante et ne demandant qu'à être travaillée avec un peu d'habileté et de jugement pour aboutir aux meilleurs résultats.

En fait de cavalerie et d'infanterie, il faut encore mentionner la maison militaire du Roi, se composant alors comme suit :

1^o Quatre compagnies de gardes du corps à cheval, fortes de chacune 300 chevaux se répartissant en six brigades. La compagnie était commandée par un capitaine, un lieutenant et trois enseignes.

2^e Une compagnie de cheveu-légers et une de gendarmes, une de grenadiers et deux de mousquetaires à cheval, de 200 hommes chacune, plus un grand nombre d'officiers et de sous-officiers.

Ces compagnies d'élite, réunies aux huit escadrons de l'ancienne gendarmerie, formaient une réserve spéciale de grosse cavalerie.

L'infanterie se composait de la garde des Cent-Suisses, d'un régiment suisse et d'un régiment français. Les Cent-Suisses formaient une compagnie de 2 à 300 hommes avec cinq officiers.

Le régiment des gardes suisses comptait 12 compagnies de 200 hommes chacune, formant 4 bataillons; celui des gardes françaises 32 compagnies de 110 à 130 hommes, formant 4 à 6 bataillons.

Ce qui faisait un total d'environ 10 mille hommes, avec 3 mille chevaux, y compris la gendarmerie, pour la maison du Roi.

L'artillerie avait, comme nous l'avons déjà dit, pris une grande extension; ce fut à peu près tout. Jusqu'à Gribeauval, sous le roi Louis XV, on se servit d'un matériel inférieur, le même pour le siège et pour la campagne, à savoir des pièces longues aux calibres de 36, 24, 16, 12, 8 et 4 livres, réparties très confusément parmi les troupes, sans avoir encore l'unité tactique de la batterie. Les bouches à feu fabriquées pendant le règne de Louis XIV atteignent à un chiffre colossal, nécessité par le grand nombre de places fortes et de lignes retranchées qui entraient dans les opérations habituelles. Il serait difficile d'établir ce chiffre exactement, vu les fortes quantités de pièces perdues, reprises et reperdues; mais les armées de campagne en avaient en moyenne de 1 à 2 pour mille hommes d'infanterie et de cavalerie,

tirant convenablement à environ 300 pas, leur portée ordinaire de combat.

Si le matériel ne fit pas de grands progrès sous Louis XIV, il en fut différemment du personnel ; on doit à son gouvernement les premières troupes permanentes d'artillerie instituées en France.

Auparavant les pièces étaient desservies par des hommes de corvée de l'infanterie et par des ouvriers spéciaux sous la direction de maîtres canonniers et de commissaires, assez mal vus des troupes. Dès l'an 1670 cela changea du tout au tout. Douze compagnies de canonniers, six bataillons de fusiliers d'artillerie, 12 compagnies de bombardiers furent successivement créés, puis fusionnés en un régiment de royal-artillerie et de royal-bombardiers, qui furent eux-mêmes réunis, en 1720, en un seul régiment royal-artillerie, de sept bataillons à 13 compagnies chacun.

A la tête de toute l'artillerie était un grand-maître, qui remplaça le grand-maître des arbalétriers, assisté de soixante lieutenants et de quelques centaines de commissaires, d'officiers pointeurs, etc., charges qui devinrent bientôt aussi recherchées, même par la noblesse, qu'elles étaient méprisées précédemment. Cinq garnisons et écoles d'artillerieurent établies à Metz, Strassbourg, Grenoble, Perpignan et La Fère, qui ne tarderaient pas à donner de bons fruits et à faire progresser le matériel autant que le personnel.

Le génie et la fortification se développèrent dans une mesure bien plus grande encore. Les sièges et les retranchements de campagne eurent dans toutes les guerres une part importante. Souvent elle fut même excessive et désastreuse au point de vue des opérations générales ; mais la partie technique n'en fit pas moins de grands progrès. Ils furent en partie dus à l'ingénieur-chef Pagan, puis et surtout à son successeur Vauban, dont nous dirons quelques

mots de plus, basés sur l'autorité si compétente de M. le lieutenant-colonel du génie de la Barre-Duparcq :

« Sébastien Le Prestre de Vauban naquit à St-Léger de Fourcheut en 1633. Entré au service à dix-sept ans, il devint par son seul mérite lieutenant-général (août 1688), et commissaire général des fortifications, emploi supprimé à sa mort. Il bâtit 33 places, en répara près de 300, et fit « 53 sièges en chef, dont une vingtaine en présence du roi (Louis XIV), qui crut se faire maréchal de France lui-même et honorer ses propres lauriers » en lui donnant le bâton (1703), et en le nommant chevalier de l'Ordre (1705)....

L'Académie des sciences s'associa Vauban en 1699. Ce grand ingénieur a laissé de bons mémoires sur l'attaque et la défense des places, composés pour l'instruction du duc de Bourgogne, élève de Fénélon ; on les trouve dans ses *Oisivetés*, recueil de douze gros volumes manuscrits où il donne ses idées sur la discipline militaire, les manœuvres, les constructions.....

Toujours attaquant, jamais défenseur, Vauban a donné à l'attaque une grande supériorité sur la défense. En 1673, au siège de Mæstricht, auquel assistait Louis XIV, il inventa les *parallèles*, grandes places d'armes, parallèles aux ouvrages de la place, qui relient tous les zig-zags ou cheminements sur les capitales. Au siège de Luxembourg (1683), il fit construire des *cavaliers de tranchée*, retranchements du moment assez élevés pour avoir des feux plongeants sur le terre-plein du chemin couvert. En juin 1697, au siège d'Ath, il fit pour la seconde fois ⁽¹⁾ tirer l'artillerie à *ricochet* : ce nouveau tir donna d'excellents résultats : malgré la présence de Coëhorn qui défendait la place, les Français ne perdirent que cinquante hommes.

(1) Le premier essai a eu lieu au siège de Philippsbourg, qui se rendit le 30 octobre 1688.

Il semble que Vauban « aurait dû trahir les secrets de son art par la grande quantité d'ouvrages sortis de ses mains ⁽¹⁾ ; » mais il n'a rien écrit sur le tracé des fortifications : sa méthode ne se trouve que dans les travaux qu'il a fait exécuter, et se divise en trois tracés. Le second et le troisième sont supérieurs au premier « par la grandeur des contre-gardes, la saillie des demi-lunes, mais la dépense est presque le double. Cette raison, jointe à ce que le premier a reçu des améliorations importantes de Cormontaigne, a fait préférer jusqu'à présent le premier. »

Premier tracé. — Vauban a fortifié la majeure partie de nos places par ce tracé, modifié dans l'application suivant les terrains. Nous citerons comme exemples :

Enceinte carrée : — Le fort Louis du Rhin.

Enceinte pentagonale : — Huningue, construite pour tenir Bâle en respect, le fort de Scarpe à Douai, et le fort Saint-François à Aire.

Enceinte hexagonale : — Phalsbourg, qui ferme les défilés des Vosges ; Saarlouis, qui couvre l'intervalle entre les Vosges et la Moselle.

Enceinte heptagonale : Maubeuge.

Enceinte octogonale : Schelestadt, bâtie en 1675 ; Menin, démolie en 1744, et Fribourg en Brisgau, démolie en 1745, une des plus fortes places construites par Vauban.

Enceinte ennéagonale : Toul, bâtie en 1700.

Dans ce tracé Vauban écarte, comme Pagan et Coëhorn, son flanc de la perpendiculaire, et le dirige de façon que tous les coups partis de ce flanc puissent atteindre le saillant du bastion. Il donne 180 toises (351 mètres) à son côté extérieur, et prend la perpendiculaire de son front égale à un huitième du côté extérieur pour le carré, un septième pour le pentagone, et un sixième pour les polygones d'un plus grand

(1) Fontenelle.

nombre de côtés. Ses flancs sont concaves et garnis d'orillons. Devant la courtine il met une demi-lune avec flancs.

Les flancs concaves et à orillons entraînent plus d'inconvénients qu'on ne peut en tirer d'utilité : Vauban le reconnut lui-même. Ils étranglent et diminuent la capacité du bastion. L'orillon cache bien une pièce, mais cet avantage est minime, car on peut la démonter par la bombe. Un orillon est fort cher à construire, et la dépense d'un flanc droit à un flanc concave est comme 6 est à 11. Suivant Cormontaigne, il y a une économie de 15,000 fr. à préférer un flanc droit à un flanc concave. Vauban a fait les flancs rectilignes aux citadelles de Lille, d'Arras, aux villes d'Ath, de Charleroi. Il les a faits à orillons à Menin, Saarlouis, Huningue, Longwy, Maubeuge, Phalsbourg, à la citadelle de Strasbourg.

Deuxième tracé. — Ce tracé, appliqué à Landau, construit en 1683, « pour rendre Philipsbourg inutile et défendre l'entrée de l'Alsace par le nord, » se distingue en ce que les bastions y sont très petits ; on leur donne le nom de *tours bastionnées*. Ils ont l'avantage d'échapper par leur petitesse au ricochet et aux bombes, et sont cachés à l'ennemi par des contre-gardes. La demi-lune a plus de saillie et défend mieux les saillants des bastions.

Troisième tracé. — Le troisième tracé ne diffère du précédent qu'en ce que la courtine, qui joint les tours bastionnées, est elle-même brisée suivant la forme bastionnée.

Ce ne fut que vers 1700 que Vauban traça, d'après ce dernier modèle, les fronts de Neuf-Brisach, c'est-à-dire après qu'il fut parvenu à son plus haut degré de science. Il y fit des demi-lunes dans lesquelles il plaça de bons réduits avec des flancs qui jouissent de grandes propriétés. « Il aimait tant les réduits de demi-lune qu'il en fit tout autant qu'il en a trouvé l'occasion, dit Thomassin, ingénieur contemporain de Vauban. »

Cormontaigne entra vers 1716 dans le corps du génie, y servit avec réputation, et mourut en 1752, directeur des fortifications de la Moselle et maréchal-de-camp. Bien moins célèbre que Vauban, dont il fut le successeur, il donna pourtant une extension remarquable à l'art de la fortification. Son nom est une autorité dans toute question relative non-seulement à la fortification, mais encore à l'attaque et à la défense des places. Il fit plusieurs sièges, de 1713 à 1745, et perfectionna, tout en la régénérant, l'arme du génie, dont Vauban, qui proposa en 1669 la création des sapeurs, peut être considéré comme le fondateur.

Cormontaigne osa le premier rectifier Vauban : malgré la jalousie de ses contemporains, ses idées furent généralement admises. Il fit prévaloir le tracé à grandes demi-lunes que « le grand preneur de places de Louis XIV » avait adopté à la fin de sa carrière; il construisit à Metz, en 1728, la *double couronne de Moselle*, et en 1733 celle de *Belle-Croix* : à Thionville le *couronné d'Yutz*, et au château de Bitche des ouvrages importants qui en ont fait une place digne de devenir la citadelle d'une place de premier ordre, dont il avait formé le projet. Dans la double couronne de Belle-Croix, il approcha le plus de ce qu'il appelle le *bon modèle*, c'est-à-dire le tracé type qu'il donna peu de temps avant sa mort. Il a laissé de nombreux mémoires qui ont transpiré par extraits, soit de son vivant, soit après lui, sous différentes formes : on les a réunis en corps d'ouvrage : nous n'en citerons qu'un seul, où ses principes pour la construction des places sont résumés succinctement. Il est intitulé : *Mémorial pour la fortification permanente et passagère*. Paris, 1809 (1).

Le corps du génie, dont il est question dans les lignes, ci-dessus, autre création du gouvernement de Louis XIV,

(1) *De la Barre-Duparcq*. De la fortification à l'usage des gens du monde; Paris 1844. Broch. in-8°, pages 45-51.

comptait à la fin du règne, quatre compagnies de mineurs, autant de sapeurs et environ 300 ingénieurs ⁽¹⁾ divisés en trois catégories, les directeurs de fortifications, les ingénieurs-chefs, les ingénieurs, sans compter les candidats et les trésoriers. Un directeur général des fortifications de terre et de mer, ne relevant que du roi, était à la tête du corps et en temps de guerre il disposait encore d'un grand nombre d'ingénieurs volontaires militaires ou civils, qu'on créait inspecteurs des travaux. Quoiqu'illustré par Vauban, puis par Cormontaingne, par Thomassin, par Lepara et par d'autres encore, ce corps, qui demandait à la fois tant de connaissances, d'activité et de froide bravoure, fut longtemps comme l'artillerie dédaigné par l'armée et surtout par la noblesse, qui y voyaient trop d'ouvriers et d'artisans et pas assez de combattants proprement dits. Nouvelle et singulière anomalie dans un temps où l'on poussa jusqu'à l'abus l'emploi des fortifications, places régulières et remuements de terre improvisés ; dans un temps qui nous montre si souvent les armées se blottissant dans des camps retranchés et derrière des lignes péniblement élevés, d'où elles ne pouvaient sortir que par d'autres pénibles travaux des sapeurs pour leur tracer des chemins !

Quoiqu'il en soit le génie compta désormais comme un corps, presque comme une arme, quoique plus tard on ait tenté de l'englober, pendant quelques années, dans l'artillerie devenue promptement un corps d'élite fort recherché et non moins absorbant. — En même temps que les forteresses, d'autres grandes et utiles constructions furent entreprises, notamment le bel hôtel des Invalides.

(1) Cormontaingne, dans son *Mémorial sur la fortification*, dit qu'il y avait 600 ingénieurs à la fin du règne de Louis XIV ; mais le colonel Augoyat, qui a récemment publié dans le *Spectateur militaire* une série d'articles sur le *génie et les ingénieurs*, remarquables de science et d'exactitude, conteste le chiffre de Cormontaingne et donne celui que nous indiquons ci-dessus. Voir *Spectateur militaire* de 1857 et 1858.

En d'autres branches encore, d'un caractère moins spécial, le règne de Louis XIV réalisa de notables améliorations qui servirent de germes à bon nombre d'autres.

Le service en général, instruction, tenue, discipline, fut l'objet de soins constants pendant la paix. Si la tactique même se perfectionna peu, on'y pratiqua au moins celle en vigueur avec une parfaite aisance. Des exercices, des revues en grand nombre tenaient les forces militaires en haleine et toujours disponibles. Un vaste camp de manœuvre d'une soixantaine de mille hommes fut aussi réuni à Compiègne, en 1698, sous le commandement du maréchal Boufflers, et si à la vérité le luxe et l'étiquette monarchique y firent une nuisible invasion avec le roi et toute sa cour, sans oublier M^{me} de Maintenon, (1) les troupes n'en furent pas moins rompues à la manœuvre, aux évolutions, aux soins de détail, à tout le service, et un premier exemple fort utile fut ainsi donné, qui porta plus tard d'excellents fruits dans divers pays de l'Europe, en Prusse surtout, ainsi qu'en France même.

La tenue ne pouvait manquer d'être également perfectionnée sous un tel régime et elle le fut en effet, mais avec plus d'apparat et de coquetterie que d'esprit pratique. L'habillement, qui était précédemment l'affaire des compagnies et des capitaines, devint celle des régiments et de l'Etat; il fut réglementé pour la forme, la couleur, l'ornementation dans tous les corps. C'est en ce sens qu'on a pu dire avec quelque exagération que Louis XIV fut le créateur de la tenue uniforme.

La hiérarchie reçut de nombreux compléments et fut assise sur des bases aussi solides que simples. La grande charge du colonel général de l'infanterie fut supprimée; le

(1) Voir le piquant chapitre 14 des Mémoires de St-Simon sur ce sujet. II, 200.

roi et son ministre de la guerre se mirent à sa place et se passèrent fort bien de cet intermédiaire.

Au haut de l'échelle se trouvaient les *maréchaux de France*, qui étaient au nombre d'une vingtaine à la fin du règne, et qui commandaient ordinairement une armée; puis les *lieutenants-généraux*, commandants d'aile; les *maréchaux de camp*, commandants de fractions d'ailes correspondant à peu près à nos divisions d'armée actuelles; les *brigadiers*, commandant les brigades ou réunion de plusieurs bataillons ou escadrons, existant régulièrement depuis Turenne; enfin les colonels, lieutenants-colonels, majors et les officiers subalternes commandant la troupe. Les fonctions d'état-major étaient remplies par des officiers supérieurs du titre de maréchal-général des logis, maréchal des logis, maréchal de bataille, sergent de bataille, major général d'infanterie, de cavalerie, de dragons, d'artillerie, de brigade, échelle de grades qui existe encore à peu près entière, sous quelques titres différents, dans la plupart des armées européennes.

Un des meilleurs principes de la hiérarchie fut introduit par le gouvernement de Louis XIV comme règle fondamentale du service et de l'avancement, à savoir le principe de l'ancienneté, *l'ordre du tableau*. Fait curieux et non moins instructif, que cette sauvegarde des droits des officiers au détriment de ceux de l'autorité venant du monarque le plus absolu et le plus puissant de l'Europe moderne! C'est qu'il dut constater qu'elle est aussi la meilleure sauvegarde contre des erreurs et des abus de l'autorité qui peuvent devenir une source amère de désordres et de dangers, et Louis XIV sut en cela sacrifier l'accessoire au principal, son prestige et ses goûts de commandement à la bonne harmonie dans ses cadres. Quand deux officiers du même grade se trouvaient en contact, au lieu d'établir l'un

au-dessus de l'autre par le fait d'un décret, il laissa le décret aux chances suprêmes, c'est-à-dire à l'ancienneté d'âge, qui est bien quelque chose, il faut le reconnaître, parmi des hommes ayant souvent vu la mort en face et moissonnant leurs alentours. Des cheveux blancs qui ont traversé les périls des champs de bataille ou seulement les épines ordinaires de la vie, constituent au moins une marque de bonheur, à défaut d'autre recommandation, qui impose plus aisément la subordination et le respect qu'un acte gouvernemental venu de fort loin peut-être et souvent influencé par des vues particulières ou par de simples caprices personnels. Il est d'ailleurs assez naturel qu'en fait de favoritisme et d'arbitraire le cœur humain accepte mieux ceux de la Providence que ceux des gouvernements.

Cette bienfaisante et judicieuse règle de l'ancienneté se consolida si promptement et fut si bien respectée de tous qu'on admira généralement comme un acte digne de l'antique Rome, le fait du maréchal Boufflers, envoyé à l'armée de Flandres en 1709 comme remplaçant éventuel du maréchal Villars, son cadet, et s'y mettant cependant sous les ordres de celui-ci pour la bataille de Malplaquet. La règle prit aussi une haute influence sur les avancements, et rarement on s'en départit dans les promotions ordinaires d'officiers également signalés pour leur mérite. A tel point que même un étranger, un brillant étranger, il est vrai, Maurice de Saxe, osait se plaindre amèrement, sous le règne suivant, de l'avancement donné au prince de Conti, membre cependant de la famille royale. (1) Aujourd'hui ce pri-

(1) « Je sais le respect dû aux princes de la maison de France, disait Maurice de Saxe au duc de Luynes en 1746, et j'en m'en écarterai jamais ; que le roi les déclare tous généralissimes de ses armées au berceau, je n'ai rien à dire ; mais que M. le prince de Conti ait acquis ce titre comme une récompense de ses services, je crois avoir le droit de me plaindre. » Sainte-Beuve, nouveaux lundis, tome XI, page 78. Maurice de Saxe, d'après les *lettres et documents inédits des archives de Dresde* publiés par M. le comte Vitthum d'Eckstedt.

vilège de l'ancienneté est devenu de droit commun dans toutes les armées civilisées. A grade égal, l'ancienneté a partout et toujours le commandement dans le service, de même qu'elle a, dans les avancements, une part déterminée et assurée par des lois. ⁽¹⁾

Au point de vue de la grande tactique, de la stratégie, de l'art de la guerre en général, nous avons déjà montré, dans nos esquisses historiques et particulièrement dans celle de la guerre de la Succession, quels étaient les titres de cette période; ils se trouvent d'ailleurs résumés dans les écrits des trois praticiens et critiques distingués dont nous avons souvent parlé, Feuquières, Puységur, Folard. Avec leurs qualités et leurs défauts, les ouvrages de ces généraux sont bien l'expression de l'état de l'art militaire sous Louis XIV, et si l'on y constate maints progrès sur leurs devanciers il faut reconnaître qu'ils sont encore loin de répondre à l'idéal que des officiers de notre temps peuvent se faire de leur art. ⁽²⁾

Les progrès effectués n'en étaient pas moins réels et divers. Les ordres de bataille s'étaient perfectionnés, avaient acquis plus de liberté tout en se basant sur le principe normal de deux lignes à intervalles et d'une réserve. ⁽³⁾

Maints généraux de tous pays avaient montré à l'envi le parti qu'on peut tirer de la bonne direction des marches et de la manœuvre dans les batailles. Grâce à eux on n'était plus aux simples et vastes affaires de front, aux tumultes

(1) La Suisse, qui a, il est vrai, une organisation de milices, est le seul pays à notre connaissance qui, depuis quelques années, ait essayé de faire exception à cette règle. Nous souhaitons qu'elle ne s'en repente pas quand viendra le moment de se servir sérieusement d'une armée où s'introduisent ainsi tant de ferments de désordre et de désunion.

(2) Voir dans notre volume *Jomini, sa vie et ses écrits*, le chapitre: *Des écrits antérieurs à Jomini* et notamment les articles concernant les auteurs précités pages 284-293.

(3) Voir sur ce point le chapitre 14, *Ordres de bataille*, de Puységur, I, pag. 306.

tueuses et rétives conflagrations de masses comme dans tant de batailles antérieures ; si l'on avait trop longtemps, a-t-on dit, combattu sans manœuvrer et manœuvré sans combattre, maints généraux avaient su faire l'inverse. Parmi ces derniers maîtres, formant comme une resplendissante auréole autour de la grande figure de Louis XIV, (1) quatre à cinq, Turenne, Condé, Montecuculi, Eugène et surtout Marlborough, dépassent les autres de la tête. En particulier les campagnes du général anglais, à plus forts effectifs et à plus larges combinaisons que celles de Turenne, par suite de l'extension même des questions politiques et du théâtre de la lutte, sont autant de leçons d'excellente stratégie, de même que ses victoires de Hœchstet, de Ramillies, d'Oudenarde et de Malplaquet, batailles vraiment esthétiques, sont autant d'admirables cours de grande tactique, encore bons à méditer. (2)

Restait à l'art de la guerre, tel qu'il sortait des mains de ces capitaines, à se perfectionner dans la tactique élémentaire, qui est mieux l'œuvre de la paix et des camps

(1) On ferait, il nous semble, un frappant résumé d'art et d'histoire en groupant ces diverses figures dans deux tableaux en pendants, dont l'un représenterait Louis XIV entouré de Turenne, Condé, Louvois, Vauban, Colbert, Tourville, au premier rang, avec Catinat, Luxembourg, Villars, Boufflers, Duguay-Trouin, Berwick, Vendôme, Créquy, Schomberg, Jean-Bart au second rang, et dont l'autre comprendrait Guillaume d'Orange et Marlborough, entourés de Montecuculi, du prince Eugène, de Heinsius, de Tromp, de Ruyter, de Mercy, de Cœhorn, d'Overkerke, du duc de Lorraine.

(2) Pour suivre le détail des campagnes et des batailles de Marlborough, voir surtout, à côté des écrits militaires de Feuquières et Puységur, le bel *Atlas des guerres de la Succession* par le général Pelet, directeur du dépôt de la guerre de Paris en 1838-1848, 6 volumes in-folio de planches et de légendes, accompagnant les 9 volumes de *Mémoires militaires relatifs à la succession d'Espagne sous Louis XIV*, faisant partie de la grande *Collection des documents inédits sur l'histoire de France. 1835-1862*. Pour les opérations générales on peut se contenter de l'*Histoire de Marlborough* dont nous parlons page 224. Quoique élaborée par ordre de Napoléon, cette histoire est fort défectueuse, nous le répétons, au point de vue militaire ; maints renseignements essentiels y font défaut ou sont ensevelis sous d'oiseux détails. Néanmoins la partie panégyrique n'est pas trop mal rendue ; l'on pourrait presque la considérer comme une réparation anticipée

d'instruction que de la guerre elle-même. Il devait encore s'émanciper davantage des embarrassants magasins, des places fortes innombrables, de l'abus des lignes retranchées et de la « guerre des taupes », des stéréotypes positions d'observation, des camps trop fastueux, des interminables bagages, des inévitables quartiers d'hiver et d'autres routines et impedimenta énervant et alourdissant les armées. Mais pour atteindre à ce haut degré de perfection, dont chaque sous-lieutenant de l'an 1870 peut fort bien avoir une juste idée, il fallait rompre avec beaucoup d'habitudes très-impérieuses alors, avec beaucoup de traditions fort respectables, et les vieilles monarchies militaires de l'Europe, mollement couchées sur leurs lauriers, se trouvaient peu en état d'entreprendre cette rupture qui était toute une révolution. Il fallait que de jeunes Etats s'en mêlassent et que leurs expériences plus libres de préjugés, jointes à la nécessité bien démontrée, imposassent à d'autres le progrès avec l'aide persuasive des revers.

Ainsi ce ne fut ni à la France, ni à l'Autriche, ni à l'Espagne, ni à l'Angleterre, ni à la Suède, ni à l'Italie, ni à la Suisse, ces patries de tant de brillants soldats des siècles antérieurs, qu'échut le premier rang dans les affaires militaires du XVIII^e siècle. Ce glorieux héritage fut recueilli, pour le moment, par un petit et modeste royaume, le cadet entre tous, n'ayant encore eu que des rôles d'auxiliaire ou de subordonné,

de la regrettable lacune des *Dictées de Sainte-Hélène*, où sont analysées les principales campagnes des capitaines de tous les temps, en laissant de côté Marlborough. Si cet oubli provint des sentiments amers que l'infortuné prisonnier des Anglais était bien en droit de nourrir contre ses durs geôliers, on peut dire que sa petite vengeance eut un plein succès. Aujourd'hui encore le généralissime de la Grande-Alliance est plus connu en France et dans quelques autres pays par la célèbre complainte de sa femme que par le mérite de ses opérations. L'injuste habitude s'est prise d'ignorer ses lauriers ou de les reporter sur d'autres, notamment sur le prince Eugène, et l'on doit reconnaître que l'ingratitude des Anglais eux-mêmes envers leur grand compatriote, par suite de mesquines dissensions politiques, n'a pas peu contribué à ce résultat.

mais qui s'était sans cesse perfectionné et renforcé dans son état militaire ; qui avait suivi attentivement ce qui se passait autour de lui, s'arrondissant patiemment des ruines et des miettes de ses divers voisins, s'instruisant à toutes les écoles et qui sut en particulier admirer et imiter l'habile Marlborough tandis qu'ailleurs on ne s'appliquait qu'à le chançonner.

Nous voulons parler de la Prusse et de son grand roi. Ils vont maintenant fixer notre attention, en attendant que nous passions à l'Amérique de Washington pour revenir enfin à la France de la Révolution et de Napoléon.

Nous avons tout d'abord espéré faire entrer les esquisses de la guerre de Sept-Ans et de l'Indépendance américaine dans le présent volume ; mais nous avons dû, après plus ample examen, reconnaître l'impossibilité de condenser à ce point cette importante matière sans nuire à sa clarté. Nous nous sommes donc décidés à réserver ces deux chapitres et celui des guerres de Napoléon, pour un volume à part, qui se terminera par un appendice sur les principales guerres contemporaines.



TABLE DES MATIÈRES.



Avant-propos de la 2^e édition.

CHAPITRE I.

Guerres d'Italie (1494-1559).

Conquête passagère de Naples par les Français de Charles VIII. Expéditions de Louis XII, avec l'aide des Suisses; conquête et perte rapide du Milanais. Siège de Novare. Louis-le-More livré par un de ses soldats suisses aux Français qui reprennent le Milanais. Partage perfide du royaume de Naples entre les rois de France et d'Espagne, se terminant par l'expulsion des Français de l'Italie méridionale. Ligue de Cambrai contre les Vénitiens battus à Agnadel. Sainte-Ligue contre la France contenue par la victoire de Gaston, duc de Nemours, à Ravenne. Les Suisses mécontents de Louis XII rétablissent le duché de Milan et deviennent les *protecteurs du St-Siège*. Les Français sous la Trémouille et Trivulzio reprennent le Milanais. Ils sont battus à Novare par les Suisses, qui vont ensuite assiéger Dijon. Traité de Dijon par lequel La Trémouille se débarrasse adroitement des Suisses. — François I reconquiert le Milanais. Renouvellement de la Ste-Ligue, dont tout le poids tombe sur les Suisses, qui sont battus à Marignan. Grandes luttes de François I et de Charles-Quint. Les Suisses, retournés à la France, lui font perdre la bataille de la Bicoque par d'inopportuns assauts, et par suite toute la Lombardie. La France est entamée à son tour. François I repousse l'invasion et rentre en Italie secondé de 10 mille Suisses. Il est battu et fait prisonnier à Pavie. In-

stitutions militaires des Suisses. Leur tactique et leur ordre de bataille. Leurs fameux piquiers étaient en quelque sorte des chevaliers à pied plutôt que des imitateurs des phalangistes grecs. Opinion des hommes d'état italiens sur les grandes destinées que les Suisses manquaient à cette époque. — Traité de Madrid. Reprise de la guerre entre la France et l'Empire. Les *légions* de François I. Charles-Quint en Provence; les Ottomans alliés des Français. Paix finale de Cateau-Cambrésy. — Les huit guerres de religion en France. Bataille d'Ivry. Henri IV et Farnèse. Résumé des progrès de l'art militaire pendant le 16^e siècle Pages 1-84.

CHAPITRE II.

Guerre de Trente-Ans. — Gustave-Adolphe.

Origine et préliminaires de la guerre de Trente-Ans. Les protestants allemands contre l'Empire. La Bohême insurgée est écrasée par les Impériaux de Tilly. L'électeur palatin Frédéric V dépouillé de ses propres états. Les protestants abattus et terrorisés invoquent l'appui de leur coreligionnaires. Le roi de Danemark Christian IV arrive à leur secours. Ils sont battus à Lutter par les forces impériales de Tilly et de Wallenstein; l'armée danoise acculée dans le Jutland. Paix de Lübeck dure au Danemark. La mer Baltique en voie de se transformer en *lac allemand* sous le généralissime Wallenstein, devenu grand amiral, duc de Friedland et de Mecklembourg. La Suède entre en ligne pour secourir les protestants. Gustave-Adolphe. Institutions militaires des Suédois, leur tactique, leurs ordres de bataille. Leur établissement à Stettin et Stralsund favorisé par la disgrâce de Wallenstein. Traité franco-suédois de Berwald. Sièges divers et guerre de positions. Prise de Francfort sur l'Oder par Gustave. Sac de Magdebourg par Tilly. Le Brandebourg et la Saxe forcés d'entrer plus nettement dans l'alliance suédoise. Victoire de Gustave sur Tilly à Breitenfeld. Il marche sur la Ligne et le Rhin, occupe Francfort et Mayence, délivre Nuremberg, bat de nouveau Tilly sur le Lech, occupe Munich, prend position à Nuremberg, où une formidable lutte s'engage entre lui et Wallenstein prétendant l'assiéger. Abandon des lignes de Nuremberg pour opérer en Saxe. Bataille de Lutzen, où Wallenstein est défait mais Gustave tué Pages 85-154.

CHAPITRE III.

Les Weimariens. — Débuts de Turenne et de Condé. —

Fin de la guerre de Trente-Ans.

Ligue des protestants à Heilbronn pour la continuation de la guerre sous Bernard de Weimar et Oxenstiern. Ils sont battus à Nordlingen, ce qui force la France à prendre directement leur cause en main. Péripéties nombreuses. Belles opérations des élèves et successeurs suédois de Gustave, entr'autres de Bernard de Weimar, de Banner, de Torstenson; guerre simultanée en Italie, en Belgique, en Espagne. Turenne succède à Guébriant qui avait remplacé Bernard de Weimar. Victoire du jeune prince de Condé à Rocroy; bataille de Fribourg de Condé et Turenne contre Mercy; de Nordlingen; prise de Dunkerque et victoire de Lens par Condé. Habiles opérations de Turenne l'amenant au cœur de la Bavière. Traité de Westphalie terminant la guerre de Trente-Ans. Période transitoire au point de vue militaire . Pages 155-195.

CHAPITRE IV.

Guerres de Louis XIV. — Condé, Turenne, Vanban, Louvois. — Marlborough.

Troubles de la Fronde et bataille des Dunes. Invasion de la Belgique et de la Franche-Comté par les Français. Traité d'Aix-la-Chapelle. Guerre de Hollande; invasion de ce pays par les Français; magnifique année 1672 pour Louis XIV, suivie d'autres beaucoup moins brillantes. Vaillante énergie des Hollandais. Guerre sur le Rhin. Belles manœuvres de Montecuculi contre Turenne et vice-versa. Batailles de Sintzheim, d'Entzheim, de Türckheim, manœuvres d'Ottenheim et de la Renchen; mort de Turenne; nombreux sièges en Belgique; victoire de Condé à Seneff. Traité de Nimègue marquant l'apogée de la puissance de Louis XIV. Augmentations des effectifs et de toutes les ressources de guerre. Grande coalition d'Augsbourg contre la France. Guerre en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Italie, en Angleterre où viennent de triompher Guillaume d'Orange et la révolution. Victoires des généraux Luxembourg et Catinat à Neerwinden, Fleurus, Steinkerque, puis à la Staffarde, à la Marsaglia. Paix de Ryswick et de Carlowitz. — Guerre générale de la succession d'Espagne. Vastes opérations. Vendôme, Villars, Berwick contre le triumvirat de la

Grande-Alliance, Marlborough, le prince Eugène, Heinsius. Défaites répétées des Français à Hœchstet, Ramilies, Oudenarde, Malplaquet. Leur compensation à Denain. Traités de Rastadt et d'Utrecht.

Pages 196-272.

CHAPITRE V.

Des institutions militaires et des progrès de l'art militaire pendant les guerres du siècle de Louis XIV.

Trois faits capitaux : création de grandes armées régulières et permanentes, introduction complète des armes à feu, perfectionnement considérable de la fortification et des sièges. — Etat militaire au commencement du règne de Louis XIV. Effectifs d'abord restreints s'augmentant par le recrutement à l'intérieur et à l'extérieur et par les milices provinciales. Formation et tactique des troupes, profondeur de 6 à 10 rangs. Ecole Montecuculi, piquiers et rondachiers ; école Puységur et Feuquières, davantage de feux, Turenne tenant des deux. Absence de système rigoureux au milieu du 17^e siècle. Dénomination vague de *bataillon*. Mélanges variés de piquiers et de mousquetaires. Création des grenadiers en compagnies avec baïonnette à manche. Les dragons ; les ordres de bataille. — Etat militaire à la fin du règne de Louis XIV. Effectifs beaucoup plus forts, dont une centaine de bataillons de milices. Fusils à silex et à baïonnette à douille avec cartouches pour toutes les troupes d'infanterie, profondeur réduite à 4 rangs. Cavalerie légère et dragons fort accrus. Toute la cavalerie armée de feux ; demi-cuirasses reprises par la grosse cavalerie. La maison du Roi. Création d'un personnel d'artillerie. Grand développement de la fortification et du génie. Note sur Vauban et sur Cormontaigne. Amélioration de tout le service en général, tenue, discipline, instruction. Le camp de Compiègne ; la hiérarchie, l'ordre du tableau et la règle d'ancienneté. Grande tactique et stratégie bien rendues par les écrits de Feuquières, Puységur et Folard ; portées à un haut degré par les belles campagnes de Marlborough. Ordres de bataille basés sur le principe de deux lignes à intervalles et d'une réserve, avec grande liberté de variantes. Progrès restant à accomplir par l'art militaire de cette époque pour rendre les armées plus mobiles et leur action plus régulière. Cette mission va échoir, pour le moment, à un Etat nouveau et secondaire, à la Prusse. Pages 273-302.

EN VENTE

chez les principaux libraires de la Suisse et de l'Etranger:

- Relation historique et critique de la campagne d'Italie, en 1859**, par F. LECOMTE, major à l'état-major fédéral suisse. 2^e édition. Paris 1860. Tanera éditeur. — 2 vol. in-8^o avec carte générale. Prix: 8 fr.
Avec un atlas in-folio par le capitaine van de Welde . . . 16 fr.
- L'Italie en 1860**. Esquisse des événements militaires et politiques, par F. LECOMTE, major fédéral suisse. Paris 1861. Tanera éditeur. — 1 vol. grand in-8^o, avec cartes. Prix: 10 fr.
- La guerre des Etats-Unis d'Amérique**. Rapport au Département militaire suisse, par F. LECOMTE, lieutenant-colonel fédéral. Lausanne, 1862. — 1 vol. grand in-8^o, avec cartes. Prix: . . . 5 fr.
- Campagnes de Virginie et de Maryland en 1862**. Documents officiels traduits de l'anglais avec annotations, par Ferdinand LECOMTE, lieutenant-colonel fédéral. Paris, Tanera; 1864. — 1 vol. in-8^o, avec cartes. Prix: 5 fr.
- Guerre du Danemark en 1864**. Esquisse politique et militaire par F. LECOMTE, lieutenant-colonel fédéral. Paris, Tanera; Lausanne, Delafontaine et Rouge; 1864. 1 vol. grand in-8^o avec 4 planches. Prix: 10 fr.
- Guerre de la Sécession**. Esquisse des événements militaires et politiques des Etats-Unis, de 1860 à 1865, par F. LECOMTE, colonel fédéral suisse. Paris, Tanera; Lausanne, Chantrens; 1866-1867. 3 vol. grand in-8^o avec cartes. Prix: 15 fr.
- Guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche et la Confédération germanique en 1866**. Relation historique et critique par F. LECOMTE, colonel fédéral suisse. Paris, Tanera; Lausanne, Chantrens; 1867. 2 vol. grand in-8^o avec cartes et plans. Prix: 20 fr.
- Le général Jomini, sa vie et ses écrits**. Esquisse biographique et stratégique, par F. LECOMTE, colonel fédéral suisse. 2^e édition; Paris, Tanera éditeur; Lausanne, Corbaz et Compe; 1869. — 1 vol. in-8^o, avec atlas in-folio. Prix: 12 fr.
Sans atlas avec carte générale 6 fr.
- Études d'histoire militaire**. Antiquité et Moyen-âge. Paris, Tanera; Lausanne, Chantrens; 1869. 1 vol. in-8^o. Prix . . . 5 fr.

REVUE MILITAIRE SUISSE

dirigée par F. LECOMTE, colonel fédéral; RUCHONNET, major fédéral d'artillerie; Jules DUMUR, capitaine fédéral du génie.

La *Revue militaire suisse* paraît deux fois par mois à Lausanne. Elle publie en supplément, une fois par mois, une *Revue des armes spéciales*. — Prix: Pour la Suisse, 7 fr. 50 c. par an. Pour la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie, 10 fr. par an. Pour les autres Etats, 15 fr. par an. — Pour tout ce qui concerne l'Administration et la Rédaction, s'adresser au Comité de Direction de la *Revue militaire suisse*, à Lausanne. — Pour les abonnements de l'étranger s'adresser à M. Tanera éditeur, rue de Savoie, 6, à Paris.

